



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



LES
JÉSUITES

PAR

J. HUBER

PROFESSEUR A MUNICH

TRADUIT PAR

ALFRED MARCHAND

FONDATION DE L'ORDRE. — CONSTITUTION DE L'ORDRE.
ACTION POLITIQUE ET ECCLÉSIASTIQUE DE L'ORDRE.
MISSIONS CHEZ LES PAÏENS.
L'ORDRE DE JÉSUS ET L'ÉGLISE CATHOLIQUE.
DOCTRINES ET PRATIQUES RELIGIEUSES DE L'ORDRE.
INSTRUCTION ET ÉDUCATION. — SCIENCE ET ARTS.
LE JANSÉNISME ET L'ORDRE DE JÉSUS.
SUPPRESSION DE L'ORDRE PAR CLÉMENT XIV.

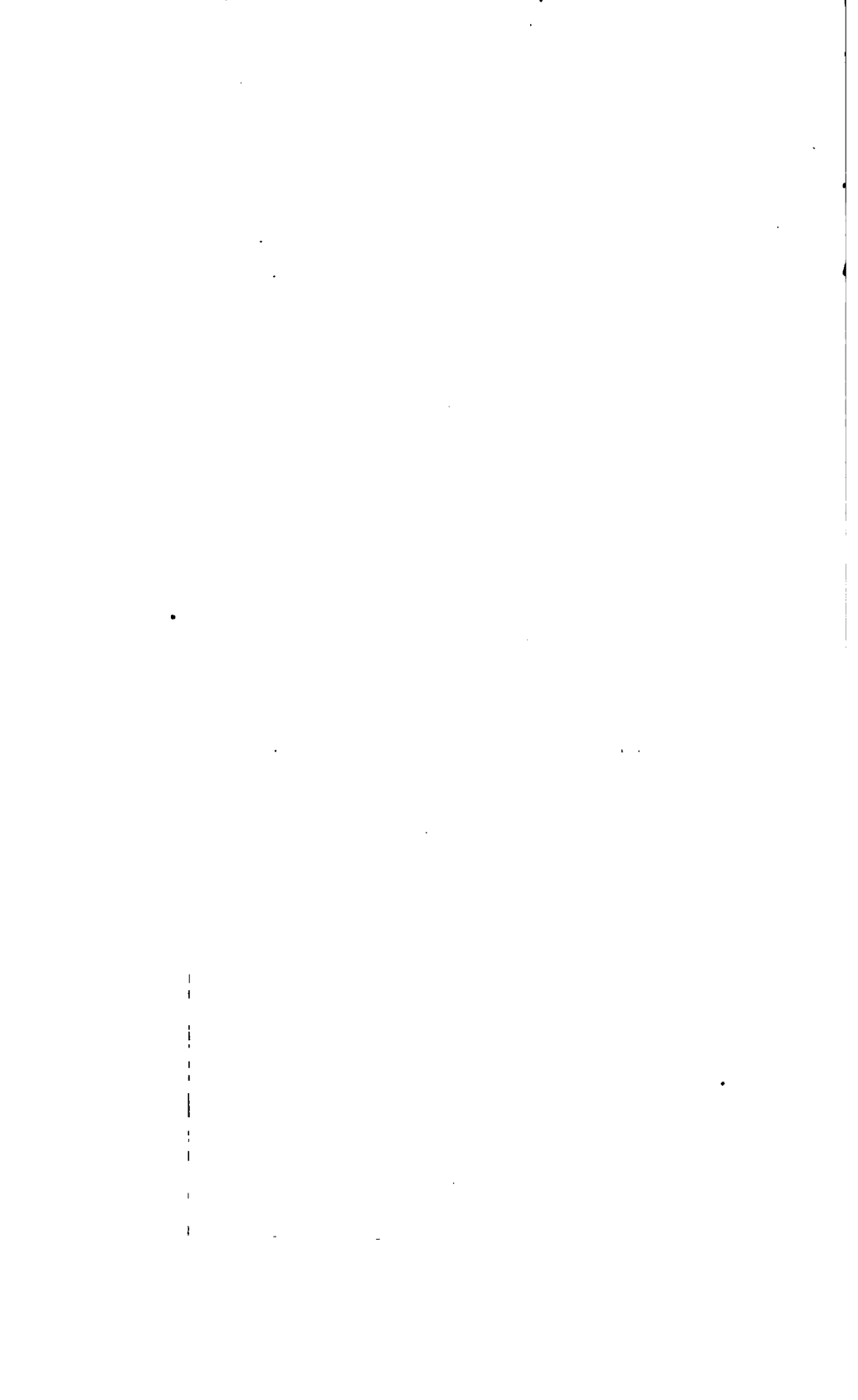
TOME SECOND

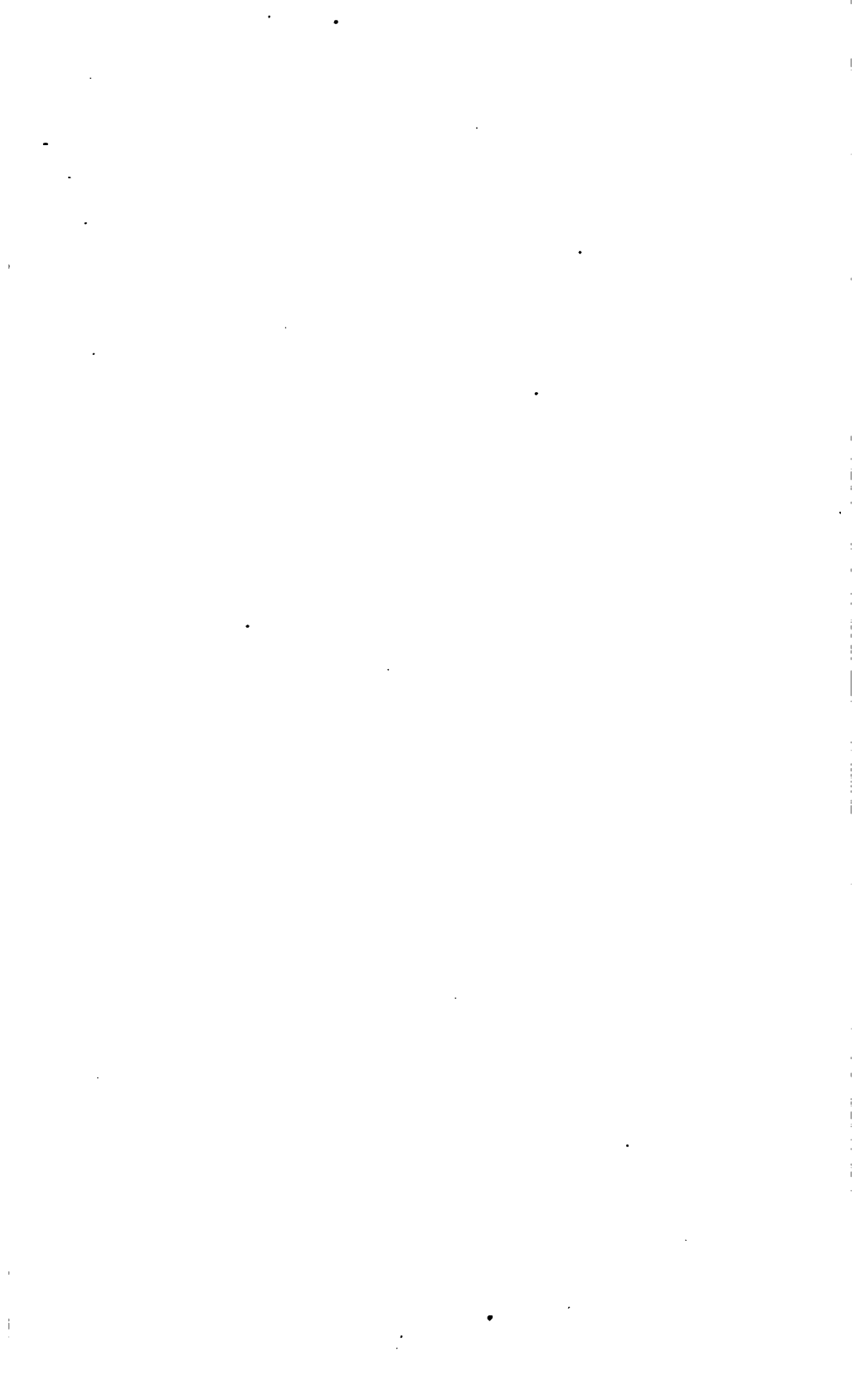
PARIS

SANDOZ ET FISCHBACHER, LIBRAIRES-ÉDITEURS

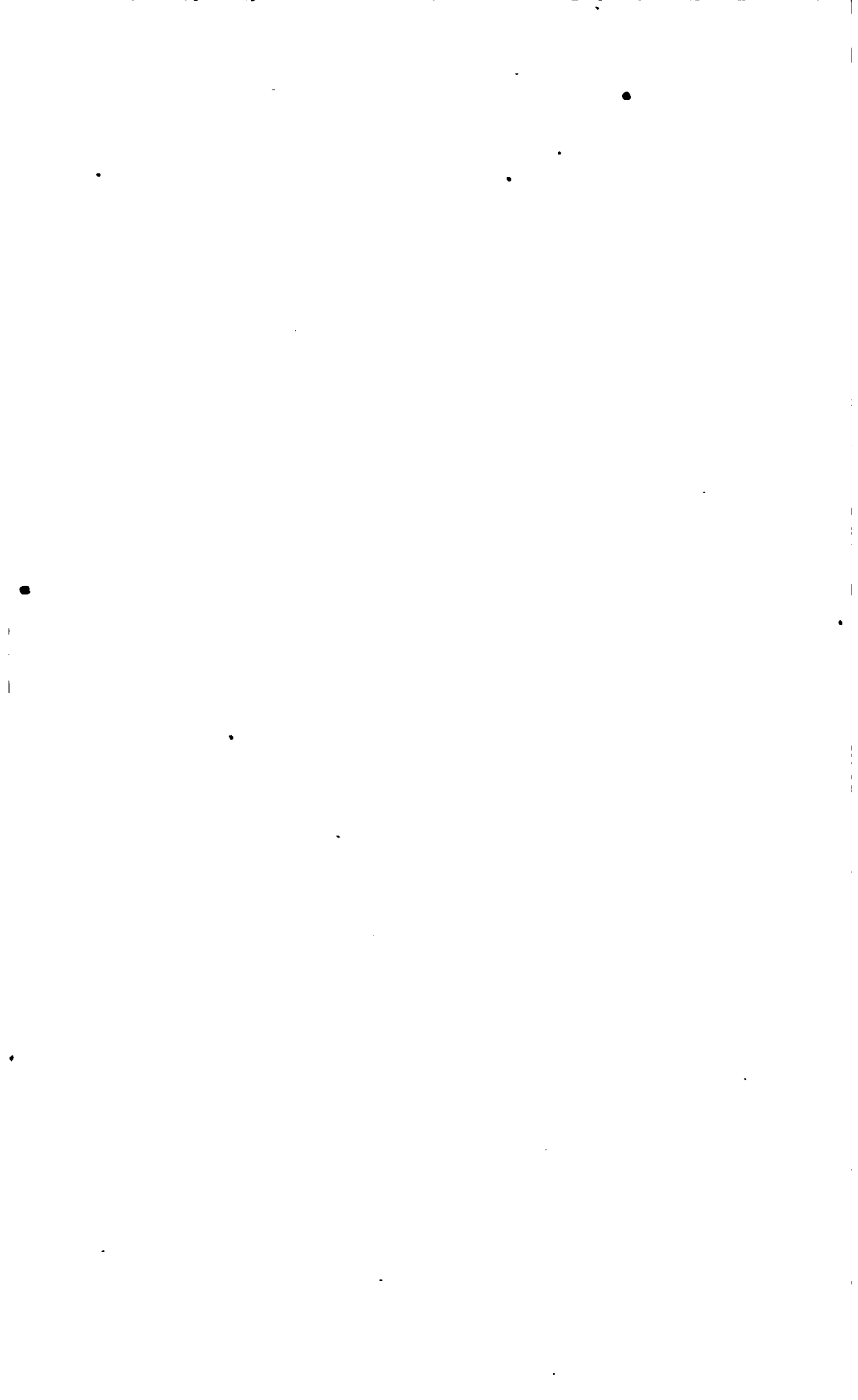
33, RUE DE SEINE ET RUE DES SAINTS-PÈRES, 33

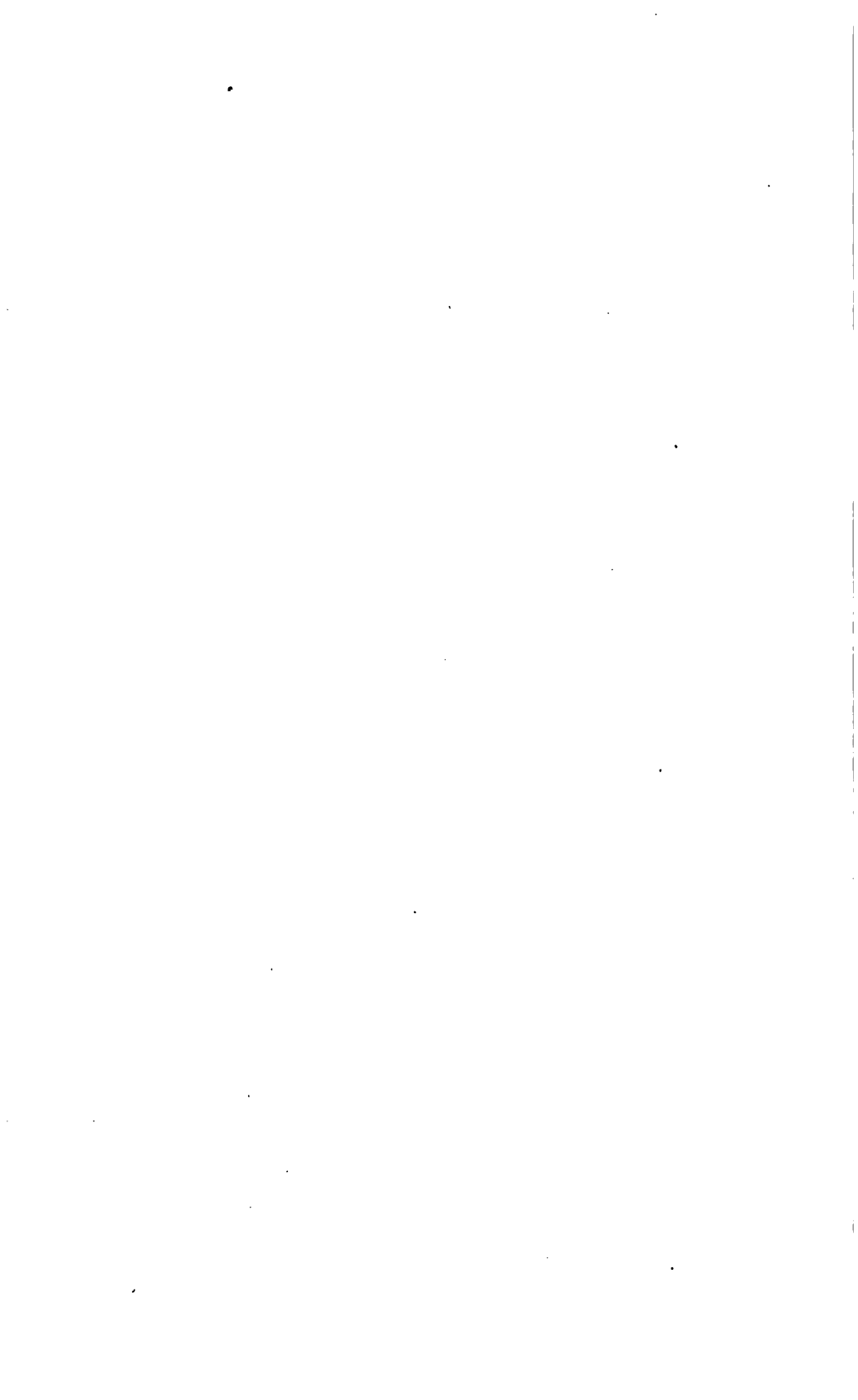
1875





1109 d. 29





LES JÉSUITES

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE CH. MEYRUEIS

RUE CUVAS, 13. — 1875

LES
JÉSUITES

PAR

J. HUBER

PROFESSEUR A MUNICH

TRADUIT PAR

ALFRED MARCHAND

TOME SECOND

PARIS

SANDOZ ET FISCHBACHER, LIBRAIRES-ÉDITEURS

33, RUE DE SEINE ET RUE DES SAINTS-PÈRES, 33

—
1875



LIVRE SIXIÈME

**DOCTRINES ET PRATIQUES RELIGIEUSES
DE L'ORDRE**

une somme théologique répondant mieux aux besoins de l'époque, on pourrait s'en servir, après un examen sérieux et avec l'assentiment du général. La *Ratio studiorum*, qui recommande l'étude des ouvrages de saint Thomas, permet de s'écarter de sa doctrine sur plusieurs points, entre autres en ce qui concerne la conception de la Vierge Marie. Il était prescrit de n'ouvrir les chaires de théologie qu'aux docteurs imbus de l'enseignement de Thomas. L'Ordre resta fidèle à cet enseignement, en en exceptant toutefois la doctrine de la grâce et la doctrine de l'immaculée conception de la Vierge Marie.

Thomas avait été l'auteur véritable de la doctrine de l'infaillibilité et du pouvoir épiscopal universel du pape. Il avait été trompé par des textes faux, attribués à des Pères et à des conciles du cinquième siècle, fabriqués par un théologien romain, ayant appartenu probablement à l'Ordre des Dominicains. Urbain II les avait communiqués à Thomas, et Thomas avait introduit dans son enseignement ce dogme de la monarchie absolue du pape. Dans sa grande *Somme*, il prétend qu'il appartient au pape de fixer la confession de foi de l'Eglise, de dé-

terminer l'orthodoxie, de revendiquer la « plénitude du pouvoir » dans l'Eglise. Ces vues sont exprimées avec plus de netteté encore dans l'écrit « *Contra errores Græcorum.* » Notre scolastique y soutient qu'en ce qui touche la doctrine, le souverain pontife en décide à la place de Dieu lui-même.

L'Ordre de Jésus s'empara de cette doctrine et en tira les conséquences dernières. Au concile de Trente, dans son fameux discours du 20 octobre 1562, Lainez déclara que toute la juridiction de l'Eglise était remise entre les mains du pape; personne n'avait de pouvoir dans l'Eglise qu'il ne dût à une délégation du souverain pontife. L'Eglise ne s'est pas formée elle-même et ne s'est pas donné sa constitution. Fondée par le Christ, elle a reçu de lui ses lois; elle est née dans l'esclavage, sans liberté, sans pouvoir ni juridiction. Tant que le Christ est resté sur cette terre, il a gouverné l'Eglise suivant le principe monarchique absolu. Lorsqu'il se décida à quitter cette terre, il institua Pierre et ses successeurs pour ses remplaçants et ses vicaires, et il leur attribua le pouvoir qu'il avait exercé lui-même. Il leur soumit complètement l'Eglise. C'est à Pierre seul qu'il dit :

Pais, c'est-à-dire dirige des brebis, bêtes qui ne sont point douées de raison, et qui, par conséquent, ne peuvent point participer à leur propre gouvernement. L'obéissance parfaite que tous les fidèles ont dû prêter au Christ, restera obligatoire pour tous les siècles à venir. Le Christ a conféré à Pierre le privilège suprême de l'infaillibilité dans les questions de foi et de morale. Pierre seul, à l'exclusion des autres apôtres, a reçu l'ordination du Christ; les apôtres l'ont reçue de Pierre. Un concile universel n'est investi de l'autorité d'un concile œcuménique et n'en reçoit le nom que si le pape lui en confère le caractère. C'est le pape qui prononce en dernier lieu au concile; l'assemblée n'a d'autre tâche que de dire simplement « oui. »

Dans son discours du 16 juin 1563, Lainez fit la déclaration suivante : « Le pape jouit d'une autorité égale à celle du Christ, le chef et son lieutenant étant investis partout des mêmes pouvoirs. »

D'après Lainez, l'Eglise n'est donc point la fiancée du Christ, mais son esclave. Aussi les grands théologiens de l'Ordre de Jésus ont-ils fait de l'obéissance absolue envers le pape le suprême devoir. Bellar-

min, argumentant en faveur de l'infailibilité papale, émet cette hypothèse, inadmissible en réalité, d'après lui, que le souverain pontife ordonne de commettre un péché évident et défende la vertu : « Dans ce cas, dit-il, l'Eglise serait tenue de croire que les vices sont des vertus et les vertus des vices. » Mais ce cas ne pouvant se présenter, Bellarmin en conclut que le pape est infailible.

Le Jésuite et cardinal Pallavicini désignait le pape comme l'âme de l'Eglise; sans le pape l'Eglise ne serait qu'un corps mort. L'*Image* prétend que les Jésuites prennent chaque geste du pape pour un oracle divin. A en croire le Jésuite Erbermann, l'ignorance absolue elle-même ne nuirait pas à l'infailibilité. « Un pape très-ignorant peut très-bien être infailible, car Dieu s'est servi autrefois d'une ânesse pour ramener les hommes dans la bonne voie. »

Ce que le général est pour l'Ordre des Jésuites : l'intelligence, la volonté et la conscience de tous, le pape doit l'être pour l'Eglise. « Les Jésuites, dit Mœhler, considèrent l'Eglise comme un Etat où ils attribuent tout pouvoir au pape. Le souverain pontife met tout en mouvement; l'Eglise, dès lors,

n'est plus qu'un mécanisme théologique, privé de toute vie propre. »

Les Jésuites cherchèrent à étayer cette théorie d'arguments tirés de l'histoire. Afin de la retrouver dans la tradition antique, ils ne reculèrent point devant l'idée de commettre des faux. En cela, ils innovaient moins qu'on ne pense, ils se bornaient à continuer des pratiques depuis longtemps suivies dans l'Eglise. C'est ainsi qu'ils défendirent l'authenticité des fausses décrétales d'Isidore et s'en servirent constamment comme d'une preuve en faveur de l'antiquité de la croyance en l'infailibilité et en l'omnipotence ecclésiastique des papes. Le Jésuite Turrianus fabriqua, à l'appui du système papal, des passages qu'il prétendait tirer des Pères de l'Eglise. Bellarmin invoqua souvent l'autorité du pseudo-Isidore en faveur de ce système : il y a des indices prouvant qu'il savait à quoi s'en tenir sur l'authenticité de ces pièces. Il défendit et utilisa d'autres faux. De concert avec Baronius, il obtint, sous Clément VIII, l'introduction dans le nouveau bréviaire de leçons tirées du pseudo-Isidore et militant en faveur de la monarchie papale absolue; il obtint, en outre, la mutilation

d'autres passages appuyant l'opinion contraire. On sait que le sixième concile œcuménique condamna le pape Honorius. Bellarmin fit omettre le nom de ce pape dans le nouveau bréviaire; il prétendit que tous les actes du synode relatifs à cet acte avaient été inventés par les Grecs de l'âge postérieur, afin de couvrir la honte de tant de patriarches orientaux condamnés pour hérésie, par le déshonneur infligé à un pape rangé dans la même catégorie. Bellarmin, Janner et Gretzer déclarèrent apocryphes les écrits de Léon II confirmant la condamnation prononcée contre Honorius. Alphonse Pisanus rédigea toute une histoire apocryphe du concile de Trente, en vue de fortifier l'autorité du pape. Tout récemment des Jésuites, tels que le Père Regnon, de Paris, etc., ont avoué l'inauthenticité du pseudo-Isidore et reconnu que la discipline de l'Eglise avait été changée par ce faux. Santarelli s'est permis le faux le plus audacieux pour trouver dans l'Ecriture le fondement du pouvoir temporel des papes. Dans le passage où saint Paul dit que le Christ a donné le pouvoir spirituel à ses apôtres, pour « l'édification et non pour la destruction, » Santarelli supprima le *non* qui pré-

cède les mots « *in destructionem*; » il mit : « *ad ædificationem et destructionem*, » pour faire croire que Dieu avait donné aux papes le pouvoir de faire et de défaire les princes et les royaumes de la terre.

Faisant du pape l'oracle vivant de la vérité divine, les Jésuites ne pouvaient pas mettre à l'arrière-plan la Bible et la tradition. Des théologiens appartenant à leur Ordre émirent, à l'endroit de l'Écriture et des Pères, des opinions libérales en apparence, mais qui, en réalité, n'étaient destinées qu'à fortifier, par le contraste, l'autorité du pape. La *Ratio studiorum* dit que l'hypothèse la plus « vraisemblable », c'est d'admettre que les Écritures ont été pleinement inspirées par le Saint-Esprit, quant à leur « substance. » Richard Simon en a fait la remarque : si les Jésuites tiennent l'inspiration plénière pour l'hypothèse « la plus vraisemblable », c'est qu'ils admettent qu'on peut aussi la nier pour des raisons vraisemblables. Les Jésuites de Louvain émirent les thèses suivantes : « Pour que la Sainte-Écriture ait du prix, il n'est pas indispensable que les mots aient été dictés par le Saint-Esprit; il n'est pas nécessaire même que des vérités ou des opinions

isolées aient été inspirées par le Saint-Esprit. Tel livre de l'Ecriture qui a été rédigé par les soins d'un homme, sans l'assistance du Saint-Esprit, comme le deuxième livre des Maccabées, acquiert la valeur d'une Ecriture sacrée, si le Saint-Esprit déclare après coup qu'il ne contient pas d'erreur. » — Les Jésuites soutinrent, en outre, que c'était une mauvaise queue de juiverie que de chercher mystère dans les lettres, les syllabes, les mots, etc.

Thomas avait enseigné que dans les choses concernant le salut de l'âme, il fallait obéir au pouvoir spirituel plus qu'au pouvoir temporel ; dans les choses concernant le bien-être matériel et social, il fallait obéir au pouvoir temporel plus qu'au pouvoir spirituel. Mais on lui attribua aussi un écrit intitulé : « *De regimine principum*, » dans lequel on prétendait défendre scientifiquement le système de la suprématie du pape sur tous les pouvoirs temporels. L'ouvrage est une combinaison de la politique d'Aristote et des prétentions théocratiques des papes. Il est douteux que ce livre soit de Thomas. Bellarmin lui-même ne le pense pas ; toutefois, ses doutes ne l'empêchent pas d'adopter la théorie. Cette théorie n'est pas nouvelle ; on la

trouve dans l'Ancien Testament, elle a été adoptée par des Pères et de grands théologiens antérieurs à Thomas, pour être appliquée ensuite sans scrupules par des papes, tels que Grégoire VII, Innocent III, Innocent IV et Boniface VIII. La pensée fondamentale de l'écrit se résume ainsi : Pour l'amour du but surnaturel de l'homme, il faut qu'il y ait un gouvernement supérieur aux gouvernements temporels. Les rênes de ce gouvernement sont aux mains du pape, dont la tâche consiste à conduire les hommes à la vertu surnaturelle, et, par là, à leur but surnaturel. En conséquence, les princes de la terre sont subordonnés au souverain pontife. Ce dernier est le roi suprême de l'univers, exerçant, en vertu d'un droit divin, le pouvoir spirituel et temporel sur la terre tout entière, investi du droit de châtier tous les chrétiens, de détruire les villes et les • Etats dans l'intérêt de la conservation du christianisme.

Les Jésuites acceptèrent l'héritage de ces doctrines avec toutes leurs conséquences. Quelques-uns d'entre eux les présentèrent sous une forme en apparence moins menaçante pour la souveraineté des princes

et des Etats. Les Jésuites Ozorius, Azorius, Cornelius a Lapide prétendirent que le pape exerce le pouvoir souverain, direct et absolu, même dans les affaires temporelles; il a le droit de commander aux princes, de les destituer pour leurs péchés ou leur incapacité, de délier leurs sujets du serment de fidélité, de léguer leurs Etats à d'autres princes, de les condamner à l'emprisonnement et même à la peine de mort.

Ce fut surtout Santarelli qui développa ces doctrines, avec l'approbation du général Mutius Vitelleschi. « Au moment, dit-il, où le Christ a institué la papauté, il a mis à ses pieds tous les princes et les empires de la terre. De même que la justice peut exiger que les princes de la terre privent les hommes des biens que Dieu et la nature leur ont donnés, par exemple de la liberté, de la vie, et qu'ils les en privent en vertu d'un pouvoir délégué par Dieu, l'auteur de la nature, de même le pape peut, en vertu d'une délégation divine, enlever ces biens à des princes hérétiques et impies. » Bien plus : Santarelli prend tout simplement pour une hérésie l'opinion suivant laquelle le pape serait réduit à pro-

noncer la censure spirituelle, abandonnant aux princes de la terre le soin de condamner à des peines corporelles.

Bellarmin, Molina, Salméron et d'autres cherchèrent, en présence d'une situation politique différente, à émousser en apparence la pointe de ces doctrines. Ils revendiquèrent non point le pouvoir direct, mais le pouvoir indirect du pape dans les affaires temporelles : cette modification ramenait par un détour aux mêmes conséquences. Selon Bellarmin, le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel sont l'un à l'autre ce que l'esprit est au corps. « La chair est placée sous la domination de l'esprit. L'esprit ne se mêle pas des actes de la chair, il lui permet d'exercer toutes ses fonctions. Toutefois l'esprit commande à la chair, la châtie, lui impose même des jeûnes et d'autres mortifications, dès que l'activité de la chair nuit à celle de l'esprit. Il en est ainsi du pouvoir spirituel : il n'aura garde de s'immiscer dans les affaires temporelles, tant que le but supérieur qu'il poursuit ne l'exige pas. Mais quand les pouvoirs temporels vont à l'encontre de ce but, le pouvoir spirituel est tenu de les châtier de toutes les manières qui peuvent

présenter quelque utilité. En tant que le salut de l'âme l'exige, le pape a donc le droit de changer le gouvernement, de l'enlever à l'un, de l'attribuer à l'autre, d'édicter des lois civiles, de les abroger, de juger en dernière instance les rois. La règle suprême se résume ainsi : Si des lois impériales et papales contradictoires régissent la même affaire, la loi papale enlève sa validité à la loi impériale dans tous les cas où le salut de l'âme est en jeu. » Enfin, Bellarmin déclare sans ambages qu'il n'est pas permis aux chrétiens de laisser sur le trône un prince hérétique ou incrédule, s'il veut amener ses sujets à l'hérésie ou à l'incrédulité. C'est le pape qui décide si tel ou tel prince est dans ce cas ; c'est lui qui déclare s'il faut destituer le roi ou non.

Bellarmin, avec sa doctrine du pouvoir indirect du pape, s'attira la disgrâce de Sixte-Quint, qui fit mettre son livre à l'index.

Suarès enseigna également que, dans l'intérêt du salut éternel, le pape peut abroger des lois, casser des jugements, appeler devant son tribunal des causes temporelles, interdire une guerre injuste à un prince, empêcher la tolérance à l'égard des hérétiques, forcer

les souverains à châtier l'hérésie, destituer les princes, et délier leurs sujets du serment de fidélité.

Aussi Bellarmin et Suarès s'élevèrent-ils contre le serment de fidélité imposé par Jacques I^{er} et interdit par Paul V aux catholiques anglais : ce serment était la négation du droit du pape de destituer les rois.

Les Jésuites défendent jusqu'à ce jour les doctrines que nous venons d'énumérer ; je n'en veux pour preuves que la *Civiltà cattolica* et les voix de Maria Laach. Matteo Liberatore vient de réunir et de publier en volume les articles insérés dans la *Civiltà* sur ces matières. Il y soutient que l'Eglise a le droit d'imposer sa volonté à l'Etat, même dans les affaires temporelles. Elle peut corriger et annuler les lois civiles, les jugements prononcés par les tribunaux laïques, empêcher l'abus du pouvoir exécutif et de la force des armes, ou en prescrire l'usage, dans tous les cas où l'exige la défense de la religion chrétienne. Le pape domine de la hauteur de l'absolu tous les autres souverains ; il est investi d'un droit de juridiction universel et absolu. En sa qualité de vicaire du Christ, il réunit en sa personne, comme en un point culminant, les deux sortes de

pouvoirs. Il est non-seulement le prêtre éternel, il est le roi des rois, le souverain des souverains. En conséquence, les maîtres de la terre ne cessent jamais d'être ses sujets. L'usage de l'autorité dont ils sont investis dépend de la bonne volonté du pape. Le souverain pontife peut diriger leurs actions, leur interdire certaines mesures, lorsque la loi divine et le salut de l'âme l'exigent. La foule des fidèles ne forme à vrai dire qu'un seul royaume, ayant à sa tête le pape. Les rapports entre chaque chrétien et le pape sont plus étroits que ceux des chrétiens et des autorités civiles. Les fidèles doivent une obéissance d'autant plus entière au souverain pontife que l'institution divine et le but de l'Eglise sont plus élevés que le but de l'Etat et l'institution humaine. Finalement Matteo Liberatore déclare que la bulle *Unam Sanctam* avec toutes ses dispositions est un décret dogmatique *ex cathedra*.

On sait que l'Ordre des Jésuites a défendu à chaque occasion et avec la dernière énergie les immunités du clergé contre les entreprises de l'autorité temporelle. Suivant Bellarmin, il ne se peut pas que les prêtres et les clercs reconnaissent deux souverains dans

les affaires temporelles, car l'Évangile dit que l'on ne peut servir deux maîtres. Suarès a fait des déclarations semblables. Emmanuel Saa était conséquent avec ces doctrines en enseignant que le prêtre, n'étant soumis à nulle autorité laïque, ne pouvait se rendre coupable de rébellion envers le roi, ni du crime de lèse-majesté.

Les Jésuites forgèrent une philosophie du droit alliant l'idée démocratique à l'idée théocratique. A dire vrai, ces théories ne sont que la répétition de celles qui ont été émises avant eux par le pape et par le livre « *De regimine principum*. » Grégoire VII, Innocent III et Innocent IV tenaient le pouvoir temporel en fort médiocre estime et en ramenaient l'origine à une usurpation de la force. « Le pouvoir temporel, disait Innocent IV, a l'origine la plus basse et la plus impie; quelques individus se sont élevés, par le brigandage et le meurtre, au rang de maîtres et de tyrans : voilà l'origine du pouvoir temporel. Les royaumes de la terre n'arrivent à une forme de leur existence légale et conforme à l'ordre divin qui règne dans le monde que lorsque leurs maîtres se soumettent au pouvoir spirituel et reçoivent

vent de ses mains comme un bien légal ce qui, sans cette soumission, ne serait qu'un bien illégitimement acquis. »

L'écrit intitulé « *De regimine principum* » interdit toute tentative d'assassinat ou de révolution faite contre un tyran insupportable. Dans le cas seul où un peuple a choisi lui-même son maître et lui a prescrit par une loi fondamentale les règles de son gouvernement, ce peuple peut limiter le pouvoir du roi ou le lui enlever dans les formes légales, si le roi ne remplit pas les conditions du contrat. Le peuple peut avoir recours à ce procédé, même lorsqu'il a promis une soumission éternelle, car le roi, en tranchant du tyran, mérite ce châtiment.

Au concile de Trente, Lainez avait prononcé — nous l'avons vu — un discours où il soutenait que la constitution de l'Eglise est une monarchie absolue. Dans ce même discours, il avait dit que les communautés laïques organisent elles-mêmes leur gouvernement, qu'en conséquence elles sont libres, qu'elles ont en elles-mêmes la source de toute juridiction et qu'elles la transmettent à leurs autorités, sans pour cela se dépouiller de leur pouvoir. C'était

l'idée de la souveraineté du peuple que le Jésuite exprimait ainsi. Après lui, Bellarmin enseigna que l'Etat naît d'une loi naturelle gravée par Dieu dans l'esprit des hommes et d'après laquelle ils choisissent leurs autorités. En conséquence, le pouvoir de l'Etat est de droit divin; il n'appartient à aucun individu en particulier, mais au peuple dans son ensemble. Le peuple le délègue à une personne ou à plusieurs, mais il garde toujours le droit de le reprendre et de le transmettre à un autre. Donc, les princes ne possèdent leur pouvoir qu'en vertu d'une délégation du peuple et du choix du peuple; mais les peuples doivent procéder à ce choix sous la direction du pape. On le voit : d'après Bellarmin, la légitimité du souverain procède à la fois du choix du peuple et de la sanction du pape. Le prince n'est pas institué directement par la grâce de Dieu, mais seulement indirectement; il se rend indigne de son pouvoir et de sa dignité par la tyrannie et par la résistance aux ordres du pape. Deux voies légales sont ouvertes pour se débarrasser des mauvais princes : la destitution par le peuple et la destitution par le pape.

Si Bellarmin modérait et restreignait encore la souveraineté du peuple par la théocratie, Mariana, possédé de l'esprit d'un républicain de l'antiquité, donna son expression pleine et entière à l'idée de cette souveraineté dans l'écrit « *De rege et regis institutione* ». Il soutint jusque dans ses plus redoutables conséquences le droit du peuple de se défendre contre la tyrannie. Chose remarquable ! cet ouvrage, qui paraît avoir été plus souvent condamné que lu, fut rédigé à la cour de Philippe II. Ce roi avait chargé Mariana de faire l'éducation de l'enfant, qui fut plus tard Philippe III. Le livre parut avec l'approbation de l'Ordre de Jésus et du gouvernement espagnol. L'enfant devait être élevé d'après ces principes, afin de gouverner pour le bien de ses sujets et d'être préservé du danger de dégénérer en tyran.

Dans la première partie de son ouvrage, Mariana traite de la politique ; dans la seconde, des principes de l'éducation des princes ; dans la troisième, des connaissances et des vertus que doit posséder un prince voulant faire le bonheur de son peuple. Abstraction faite de la doctrine, que l'assassinat des tyrans est

un acte moral, son livre prouve qu'il était sincèrement préoccupé du bien des princes et des peuples. Mariana fait preuve, dans tous ses écrits, d'un véritable libéralisme. Il a écrit l'histoire de sa patrie dans un esprit tel, qu'il a été jugé digne d'être appelé le Tacite espagnol; il a soumis à sa critique l'Ordre auquel il appartenait, et les abus de l'administration espagnole sous le comte Lerma. Mariana accusa ce dernier de malversations pour avoir fait fabriquer de mauvaise monnaie. On rechercha pendant des années l'auteur inconnu de cette accusation. Mariana se nomma lui-même dans le livre « *De rege et regis institutione* ». Le roi, à l'instigation du comte, le fit jeter en prison.

A l'exemple d'Aristote, Mariana déclara que par sa nature l'homme était destiné à vivre en société. L'Etat, c'est-à-dire la communauté organisée, est précédé de l'état de nature. Au début, cet état de nature n'est pas encore la guerre de tous contre tous, mais une vie en commun innocente et heureuse, dirigée par l'instinct naturel et vouée surtout à la jouissance matérielle. Il n'y a là ni loi ni gouvernement. Peu à peu surgissent des hommes forts qui,

secondés par leurs amis, maîtrisent les faibles et amènent un état épouvantable de faiblesse et d'oppression. Dans cette détresse, les opprimés s'unissent et placent à leur tête un homme juste, qu'ils chargent de les défendre contre toutes les attaques et de les unir par un droit commun. Ainsi naissent la société civile et la royauté. La monarchie est la forme constitutionnelle la plus ancienne ; au début, le roi, qui n'est encore que le conseiller du peuple, exerce un pouvoir illimité, mais ses empiétements rendent peu à peu indispensables des lois destinées à restreindre ce pouvoir. Ensuite, l'ambition et la soif de la gloire poussent les princes à opprimer des peuples libres, à étendre, à fortifier leur propre puissance.

Pour Mariana, la monarchie dirigée par le conseil des plus capables est la forme constitutionnelle la meilleure, parce qu'elle permet l'action la plus rapide. Il se prononce contre la monarchie élective, sans toutefois méconnaître les inconvénients de la monarchie héréditaire ; il préfère cette dernière pour des raisons d'utilité : elle lui paraît garantir plus sûrement une bonne administration et le maintien de l'ordre public. L'héritier du trône est le fils aîné

du roi. Si le roi ne laisse qu'une fille, elle sera déclarée héritière du trône par une loi inviolable, et elle épousera le citoyen le plus éclairé et le plus respectable.

Mariana dépeint le vrai roi, en opposition au tyran. Le vrai roi est celui qui gouverne pour le bien de son peuple et non dans son propre intérêt; le tyran n'agit qu'en vue de sa propre personne. Le vrai roi est le père de son peuple, il gouverne avec modération, avec douceur, avec humanité, il réserve ses rigueurs pour les scélérats. Il donne accès à sa chambre à coucher à tous ceux qui sont dans le dénûment; il traite ses sujets non pas d'esclaves, mais d'enfants. Il n'écoute point les flatteurs, qui l'appellent le maître de l'Etat et des individus, il se considère comme le premier magistrat, soldé par les citoyens. Tous ses efforts tendent à gouverner conformément à la volonté des citoyens et à mériter les sympathies constantes des honnêtes gens. Le roi est le premier citoyen de l'Etat; il veille à l'exécution des lois. La loi est la règle qui le lie, comme elle lie tout autre citoyen. Il n'y a pas de loi qu'il soit tenu de respecter moins que tout autre habitant du

pays, car « la plupart des lois ne sont pas édictées par le souverain ; elles procèdent de la volonté de la communauté tout entière ; l'autorité de cette communauté est plus haute que celle du prince ; c'est à elle qu'il appartient d'ordonner et de défendre. » Le roi qui protège et respecte les lois, est protégé et respecté par son peuple : le pouvoir légitime du prince a sa source dans les citoyens ; il est limité par des lois, afin qu'il ne puisse dégénérer en tyrannie ; le pouvoir suprême reste, en tous cas, aux mains du peuple. En conséquence, lorsque le peuple tout entier ou une représentation du peuple se rassemble et signifie sa volonté, il n'appartient plus au roi de commander. C'est en définitive le peuple qui décide de la paix ou de la guerre, des lois, des impôts ; c'est lui qui nomme le successeur au trône. Le peuple peut aussi forcer le roi d'exécuter les lois qu'il a édictées, et il a le droit de précipiter du trône le gouvernant qui résiste à sa volonté ; au besoin, il peut le frapper de la peine de mort. L'ardeur qu'il met à défendre les droits et le bien-être du peuple emporte Mariana jusqu'à lui faire déclarer la légitimité de l'assassinat commis sur la per-

sonne des tyrans. Si un prince compromet le salut d'un pays, menace la religion de ses pères et qu'il n'y ait plus d'espoir de le ramener dans la bonne voie, le peuple peut se soulever contre lui, le destituer et, s'il ne reste pas d'autre moyen de défense, le tuer, car « un prince qui lèse la justice et la religion, est un tyran. » S'il est impossible au peuple de se soulever en masse, il est permis à chaque particulier d'attenter à la vie du roi, non point seulement par un coup de force ouverte, mais par des moyens ténébreux, par la ruse, par le poison. « Il faut que tous le poursuivent et le traquent comme une bête féroce. » — « Quand tout espoir est envolé et que le salut public et la religion sont compromis, qu'est-ce qui serait assez borné pour ne pas déclarer que c'est un droit divin de se débarrasser du tyran par le droit, la loi et les armes? » Mariana parle avec respect des hommes qui ont assassiné des tyrans dans l'antiquité, et de Jacques Clément, l'assassin de Henri III. Il dit que l'acte commis par ce dernier a été un « *monimentum nobile* », un « *facinus memorabile* » ; il appelle Clément « l'honneur éternel de la Gaule », et déclare qu'en tuant le roi il s'est acquis un nom

mémorable. Il raconte, pour justifier Clément, qu'il ne s'est décidé à accomplir ses desseins qu'après avoir pris conseil de théologiens qui lui déclarèrent qu'il était juste de tuer un tyran. « En effet, ajouta-t-il, les affaires des hommes marcheraient à souhait, s'il y avait beaucoup d'hommes courageux n'hésitant pas à mettre en jeu leur vie et leur bonheur pour sauver la patrie. Si les assassins des tyrans parviennent à se sauver, on les célèbre pendant toute leur vie à l'égal des héros; s'ils succombent, ils tombent comme des victimes agréables aux hommes et aux puissances divines; leur noble tentative laisse un souvenir rayonnant dans la mémoire des hommes. »

Dans le dernier chapitre de la première période de son livre, Mariana recommande au prince de ne point s'immiscer dans les affaires religieuses. Dans la seconde partie, il traite des principes de l'éducation des princes. Cette éducation est la plus importante de toutes, selon Mariana; le précepteur des princes sera le plus sage, le meilleur des hommes; il agira sur ses élèves par le bon exemple qu'il leur donnera. Les plus grands maux de la terre naissent

ordinairement d'une éducation trop indulgente des princes. Les causes premières d'une mauvaise éducation sont à chercher premièrement dans le fait que l'on donne aux princes des nourrices : leur mère devrait les nourrir elle-même ; secondement, dans le fait qu'on ne les enlève pas assez tôt à la direction des femmes pour les confier à celle des hommes. Quant aux précepteurs, ils auront les capacités et le courage nécessaires pour élever l'héritier du trône conformément à sa destinée. Leur méthode sera également éloignée d'une trop grande rigueur et d'une trop grande indulgence. Leur but sera de communiquer à l'âme de leurs élèves l'amour d'un idéal élevé, le mépris de tout ce qui est vulgaire et mauvais, le désir de conquérir les plus beaux lauriers au service de l'Etat.

Pour ce qui est de l'hygiène du corps, il faut éviter tout luxe et adopter un régime plutôt spartiate que sybarite. Il faut non point amollir le corps, mais l'endurcir, et, pour cela, employer la gymnastique des anciens. Le prince s'exercera à courir, à monter à cheval, à diriger des chars ; il s'exercera au tir, à la nage, il fera des armes, etc. ; il se

livrera à ces exercices de concert avec d'autres jeunes gens bien élevés. Dans cette communauté de travail naîtra cette noble émulation qui créera, dans la suite, des choses utiles et glorieuses.

L'enseignement proprement dit ne commencera pas avant la septième année. On entreprendra de bonne heure l'étude de la langue maternelle; plus tard, celle du latin. Salluste et Tite-Live seront les premiers écrivains favoris du prince; dans la suite, il étudiera les observations de Tacite relatives à la cour et à la vie de la cour. Il ne lira que très-superficiellement les poètes anciens et les poètes en général; un commerce trop assidu avec ces auteurs serait nuisible. Le prince, dans les premières années, étudiera également la musique, mais la musique qui se borne à rasséréner l'esprit sans exciter les passions.

Arrivé à l'âge de l'adolescence, le prince entreprendra l'étude sévère de la rhétorique, de la logique, de l'arithmétique, de la géométrie, de l'astronomie. « La contemplation du ciel élève l'esprit et communique ou fortifie du moins cette égalité d'âme, cette modération qui sont le plus bel ornement d'un gouvernant. »

Avant tout, le prince étudiera l'histoire de tous les pays et de tous les temps. Il y apprendra à distinguer les actions nobles et grandes des actions basses et viles.

Tout cela, le prince se l'assimilerait avec la facilité la plus grande dans les établissements publics. Que l'on tâche au moins de ne point le former tout seul, entre ses quatre murs, car il en serait de lui comme des plantes exotiques, élevées en serre chaude et qui, transportées à l'air pur, périssent infailliblement. Que l'on donne au prince des compagnons d'étude et de jeu choisis dans les familles nobles ou parmi les jeunes gens distingués par leurs talents ou par leur éducation, et qu'il entretienne avec eux un commerce libre de toute contrainte. Toutefois l'on évitera de lui inspirer de la prédilection pour l'un d'eux : les favoris des rois ont toujours été les ennemis du bien public.

Mariana défend expressément d'habituer le prince au mensonge et à la dissimulation. Le futur roi se taira, il est vrai, sur ses plans, si le salut public l'exige, mais il évitera de dire le contraire de la vérité, car il n'est pas vrai que le mensonge puisse être

utile. Au contraire, il est nuisible, car il souille le caractère noble, la dignité du prince, qui est son bien le plus précieux. Il n'y a pas de folie plus grande que d'échanger de l'or contre du fer. Le prince habitué à mentir ne récolte en fin de compte que la réputation d'un parjure; cette tache souille ses relations privées et les affaires publiques dont il est tenu de se mêler. Qui donc désirerait faire d'un pareil prince son allié? Qui ajouterait foi à sa parole? La ruse et la fausseté se trahissent elles-mêmes, et Dieu n'assure pas au parjure la longue jouissance d'un bonheur préparé par le mensonge.

Le prince sera ami de la vérité et de la franchise. En restant lui-même fidèle à sa parole, il obtiendra la fidélité de ses sujets. Il ne trompera jamais personne, même dans son intérêt et lorsqu'il y est provoqué par la duplicité d'autrui. Il tendra à imposer la même véracité à tous les fonctionnaires de l'Etat et de la cour. Il repoussera comme la chose la plus exécrable l'idée de s'accommoder aux circonstances, d'afficher d'autres desseins que ceux qu'il aura formés dans son cœur. Toutefois, il fera bien d'observer une certaine retenue et de se défier quelque

peu de l'honnêteté des autres. — Toute vertu qui ennoblit le simple bourgeois, fait également l'ornement du prince. Que ses précepteurs lui enseignent donc la modération, la frugalité, le sens du droit et de l'équité, la persévérance dans ses desseins, l'empire sur soi-même, la clémence royale alliée à une juste sévérité ; qu'ils développent enfin son sentiment religieux.

On éveillera dans l'âme du futur roi l'amour de la gloire qui se propose pour but des choses durables, nobles, sublimes.

Mariana veut faire des rois amis de la religion, mais non point bigots et superstitieux. Il ne veut pas qu'ils cherchent à éviter les événements futurs, les maladies, les dangers par l'art de la divination, par des amulettes, par des chants magiques, etc.

Dans la troisième partie de son livre Mariana trace les devoirs des princes. Le roi prendra pour ministres des hommes intègres, dévoués, pleins de talent, doués d'un esprit élevé. Avant de les choisir, il se rendra compte de leur vie privée : rien au monde ne jette une plus vive lumière sur le caractère d'un homme que sa conduite au foyer domes-

tique. Le prince prendra également conseil de l'opinion publique.

Mariana donne son avis sur les travaux dont il faut charger les ministres et sur la manière de récompenser ceux qui ont bien mérité de la patrie. « Le prince récompensera la vertu seule, mais il la récompensera partout où il la trouvera, au palais et dans les chaumières. Ce procédé lui conciliera certainement l'estime et les sympathies de son peuple et le dispensera d'une foule d'affaires ennuyeuses. Plus un prince règne dans le cœur de ses citoyens, plus il s'affermira sur son trône. »

L'armée n'est point là pour protéger le prince, mais pour défendre l'Etat; il ne faut pas qu'elle devienne une charge pour l'Etat, elle sera formée par les enfants du pays, non point par des mercenaires. Les militaires qui auront bien mérité de la patrie recevront des honneurs; leur entretien, celui de leurs veuves et de leurs orphelins, sera également assuré. Le prince tâchera de faire que la guerre entretienne la guerre. Au besoin, il se mettra lui-même à la tête de l'armée. Les militaires et même les civils méprisent le roi qui n'aime pas les armes. Le mé-

pris a pour conséquence la perte du prince. En revanche, sujets et soldats révèrent à l'égal d'un être supérieur le prince qui part en guerre et vit dans les camps ; ils le considèrent comme un héros dépassant la mesure du commun des mortels ; toutes les classes de la société font des vœux dans les temples, pour bien disposer le ciel en sa faveur. Son exemple et sa direction enflamment d'enthousiasme les personnages les plus élevés, les plus infimes, les classes moyennes ; on tient pour un déshonneur de rester chez soi et de s'amuser quand le prince s'engage dans le tumulte, dans la fumée des batailles pour le bien commun et l'honneur du royaume. Sous les yeux du roi, les soldats affrontent tous les périls ; ils considèrent comme un crime de ménager leurs peines et leur sang pour la patrie et pour un tel prince.

On se gardera de dilapider les trésors de l'Etat ; le prince donnera à la cour l'exemple de l'économie. Les impositions frapperont plutôt les articles de luxe que les objets de première nécessité ; ces derniers ne seront soumis qu'à une redevance légère. On aura soin de développer le commerce, l'agriculture, l'in-

dustrie, les beaux-arts. On allégera de toutes les façons les charges des paysans. On construira des routes nouvelles et commodes, des ponts; on reliera les fleuves entre eux, on élèvera des forteresses sur les frontières : tout cela avec les épargnes de l'Etat. On n'aura garde de trop déboiser le pays. Le prince fera élever de beaux édifices publics; il tâchera de faire embellir les habitations privées, et l'on n'aura garde de négliger l'hygiène publique.

Les riches et les ecclésiastiques donneront une partie de leurs trésors et de leurs revenus aux pauvres et aux institutions de bienfaisance. Mariana propose de créer des établissements de secours pour toutes les misères et tous les dénûments. Il rappelle avec une insistance particulière que le bien de l'Eglise doit être rendu à sa destination première et employé à secourir les pauvres.

« Je ne suis pas d'avis de séquestrer au profit de l'Etat les biens donnés par nos ancêtres aux prêtres; mais je soutiens qu'il serait bon que les ecclésiastiques songeassent eux-mêmes à les employer dans un but plus utile, plus conforme aux intentions de nos aïeux. Ce serait pur profit pour l'Etat et pour

les prêtres, si ces trésors étaient mis au service des pauvres. Quelle foule innombrable de misérables pourraient être nourris avec les revenus des prêtres, et comme on délivrerait les habitants du pays de ces lourdes charges qu'ils peuvent à peine supporter, tandis que, dans l'état actuel des choses, ces revenus sont dissipés par un luxe consacré ! On pourrait se dispenser de construire de nouveaux hospices pour l'entretien et la guérison des malades et des étrangers, si ces biens étaient employés dans un but utile et salutaire ! »

Le prince empêchera que quelques particuliers accumulent de trop grandes richesses aux dépens des autres citoyens ; il veillera à rendre impossible l'exploitation des pauvres. Le ministre des finances prendra en temps de paix des mesures préventives contre la disette en temps de guerre. La sollicitude pour le bien-être du peuple affermira singulièrement les sympathies de la nation pour le roi.

On confiera l'administration de la justice aux hommes les plus probes et les plus intègres. Les lois inutiles seront abolies ; les lois en vigueur seront aisées à comprendre et à retenir. Un code trop vo-

lumineux est un obstacle à la bonne administration de la justice. Après la justice, la vertu que le roi prisera le plus c'est l'honnêteté.

Mariana condamne le théâtre comme un instrument et un lieu de débauche et de séduction. Il invite le prince à ne pas encourager une pareille entreprise en assistant aux représentations.

A la fin du livre, l'auteur essaye de montrer comment la diversité des croyances religieuses compromet le salut du pays et la paix publique, provoque la guerre civile, affaiblit le pays au dehors, produit des maux innombrables. Le roi tâchera de conserver l'unité de la religion; il étouffera toute tentative d'innovation; il extirpera le mal dans sa racine. Mariana termine ainsi son livre plein de pensées libres et hardies en combattant la liberté de conscience et en justifiant indirectement l'Inquisition.

Avant Mariana, en 1592, un Jésuite avait publié à Anvers, sous le pseudonyme de Rosseus, un écrit intitulé : « *De justa reipublicæ christianæ in reges impios et hæreticos auctoritate.* » Dans ce livre, revêtu de l'approbation de l'Ordre de Jésus et du roi d'Espagne, il s'élève dans les termes les plus viru-

lents contre les princes hérétiques, qu'il traite tous de tyrans.

L'auteur fait dériver l'Etat de l'instinct de sociabilité de l'homme; la royauté et l'autorité en général ont leur source dans le choix et l'institution du peuple. La notion du droit est inscrite dans le cœur de l'homme par Dieu; en choisissant son roi, le peuple use d'un droit divin; la royauté n'est donc qu'indirectement d'origine et de droit divins. L'autorité du peuple est la source de tout pouvoir; en conséquence, le peuple conserve son droit et son pouvoir vis-à-vis d'un prince tyrannique. Le pouvoir du roi reste soumis à la souveraineté populaire. Le peuple peut étendre, restreindre, changer les attributions de la royauté. Bien plus, il peut la supprimer et instituer une autre forme de gouvernement. Le couronnement par l'évêque confère seul la légitimité au pouvoir royal. Un pacte est conclu entre les princes et les peuples chrétiens; par ce pacte, le roi s'engage à gouverner selon la justice et les préceptes du christianisme; le peuple, à prêter obéissance dans toutes les choses justes et équitables. Le prince rompt-il le pacte, le peuple est relevé de

son vœu d'obéissance et de fidélité; il a le droit de déposer le roi, s'il compromet le salut public. Dans ce cas, le peuple et sa représentation pourvoient aux besoins communs.

« Quiconque nie le droit du peuple de conférer, par des motifs justes, le pouvoir suprême à de nouvelles familles; quiconque impose aux peuples chrétiens le devoir d'obéir à tout jamais aux princes qu'ils ont mis à leur tête, est non-seulement l'ennemi des princes et des peuples chrétiens, il trahit leur dignité, il lèse la majesté de la nature humaine, il sera accusé et condamné à la damnation éternelle, comme un renégat coupable d'avoir lésé la Majesté divine. »

Quant aux princes hérétiques, l'auteur déclare qu'ils « sont les plus grands scélérats parmi les hommes; il faut les mettre à mort, selon le commandement de l'Ecriture; ils ne peuvent régner sur des chrétiens; il est interdit aux chrétiens de frayer avec eux. Tout prince est hérétique qui ose s'immiscer dans les affaires ecclésiastiques, qui ne chasse pas de l'Eglise les hérétiques condamnés par l'évêque, qui laisse remettre en question des décisions conciliaires, qui refuse

de détruire les livres entachés d'hérésie, d'empêcher la réunion d'assemblées hérétiques, d'approuver et de publier les décrets des conciles, et qui ne fait pas rédiger les lois conformément aux dogmes de l'Eglise. »

Avec ces doctrines, les Jésuites ne faisaient que justifier les soulèvements et les attentats provoqués contre les rois hérétiques par la cour d'Espagne et par le saint-siège. Ils élevaient à la hauteur d'une théorie les pratiques de la papauté, pratiques que Philippe II soutenait de toutes ses forces parce qu'elles répondaient à son ambition. Paul III avait déclaré déchu du trône Henri VIII; il avait délié ses sujets du serment de fidélité et les avait sommés ouvertement de se mettre en guerre contre le roi. Pie V procéda de même à l'égard d'Elisabeth, et n'hésita pas à donner suite à son décret par l'envoi d'assassins. Sixte-Quint approuva l'attentat de Clément, renouvela l'excommunication lancée contre la reine d'Angleterre et invita le monde entier à soutenir Philippe II dans la guerre qu'il lui avait déclarée. Il usa du même procédé à l'égard de Henri IV. Avocats de la papauté, les Jésuites ne pouvaient émettre des théories contraires à ses agissements.

La doctrine du droit de la résistance active, du droit de la révolution, de la légitimité de l'assassinat commis sur la personne des tyrans se retrouve dans toute la littérature de l'Ordre de Jésus. Pour prouver l'orthodoxie de cette doctrine, les Jésuites en appelaient au concile de Constance, qui n'avait condamné l'assassinat qu'en tant qu'il n'est pas accompli, « *expectata sententia aut mandato judicis cujuscunque.* » Il s'agissait d'une décision à prendre au sujet d'un écrit du franciscain Jean Parvus. On y prenait la défense du duc de Bourgogne, qui avait fait assassiner le 23 novembre 1407 le duc d'Orléans, et l'on y soutenait qu'il était loisible à tout le monde de tuer un tyran. Un synode réuni à Paris avait condamné et fait brûler publiquement cet écrit. Le concile de Constance, appelé à se prononcer, rejeta, sur l'invitation de l'empereur Sigismond, le meurtre des tyrans, mais il ne condamna pas l'écrit de Parvus. Bien au contraire; il annula la sentence du concile de Paris. Des discussions s'en étant suivies, on décida que le pape nouvellement élu, Martin V, se prononcerait en dernière instance sur les doctrines de Parvus; Martin ne se prononça pas. Mariana

prend pour point de départ le décret de Constance, et déclare que Martin V, Eugène IV et les autres papes ne l'ont pas approuvé.

Parvus en a appelé à Thomas pour justifier son enseignement. Les écrits de Thomas ne contiennent que des indications assez vagues à ce sujet. L'écrit intitulé « *De regimine principum* » condamne l'assassinat commis sur la personne des tyrans. « Un roi qui ne remplit pas ses engagements peut être appelé à rendre ses comptes à ceux entre les mains de qui il a prononcé son serment. Mais s'il n'existe pas un pareil lien entre gouvernant et gouvernés, et qu'il n'y ait pas de recours auprès d'une autorité humaine supérieure à celle du tyran, il n'y a de salut qu'en Dieu. Ceci est un acheminement à la théorie de l'obéissance passive. Mais l'opinion contraire s'étale dans un passage du commentaire des *Sentences*. « Personne n'est tenu d'obéir à un usurpateur; il est permis, il est honorable même de le louer : c'est ainsi que Cicéron, dans le *De officiis*, salua ceux qui avaient tué Jules César. — « Quand il n'y pas de recours auprès d'une autorité supérieure contre un homme qui s'est emparé du pouvoir par la force, il faut louer et récompenser

celui qui, pour délivrer la patrie, tue le tyran. » Cette doctrine est un peu adoucie dans la grande *Somme*, où il est dit qu'un jugement public est nécessaire pour décider s'il faut, dans l'intérêt général, tuer quelqu'un.

Jean de Salisbury avait déclaré également qu'à défaut d'un moyen de dompter le tyran, il était permis de l'immoler. Il revendique ce droit pour toute personne qui osera porter la main sur le tyran ainsi mis hors la loi. Il appelle tyran l'usurpateur et tout prince qui lèse la loi et opprime le peuple. Jean n'exclut expressément que l'emploi du poison.

Certains papes ont été les précurseurs des docteurs qui ont formulé cet enseignement. Urbain II dit dans un de ses décrets : « On n'imposera à l'assassin d'une personne excommuniée que des pénitences répondant aux intentions qui l'ont guidé dans son acte. En général, il ne faudra pas le considérer comme un meurtrier. Toutefois il se pourrait qu'une intention moins pure se fût mêlée à son acte, et c'est pour cela qu'on devra lui imposer une pénitence. » Les commentateurs de ce décret ont déclaré que la pénitence ainsi imposée l'était purement et simple-

ment *ad cautelam*, et non point pour prévenir les tentatives d'assassinat futures. Le droit décrétal dit que si le précepte contenu dans l'Ancien Testament, en vertu duquel les fidèles sont tenus de tuer de leur propre autorité les infidèles, a été observé avant la venue du Christ, il devra être suivi plus exactement encore après la venue du Sauveur : le Christ, en effet, a confirmé l'autorité de ce commandement.

C'est en se plaçant au double point de vue de la souveraineté du peuple et de la suprématie du pape, que les Jésuites enseignaient que l'assassinat commis sur la personne d'un tyran est chose permise. Salméron accorde au pape le droit d'ordonner l'exécution d'un prince. Valentia déclare qu'un prince qui a usurpé les plus hautes fonctions dans l'Etat, est un tyran ; le premier venu est autorisé à le massacrer, s'il n'y a pas de recours auprès d'une autorité supérieure. Les princes légitimes qui abusent de leur pouvoir, sont également des tyrans ; les tribunaux de l'Etat peuvent les condamner et les faire exécuter. Suivant Suarès, le roi qui, déposé par le pape, par la représentation nationale, veut retenir son pouvoir, peut être tué par le premier venu. Busenbaum déclare que le

prince frappé d'interdit par le pape peut être tué partout, le pape exerçant sa juridiction sur le monde entier.

Le livre de Mariana, joint à l'assassinat de Henri IV, avait fait scandale en France. La Sorbonne le censura, et le parlement le condamna à être brûlé. Le général Aquaviva se vit réduit à lancer un décret défendant *en apparence* à tous les membres de l'Ordre de Jésus, sous peine d'excommunication et d'exclusion de toutes les fonctions, de soutenir dans une conversation publique ou privée, dans des discours, dans des livres, sous quelque prétexte que ce fût, qu'il était permis de tuer des princes ou des rois. La rédaction du décret est ambiguë et équivoque : il n'ordonne pas d'enseigner qu'il n'est permis à personne d'assassiner un tyran, il défend seulement de proclamer que cet assassinat est légitime.

Du reste, cette défense n'était pas sérieuse : la Société de Jésus n'en continua pas moins d'approuver, dans ses écrits, l'assassinat commis sur la personne des tyrans. Aquaviva lui-même approuva l'édition du livre de Mariana publiée à Mayence en 1609; il avait ac-

cepté, en outre, la dédicace d'ouvrages de Salméron et de Gretzer, qui contenaient cette doctrine. Quatre ans après le décret d'Aquaviva, l'oracle de la Société de Jésus, Suarès, qui écrivait en quelque sorte sous les yeux du général, déclara que cette doctrine était conforme à l'opinion de tous les catholiques. Bécanus, Coton, Richéome et d'autres ont confirmé l'assertion de Suarès : suivant eux, la doctrine en question fait partie intégrante de la foi catholique, elle est enseignée par l'Eglise chrétienne universelle. En effet, Rome ne l'a jamais condamnée. Sarpi a fait la remarque suivante : « La curie romaine ne condamnera jamais la doctrine des Jésuites, car c'est un des plus grands secrets de la domination qu'elle exerce, de savoir se débarrasser de ceux qui osent publiquement lui refuser leurs respects, et de retenir dans la crainte et la soumission ceux qui deviendraient dangereux s'ils osaient s'émanciper. »

La doctrine jésuitique de la suprématie temporelle et spirituelle du pape n'a pas été désavouée plus franchement que la précédente. Le livre fameux de Santarelli ayant excité de nouveau le mécontentement du public contre l'Ordre de Jésus, Vi-

telleschi publia, le 13 août 1626, un décret où il défendait de traiter cette matière, soit oralement, soit par écrit, dans des discussions publiques, dans des cours, dans des livres. Il voulait prévenir ainsi « toutes les plaintes, tout prétexte pour se sentir offensé. » Mais dès l'année suivante parut un ouvrage d'Adam Tanner, approuvé par le provincial de la province allemande, avec l'autorisation de Vitelleschi : l'ouvrage contenait la doctrine de la suprématie papale. Cette doctrine a été enseignée, en outre, par Cornélius a Lapide en 1627, par Lessius en 1628, par De Castro en 1631, par Bécanus en 1633, par Escobar en 1659 : elle a été enseignée jusqu'à nos jours.

CHAPITRE II

Les Jésuites et l'Inquisition; les Jésuites et la croyance à la sorcellerie. La doctrine de la grâce et du libre arbitre. Le développement de la casuistique; le probabilisme; la doctrine des Jésuites sur l'amour de Dieu; la doctrine du péché philosophique; la doctrine relative à la direction des intentions; la réserve mentale et l'équivoque. Exemples de la casuistique jésuitique. L'Ordre est responsable des doctrines morales de ses membres. Précurseurs et causes de la casuistique jésuitique. La politique de la direction des âmes. Relâchement de la pratique du confessionnal. La « dévotion aisée » de Lemoine. Clément VIII et l'espionnage des Jésuites au confessionnal.

De la suprématie du pape dans les affaires temporelles et spirituelles dérive son droit de juridiction pénale. Les souverains pontifes ont toujours revendiqué ce droit vis-à-vis des princes, des magistrats, des peuples, dans le but surtout de punir l'apostasie. Innocent III a dirigé la croisade contre les Albigeois et organisé le tribunal de l'Inquisition. Ses successeurs ont développé cette terrible institution et aggravé les peines édictées par elle : Innocent IV a introduit la torture. Plus de cinquante

papes ont donné leur approbation la plus solennelle à l'Inquisition. Léon X, dans sa bulle contre Luther, déclare que c'est l'œuvre du Saint-Esprit de brûler des hérétiques. Thomas trouve la justification de la peine de mort décrétée contre les hérétiques, dans la considération qu'il est beaucoup plus criminel de falsifier la foi, d'où dérive le salut de l'âme, que de falsifier la monnaie, qui aide à sustenter la vie matérielle. Si les faux-monnayeurs sont condamnés à bon droit à mort par les princes, les hérétiques doivent être à plus forte raison excommuniés et exterminés.

Loyola prisait fort l'Inquisition, il la tenait pour un excellent moyen d'extirper les fausses doctrines religieuses. C'est donc uniquement pour sauver les apparences qu'il exprima le désir que la Société de Jésus ne prît point part aux travaux du tribunal : cela ressort avec évidence d'une lettre écrite par lui à Jean de Portugal. Ce roi désirait voir les Jésuites accepter les fonctions de juges auprès de l'Inquisition de Lisbonne. Son confesseur, le Père Miron, lui opposa d'abord un refus. Le roi insistant, on consulta Loyola. Celui-ci répondit dans une lettre

datée du 20 juin 1555, qu'après avoir pris l'avis d'un certain nombre de membres de l'Ordre, il avait résolu d'abandonner la décision au roi. L'Ordre l'accepterait des mains de Jean, dans la conviction qu'elle contribuerait à la gloire de Dieu. « De telles fonctions n'étant pas contraires à l'esprit de notre institution, il n'y a pas de raison pour que la Société refuse ses services à une cause où la pureté de la religion du royaume est si vivement intéressée. Toutefois il serait bon que Sa Majesté écrivît au pape de nous ordonner d'accepter cette charge; cela nous éviterait beaucoup de tracas et d'embaras. Une autre lettre écrite à notre protecteur, le cardinal Carpi, actuellement doyen des inquisiteurs, nous serait également très-utile, ainsi qu'une troisième lettre envoyée au légat du cardinal, qui serait chargé de mener l'affaire à bonne fin. Si l'on se décidait à ne pas écrire, la Société n'en ferait pas moins tout ce que Sa Majesté ordonnerait pour la glorification de Dieu. Si Sa Majesté pense qu'il ne faut pas attendre la réponse du pape pour commencer l'œuvre, un ou deux Jésuites pourront provisoirement remplir ces fonctions, en attendant

qu'arrive un ordre du pape. Néanmoins, — je le répète, — on exécutera en tous cas la volonté de Sa Majesté. »

Cette lettre est très-caractéristique; elle montre combien Loyola avait hâte de s'emparer, pour son Ordre, des fonctions importantes des inquisiteurs en Portugal. On indique au roi tous les moyens nécessaires pour obtenir l'autorisation du pape; mais on lève le masque de cette obéissance apparente envers le saint-siège, en déclarant finalement que l'on est prêt à obtempérer au désir du roi, quel qu'il soit. — Le projet de Loyola ne fut pas réalisé.

Dans un bref du 10 septembre 1584, Grégoire XIII avait dispensé l'Ordre de Jésus des fonctions de l'Inquisition. En 1589, Philippe II demanda que la Société renonçât à tous les privilèges qui lui avaient été conférés pour l'extirpation de l'hérésie en Espagne; le général et la cinquième congrégation générale, réunie en 1593, durent se résigner à cette renonciation. La congrégation défendit, sous peine d'excommunication, à tout membre de l'Ordre d'offrir ses services, à quelque titre que ce fût, au tribunal de

l'Inquisition. Mais si l'Ordre a laissé à d'autres l'odieux de cette besogne, il n'en a pas moins fait sienne la doctrine du caractère moral de la foi imposée par la violence. Salelles, Tamburini, Santarelli, Escobar et d'autres enseignent les principes et les règles les plus détestables de l'Inquisition. « L'hérétique, dit Escobar, sera excommunié, son mariage suspendu, ses biens, même alors que ce sont des majorats, seront confisqués ; il perdra ses droits civils, et s'il persiste dans l'impénitence, il sera puni de mort. Les enfants mêmes seront punis, sauf le cas où ils auraient dénoncé leurs parents. Les inquisiteurs ne sont pas tenus de fournir l'entretien aux enfants, au moyen des biens confisqués ; cette considération poussera peut-être les parents à renoncer à un crime si contraire au bien public. » Dans un autre passage, Escobar déclare que le fils n'est pas tenu d'entretenir son père réduit à la plus extrême misère, si le père a tenté de lui ôter la foi. Il soutient enfin que toutes les dispositions prises par les princes temporels et qui créent des obstacles à la juridiction de l'Inquisition, sont, par le fait même, nulles et non avenues ; les inquisiteurs peu-

vent contraindre les rois à révoquer ces décrets, sous peine d'excommunication. — Un seul témoin suffit en bien des cas pour prouver la culpabilité ou pour motiver l'emploi de la torture; des personnes condamnées à la dégradation civile sont admises à faire leur déposition. Y a-t-il plusieurs complices, l'on torturera d'abord le plus craintif et le plus timoré, afin d'obtenir l'aveu plus aisément. On peut torturer les femmes enceintes jusqu'au quarantième jour qui précède leur délivrance. L'hérétique à qui on a promis l'impunité pour lui arracher un aveu, devra néanmoins être puni : c'est du moins une opinion probable (1).

Alloz a dit que les biens des enfants des personnes condamnées par l'Inquisition sont confisqués. On n'est pas tenu de nourrir ces malheureux ; mais l'Inquisition, par pure charité, prend soin d'eux ; elle confie les filles à la garde d'honnêtes femmes, et fait instruire les garçons dans un art mécanique. Si les garçons tombent malades ou sont faibles et débiles, on leur donne quelques maigres aliments.

(1) *Liber theol. moralis*, l.

Les hérétiques endurcis seront condamnés à mort. Quiconque aura soutenu, protégé, accueilli des hérétiques, sera suspecté d'hérésie et condamné soit au bannissement, soit à la bastonnade, soit aux galères ; ses biens seront confisqués. — « Les fils chrétiens et catholiques — c'est la doctrine de Facundez et d'Escobar — peuvent accuser leur père du crime d'hérésie, quand même ils prévoient que cette dénonciation entraînera la mort de leurs parents. Ils sont autorisés à refuser toute nourriture à leurs parents, si ceux-ci tentent de leur ôter la foi. Bien plus : si les parents recourent à la violence, les enfants, dans l'intérêt de leur conservation bien entendue, peuvent mettre à mort les auteurs de leurs jours. » Tamburini enseigne qu'il est permis d'expulser de leur pays les païens, par la raison seule qu'ils sont incrédules. On leur laissera le choix de se convertir au christianisme et de rester dans le pays, ou de vendre leurs biens et de s'en aller où bon leur semblera.

La *Ratio studiorum* défend aux élèves externes d'un collège d'assister aux fêtes et aux spectacles publics ; elle leur permet d'assister à l'exécution

des hérétiques. La *Civiltà* célèbre l'Inquisition comme « un aspect sublime de la perfection sociale », et voit dans le sentiment unanime de répulsion qu'elle inspire le symptôme de l'universelle confusion des idées. Quiconque trouve étrange que l'Eglise appuie ses excommunications de châtimens corporels et même de la peine de mort, est un rebelle vis-à-vis de Dieu, qu'il soit philosophe ou théologien, catholique ou protestant.

Les Jésuites de Maria-Laach ont réclamé également l'application des peines les plus sévères, telles que les amendes, l'emprisonnement, le bannissement, contre les pécheurs et les hérétiques; ils s'en réfèrent aux décrets de prétendus conciles œcuméniques et font observer que les peines purement spirituelles ne sont pas assez sensibles.

Les Jésuites ont contribué puissamment à répandre la croyance à la magie et à la sorcellerie; ils portent la responsabilité de la mort de milliers de personnes, victimes innocentes de l'Inquisition. Le livre de Del Rio « *Disquisitiones magicæ* », publié avec l'approbation de l'Ordre de Jésus, en 1599, donna une nouvelle impulsion à la persécution des sor-

cières. Soldan estime que Del Rio était le plus roué et le plus dangereux ennemi de ces malheureuses. Il critiquait un des côtés de la superstition pour retenir d'autant plus sûrement le reste. En ce moment encore, la morale de Gury enseigne la doctrine de la magie et de la sorcellerie, l'art de nuire à autrui avec l'aide du diable, et traite de la possession et du commerce avec le démon. Le Jésuite Tanner plaida, il est vrai, pour un adoucissement des persécutions dirigées contre les sorciers, mais il faillit être suspecté lui-même. Il faut l'avouer : les Jésuites n'ont ni inventé la superstition ni provoqué les mesures prises contre elle ; ces mesures ont leur origine au moyen-âge et doivent être imputées aux papes et à leurs théologiens, entre autres à Thomas. En 1484 parut la célèbre bulle sur les sorciers, du pape Innocent VIII, et cinq ans après, le « *Malleus Maleficarum* », des inquisiteurs Sprenger et Institoris : auprès de ce dernier livre, les élucubrations de Del Rio paraissent inspirées d'un esprit libéral. Aussi ce dernier en appela-t-il au jugement des papes pour la défense de sa cause, et prétendit-il que se mettre en désaccord sur ce point avec la décision

de l'Eglise c'était donner la preuve de sentiments fort peu catholiques et sentant l'hérésie.

L'Ordre de Jésus se mit, par sa doctrine du rapport entre la grâce et le libre arbitre, en opposition flagrante avec Thomas et son école. Augustin avait enseigné qu'à la suite du péché d'Adam la race humaine tout entière était tombée sous le coup de la damnation éternelle. Dieu, dans sa miséricorde, sauve quelques-uns de ces réprouvés en leur communiquant sa grâce ; les autres, il les abandonne à leur sort, suivant des desseins cachés, mais justes, dont lui seul a le secret. Le motif de l'élection divine ou de la réprobation doit être cherché, non dans le libre arbitre de l'homme, mais dans le bon plaisir du souverain maître de l'univers. C'est la grâce de Dieu qui produit dans l'homme la volonté irrésistible et la force d'accomplir le bien. Thomas apporte en apparence des tempéraments à cette doctrine, en disant que la grâce influence la volonté de telle façon, qu'elle suit la grâce *librement*, quoiqu'elle eût pu se déterminer en sens contraire. La grâce est à l'assentiment de la volonté ce qu'une cause physique

est à son effet; la grâce pousse infailliblement la volonté à l'effet qu'elle doit produire, voilà pourquoi elle est la grâce efficace par elle-même. Cette hypothèse, dont les difficultés n'échappèrent pas aux Thomistes, fut appelée la théorie de la prédétermination ou prémotion physique. A l'exemple d'Augustin, Thomas fait dériver l'élection de l'arbitraire souverain de Dieu, abstraction faite des dispositions de l'homme; mais Thomas exagère encore le déterminisme d'Augustin en enseignant que, dans le règne de la grâce, divers degrés sont nécessaires : le degré le plus élevé, occupé par les élus; le degré le plus infime, occupé par les réprouvés, afin que les deux attributs de Dieu, sa miséricorde et sa justice, puissent se manifester. C'est un décret de Dieu, pris de toute éternité, qui fixe les représentants des deux degrés, et c'est cet ordre moral, irréfragable, du monde qui veut que le petit nombre soit destiné à la vie bienheureuse, et le grand nombre à la damnation. Il est clair qu'il n'y a qu'un pas de cette doctrine à celle de Luther qui veut que l'homme ne puisse rien pour sa propre conversion, mais se comporte comme une pierre ou comme une bûche dans

l'œuvre de son salut, et à la doctrine de Calvin sur une prédestination double et absolue.

L'opposition qu'ils faisaient à la Réformation força les Jésuites de professer une autre doctrine. Leur influence est manifeste dans la décision du concile de Trente, qui veut conserver à la volonté libre de l'homme, réveillée par Dieu, sa coopération dans l'œuvre de la justification, et qui maudit la doctrine de l'inertie et de l'impuissance radicale de l'homme en présence de l'appel que lui adresse son divin Sauveur.

Après le concile de Trente, Michel Bajus, de Louvain, avait essayé de renouveler l'augustinisme; il avait enseigné que le libre arbitre, sans la grâce de Dieu, n'a de force et de jeu que pour le péché; toutes les œuvres des infidèles sont des péchés, et les vertus des philosophes des vices. Pie V l'avait censuré sous une forme adoucie. Quant aux Jésuites, ils développèrent un enseignement suivant lequel l'homme, en regard de Dieu, conserve une certaine indépendance d'activité pour l'œuvre de sa justification. Dans leur « *Censura de præcipuis doctrinae cœlestis capitibus* », de l'an 1560, les Jésuites de Cologne soutinrent que la grâce de Dieu était toujours

prête à secourir les cœurs ouverts pour la recevoir. Les Jésuites de Louvain ajoutèrent que Dieu, après avoir prévu la chute d'Adam, forma le dessein de donner à Adam et à sa postérité des moyens suffisants pour vaincre le péché et obtenir la vie éternelle. En conséquence, il prête son assistance à quiconque veut se sauver. Cela est vrai également des infidèles. S'ils font ce qui est en leur pouvoir, Dieu les éclaire, afin qu'ils puissent croire et se convertir. Quant à ceux qui, ignorant foncièrement ce que c'est que la foi, s'en tiennent à la loi naturelle, c'est-à-dire au Décalogue, Dieu leur prête l'assistance morale nécessaire pour qu'ils puissent l'accomplir. Il est probable que ceux qui sont sauvés n'ont pas été élus sans que Dieu ait prévu leurs bonnes œuvres ou tenu compte de leurs efforts contre le péché. Le nombre des prédestinés n'est point fixé en vertu d'un ordre du monde établi une fois pour toutes et avant que Dieu ait prévu la nature des œuvres de l'homme.

Molina a développé ce système dans un ouvrage publié à Lisbonne, en 1588, sous ce titre : *« Concor-
dance du libre arbitre avec les dons de la grâce, la
prescience divine, la providence, la prédestination*

et la réprobation. » Molina enseigne que l'homme, par ses forces naturelles, soutenues par l'assistance générale de Dieu, peut s'élever à la connaissance des mystères surnaturels du christianisme, et que, dans ce cas, Dieu lui donne la grâce de la foi, nécessaire au salut. Dieu est également prêt à accorder la foi et la grâce aux infidèles de bonne volonté. L'élection dépend en majeure partie du libre arbitre de celui qui est appelé ; car il est rationnel et naturel que Dieu, dans sa miséricorde, appelle et soutienne plutôt celui qui est prêt à suivre la vérité et à l'embrasser, que celui qui lui prête difficilement l'oreille. L'homme, par la seule force de sa volonté libre et avec la coopération générale du Très-Haut, peut s'élever à l'amour de Dieu et vaincre la tentation, sans secours divin spécial. Le point fondamental de ce système c'est la doctrine de la *scientia media*, qui fait prévoir à Dieu les faits subordonnés à certaines conditions, par conséquent la conduite de l'homme en présence de l'offre de la grâce. Si Dieu reconnaît que l'homme est disposé à coopérer avec la grâce, il la lui accorde.

L'Ordre de Jésus prit fait et cause pour cette doc-

trine avec une ardeur telle, que l'on put la considérer bientôt comme sa doctrine officielle. Cet enseignement souleva les protestations des Dominicains. La controverse atteignit bientôt à un degré de violence tel, que le saint-siège se vit forcé d'intervenir et de faire examiner les doctrines opposées par une congrégation instituée à cet effet. Les Jésuites fabriquèrent une édition spéciale d'Augustin, et ils y altérèrent ou supprimèrent tous les passages contraires à leur opinion. En 1603, Valentia déclara en présence de Clément VIII que le passage d'Augustin cité par le Dominicain Lemos, à l'appui de l'enseignement de son Ordre, ne se trouvait pas dans les œuvres de ce Père. Lemos demanda que l'on apportât les ouvrages d'Augustin. Valentia les tenait tout prêts : il lut dans l'édition falsifiée par son Ordre, le contraire de ce que son adversaire prétendait y avoir trouvé. Surpris, Lemos exigea que l'on cherchât les œuvres d'Augustin dans la bibliothèque même du pape, et Clément VIII put se convaincre de ses propres yeux que le Dominicain avait fait une citation exacte. Le faux étant manifeste, le pape dit à Valentia : « Est-ce ainsi que vous cher-

chez à tromper l'Eglise de Dieu ? » Valentia tomba en syncope et mourut deux jours après.

Le résultat des conférences, qui traînèrent sept ans, fut une complète indécision. Rome n'osa pas offenser cet Ordre si puissant et si utile. Paul V résolut de ne condamner expressément aucun des deux systèmes et défendit aux partis de s'accuser réciproquement d'hérésie.

Les Jésuites revinrent bientôt après du système de Molina et adoptèrent une nouvelle théorie, élaborée par Suarès, sous le nom de *congruisme* ; en 1613 elle fut adoptée comme la doctrine de l'Ordre, par un décret du général Aquaviva. On distingue entre la grâce « *congrua* » et la grâce « *incongrua* ». La première est calculée sur les différentes dispositions et situations de l'homme ; elle entre en scène, lorsque le cœur de l'homme est prêt à la recevoir, et agit avec une force irrésistible. Bien plus, cette disposition de l'homme est elle-même un effet de la grâce. La seconde est la grâce générale qui exerce toujours son influence de la même manière ; elle n'a pas recours à des effets extraordinaires pour disposer l'homme à la justification ; mais, si l'homme l'ac-

cepte, elle suffit à le régénérer. Dieu n'accorde pas la première, quoiqu'il possède la *scientia media*, en considération des actes et des intentions de l'homme; il l'accorde par pure miséricorde, en considération des mérites du Christ.

Un lien intime relie la doctrine de la grâce, de l'Ordre, et sa morale relâchée. Les théologiens du moyen-âge, de l'école de Duns Scot et de celle de Thomas, ont été à cet égard ses précurseurs; la Société de Jésus s'est bornée à accepter leur héritage. Dans la « *Summa casuum conscientiae* » du Franciscain Angelus Clavasio (1494), dans les cours du Dominicain François Victoria (mort en 1546 ou 1549) on trouve déjà cette fatale casuistique qui recherche le péché dans toutes ses variations possibles, se complaît dans la description des cas les plus obscènes, oublie la nature des intentions et ne considère que l'acte extérieur, élimine avec des ruses d'avocat la grandeur de la faute, sinon la faute elle-même, cherche à tromper Dieu et ne trompe que le coupable en le berçant d'un sentiment de fausse sécurité, et étouffe dans leur germe les dispo-

sitions sérieuses et la force nécessaires pour la régénération morale. Le général des Dominicains, Sylvestre Priérias, dans sa *Somme morale*; Martin Navarra, ordinairement appelé le docteur Navarrus; le Franciscain Antoine de Cordoue; le curé Sancius, de Madrid; Antonius Diana, prêtre régulier de Palerme; le Cistercien Caramuel et d'autres ont développé le système et ont été souvent mis à contribution par les Jésuites. — Cette casuistique n'est que le pendant de ces frivoles discussions dogmatiques que l'on rencontre chez certains théologiens, depuis Duns Scot, et qui ont pour objet de résoudre des questions telles que celle-ci : le Fils de Dieu eût-il pu revêtir la forme ou la nature d'une pierre, d'une bûche de bois, d'un animal, et nous apporter, sous cette forme, le salut?

Gabriel Vasquez introduisit la doctrine du probabilisme dans la Société de Jésus. Elle y trouva des partisans de plus en plus nombreux, et y reçut ses applications pratiques. Le général Vitelleschi s'éleva en 1617 contre cette doctrine. La XIII^e congrégation générale fit en 1687 la déclaration suivante :

« La Congrégation ayant appris que, dans l'opinion de plusieurs personnes, la Société de Jésus se serait proposé en quelque sorte à l'unanimité de ses membres de défendre la doctrine en vertu de laquelle il est permis de suivre l'avis moins probable, mais plus commode pour la liberté de l'homme, et de désertter l'avis plus probable et plus conforme aux commandements; la Congrégation a trouvé bon de déclarer que la Société de Jésus n'a jamais empêché et n'empêche pas en ce moment ceux qui préfèrent la doctrine contraire, de la professer. » Toutefois, lorsque Tyrso Gonzalès publia en 1691, sur le désir d'Innocent XI, un livre dirigé contre le probabilisme, il se trouva que cette doctrine avait jeté de profondes racines dans la Société; Gonzalez y rencontra l'opposition la plus violente, et il faillit être destitué. Les assistants avaient mis tout en œuvre pour empêcher la publication de son ouvrage; quand l'ouvrage eut paru, un Jésuite espagnol le combattit sous le nom de François Péréa, en 1697. Peu de temps avant sa mort, Gonzalès adressa au pape un rapport sur les persécutions qu'il avait dû endurer de la part de ses subordonnés; il y déclare que le pro-

babilisme est un article de foi pour la Société de Jésus tout entière.

Gury a été un des plus récents défenseurs de cette doctrine.

Le *probabilisme* enseigne qu'en présence de l'incertitude de la conscience relativement au devoir, l'on n'est pas lié exclusivement à l'opinion la plus certaine et la plus probable; l'on peut suivre une opinion simplement probable, de préférence même à une opinion plus probable, pourvu que l'on ne s'expose à aucun danger. Est probable tout avis basé sur des considérations d'une certaine gravité; en conséquence, toute opinion revêtue de l'autorité d'un ecclésiastique pieux et savant, d'un docteur « grave », est *probable*. Si les casuistes sont divisés sur un cas donné, il est permis à chacun de s'arranger suivant l'avis qui lui paraît le plus commode. Un casuiste peut conseiller de suivre un avis qu'il ne partage pas, mais qu'un docteur « grave » soutient, pourvu qu'il soit commode pour celui qui demande la consultation. Si un pénitent en appelle à une opinion probable qu'il a suivie dans un cas donné, le confesseur est tenu de l'absoudre, même s'il est

d'un avis contraire (1). Moja va plus loin encore : « Si celui qui consulte, demande l'avis le plus favorable, celui qui est consulté commet un péché s'il ne s'accommode pas à son désir, quand même il tiendrait l'avis le plus favorable pour le plus improbable (2). En pratique, le probabilisme revient à étouffer la voix de la conscience sous les sophismes d'une volonté faible ou mauvaise. Cela est si vrai que Bunsenbaum conseille, pour faire taire les scrupules d'une conscience timorée, de dédaigner ces scrupules, de suivre les avis les moins rigoureux, quoique les moins sûrs, de ne jamais tenir un acte pour un péché mortel, si l'on n'a à cet égard une complète certitude (3).

Dans la doctrine des Jésuites, le repentir « naturel » suffit pour recevoir dignement le sacrement de l'autel et le pardon des péchés : c'est l'*attritio*, c'est-à-dire la douleur que causent les suites d'un péché ou la crainte d'un châtiment futur, accompagnée de la volonté d'éviter le mal à l'avenir. Le repentir parfait ou *contritio*, c'est la douleur que cause

(1) Escobar, *Lib. theol. moral. Princip. ex.* III, c. 3, nr. 8-10.

(2) *Opusculum*, Lugd. 1664.

(3) *Medulla*, lib. I, tr. 1, c. 3.

le sentiment d'avoir fait le mal et qui est éveillée par l'amour de Dieu.

Les casuistes de l'Ordre ont poussé à ses dernières conséquences, à ses conséquences les plus funestes, le principe que nous venons d'énoncer. Escobar enseigne que la contrition n'est pas nécessaire, même au moment de la mort. Valentia va plus loin ; selon lui, la contrition, loin d'être indispensable pour obtenir l'effet principal du sacrement, empêche plutôt cet effet de se produire.

Il en résulte que l'homme peut obtenir la félicité éternelle sans l'amour de Dieu : il n'est pas besoin de faire remarquer que la philosophie rejette ce principe, la félicité découlant de dispositions du cœur vraiment morales, moralité qui n'est autre chose que le pur amour du bien.

Escobar, après avoir posé la question de savoir à quel moment l'on doit aimer Dieu, cite une série de réponses données par des autorités de son Ordre. Vasquez croit qu'il suffit d'aimer Dieu à la fin de sa vie ; d'autres prétendent que c'est à l'heure du baptême, ou au moment où Dieu vous surprend par un don tout particulier de sa grâce, ou bien aux jours de

fête. Hurtardo de Mendoza soutient que c'est assez d'aimer Dieu une fois par an; Coninch estime qu'il faut s'y résoudre trois à quatre fois par an. Filliutius trouve que c'est là trop de sévérité : une fois tous les cinq ans suffit probablement; du reste, il faut s'en remettre là-dessus au jugement des gens raisonnables. Henriquez pense que trois fois sont nécessaires; la première, au moment où la raison s'éveille; la seconde, à l'heure de la mort; la troisième, au cours de la vie. Escobar adopte cette dernière opinion.

Antoine Sirmond déclare que Dieu se contente de notre obéissance, sans exiger notre amour. « Il n'est pas commandé de l'aimer, il est défendu seulement de le haïr. » Bien plus : Arriaga soutient que proposer la haine de Dieu comme but à sa volonté peut nous créer un mérite pour la vie éternelle.

Bossuet raconte qu'il remit un jour à Louis XIV une composition où l'on représentait l'amour de Dieu comme la base de la vie chrétienne. Le roi, l'ayant lue, la lui rendit en lui disant : « Je n'ai jamais entendu parler de cela, on ne m'en a jamais rien dit ». Madame de Maintenon, rapportant une

conversation qu'elle avait eue en 1696 avec le père Lachaise, dit qu'elle lui parla de l'amour de Dieu ; Lachaise essaya de la convaincre que la crainte de Dieu était une chose tout aussi excellente.

Non moins dangereuses étaient les opinions des Jésuites relatives au péché philosophique : les scolastiques appelaient de ce nom le péché résultant de l'invincible ignorance des exigences de la raison véritable. Il est certain qu'il n'y a pas péché là où il n'y a pas conscience de la nature de l'acte commis, mais les Jésuites pressèrent cette vérité jusqu'à en faire une thèse fausse et frivole. Jean de Castille déclare que le vol commis à la suite d'une résolution incomplètement mûrie, est un péché très-vénial : c'est qu'il y a des personnes tellement habituées au vol, qu'elle dérobent un objet avant d'avoir réfléchi à leur acte. Georges de Rhodes soutient que si quelqu'un commet un adultère ou un meurtre en se doutant de la gravité de ces actes, mais en n'y arrêtant pas sa pensée, il commet un péché très-léger, quoique la chose soit *materia gravissima* en soi. Laymann prétend que l'inattention provenant de la passion ou d'une mauvaise habitude n'est pas cou-

pable, car toutes deux suspendent l'action de la raison, qui est nécessaire pour commettre des péchés mortels. Selon Casnedi, toute personne entraînée par une erreur invincible à croire que le mensonge et le blasphème sont ordonnés par Dieu, doit blasphémer en toute sécurité de conscience; en revanche, toute personne convaincue que le culte de Dieu est interdit, est autorisée à s'en dispenser. Carnedi n'a pas craint de soutenir qu'il y a maints élus à qui le Christ dira au jour du jugement : Venez, entrez dans le royaume qui vous est destiné parce que vous avez tué, blasphémé, pillé, etc., étant convaincus qu'il était de votre devoir de le faire(1).

Les premiers casuistes de l'Ordre, tels que Reginald, de Lugo, Escobar, Tamburini et d'autres ont soutenu ces opinions avec plus ou moins d'audace. Trachala ne faisait que tirer les conséquences de ces prémisses en répondant à la question de savoir si un confesseur, qui remarquerait que son élève se trouve, sans s'en douter, dans un état grave de péché, l'en avertirait : non, répond Trocha, le confesseur se gardera bien de révéler la vérité, s'il

(1) Racine XI, art. 19, § 9.

s'aperçoit qu'il n'a que peu de chances d'être écouté.

La méthode des Jésuites pour diriger les intentions se rattache par un lien étroit aux doctrines précédentes : elle apprend à commettre une mauvaise action dans des intentions qui sont bonnes. Escobar enseigne que l'on peut souhaiter la mort à son ennemi et se réjouir de sa mort, à cause du bien qui en résulte. Moja croit qu'il est permis de recevoir dans sa maison des filles perdues, pourvu que ce ne soit pas dans le but de leur offrir l'occasion de faire le mal. Facundez, Tanner et Gobat soutiennent qu'il est permis à un fils de se réjouir d'avoir, en état d'ivresse, tué son père, si cette mort lui vaut un bel héritage. Dans un manuel de morale du Père Moullet, publié en 1834, à Fribourg, en Suisse, nous trouvons le renseignement suivant : « Si quelqu'un trouve plaisir à entretenir des relations intimes avec une femme mariée, non point parce qu'elle est mariée, mais parce qu'elle est belle et en faisant abstraction du fait du mariage, ce plaisir n'implique pas le crime d'adultère. » Ligori, lui aussi, trouve cette opinion très « probable ».

Les doctrines relatives au caractère licite de la ré-

serve mentale et de l'équivoque dans les paroles, sont encore plus destructives de la morale : elles tendent non-seulement à autoriser le mensonge et la tromperie, mais à les justifier. Suivant Escobar, on n'est pas lié par une promesse, si on n'avait pas l'intention de se lier et qu'on se proposait simplement de faire telle ou telle chose. Castro Paolo soutient que l'on peut, sans péché, prêter un serment équivoque toutes les fois que l'on a un motif convenable pour dissimuler la vérité. En conséquence, si celui-ci qui vous interroge veut éviter toute équivoque et vous somme de lui dire, sous serment, la vérité claire et nette, on peut prêter un serment ambigu et faire ses réserves, car on peut se dire que l'ambiguïté n'est ni injuste ni imméritée. Les exemples cités de serments équivoques mettent dans son véritable jour toute l'horreur de cette doctrine : il est inutile de révéler au juge un crime commis par vous, au cas où la révélation vous compromettrait fortement ; on peut tout simplement nier de l'avoir commis, si l'on ajoute par la pensée — « en prison ». On peut rompre une promesse de mariage, si l'on pense qu'on ne l'a pas faite dans le but de se lier soi-même. Un créancier qui réclame

son avoir et à qui on en a rendu une partie, peut soutenir, même sous la foi du serment, que la dette est encore entière, s'il croit que c'est là l'unique moyen de recouvrer le reste et que la dette n'est pas bien considérable. Cette ruse n'est illicite que si elle porte préjudice à un créancier qui a des droits antérieurs. En revanche, le débiteur à qui on demande des sommes plus fortes que sa dette véritable, peut nier, non-seulement le surplus, mais la dette véritable, s'il craint d'être forcé, à la suite d'un aveu, de payer même ce qu'il ne doit pas.

Filliutius déclare que celui qui emploie des termes équivoques dans une intention honnête, n'est pas parjure ; si notre discours donne un sens équivoque, sans qu'il soit nécessaire pour cela d'employer un style contourné, nous pouvons employer l'amphibologie « *ex rationabili causa* ».

En se fondant sur ces doctrines et à l'aide du probabilisme, il ne fut pas difficile aux casuistes de l'Ordre de Jésus d'éliminer tous les péchés et d'alléger le poids de toutes les fautes. Qu'on en juge par les exemples suivants :

Escobar prétend que la personne ou la chose qui

vous fait succomber rarement au mal n'est pas un objet de tentation prochaine : une personne avec qui l'on cohabite et avec qui l'on n'a de relations criminelles que trois ou quatre fois par an n'est pas un véritable objet de tentation. Bauny croit que si des personnes cohabitant ensemble ne manquent à leurs devoirs qu'une ou deux fois par mois et qu'elles ne peuvent se séparer sans grand dommage, il faut les absoudre, pourvu qu'elles promettent de ne plus faire le mal à l'avenir. Le curé séculier, Sancius, de Madrid, enseignait également que personne n'est tenu d'éviter, à son détriment, une occasion très-prochaine de commettre un péché; il n'est pas nécessaire d'expulser de la maison votre concubine, si elle contribue à faire prospérer votre industrie, si l'éloignement vous jette dans une profonde mélancolie, si les mets préparés par d'autres ne vous inspirent que du dégoût, s'il est difficile de la remplacer par une autre servante (1).

Escobar, avec beaucoup de savants de son Ordre, affirme qu'un ami peut céder une chambre à un autre ami, afin qu'il puisse s'y livrer à des excès

(1) *Select. disp.* 10, nr. 20.

sexuels, si on évite par là un grand inconvénient.

Moulet enseigne que si l'on commet une série d'actes impudiques avec une jeune fille, sans avoir l'intention de la séduire, l'on se charge de plusieurs péchés ; l'on ne commet qu'un seul péché avec les mêmes actes, si on les considère comme le moyen de séduire la personne, quand même ce but ne serait pas atteint.

Voici quelques préceptes tracés par Alloza :
« Quiconque a rendu en bonne conscience un faux témoignage est tenu de le rectifier, s'il a mis la vie d'autrui en danger et si la rectification ne compromet pas la sienne propre. — Quiconque voit un autre puni des délits commis par lui-même et qu'il ait pris le parti de se taire, n'est pas tenu de dédommager la victime. — L'homme honnête qui se résignerait difficilement à mendier, peut, s'il ne trouve pas moyen de se le procurer autrement, voler le nécessaire. » Moulet décide que le séducteur n'est pas tenu en conscience de réparer son crime, si le crime est resté secret. Laymann déclare qu'il est permis d'exposer des enfants illégitimes, si cela est nécessaire pour échapper au déshonneur et pour

tenir secret un crime. Busenbaum permet la complicité du crime, si elle consiste à fournir l'objet ou l'occasion du péché, dans les conditions suivantes : si la coopération en soi est bonne ou indifférente au point de vue moral ; si le mal se commet pour de bons motifs et dans de bonnes intentions ; si l'on ne peut empêcher celui que l'on assiste de commettre le péché, ou du moins si l'on n'est pas obligé de l'en empêcher. En conséquence, Busenbaum autorise les domestiques à aider leurs maîtres à accomplir des actes de séduction, à porter des lettres, à escalader des murs, au cas où un refus leur attirerait un désagrément notable.

Laymann, Reginald et d'autres permettent aux domestiques, si on ne leur donne pas des gages correspondant à leurs services, de se dédommager par des vols commis au préjudice de leurs maîtres, à condition que ce soit à titre de compensation.

Filliutius et Lessius croient que l'on peut retenir la solde promise pour l'accomplissement d'une mauvaise action. En revanche, Laymann enseigne que l'on est tenu de payer la récompense promise à un meurtrier à gages, si l'exécution a mis ses jours en

danger et nous a réellement profité. Escobar soutient que le marchand qui a touché de bonne foi plus d'argent qu'il ne lui en revenait et qui l'a mêlé au sien, n'est pas tenu de le rendre au chaland imprudent qui vient le réclamer plus tard. Le même enseigne qu'un banqueroutier peut en conscience retenir de ses biens tout ce qui lui est nécessaire à lui et à sa famille, afin d'éviter la gêne. Moja autorise les hôteliers à mêler d'eau leur vin, les paysans à mêler de la paille au froment, à vendre leur marchandise au prix ordinaire, pourvu que le mélange ne la rende pas plus mauvaise que celle qu'on achète ailleurs.

Selon Lessius, il est « probablement » permis de se débarrasser par des voies tortueuses et souterraines de ceux qui nous calomnient auprès des princes et des juges. Molina ajoute qu'il ne faut pas se laisser retenir par la considération qu'en tuant le calomniateur on l'expose à la damnation éternelle. Molina et Escobar vont jusqu'à permettre de prévenir la calomnie en tuant le calomniateur.

Les Jésuites proportionnent la mesure de ce qui est licite à la position sociale des individus, et ils

nient ainsi l'égalité de tous devant la loi morale. Le meurtre est permis quand il a pour but de venger une injure qui atteint l'honneur, mais Escobar a soin d'ajouter qu'il n'est permis qu'au noble, les soufflets et les coups de bâton ne portant point atteinte à l'honneur du plébéien. Amicus proclame que le meurtre est permis avant tout au prêtre et au moine, quand il n'a pas d'autre moyen de se défendre contre un homme qui menace de l'accuser à tort d'un crime. Conformément à ce principe, il est licite de se débarrasser non-seulement des ennemis extérieurs de l'Ordre, mais surtout des membres sortis de l'Ordre et qui menacent de se livrer à des dénonciations, et même des membres en train de sortir et que l'on soupçonne d'être disposés à s'y livrer. Ajoutez à cela que la Société de Jésus avait droit de juridiction sur les siens et que l'on traitait comme des excommuniés ceux qui quittaient l'Ordre contrairement à la volonté de l'Ordre : tout cela ne jette-t-il pas un jour étrange sur ce passage de Mariana où il fait allusion à des rigueurs infligées à des membres de l'Ordre et qui entraînaient leur mort (1).

(1) C'est un cas étrange et mémorable de voir que les bons.

Caramuel, qui appartenait à l'Ordre des Cisterciens, mais qui avait été formé par la théologie jésuitique, et qui se vantait d'avoir converti à plusieurs reprises et avec l'épée, trente mille hérétiques, pendant la guerre de Trente ans, cite la dernière opinion d'Amicus que nous avons transcrite ; puis il se demande si un membre d'un Ordre religieux qui, par faiblesse, a entretenu des relations intimes avec une femme du peuple, peut l'assassiner, au cas où cette femme, flattée de s'être livrée à un homme si éminent, s'en vante et compromet la réputation de son complice. « Je n'en sais rien, répond Caramuel, mais j'ai entendu un Père distingué de notre Société, professeur de théologie, homme de grand talent et de profond savoir, faire la déclaration suivante : « Amicus aurait
« dû passer sous silence cette résolution, mais puis-
« qu'elle est imprimée, nous soutiendrons comme une
« opinion probable, que le moine pourra tuer la
« femme, pour empêcher qu'elle ne compromette
« l'honneur de son complice. »

Cette théorie a servi de prétexte à bien des crimes ; je

sans cause, ou pour des choses légères, soient affligés, jusques là même que de les faire mourir.

n'en veux pour preuve que l'histoire du curé François Salésius Riembauer. Le meurtrier Riembauer, nourri de la morale des Jésuites, a toujours soutenu qu'il n'avait tué la victime qu'il avait séduite, que pour prévenir le scandale public, les nombreux péchés et les maux de tous genres que ce scandale aurait engendrés; il avait voulu sauvegarder l'honneur du clergé, l'estime due à des fonctions respectables. En conséquence, disait-il, l'assassinat n'a été que le moyen d'atteindre un but louable. De l'aveu de Riembauer lui-même, il s'est laissé guider par des principes énoncés dans la morale de Stattler, suivant lesquels l'assassinat d'un calomniateur est chose licite (1).

Escobar a fait la découverte que, pour avoir tué quelqu'un dans un guet-apens, on n'est pas un traître. « On appelle traître celui-là seul qui tue un homme qui ne s'y attend pas. Celui qui tue son en-

(1) Riembauer en a appelé à l'ouvrage *Ethica christiana*, August. et Monach. 1789. Dans le paragraphe 1893 il est dit qu'il est permis de tuer l'agresseur : *Si non ipsa occisione injusti calumniatoris tantundem periculi infamiæ incurramus, quantum vitare declinatione intendimus,* » et aussi « *si tantundem periculi nobis ex occisione calumniatoris immineat, profecto utile remedium occisio esse non potest, ac proinde nec licitum.* »

nemi n'est pas un traître pour cela, quand même il l'a attiré dans un guet-apens ou lui a donné le coup de Jarnac. » Bien plus : « Si quelqu'un se réconcilie avec son ennemi et s'engage solennellement à ne pas le tuer et qu'il le tue pourtant, on ne saurait dire qu'il le tue d'une façon absolument traîtresse, à moins que les liens d'une amitié plus intime ne les aient unis dans l'intervalle; dans ce cas, on peut présumer que la haine a survécu aux engagements pris. »

Escobar conseille aux jeunes filles enceintes l'avortement artificiel, si la vie ou l'honneur sont mis en jeu.

Rien de plus relâché que les principes des Jésuites dans la question de la débauche. Les élucubrations que l'on rencontre dans les ouvrages de leur Ordre se refusent à toute transcription. Moja, entre autres, a développé, dans un livre condamné par la Sorbonne (1), le thème des excès sexuels avec un cynisme sans pareil : la faculté, à la fin de la censure, ajoute qu'épouvantée des ordures dont est rempli le livre,

(1) *Opuscul.*, ex tract. de peccatis.

et tenant compte des exigences de la morale et des bienséances publiques, elle renonce à formuler toutes les sentences de condamnation. Thomas Sanchez, dans son traité « *de Matrimonio* », publié à Gênes en 1592, s'est complu à décrire dans leurs détails les plus circonstanciés, les plus infimes, toutes les variations possibles du péché charnel, et les casuistes de l'Ordre jusqu'à Gury ont pris pour guide de leurs examens de conscience au confessionnal ce catalogue des diverses formes de la débauche.

Pour être complet, nous citerons quelques-uns des cas les moins scabreux examinés dans ce chapitre.

Le Père Benzi causa un grand scandale en déclarant que c'était une peccadille que de palper les seins d'une nonne. Les Dominicains l'ayant attaqué, il fut défendu par les Jésuites Foure et Turani; ce dernier essaya de prouver que Thomas d'Aquin avait énoncé le même principe; il n'y réussit point. A propos de cette opinion sur les *tatti mammillari*, on donna aux Jésuites le surnom de « théologiens mamillaires ».

Le 2 mars 1679, Innocent XI condamna la thèse

suivante de la morale jésuitique : « La pollution n'est pas défendue par le droit naturel ; par conséquent, si Dieu ne l'avait interdite, elle serait souvent bonne, et parfois même obligatoire, sous peine de commettre un péché mortel. » Moja tient le vol de trente pièces d'argent pour un péché plus grave que la sodomie. Sættler-Rousselot recommandent de soumettre les femmes et les jeunes filles à un interrogatoire très-habile pour arriver à savoir si elles ne se livrent pas à des pratiques bestiales. Les questions qu'ils prescrivent de poser sont de nature à rendre les personnes qui se confessent attentives à un genre de vice qui leur était inconnu ! (1)

Les exemples de la casuistique jésuitique que nous venons de citer suffisent pour la caractériser. Perault, dans son livre « *La Morale des Jésuites* », a montré qu'elle fausse en tous points et ruine la morale chrétienne.

Les *Constitutions* prouvent que nul membre de l'Ordre ne pouvait publier un ouvrage, surtout un ouvrage destiné à servir de guide pour l'enseignement

(1) *Découvertes*, p. 37.

et la pratique, sans l'approbation des supérieurs ; les doctrines que nous venons de transcrire veulent donc être considérées comme un enseignement officiel, dont la Société de Jésus tout entière est responsable.

D'où vient que l'Ordre et quelques-uns de ses membres qui ont mené une vie pure, se soient laissés entraîner par cette tendance funeste à la casuistique ? Pascal, leur grand adversaire, les disculpe d'avoir voulu corrompre les mœurs. Plusieurs causes ont poussé à l'égarement que nous constatons.

Avant tout, il faut constater que les Jésuites ont eu des précurseurs ; ils sont entrés dans une voie ouverte bien avant eux. On rencontre déjà chez Abélard des principes douteux ; Gerson lui-même n'a pas su se préserver de soutenir des thèses choquantes et très-téméraires. La morale casuistique avait été introduite au treizième siècle par Raymond de Penafort, qui avait rédigé un guide pour la pratique et la discipline du confessionnal ; depuis le quatorzième et le quinzième siècle le nombre de ces sortes d'ouvrages s'est accru constamment. Dans ces Sommes, on décrivait les cas les plus délicats, et on en don-

nait la solution ; néanmoins un esprit de sévérité parvint à s'y maintenir quelque temps. Peu à peu cette sévérité fléchit sous une vaine dialectique, qui se complaisait dans des élucubrations témoignant d'une grande pénétration et dans des thèses hardies, au lieu de poursuivre le développement du sens moral. Les Jésuites s'engagèrent d'autant plus facilement dans cette voie, que la dialectique scolastique était restée en faveur auprès d'eux à cause de la polémique qu'ils avaient à soutenir contre les adversaires du dogme catholique-romain. Bientôt leurs moralistes rivalisèrent de zèle en soutenant des thèses de plus en plus hardies ; les prémisses, vraies en partie seulement, furent poussées à leurs dernières conséquences ; à force de se livrer à un jeu d'esprit éblouissant, on en vint à oublier ou à compromettre le sérieux de la morale. Survint le protestantisme qui supprima la confession auriculaire : la politique de l'Ordre de Jésus, qui voulait à tout prix ramener le monde dans le giron de l'Eglise romaine, parut exiger que l'on allégeât quelque peu le poids de cette institution, surtout pour les puissants de la terre, pour les classes dominantes, que l'on retiendrait par

ce moyen dans l'obéissance envers l'Eglise. L'histoire de la Réformation avait montré combien l'influence des princes était puissante pour pousser les peuples au schisme.

Tamburini avertit que si un grand pécheur se confesse, il faut s'arrêter beaucoup moins aux petits détails de la vie que chez un petit pécheur et se garder de provoquer, par un examen trop sévère, la répugnance et le dégoût que pourrait lui inspirer ce sacrement. D'après cela, l'Ordre de Jésus avait une règle double, l'une plus sérieuse, l'autre plus relâchée; il s'accommodait aux personnes, aux circonstances, aux temps. Les Jésuites passant pour des confesseurs indulgents, assurèrent à leur Ordre les fonctions importantes de directeurs de conscience des rois et des gens de cour; ils fortifièrent, à l'encontre de tout le reste du clergé, leur influence sur les hautes classes de la société, assurées de trouver toujours chez eux le pardon de leurs péchés.

Les Jésuites se vantent eux-mêmes d'avoir à un haut degré le don de l'accommodation. L'*Imago primi sæculi* célèbre la ruse pieuse et sainte à laquelle la Société a recours pour gagner les âmes.

« La Société de Jésus cherche à se plier aux mœurs, aux usages de tout le monde, à se charger de toutes les fonctions, à supporter tous les hommes, à se faire toute à tous... Gardez-vous de soupçonner ici le vice de la flatterie. C'est l'art habile et industrieux d'un amour intelligent, qui s'attaque aux rebelles avec ce charme doux et insinuant, pour les rendre à eux-mêmes et à Dieu... Les membres de l'Ordre se font enfants avec les enfants, hommes avec les hommes, affligés avec les affligés; avec les paysans, ils sont paysans; avec les soldats, soldats; avec les marins, marins. L'urbanité religieuse de leurs mœurs provoque en retour l'expression des mêmes sentiments. En vérité, ils prennent les âmes dans un filet d'or! Car ce qui plaît, convainc et flatte par la ressemblance des mœurs, est aimable. Tantôt ils descendent au degré le plus bas, tantôt ils s'élèvent sur les cimes les plus hautes, tantôt ils tiennent le milieu et n'évitent rien avec un soin plus jaloux que de s'aliéner les sympathies des hommes par l'étrangeté de leur vie et de leurs coutumes. En conformant leurs mœurs à celles du monde, ils cherchent à trouver accès auprès de tous, par l'accès ils visent

à obtenir un commerce suivi, par les relations suivies les sympathies, et par les sympathies un pouvoir irrésistible sur les âmes et les consciences. Il faut tourner les voiles au vent, connaître les tempéraments, enfoncer d'un trait habile l'aiguillon de l'amour, étudier les flatteries par lesquelles on séduit une personne, et tout régler d'après les lois de l'humanité qui courbe les âmes; rien de ce qui terrifie n'est à la portée de celui qui veut gagner les cœurs à la vertu. »

En général, faire de la casuistique ne pouvait manquer de devenir un scandale et un péril. Pour donner au confesseur une règle s'appliquant à tous les cas possibles, la casuistique est forcée de spécifier les péchés. En dressant ce catalogue, elle ne pourra éviter l'obscénité. Rien de pénible comme l'impression que fait sur le lecteur laïque, qui ne possède pas l'expérience du confessionnal, la lecture de ces minutieuses descriptions.

Cette méthode conduit en outre à appliquer une mesure extérieure, grossière, au péché; à force de faire envisager la manifestation extérieure, elle oublie l'essentiel, l'intention. En déterminant d'avance la gravité des cas, le caractère licite ou illicite des

actions et des omissions, elle paraît permettre ce qu'au fond elle se borne à pardonner ou à frapper d'une condamnation indulgente. Mais il faut s'élever plus haut, il faut se demander s'il est donné à un homme de juger un autre au point de vue moral. Or, il est impossible d'appliquer une mesure extérieure au péché; le mal consistant avant tout dans les dispositions du cœur, l'œil de Dieu seul peut en juger. Nul intermédiaire ne peut s'interposer entre Dieu et la conscience de l'homme. Si l'intermédiaire, au lieu de se contenter du rôle de conseiller, assume la tâche du juge, il est infailliblement amené à accommoder l'idée morale à la fragilité humaine, et toute accommodation trouble la pureté de l'idée et affaiblit le sens moral. Il est vrai que l'accommodation peut découler de considérations d'humanité et de pitié; mais celui qui juge les âmes ne se contente pas de leur parler de la miséricorde divine, il s'attribue le rôle de Dieu lui-même, il prononce une sentence : cette sentence n'est plus seulement une exhortation d'homme à homme, elle est un jugement moral. L'institution de la confession a été — on le voit — en partie la cause du relâchement que nous avons

constaté dans la théorie et dans la pratique de la casuistique jésuitique ; elle a été une excitation au mal, au lieu d'être une arme de combat contre le péché et un moyen de purification.

Ce relâchement fut augmenté encore par les préceptes que les casuistes crurent devoir donner aux confesseurs pour leur manière de traiter les pécheurs. Si le confesseur reconnaît que le pénitent se trouve sans le savoir en état de péché, s'il prévoit que son exhortation ne produira point de fruits salutaires, mais bien plutôt du scandale et du désordre, il se taira, puisque l'ignorance excuse le péché du pénitent. C'est un précepte d'Escobar. En voici un autre, d'Amicus et de Filliutius : le confesseur ne posera pas de question au sujet d'un péché commis par le pénitent et sur lequel le pénitent croit devoir se taire, car le confesseur doit se dire que le pénitent peut avoir de bons motifs pour ne pas parler ; il ne l'en absoudra pas moins, lors même que le pénitent, interrogé, nierait le péché. Busenbaum va plus loin ; il invite le pénitent à ne pas révéler un péché qui pourrait scandaliser le confesseur.

Filliutius, Tamburini et Escobar croient que le con-

fesseur doit rendre au pénitent la confession douce et facile, — surtout aux princes et aux marchands. « Le repentir le plus superficiel, dit Filliutius, suffit pour mériter l'absolution, même lorsqu'il est tout à fait vague et que le pénitent manifeste simplement le désir de se repentir. » Escobar permet au pénitent de refuser les pénitences qu'on veut lui imposer et d'en demander de plus douces au confesseur ; il estime que l'on peut abandonner à l'arbitraire du pénitent de les choisir lui-même.

Était-il étonnant, après cela, que les Jésuites fussent les directeurs de conscience les plus recherchés ? Dans leurs églises, les communions et les confessions atteignirent un chiffre colossal. Ils surent s'en prévaloir à l'occasion et dire bien haut combien « promptement et en gros on expédiait chez eux l'affaire du pardon des péchés ». Je ne citerai de cette statistique qu'une seule donnée : en 1772, le nombre des communians s'était élevé, dans les églises des Jésuites de la Bavière et de la province de la haute Allemagne, à 2,029,590. — Au lieu de conformer la vie aux préceptes de la morale chrétienne, les Jésuites rabaisaient la morale au niveau des faiblesses et des

besoins de la vie. En 1562, le Jésuite Lemoine publia un livre intitulé : « *La Dévotion aisée* » ; il y enseignait la vraie méthode pour concilier les exigences de la piété avec les jouissances et les joies de la vie, par exemple avec la coquetterie des femmes et la galanterie des hommes. Le renoncement chrétien, y est-il dit, n'exige pas que l'on se prive d'un agrément quelconque de la vie pour soulager un pauvre. Lemoine enseigne aussi l'art d'intéresser Dieu à votre jeu de cartes par la promesse de donner aux pauvres tant pour cent de votre gain, et d'obtenir ainsi un gain considérable en se conciliant la faveur de Celui qui est maître du hasard.

Les auteurs de l'*Image* célèbrent les mérites de l'Ordre de Jésus en annonçant que l'on consacre en ce moment beaucoup moins de temps à réparer le mal que l'on en mettait jadis à le commettre. Le Jésuite Grisel se vantait qu'il s'arrangerait avec le diable lui-même en moins d'un quart d'heure, au confessionnal. Quant au Père Bauny, qui, avec sa casuistique, éliminait presque tous les péchés, on disait de lui : « Voilà l'agneau de Dieu qui enlève les péchés du monde. » Il est à peine besoin de dire

que les Jésuites se servaient du confessionnal pour avoir la clef des mystères qui les intéressaient.

Clément VIII se méfiait du confessionnal des Jésuites et disait : « Leur curiosité les pousse à pénétrer, à s'imposer partout, surtout au confessionnal ; c'est le moyen de savoir tout ce qui se passe dans la maison du pénitent, tout ce qui concerne ses enfants, ses domestiques, les personnes qui sont liées avec lui, qui habitent le même quartier. Quand ils confessent un prince, ils s'emparent du gouvernement de toute sa maison ; ils tentent même de gouverner ses Etats en lui faisant comprendre que rien ne saurait lui réussir sans leur intervention et leur appui ».

« Je voudrais bien savoir, dit-il ailleurs, je voudrais bien savoir ce qu'ils font tous les jours au confessionnal, pendant trois ou quatre heures, avec des personnes qui se confessent jour par jour. Je ne peux pas me tenir d'en conclure qu'ils se servent de la confession comme d'un moyen de savoir ce qui se passe dans le monde ». Ce reproche concorde avec la remarque que faisait l'ambassadeur français à Venise, M. de Canaye, dans une dépêche adressée le 6 juin 1606 au roi Henri IV : « Il est prouvé par

des documents jésuitiques saisis à Pergame et à Padoue que les membres de l'Ordre s'informent, dans la confession, des capacités, de la manière de vivre des habitants, qu'ils cherchent à connaître les affaires les plus importantes de toutes les villes qu'ils habitent ; ils en tiennent un registre si exact qu'ils savent indiquer les ressources des Etats et des familles ».

Parmi tous les traités de morale des Jésuites, les plus populaires, les plus recherchés, sont celui d'Escobar, qui, en 1646, avait eu déjà quarante éditions, et celui de Busenbaum, qui a été tiré à plus de 100,000 exemplaires : ce sont les traités où se trouvent exposées les théories les plus risquées, les plus téméraires.

Les conséquences pratiques de la morale jésuitique furent terribles. Moehler lui-même en fait l'aveu : « Cette morale a empoisonné les sources mêmes de la vie morale. »

L'Ordre de Jésus paraît avoir perdu le sentiment de la perversité de ses doctrines ; je n'en veux pour preuve que l'approbation donnée au livre honteux de Moja ; cette approbation recommande la lecture

du livre pour l'érudition variée qu'on y trouve, et déclare qu'il est digne entre tous de l'impression et ne contient rien qui soit contraire à la foi catholique et aux bonnes mœurs.

CHAPITRE III

Le culte de Marie, la mariologie et les Jésuites. Le « Paradis ouvert » de Barri. Le culte du scapulaire. Les « Gloires de Marie » de Ligorí. La sainte colline près de Grenade; l'histoire d'Espagne falsifiée par les Jésuites. Exemples de la mariologie moderne. Le culte des images et des reliques. La biographie d'Ignace Loyola et son apothéose par Ribadeneira. L'eau d'Ignace. Autres exemples de la superstition jésuitique. Etudes sur la magie par Del Rio. Exorcismes. Questions posées par le Père Collon au diable. Les processions, les pèlerinages et les confréries encouragés par les Jésuites. Marie Alacoque et le culte du sacré cœur de Jésus. Le culte du sacré cœur de Marie. Théories des Jésuites sur la vie des bienheureux.

Une autre cause de démoralisation et de dépravation, ce fut la mariologie, la mariolâtrie de l'Ordre de Jésus.

Loyola s'était fait le chevalier servant de la Vierge. Le culte de Marie formait le fond de ses dévotions religieuses et fut légué par lui à son Ordre. Ce culte fut développé au point que l'on a prétendu souvent et non sans raison qu'il était la vraie religion des Jésuites. En tous cas, il est le principe fécond des superstitions auxquelles s'adonne cet Ordre.

Marie est considérée comme la mère nourricière, la patronne, la seconde fondatrice de la Société de Jésus. « La Société, dit l'*Image*, la Société est un don de la grâce de Marie. Si grand qu'il ait été, Ignace a été l'œuvre de Marie, cela n'est pas douteux ». Loyola lui-même était convaincu qu'il avait rédigé ses *Exercices* sous l'inspiration de la Vierge. Un Jésuite avait eu la vision de Marie couvrant la Société de son manteau, en signe de sa protection spéciale. Un autre, Rodrigue de Gois, fut tellement transporté à la vue de son inexprimable beauté, qu'on le vit planant dans les airs. Un novice de l'Ordre, qui mourut à Rome en 1581, fut soutenu par la Vierge dans sa lutte contre les tentations du diable; pour le fortifier, elle lui donnait à goûter de temps en temps le sang de son fils et « la douceur de ses propres seins ».

Les Jésuites accueillirent dans leur dogmatique toutes les opinions qui avaient été émises dans le but de glorifier la Vierge à partir du moment où le concile d'Ephèse (431) l'avait proclamée la mère de Dieu (θεοτόκος). Ils admirent la doctrine de Duns Scot sur la Conception Immaculée, doctrine qui

donna une impulsion nouvelle au culte de Marie et qui fut développée dans ses conséquences les plus absurdes pendant la période qui précéda la Réformation. Nous trouvons dans un livre du Franciscain Bernardin de Bustis, écrit en 1494, une thèse singulière : à partir du moment où la Vierge a conçu la Parole, dit-il, elle a exercé une certaine juridiction et une certaine autorité dans le domaine de l'économie du salut divin, de telle sorte que nulle créature ne peut recevoir une grâce ou une vertu de Dieu sans son intermédiaire. Erasme nous a fait la peinture satirique du culte de Marie de son temps. Au quatrième siècle on avait inventé la fable de la maison de Loretto, apportée par les anges des terres lointaines de la Palestine : les Jésuites accueillirent et défendirent la légende. Canisius alla même jusqu'à produire des lettres de Marie. C'est à l'Ordre de Jésus que l'on doit d'avoir vu de grandes richesses affluer à Loretto. Les Jésuites produisirent toutes espèces de reliques de la Mère de Dieu. Lorsqu'ils firent leur entrée à l'église Saint-Michel de Munich, ils offrirent à la vénération des fidèles des morceaux du voile de Marie, plusieurs touffes de ses cheveux

et des morceaux de son peigne; ils instituèrent un culte spécial consacré à ces objets. Ils dédièrent aux cheveux de Marie un cantique que l'on chantait encore au dernier siècle et où se trouve cette strophe :

Assiste-nous dans tous les périls,
Couvre-nous de tes cheveux,
Que tes boucles nous conduisent
Dans la cité bienheureuse.

Ce culte dégénéra en manifestations licencieuses et sensuelles, par exemple dans les cantiques dédiés par le Père Jacques Pontanus à la Vierge. Le poète ne connaît rien de plus beau que les seins de Marie, rien de plus doux que son lait, rien de plus excellent que son bas-ventre (1).

Le culte de Marie envahit peu à peu tous les offices divins des Jésuites. Ils furent infatigables dans l'invention de nouvelles dévotions; la Vierge prit peu à peu la place du Sauveur. C'était un thème habituel de leurs prêches et de leurs livres d'édification, qu'il est difficile d'arriver au salut par le Christ, facile par Marie. Suarès avait enseigné que la Vierge

(1) *Œuvres complètes de Bucher*. Munich, 1819, II, 477, etc.

est toute-puissante et que toutes les grâces divines sont accordées et obtenues par son intercession.

Le Jésuite Jean-Eusèbe Nieremberg (mort en 1658) se distingue entre tous les adorateurs de Marie. Dans un de ses écrits il professe les doctrines suivantes : « Marie est l'œuvre par excellence de Dieu ; le Créateur seul la surpasse. Toute la beauté du ciel, des anges, la lumière et l'éclat du soleil ne sont, en regard de sa beauté, que les scories d'un vil métal. Dieu, l'ayant créée pour être le type le plus accompli, la preuve de sa sagesse et de sa puissance infinie, prend plaisir au culte qui lui est voué. L'adorateur de Marie adore les trois personnes de la Trinité, qui l'ont associée à leur œuvre. La Trinité a longtemps médité le dessein de créer Marie, l'être le plus parfait, et la méditation de ce plan la remplissait de bonheur et d'étonnement. Les apparitions les plus parfaites du temps de l'Ancien Testament n'étaient que des essais par lesquels Dieu se formait la main, afin de pouvoir créer quelques siècles plus tard l'être le plus accompli. La beauté de son visage était déjà si grande sur terre et si incomparable, que Denys l'Aréopagite, présenté à elle par l'apôtre Jean,

se crut transporté au ciel, et si la foi ne l'avait instruit du contraire, il aurait pris Marie pour une divinité. Marie n'est pas la fille naturelle de Dieu ; on peut toutefois l'appeler sa fille adoptive. La Trinité aime la mère de Dieu non-seulement parce que le Père éternel la considère comme sa fille, le Fils comme sa mère, le Saint-Esprit comme sa fiancée, mais parce qu'ils tiennent Marie pour le bien commun des trois personnes divines, pour le paradis où ils se rafraîchissent et s'amuse. Le sein pur de Marie est la chambre où les trois personnes de la Divinité se rassemblent pour délibérer sur l'élection des hommes et sur la distribution des trésors de la grâce divine. Jésus consulte Marie, à qui il est tellement redevable, sur la distribution de ces dons. L'amour le plus pur a seul déterminé Marie à prêter au Créateur du ciel et de la terre une partie de son sang et de son être pour la formation de son corps et à la prêter d'une manière si aimable et si obligeante. Elle lui a donné son sang en sainte martyre. Aussi, dès ce moment, Jésus a-t-il accordé sa grâce et sa miséricorde à tous ceux qu'il savait devoir s'attacher à Marie par un amour pur et inébranlable.

Jésus suit toujours ses conseils, et c'est ainsi que le monde entier doit autant de reconnaissance à la Vierge qu'à son fils : sans entreprendre en rien sur le respect dû à Dieu, l'on peut dire que Marie a le bonheur d'approcher de Dieu et même de l'égaliser dans le partage des dons et des grâces (1) ».

Le même Jésuite a écrit aussi des « *Trophées de Marie* » ; il y parle des conversions miraculeuses opérées par la Vierge, de l'assistance surnaturelle qu'elle prête à ses adorateurs dans le monde entier, mais surtout en Espagne et en Portugal. Des témoins oculaires du temps de l'empereur Sigismond ont raconté à Nieremberg qu'un soldat avait été tué dans une bataille et que, plusieurs années après, lorsque l'empereur passa près de cet endroit, il entendit une voix plaintive et suppliante. Il fit fouiller les broussailles, et on trouva dans un fourré un cadavre en putréfaction, d'où sortait la voix. « N'avez-vous pas de prêtre ? » Telle fut la première parole du cadavre. « Il y a de longues années que j'ai été soldat de l'armée impériale ; je suis tombé ici, au milieu du com-

(1) *De affectu et amore erga Mariam Virginem, matrem Jesu*, Anv., 1645.

bat. Mais, parce que j'avais toujours servi Marie, Dieu m'a fait la grâce de ne pas détacher mon âme de ce cadavre à moitié dévoré, avant que je ne me sois confessé de tous mes péchés mortels, après quoi je mourrai sans retard et entrerais dans la bienheureuse éternité. » — Nieremberg raconte également le fait suivant : Cent-cinq ans avant que l'Evangile fût prêché aux îles Canaries, apparut dans l'île de Ténériffe une statue miraculeuse, qui commença aussitôt à faire des miracles. Les anges vinrent adorer cette image; les sauvages entendirent souvent chanter des harmonies célestes autour de la statue; ils virent souvent des processions s'avancer, avec des cierges allumés, des bords de la mer jusqu'à l'endroit où était dressée la statue; ces pèlerinages avaient lieu surtout le jour de la Conception. On trouvait fréquemment, sur le bord de la mer, des bouts de cierge encore fumants. — Ailleurs aussi on trouvait l'image de Marie creusée, par un acte spécial de la Providence, dans le roc ou dans les troncs d'arbres. Il y a même des temples de Marie qui se sont construits eux-mêmes ou que la Vierge s'est élevés. Les animaux eux-mêmes vénèrent ces

temples. Un saint avait un agneau qu'il exhortait à suivre attentivement l'adoration pendant l'office divin. Or, il arriva un jour que l'agneau entra dans le temple, tomba à genoux et bêla devant l'autel de Marie, comme s'il avait voulu la saluer. L'agneau s'agenouilla également pendant la transsubstantiation.

Nieremberg dresse ensuite une liste complète des images miraculeuses de Marie et des différentes églises où elle opère des miracles. Il cite plus de cent de ces madones ; les unes suent du sang ou en répandent lorsqu'on perce leur flanc, en signe de la présence réelle de la Vierge. Celles de ces images que l'on trouve placées dans des troncs d'arbres et que l'on transporte dans des chapelles ou dans les églises, retournent à leur place primitive.

Le Père Barri a écrit un ouvrage intitulé : « *Le paradis ouvert à Philagie par cent dévotions à la Mère de Dieu* ». Il y développe cette idée, que la façon d'entrer au paradis importe peu : l'essentiel c'est d'y entrer. Il énumère une série d'exercices de piété extérieurs consacrés à Marie et qui ouvrent les portes du ciel. Ces exercices consistent, entre autres, à donner à Marie le salut du matin et le salut du

soir; à charger fréquemment les anges de saluer Marie; à exprimer le désir de lui élever plus d'églises que n'en ont bâti tous les monarques ensemble; à porter nuit et jour un rosaire sous forme de bracelet, ou l'image de Marie, etc. Ces pratiques suffisent à nous assurer le salut, et si le diable, à l'heure de notre mort, élevait des prétentions sur notre âme, on se bornerait à lui faire observer que Marie répond de nous et qu'il aurait à s'arranger avec elle. C'est sur ce patron que le président de la congrégation des savants de Munich, le Père Pemble, a rédigé sa « *Pietas quotidiana erga S. D. Mariam* ». Dans cet ouvrage, publié en 1764, il donne les préceptes suivants : « Se donner des soufflets ou se flageller, et faire offrir les coups en sacrifice à Dieu, par Marie; inscrire avec le couteau le saint nom de Marie sur la poitrine; se couvrir honnêtement la nuit, afin que les chastes regards de Marie ne soient pas offensés; dire à la Vierge que vous seriez disposé à lui céder votre place au ciel, si elle n'avait pas la sienne; souhaiter de n'être pas né ou d'aller en enfer, au cas où Marie ne serait pas née; ne pas manger de pomme, parce que Marie est

restée préservée de la faute d'en goûter ». « Marie, dit le pieux Père, Marie est le sommelier de la Trinité, car elle apporte à chaque personne le vin du Saint-Esprit ».

Les Jésuites soutinrent également la confrérie du Saint-Scapulaire. Le culte du scapulaire remonte à une apparition de la Mère de Dieu au général des Carmélites, en 1251. La Sainte-Vierge lui offrit un habit monacal qu'elle tenait dans ses mains, et dit : « Mon fils, prends cet habit comme signe distinctif de mon Ordre et comme un préservatif contre tous les périls. Quiconque mourra revêtu de cet habit échappera à la damnation et à l'enfer ». Le scapulaire passe pour être une imitation de cet habit ; il consiste en deux bandelettes de drap à quatre coins et de la grandeur d'un pouce carré, rattachées l'une à l'autre par des rubans ; on le porte sous les habits, de telle façon que l'une des bandelettes repose sur la poitrine, l'autre sur le dos.

Tout membre admis dans l'Ordre était tenu de porter le scapulaire ; on devait prendre soin de ne pas laisser tomber le talisman, et prononcer chaque jour un certain nombre d'*ave Maria*. Conformé-

ment à la promesse de la Vierge, celui qui portait le scapulaire s'attendait à être porté par elle en paradis, le samedi après sa mort.

Alphonse de Ligori, le fondateur de l'Ordre des Rédemptoristes, a recommandé chaleureusement, lui aussi, le culte de Marie dans son fameux livre « *Des gloires de Marie* » ; il a même cherché à surpasser l'ardeur des Jésuites. L'introduction du livre proclame hautement ce fait, que tous ceux qui obtiennent le salut ne l'obtiennent que par Marie. Ligori décrit une vision du pape Léon. Le pape vit deux échelles, l'une rouge, l'autre blanche ; au bout de l'une se tenait Jésus, au haut de l'autre Marie. Ceux qui cherchaient à gravir la première retombaient sans cesse, jusqu'à ce qu'une voix leur criât de monter sur la seconde : ils y réussirent enfin, Marie leur tendant la main pour les faire entrer en paradis. — « Toutes les créatures, dit Ligori, toutes les créatures qui servent Dieu et lui sont soumises dans le ciel et sur la terre, sont tenues de servir également Marie et lui sont soumises. Si Dieu a donné au Fils le pouvoir de juger et de punir, il a donné à Marie celui de compatir aux souffrances des pauvres et de

les secourir. Toutes les grâces sont accordées par son intermédiaire ; tout sert Marie, sans en excepter Dieu lui-même. Il est absolument impossible qu'un adorateur de Marie périsse, et qu'un pécheur obtienne le salut sans son assistance. Ceux que la grâce divine est incapable de sauver, l'intervention et l'infinie miséricorde de Marie les sauvent. Il est difficile d'obtenir le salut par le Christ, facile de l'obtenir par Marie ». Pour fournir la preuve de sa théorie, Ligori raconte une foule d'histoires montrant comment les scélérats les plus accomplis, les assassins, les débauchés de la pire espèce, les hommes coupables d'adultère, avaient obtenu le salut, même en persévérant jusqu'à la fin dans leur vie honteuse. C'est dans cette collection d'exemples, empruntés pour la plupart aux Jésuites, que les Rédemptoristes et les membres de la Société de Jésus puisent la matière de leurs sermons. Les *Gloires de Marie*, dont la méditation empoisonne les sources mêmes de la vie morale et religieuse, sont la lecture favorite des basses classes en Italie ; la piété du peuple s'inspire des préceptes de ce livre. Les brigands, les assassins portent tous l'image de Marie à leur chapeau ou sur

leur poitrine, et cela suffit pour les faire entrer au ciel, en dépit de leurs crimes. Grégoire XVI canonisa Ligori et approuva les *Gloires de Marie* par un décret spécial. Pie IX est allé plus loin encore; il vient de nommer Ligori « docteur de l'Eglise »; il a conféré ainsi à ses écrits l'autorité la plus haute dans l'Eglise romaine.

C'est aux Jésuites que l'on doit la découverte et la création d'un grand nombre de lieux saints où Marie opère des miracles. « Je n'en finirais pas, dit l'auteur de l'*Image*, si je voulais énumérer les statues de Marie des villes de la Belgique, avec leur culte, leurs cierges, leurs tables votives et leurs miracles. »

En 1673, le Jésuite bavaïois Gumpenberg décrivait déjà douze cents images miraculeuses de la Vierge; la moitié environ appartenait à l'Allemagne. Il déclare qu'il a rédigé son ouvrage intitulé « *Atlas Marianus* » afin que tout le monde sache que Marie est l'atlas du monde; il ne demande pas d'autre récompense que « de vivre plein d'elle et en elle ». En 1650, Maracci nomme dans sa *Bibliothèque de Marie* plus de trois cents Jésuites qui ont recom-

mandé le culte de Marie dans des écrits spéciaux. Escobar a dédié ses ouvrages à la Vierge.

Nous l'avons déjà dit : au début, les Jésuites penchaient pour l'adoption de la doctrine de l'Immaculée Conception ; l'opposition qu'ils faisaient aux Dominicains fut le principal motif qui les poussa à défendre cette doctrine et à soutenir les Franciscains dans la lutte engagée pour en amener le triomphe. En Espagne, les Jésuites n'avaient pas de rivaux plus influents, plus puissants que les Dominicains, qui dirigeaient la conscience des rois ainsi que l'Inquisition. Ces derniers ne se contentèrent pas de combattre, dans des discussions savantes, la doctrine de la grâce des Jésuites, ils la persécutèrent au moyen de l'Inquisition. Alors l'exaspération des Jésuites ne connut plus de bornes ; ils se liguèrent avec les Franciscains pour hâter la chute de leurs adversaires. Les Franciscains, voulant obtenir à tout prix un témoignage tiré de la tradition en faveur de la doctrine de l'Immaculée Conception, et ne trouvant pas de documents authentiques, commirent des faux. En 1588, des ouvriers trouvèrent en creusant une colline près de Grenade, une boîte en fer-blanc, contenant un parchemin cou-

vert des deux côtés de lignes d'écriture, des morceaux de lin et un petit os. Sur le parchemin, un saint du nom de Patrice racontait qu'il avait caché là la boîte au temps des apôtres; les reliques, données à saint Cécilius par saint Denis, étaient un morceau de la jambe de saint Etienne et la moitié du mouchoir avec lequel la Vierge s'était essuyé les larmes, sous la croix de Jésus. Cette trouvaille combla de joie l'archevêque de Grenade. Il fit pratiquer de nouvelles fouilles dans la colline, et l'on trouva encore une épitaphe de saint Hiscius, un prétendu disciple de l'apôtre Jacques, et l'épitaphe de ses disciples à lui, saint Turillus, saint Pannuncius et saint Centulius. D'après l'épitaphe, ces saints avaient tous été brûlés sur la colline et leurs restes inhumés dans ses flancs. En 1595, nouvelle trouvaille. Cette fois-ci c'était une plaque en plomb, avec une inscription portant que, sous le gouvernement de l'empereur Néron, un certain Thésiphon, disciple de l'apôtre Jacques, était mort ici en martyr, après avoir enfoui le livre « *De la fondation de l'Eglise* ». Avec lui, ses disciples, Maximin et Luparius, avaient subi le dernier supplice. On trouverait leurs cendres,

ainsi que le livre, dans les cavernes de la colline. On fit donc de nouvelles fouilles, et, en effet, il se trouva dans une caverne une foule d'ossements et une boîte en fer-blanc avec divers écrits. Le plus remarquable de ces écrits c'était un traité de saint Cécilius sur « *La maison de la gloire et la maison du supplice* » ; on y trouvait des nouvelles intéressantes du temps des apôtres, entre autres ce renseignement, que la Vierge Marie était restée préservée du péché originel et que le concile des apôtres avait déjà défini cette vérité. Quiconque refusait de l'admettre était excommunié et voué à la damnation éternelle.

Toutes ces choses furent considérées comme élevées au-dessus de toute contestation, au désespoir des Dominicains, qui s'acharnèrent en vain à prouver que c'étaient des faux grossiers et maladroits. Clément VIII convoqua une assemblée d'évêques et de théologiens, qui décida que les reliques d'Etienne, le mouchoir de la Vierge et tous les autres restes de ces saints et de ces martyrs seraient révéérés comme des reliques vraies et que la colline serait considérée comme terre sacrée. Quant à l'authenticité des documents écrits, le synode

ne se prononça pas; mais elle fut admise généralement. Les Jésuites contribuèrent à accréditer ces fables. En 1594, Jérôme Roman de la Higuera publia une très-ancienne chronique, attribuée à Flavius Dexter, contemporain de saint Jérôme, où l'on raconte que depuis la prédication de saint Jacques la fête de la Conception est célébrée en Espagne. Il publia ensuite un second document, attribué à Marc-Maxime, évêque de Saragosse, et qui témoigne également en faveur de l'Immaculée Conception. Il y ajouta enfin une chronique de Luitprand, du dixième siècle, où se trouve une fois de plus la preuve que l'on avait ajouté foi à cette doctrine dans des temps très-reculés. Toutes ces pièces étaient inventées. Les Jésuites, ligüés avec les Franciscains, réussirent par ce charlatanisme religieux, par des miracles, des fêtes, des écrits et des prédications, à exciter le peuple contre les Dominicains, au point que ces derniers coururent le danger d'être lapidés et que l'image de saint Thomas fut livrée à la risée du public pendant une procession.

La dogmatique des Jésuites se complut à développer dans ses plus petits détails la doctrine relative à la

Vierge Marie. Suarès examine les différentes façons dont le Christ pouvait sortir du ventre de sa mère, il entre dans des discussions de la nature la plus délicate et se demande entre autres si Marie est accouchée de Jésus avec ou sans délivre. Il se prononce pour le dernier cas (1).

Loyola a exprimé la conviction qu'à la communion on ne se nourrit pas seulement de la chair du Christ, mais encore de celle de sa mère : cette thèse a été développée dans un esprit de sensualité révoltante par divers théologiens de l'Ordre. Tout récemment encore, Oswald, professeur de théologie à Paderborn, a enseigné comme une sorte de doctrine secrète et faisant partie d'une gnose supérieure, le fait que les ecclésiastiques, en récompense de leur virginité, reçoivent dans l'eucharistie, non-seulement le corps du Christ, mais la chair et le lait de

(1) *Theologiæ Summa seu Compendium*, Col. 1732, II, 305 sq., t. XV, disp. 3, sect. 5, disp. 13, sect. 1-2 : *Virgo peperit absque ullo dolore... et sine ulla puerperi immunditia ac secundinis... Tanti enim filii dignitatem et tantæ matris castitatem decebat tantum miraculum; potuit ergo Christi corpusculum sine membrarum ruptione, quibus in utero matris involutum erat, et sine ulla maternæ virginitatis læsione miraculose rerum interjectarum penetratione in lucem prodire et nasci.*

Marie (1). Le temps n'est peut-être pas éloigné où cette thèse sera élevée à la hauteur d'un article de foi. Lorsque Jean-Thomas de Saint-Cyrille, dans son traité « *Des vertus de sainte Anne* », désignait Anne, la mère de Marie, comme la grand'mère de Dieu et la belle-mère du Saint-Esprit, il rencontrait encore des contradicteurs. Aujourd'hui, Malou, l'évêque de Bruges, enseigne, avec l'assentiment du pape infaillible, que Marie porte un triple diadème, puisqu'elle est la fille du Père, la mère du Fils et la fiancée du Saint-Esprit. En tant que mère, fille et fiancée de Dieu, elle est en quelque sorte l'égale du Père, supérieure au Fils et la confidente du Saint-Esprit. Elle a coopéré avec Dieu-le-Père à la naissance de l'Homme-Dieu ; elle remplit en quelque mesure les fonctions d'une personne divine et est unie substantiellement à la Trinité. — Guillou, dans un livre pour le mois de Marie, approuvé par quatre évêques, déclare qu'être mère de Dieu c'est être toute-puissante, exercer une sorte d'autorité sur Dieu lui-même. Dieu est tenu de remplir vis-à-vis de Marie

(1) *Mariologie dogmatique*. Paderborn, 1850.

tous les devoirs d'un fils envers sa mère. Auguste Nicolas soutient que la Vierge complète la Trinité en y créant de nouveaux rapports. Elle complète le Père, car au moment où elle a consenti à l'incarnation, le Fils est devenu, par la nature humaine que lui a donnée Marie, le subordonné et l'adorateur du Père. Elle est l'épouse du Père, la mère du Fils, le sanctuaire du Saint-Esprit, la fille de la Trinité. Elle a été non-seulement la première confidente et la coopératrice de la Trinité, mais encore sa représentation la plus claire. Sans la sainte Vierge, Dieu eût été incapable de créer le monde, car si elle n'acceptait pas l'annonce de l'ange Gabriel, le Fils ne pouvait devenir homme, l'humanité n'était pas sauvée, et dans cette prévision, Dieu ne créait pas le monde, afin de ne pas vouer l'humanité tout entière à la damnation. Supprimez Marie, et tout le christianisme disparaît avec elle.

Le culte des saints, le culte des images et des reliques, toutes les superstitions qui s'y rattachent ont trouvé dans les Jésuites d'ardents défenseurs, de zélés propagateurs. La « fraude pieuse » faisait

partie intégrante de leur méthode pastorale; ils cherchaient à agir par des miracles inventés, par de fausses reliques, par des talismans enchantés, sur la crédulité du peuple et lui enseignaient à demander son salut à des fétiches. Pas de superstition si grossière, si sombre, si repoussante, qui n'ait été encouragée par les Jésuites. Ils ont pris la défense de tout le scandale du trafic des indulgences. Belarmin est d'avis qu'une personne qui commet un péché en prévision d'un jubilé prochain et de l'indulgence qui s'y rattache, participe réellement au bénéfice de l'indulgence. Au concile de Trente, l'archevêque de Lanciano avait dit que l'on ne doit de culte aux images qu'en vue de ce qu'elles représentent. Lainez répliqua que ce culte leur est dû à elles-mêmes, puisqu'elles sont douées d'une vertu particulière : le bois et la pierre peuvent donc devenir en soi l'objet de l'adoration. Escobar l'a déclaré franchement : l'adoration que l'on voue à Jésus est due au même titre aux *agnus Dei*.

Loyola avait donné à son Ordre l'exemple d'un culte voué aux images et aux reliques, il tenait en particulière estime les reliques des 11,000 vierges

Les Jésuites, qui savaient exploiter la crédulité des princes bavarois, produisirent à Munich les ossements des 11,000 vierges sans exception, ainsi que de leurs confesseurs, des restes du corps des apôtres, des morceaux de leurs habits, une jambe des trois mages de l'Orient, une jambe de Christophe, le géant qui porta l'enfant Jésus, un de ses doigts, un morceau de son épine dorsale, etc. Naguère encore, un Père Jésuite dirigeait les fouilles pratiquées dans les catacombes et faisait les étiquettes, portant des noms de saints et de martyrs, pour les cadavres que l'on découvrait.

Le procédé employé par les Jésuites dans la production d'histoires des saints se reconnaît déjà dans la biographie d'Ignace Loyola par Ribadeneira. Dans les deux premières éditions de ce livre, l'auteur n'a pas de miracles à raconter ; il croit même devoir prouver qu'il n'est pas nécessaire qu'un saint tel que Loyola opère des prodiges. Dans la troisième édition, faite au moment où l'on procédait à la canonisation du fondateur de l'Ordre, Ribadeneira raconte une foule de miracles accomplis par Loyola. Il paraît que la candeur primitive de l'auteur lui

avait attiré le mécontentement et le blâme de ses confrères de l'Ordre. Dès lors, les miracles inventés à la gloire de Loyola pullulèrent; des membres d'Ordres étrangers contribuèrent même à en augmenter le nombre. Le moine augustin Baldérama, les Dominicains Déza et Rébullosa, tous trois compatriotes d'Ignace, firent de leur héros, à l'occasion de sa canonisation, l'apothéose la plus fantastique. « La Société de Jésus, s'écriait Baldérama, la Société de Jésus existait depuis le moment de la conception miraculeuse du Sauveur, lorsqu'il eut uni, en une personne, son humanité à la divinité éternelle. C'était la première société que Dieu fondait parmi les hommes, et son premier collègue c'était le sein de la Vierge. Les paroles du psaume :
« De même que ton nom, ô Dieu, s'étend jusqu'aux limites de la terre, ainsi ta gloire se répand
« jusqu'aux confins de l'univers, et ta droite est pleine
« de justice », ces paroles, je crois pouvoir les appliquer à Ignace. Ce nom désigne le saint qui a été fait de feu; c'est un des noms de Dieu, car notre Dieu est un feu dévorant. D'autre part, je vois qu'il porte inscrit sur sa main droite le nom de Jésus,

qui a été notre justice et notre sanctification. — De même que Jésus n'a eu d'autre préoccupation, depuis le moment de sa naissance jusqu'à sa mort, que d'opérer notre salut, de même la vie de notre Ignace a été tout entière consacrée à sauver les âmes. Ses œuvres ont été l'image de la vie de Jésus et lui-même s'est métamorphosé en celui qui a donné son nom à la Société. Ignace a accompli plus de miracles que Moïse, et autant de prodiges que les apôtres ensemble. Il assiste aussi les femmes en train d'accoucher; il suffit de donner son nom à l'enfant attendu, pour obtenir une heureuse délivrance. Le nom d'Ignace rend la vue aux aveugles, la force aux perclus, et chasse les démons. On a entendu les chants les plus doux entonnés dans la tombe de Loyola, de telle sorte qu'elle semblait être un ciel nouveau : c'étaient les anges descendus en foule pour organiser un concert. Pendant sa vie, nul ange n'était apparu à Ignace; il lui était arrivé ce qui arrive de son vivant à un grand roi : les grands du royaume et les chambellans seuls l'approchent, la plèbe est tenue à l'écart; mais à sa mort, tout le monde accourt pour le voir. Du vivant d'Ignace,

les papes, saint Pierre, l'impératrice, c'est-à-dire la mère de Dieu, et le roi des rois, Dieu-le-Père et le Fils seuls lui ont rendu visite ; à sa mort, toute la cour et la foule entière des habitants du royaume céleste, les anges, les archanges, les trônes, etc., sont accourus pour le voir ». Déza disait que Dieu avait parlé aux hommes par la bouche de son fils Ignace, qu'il avait institué l'héritier du monde entier et à la gloire de qui ne manquait qu'une chose : la Parole, par laquelle Dieu a créé le monde.

Bref, l'apothéose d'Ignace était aussi extravagante que l'avait été celle de François d'Assise : un des partisans les plus fervents de ce dernier avait dit que si on lui ôtait son habit de moine, on se trouverait en la présence du Christ. *L'Image* raconte qu'Ignace, de son vivant et après sa mort, éloignait, par la vertu de sa personne ou de son image, des incendies, qu'il chassait la peste, ressuscitait des morts, chassait les démons, apaisait les tempêtes, détournait des calamités publiques, rendait la vue aux aveugles, guérissait toute espèce de maladies et d'infirmités. Le *Livre du jubilé* attribue les mêmes prodiges à François-Xavier ; cet ouvrage

ajoute qu'il parlait en diverses langues et qu'en parlant en une seule langue, il était compris d'hommes appartenant à des pays divers; il changeait l'eau de mer en eau douce et ordonnait au soleil de s'arrêter dans sa course. Les Jésuites spéculent jusqu'à ce jour sur la crédulité du peuple avec la force miraculeuse du fondateur de leur Ordre. En 1600, un Jésuite vint en aide à une femme de vingt-quatre ans qui se trouvait en travail d'enfantement, qui s'était servie en vain d'amulettes et s'était traînée à trois lieux de pèlerinage célèbres : il lui envoya le « *Corpus Constitutionum* », et trois heures après, elle donnait le jour à un garçon très-bien portant.

Tout récemment, le Jésuite Tervekoren a publié un écrit sur « l'eau bénite de Saint-Ignace, pour tous les maux du corps et de l'âme ». Cet ouvrage allait paraître également en allemand à Vienne, en 1867, mais il fut retiré en prévision du scandale qu'il causerait. L'eau d'Ignace est fabriquée depuis longtemps par les Jésuites. On plonge dans l'eau les reliques ou une médaille d'Ignace et on fait passer trois fois ces objets dans l'eau, dans des directions simulant la forme de la croix; on prononce ces mots : « Dieu

tout bon, communique par ce contact à l'eau la vertu de guérir l'âme et le corps et d'éloigner tous les maux de ce lieu et de ses habitants. » Tervekoren assure que l'effet miraculeux de cette eau dépasse toute attente : elle chasse la peste, guérit les maladies et les plaies incurables, remédie à toutes les calamités de la vie rurale. Aussi les Pères, dans leur bonté d'âme, préparent des tonnes entières de cette eau, et la distribuent aux fidèles qui la recherchent avec avidité. On en a employé, ces dernières années, des quantités énormes en Suisse, en Belgique et en France; on s'en est servi surtout comme d'un remède efficace contre le choléra : pas un cholérique qui a bu de cette eau, n'a été emporté par la maladie. Bien plus, dans les rues, où les habitants l'employaient, l'épidémie s'éteignait subitement. En 1839, cette eau miraculeuse fut recherchée avec une telle avidité, qu'on dut en fabriquer cinquante cuves en une semaine. En 1839, lorsque le choléra sévit à Gand, on débita en deux mois dix mille bouteilles; et plus de cinquante mille personnes de la ville et des environs employèrent ce remède. A Rome on s'en sert constamment; mais les miracles

qu'il y opère sont si nombreux, qu'on ne daigne plus les noter.

Cette eau opère aussi de nombreuses conversions. Un pécheur, qui, pendant dix ans, avait négligé de se confesser, but, sans le savoir, de cette eau, et alla à confesse. Des ouvriers qui, avec leurs familles, se trouvent dans la misère la plus extrême et qui boivent de cette eau, reçoivent subitement des secours surnaturels. Aussi beaucoup de familles ont toujours ce préservatif en réserve, et dès qu'il survient un incident fâcheux ou inquiétant, on boit, et aussitôt tout est réparé. Selon le témoignage de Tervekoren, l'eau d'Ignace ressuscite les morts.

Gretzer a écrit trois in-folio sur le culte de la croix du Christ. Les miracles opérés par cette croix sont innombrables. Elle éteint les incendies, empêche les tremblements de terre, les tempêtes, éloigne la peste, étouffe les insurrections. L'huile de la croix guérit tous les maux; les clous chassent les démons et apaisent les tempêtes. Mais le miracle des miracles, c'est que la croix, en dépit des morceaux qu'on enlève, ne diminue point; bien au contraire, elle augmente elle-même son volume. Dans un autre volume, Gretzer

enseigne que les cloches consacrées éloignent les ouragans, que les *agnus Dei*, les rosaires préservent des balles et des coups d'épée. La preuve, c'est que Pie V les bénit en grand nombre et les fit distribuer aux soldats qui combattirent les réformés en France et dans les Pays-Bas. Le même théologien, qui compte parmi les lumières de son Ordre, soutient que l'on peut passer à autrui le mérite que l'on a acquis par une œuvre, par exemple en se flagellant, et que l'on peut transmettre ce mérite en échange d'un petit cadeau : pour que cet échange ne dégénère pas en simonie, il suffit que l'on cède, par pure libéralité, le fruit de la flagellation, et que celui qui le reçoit donne également, par pure libéralité et d'un mouvement spontané, son petit cadeau. On peut, par conséquent, engager un pauvre diable pour qu'il se flagelle tous les jours et nous abandonne le fruit de cette œuvre pie moyennant un léger dédommagement.

Nous avons déjà dit que les Jésuites ont encouragé de toutes leurs forces la croyance au diable, à ses apparitions, à la sorcellerie : c'est le pendant des superstitions que nous venons d'exposer. Dans un

livre publié avec l'assentiment de ses supérieurs, Del Rio enseigne que les démons, en qualité de *sucubi* et *d'incubi*, donnent aux hommes des jouissances voluptueuses; il en résulte des enfants dont les parents selon l'humanité ne se sont jamais connus. Les sorcières qui vont au sabbat endorment leurs maris afin qu'ils ne se doutent pas de leur absence, et substituent à leur personne un tas de paille, un trumeau, un démon qui occupe leur place et que le mari, se réveillant, prend pour sa femme. Del Rio est convaincu fermement que des jeunes filles peuvent être métamorphosées en jeunes gens, et il nous apprend que la métamorphose est produite surtout par des danses trop échevelées. Les sorciers ont le pouvoir de faire parler les animaux et les objets inanimés, mais ils ne comprennent pas ce qu'ils disent.

Les Jésuites ont cherché souvent, par des exorcismes rigoureux, à enlever au diable ses conquêtes.

Un exemple entre mille. C'était en 1583. Ils exorcisèrent, par ordre de l'empereur et de l'évêque, une jeune fille de Vienne. Ils se préparèrent à cette tâche difficile par des jeûnes, des flagellations et d'autres

œuvres pies que le diable a en horreur. La lutte entre le diable et les pieux Pères fut rude ; elle dura des jours et des semaines. Enfin les Pères remportèrent la victoire, et quelle victoire ! Ils ne chassèrent pas moins de 12,500 démons du corps de la possédée. — Nous trouvons un exemple comique de cette croyance superstitieuse dans la personne du Père Cotton, le confesseur de Henri IV. Sully nous a raconté à ce sujet l'anecdote suivante : Une feuille de papier couverte de l'écriture de Cotton tomba par hasard entre les mains d'une personne à qui elle n'était pas destinée. On y trouva, non sans surprise, un grand nombre de questions que le Jésuite se proposait de poser au diable en exorcisant une possédée appelée Adrienne du Fresne, qui faisait alors grande sensation. Cotton désirait que le diable lui révélât les secrets du roi et de la reine, les intrigues de la cour ; il demandait des lumières particulières sur certaines questions théologiques, telles que les vœux, la consécration des évêques, la conversion des âmes ; il désirait être éclairé sur la guerre avec l'Espagne ou contre les hérétiques, sur les moyens de convertir le roi, sur sa santé, sur les ar-

tifiques au moyen desquels les sermons produisent de l'effet, sur l'origine du langage, sur la meilleure manière de gagner les protestants de la cour, sur les passages les plus clairs et les plus importants de l'Ecriture militant en faveur du purgatoire, du culte des saints, du pouvoir du pape, de sa dignité et de sa puissance, égales à celles de l'apôtre Pierre. Le bon Père avait en outre l'intention de demander au diable des renseignements théologiques sur le serpent, lors de la chute; il voulait savoir si le tentateur marchait ou s'il glissait dans le paradis. Enfin, il désirait connaître son propre avenir, il était curieux de savoir si ses reliques seraient entourées d'un respect particulier.

Les Jésuites se sont montrés infatigables dans l'invention de nouvelles confréries, de processions, de pèlerinages, de fêtes propres à frapper de la façon la plus grossière l'imagination du peuple. Pas de charlatanisme religieux qui leur soit resté étranger. Des apparitions célestes ont lieu partout, des prodiges sont accomplis, des images tordant les yeux et suant le sang surgissent de toutes parts. Leurs processions sont des représentations théâtrales; ils célèbrent même des processions la nuit. Voici com-

ment la chronique de Trèves décrit une de ces cérémonies qui a eu lieu en 1719 : « Le mercredi et le vendredi on a fait des processions de pénitence, pendant lesquelles plus de mille ecclésiastiques et laïques se sont flagellés. Les Pères Jésuites, novices et autres, ont tous porté des cierges allumés, des têtes de morts, des ossements, des cordes, des chaînes de fer attachées autour du corps, des couronnes d'épines sur la tête nue. Ces deux processions ont duré de huit heures et demie du soir à une heure du matin ». La chronique ajoute piteusement : « Il n'est pas possible de dire combien de vols furent commis pendant la cérémonie; à Eberhard-Clausen, des objets sacrés ont été enlevés de l'église; à Trèves, d'innombrables magasins d'épicerie et de mercerie ont été pillés après effraction ».

Les Pères imposaient surtout des pèlerinages et des processions solennelles à leurs élèves; ils les forçaient de se mortifier en présence du peuple, en signe de piété. Dans leurs prédications même, ils se servaient d'artifices grossiers pour toucher les cœurs; ils apportaient en chaire des ossements de morts et les montraient, preuves irrécusables de la

fragilité humaine, aux auditeurs frappés de terreur.

Ils ont cherché à saturer le monde entier de confréries, à prendre toutes les classes de la société dans leurs filets et dans ceux de l'Eglise. A Rome, sous Pie IX, ils se sont livrés sans contrainte à ces agissements, et en fin de compte il n'y a plus eu ni classe, ni fonction, ni état pour lesquels ils n'eussent créé une confrérie. Il y a eu à Rome des congrégations religieuses pour les nobles, les marchands, les hommes d'affaires de toute espèce, les ouvriers, les paysans, les agents de police, les condamnés des prisons et du bagne. Il n'est pas besoin de dire que les Jésuites ont su gagner surtout les femmes; celles des classes supérieures, des classes moyennes et des basses classes ont été séparées en congrégations distinctes. Les plus bigots parmi les ouvriers, les domestiques des deux sexes et les vieilles femmes ont été attribués à la confrérie des missions.

Parmi tous les cultes catholiques, celui du cœur de Jésus et celui de Marie ont rencontré les sympathies les plus vives et les plus nombreuses. Le premier est tout au moins l'œuvre indirecte d'un Jésuite. Le Père La Colombière, confesseur de Marie

Alacoque de l'Ordre de la Visitation, dirigeait la vie religieuse et la conscience de cette nonne au couvent de Paray-le-Monial. Marie Alacoque, en proie à une exaltation malade et peut-être à des hallucinations, prétendait, deux ans après avoir prononcé ses vœux, que le Christ l'avait visitée sous forme humaine. Il avait reposé doucement sa tête sur son sein et lui avait révélé tout d'abord les secrets indicibles de son cœur divin ; puis il lui avait demandé son cœur et l'avait placé dans le sien propre. Elle avait vu, par la blessure faite à son flanc, le cœur du Sauveur semblable à un four incandescent dans lequel son cœur à elle semblait perdu comme un léger atome. Le Christ le lui avait rendu enflammé, l'avait instituée l'héritière de son cœur pour le temps et l'éternité, et lui avait permis de disposer suivant son bon plaisir des trésors de son cœur à lui. — La nonne raconta, en outre, que les saints et les anges, la Vierge et les trois personnes de la Trinité lui étaient apparues, que le Christ l'avait chargée de fonder le culte consacré à son cœur et d'en avertir son confesseur La Colombière. — Jésus lui ayant rendu son cœur, elle sentit une douleur continuelle au côté gauche ; sur

le conseil de Jésus, elle se fit faire une saignée; l'opération fut répétée cent quatre-vingt-douze fois sur sa demande. Languet, évêque de Soissons, publia, en 1729, la biographie de la visionnaire. Clément XIII approuva le culte inventé par la nonne et son confesseur; en 1836, on commença même une instruction en vue de la béatification de la femme objet de tant de grâces particulières; les Jésuites obtinrent que la béatification fût prononcée en 1864. Quelques-unes des paroles que la nonne entendit prononcer à la vision suffiront à montrer quel esprit la visitait et l'inspirait sous la forme du Christ : « Il faut que tu sacrifies non-seulement ta volonté propre, mais encore ta raison et ton intelligence à ta supérieure; je serai satisfait de te voir préférer la volonté de ta supérieure à la mienne, même alors qu'elle te défendra de faire ce que je t'ai ordonné. » Languet assure que la nonne devint la fiancée du Christ; il distingue consciencieusement, dans ces événements mystiques de sa vie, les phases des promesses, des fiançailles et du mariage.

En 1794, un ex-Jésuite fonda, sous le nom du Sacré-Cœur de Jésus, une Société destinée à être la

continuatrice de l'Ordre des Jésuites. En 1800, des ex-Jésuites créèrent à Paris la Société des dames du Sacré-Cœur de Jésus, qui fut confirmée par le pape Léon X en 1826. Cette Société s'est proposé pour but l'éducation du sexe féminin ; elle n'est qu'un perfectionnement de l'Ordre des dames jésuites supprimé par Urbain VIII. Les dames du Sacré-Cœur, qui sont, en effet, des affiliées des Jésuites, possèdent actuellement une centaine d'établissements en Europe, en Afrique et en Amérique.

Le culte du Sacré-Cœur de Marie a été introduit également par une nonne, Marie de Vallées (morte en 1655). Elle prétendait être la médiatrice entre les hommes et le Christ ; un jour elle s'apparut à elle-même dans le sacrement de l'autel. En 1646, elle vit le Christ, qui l'envoyait au ciel pour saluer les anges. Les voyant se livrer à un doux *far niente*, elle demanda à Dieu pourquoi ils ne descendaient pas sur la terre pour venir en aide aux hommes. Elle pria trois rosaires par jour : le Seigneur lui permit de délivrer tous les jours, depuis Pâques jusqu'à la Fête-Dieu, trente-quatre mille âmes du purgatoire. Des discussions s'élevèrent souvent entre elle et

Jésus. Un jour elle lui demanda de laisser entrer le cardinal de Richelieu au paradis. Jésus lui répondit : « Non, Marie, je ne puis t'accorder le cardinal; voici à peine huit jours que je t'ai donné deux évêques; aie la bonté de t'en contenter. » Une autre fois Jésus lui dit : « Si l'Eglise t'ordonne de me renier, renie-moi sans scrupule. » Le Sauveur lui révéla le culte du Sacré-Cœur de Marie, et la sainte Vierge elle-même lui apprit que cette fête serait un jour une seconde fête du sacrement de l'autel.

Cette nonne était placée sous la direction spirituelle d'un certain Père Eudes, qui n'appartenait pas à la Société de Jésus. Après la mort de Marie de Vallées, il obtint la permission d'exhumer son corps et de le faire transférer dans son église; dans son ardeur, il exhuma le corps d'un sergent enterré à la même place. Le cadavre du sergent opéra, lui aussi, des miracles, sous le nom de Marie de Vallées. Eudes rédigea ensuite l'office du Sacré-Cœur de Marie; on y trouve entre autres cette prière : « Marie, fille de Dieu-le-Père, sois bénie! » — Les Jésuites, qui ne pouvaient revendiquer le mérite de l'invention de ce culte, réparèrent honnêtement cet

oubli en propageant le culte avec la plus grande ardeur.

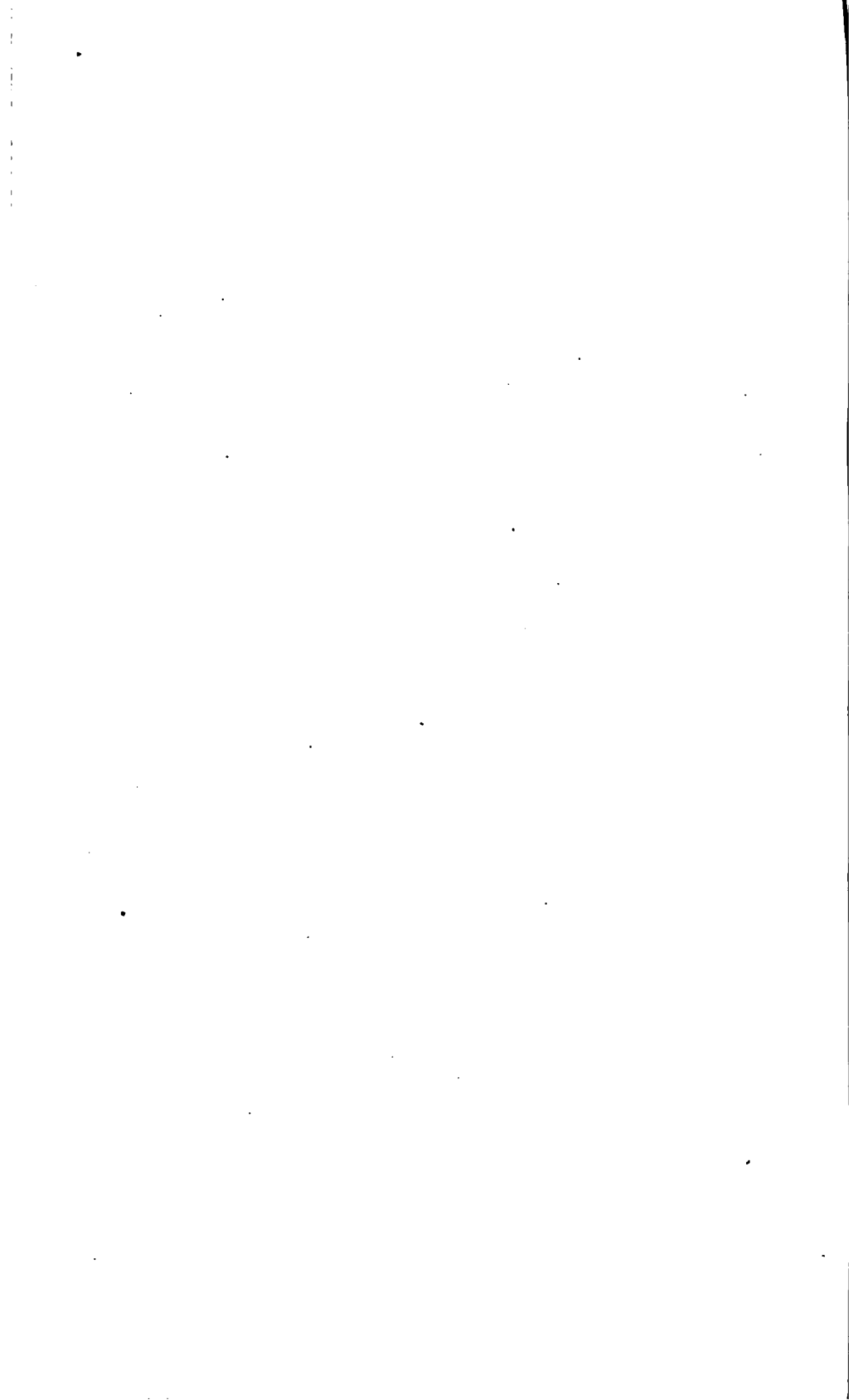
Les doctrines morales relâchées, le confessionnal, le culte de Marie considéré comme moyen infaillible de faire son salut, des exercices de piété purement extérieurs, tout cela devait conduire à un matérialisme grossier dans les choses de la religion. A cela vinrent s'ajouter les conceptions sensuelles de la vie future développées par quelques écrivains de l'Ordre et qui rappellent le paradis de Mahomet. Henri Henriquez écrivit un traité : « *Des occupations des saints au ciel* ». Cette élucubration fut publiée en 1631, avec l'approbation de De Prado, provincial de la Castille. Nous y lisons ce qui suit : « Chaque saint a sa maison au ciel, et Jésus lui-même possède un palais magnifique. Il y a de larges rues, de grandes places, de solides maisons entourées de murs. Les anges n'ont pas de domicile propre; ils préfèrent s'amuser en flânant tantôt ici, tantôt là. Les rues sont ornées de gazons et de tapis; des sculpteurs habiles ont gravé sur les murs des maisons toutes les nouvelles du monde. C'est une grande jouissance que d'embrasser le corps des bienheureux. On a pris

soin d'installer des bains agréables, où les bienheureux se baignent en présence l'un de l'autre et nagent comme des poissons. Ils chantent aussi bien que les alouettes et les rossignols. Les femmes chantent mieux que les hommes, afin d'augmenter le plaisir de ces derniers. Les anges revêtent des habits de femmes et apparaissent ainsi aux bienheureux, avec des cheveux frisés, des robes bouffantes et le plus riche costume. Hommes et femmes s'amusent à organiser des mascarades, des banquets, des ballets. Les femmes s'éveillent à la vie éternelle avec de très-longs cheveux et se parent, au ciel comme sur la terre, de bandeaux et de coiffures. Dans la vie bienheureuse comme dans cette vie, les époux s'embrassent et embrassent leurs enfants. »

Gabriel de Hennas rédigea une « Empyréologie ou philosophie chrétienne de l'empyrée », en deux volumes in-folio. Nous lisons dans cet ouvrage, également approuvé par le provincial, que les bienheureux sont doués des sens de l'odorat, du toucher, du goût; ils s'embrassent et se touchent le corps. Ils vont tout nus; de temps à autre, ils revêtent des habits pour

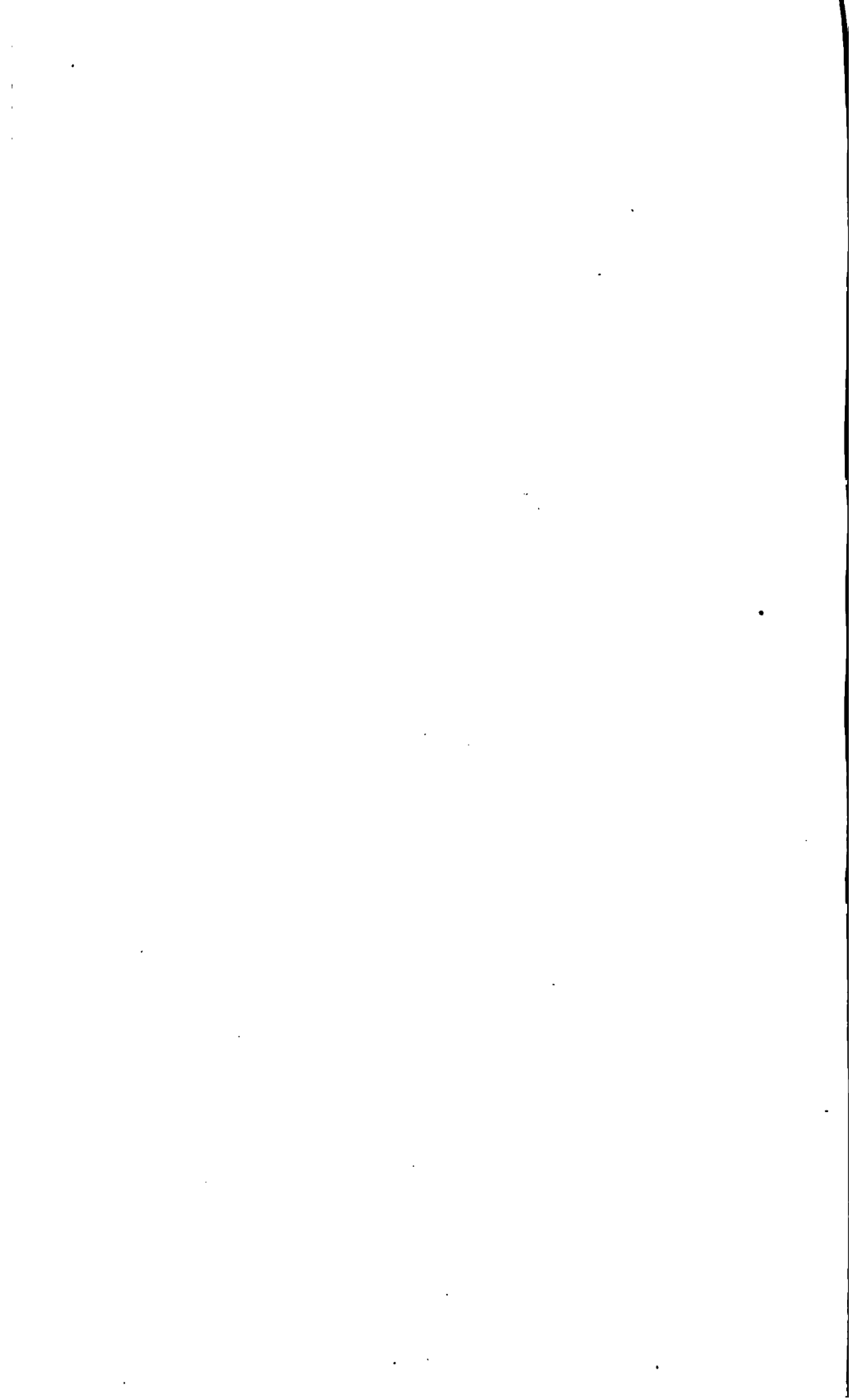
se parer. Leur corps répand une bonne odeur. Les bienheureux ne boivent ni ne mangent, mais ils ont toutes les sensations qu'ils désirent.

Ces rêves, ces hallucinations n'ont aucune portée morale. Ils rappellent l'espérance du Groenlandais, qui, ainsi qu'on l'a dit plaisamment, croit retrouver son huile de baleine et ses phoques dans la vie future.



LIVRE SEPTIÈME

**INSTRUCTION ET ÉDUCATION
SCIENCE ET ARTS.**



CHAPITRE I

But, esprit et méthode d'enseignement et d'éducation de l'Ordre en général. La *Ratio studiorum*. Le plan d'études. La grammaire, les humanités, la rhétorique, la philosophie, la théologie. Les maîtres. Les classes d'élèves et les congrégations d'étudiants. Prix et distinctions. Punitons. Traitement infligé aux élèves. L'esprit religieux, ecclésiastique, de la pédagogie. Soin apporté à conserver l'orthodoxie. La philosophie considérée comme la servante de la théologie. Préceptes pour les professeurs de dogmatique et des saintes Ecritures. Préceptes pour les élèves. Discussions, déclamations, représentations théatrales. Hygiène du corps. Ecole normale. Modifications apportées à la *Ratio*. Autonomie des écoles des Jésuites. La valeur de l'enseignement des Jésuites. Deym et l'enseignement des Jésuites. Effets de cette pédagogie. L'activité des Jésuites dans ces derniers temps; opposition faite par eux à la création d'universités.

Loyola et son Ordre savaient que l'avenir est à celui qui tient entre ses mains la jeunesse. Leur attention se porta avant tout sur l'éducation des jeunes générations, afin de créer un avenir à l'Eglise romaine. Dès qu'il fut nommé général, Loyola s'occupa lui-même d'enseigner aux enfants les principes essentiels de la religion. Nous l'avons vu : les Jésuites font vœu d'instruire les enfants ; ils paraissent avoir songé sérieusement, au début, à remplir ce vœu dans toute son étendue et à se charger aussi de l'instruction

primaire. Mais les *Déclarations*, tout en avouant que ce serait une œuvre de charité que d'enseigner aux autres à lire et à écrire, déclinent cette tâche sous prétexte que le personnel nécessaire fait défaut à l'Ordre, surchargé de besogne. D'une part, les Jésuites savaient que la direction spirituelle du peuple leur était assurée par leur influence dans l'Eglise ; d'autre part, ils n'étaient pas partisans ardents de l'instruction du peuple, puisque l'ignorance absolue des masses ne servait qu'à fortifier l'empire de l'Ordre. Nous trouvons dans les « *Règles communes* » un précepte qui nous révèle la pensée de la Société en cette matière : « Nul d'entre ceux qui sont employés à un service domestique ne devra savoir lire et écrire, ou s'il le sait, en apprendre davantage ; on ne l'instruira pas sans l'assentiment du général, car il lui suffit de servir en toute simplicité et humilité Christ, notre Maître ».

L'Ordre consacra toutes ses forces à l'enseignement supérieur, à l'éducation des fils de famille, des jeunes gens de talent qui aspiraient à une position influente dans l'Eglise ou dans l'Etat. Or quiconque s'emparait alors des classes cultivées de la

société, conquérirait par cela même la masse du peuple, habituée à recevoir toutes ses impulsions d'en haut. Les jeunes gens les plus distingués affluant aux écoles des Jésuites, ils étaient en mesure d'étudier les dispositions, les tendances des différentes individualités et de gagner celles qu'ils jugeaient pouvoir être utiles à l'Ordre. Ils s'emparèrent en outre de la plupart des séminaires de prêtres fondés d'après les prescriptions du concile de Trente et le modèle du collège romain, de sorte qu'ils concentrèrent également dans leurs mains la direction du clergé. On le voit : son activité pédagogique eût suffi à elle seule pour faire de la Société de Jésus une des puissances les plus formidables du monde.

L'Ordre ne montra pas plus d'originalité sur ce terrain que sur les autres. Wagemann l'a dit à bon droit : « Il n'y a d'idée créatrice qui soit le point de départ de son action ; il ne représente pas de principe positif, il n'a pas même inventé de méthode meilleure que celles du passé. » « Les premiers membres de l'Ordre, dit Zirngiebl, s'inspirèrent des leçons des humanistes. Au début, ils se gardèrent de toute innovation ; toute leur ambition tendait à faire de leur en-

seignement un enseignement modèle, à supprimer les choses inutiles, à perfectionner les choses utiles. • On s'en tint autant que possible aux traditions du moyen-âge, au contenu et à la méthode de la scolastique, et on les combina extérieurement avec l'humanisme : le formalisme allait ainsi devenir le signe distinctif de l'enseignement jésuitique.

A cette époque, l'esprit des recherches indépendantes commençait à peine à s'éveiller dans les écoles ; on s'attachait servilement aux autorités soit de l'antiquité, soit de l'Eglise ; on était occupé à les copier, on ne demandait qu'à leur rester fidèle ; dans ces conditions, la critique était presque impossible, et l'esprit humain ne pouvait s'affranchir que bien difficilement. Sans doute, des penseurs hardis venaient d'ouvrir des voies nouvelles ; mais l'esprit de ces innovateurs n'avait pas encore pénétré l'enseignement. Il ne s'agissait encore, pour le moment, que d'accepter une matière toute faite, transmise par la tradition, de s'assimiler des connaissances, de se faire dresser à un état donné, de s'affermir dans la croyance à certains dogmes, et non pas d'affranchir, de stimuler, de fortifier la pensée individuelle, l'ac-

tivité créatrice de l'esprit. On exerçait la mémoire, on ne développait pas l'intelligence. Sturm lui-même n'avait pas réussi à s'affranchir des entraves de cette méthode. Il avait attaché une importance capitale aux exercices de mémoire. Selon lui, il importait moins de saisir l'esprit des classiques, de la culture antique, que d'arriver à une certaine dextérité dans l'art d'écrire en latin. Il avait laissé dans l'ombre les sciences naturelles et négligé les connaissances historiques. Les Jésuites s'approprièrent la méthode de Sturm, fort en vogue à l'époque de la fondation de leur Ordre; ils la remanièrent même dans l'esprit de la scolastique, qui voulait que la science tout entière s'inspirât des règles de la foi de l'Eglise, qui excluait les sciences naturelles et historiques et faisait de la rhétorique et de la dialectique l'étude par excellence. La valeur et la renommée passagère de l'enseignement des Jésuites ne pouvaient donc être que fort relatives. La tendance souveraine de leur pédagogie était de conserver l'attachement, non pas même à la religion, mais à l'Eglise; leur plan d'études était entièrement subordonné à ce but suprême. — Ce système rappelle encore le moyen-

âge par mille détails extérieurs, par les discussions, par les représentations dramatiques, etc. Les colléges avec leurs pensionnaires ou leurs scolastiques appartenant à l'Ordre sont tout simplement la répétition des bourses.

On trouve dans la quatrième partie des *Constitutions* l'esquisse du plan d'enseignement des Jésuites. Ce plan fut développé par Aquaviva, sur l'ordre de la Congrégation générale. Il s'agissait avant tout de former les futurs membres de l'Ordre; les dispositions concernant les autres élèves, ne viendraient qu'en seconde ligne. En conséquence, une commission se réunit en décembre 1584 et rédigea dans le courant d'une année la « *Ratio atque Institutio studiorum Societatis Jesu* ». L'Ordre approuva ce travail. Mais lorsque Philippe II eut fait examiner la première édition par l'Inquisition et que ce tribunal eut déclaré que le livre était « dangereux, téméraire, plein de présomption », Sixte-Quint interdit la publication de cette première rédaction.

Les congrégations générales suivantes n'ont introduit que des modifications de détail dans ce plan d'études, qui est resté la règle de l'enseignement

des Jésuites jusqu'à nos jours. La première congrégation générale réunie après la restauration de l'Ordre résolut de ne faire aucun changement essentiel à la *Ratio*, et de se borner à y introduire les améliorations nécessitées par les progrès des connaissances humaines. En 1832, on publia en effet le plan d'études légèrement amendé.

Voici ce plan :

Les premières classes, par lesquelles l'élève est introduit dans le temple de la science, sont les trois classes de *grammaire* ; la première peut se subdiviser à son tour en deux classes. Dans la première classe de grammaire, on apprend les rudiments et les éléments de la syntaxe de la langue latine ; on se sert à cet effet des lettres les plus faciles de Cicéron. On apprend ensuite à lire et à écrire ; on vous initie aux premiers éléments de la langue grecque et on vous explique le catéchisme. Dans la seconde classe de grammaire, on parcourt, un peu superficiellement il est vrai, la grammaire latine tout entière. On lit les *Epîtres aux amis* de Cicéron et les poésies les plus faciles d'Ovide, on explique le catéchisme grec ou le tableau de Cébès. Dans la troisième de ces

classes inférieures, on achève l'étude de la grammaire latine et des rudiments de la grammaire grecque. On lit les épîtres de Cicéron à *Atticus*, à *Quinctus*, le traité de l'*Amitié*, le traité de la *Vieillesse*, etc.; les élégies et les épîtres d'Ovide, un choix de Catulle, de Properce, des *Eglogues* et d'autres livres faciles de Virgile, par exemple le 4^e livre des *Géorgiques*, le 5^e et le 7^e de l'*Enéide*. On lit Chrysostome, Esope, Agapet.

La seconde classe, celle des *humanités*, prépare à la science « par la connaissance de la langue, par quelque érudition et une étude sommaire des règles de la rhétorique ». En fait de littérature latine, on étudie les écrits de philosophie morale de Cicéron; parmi les historiens, César, Salluste, Tite-Live, Quinte-Curce; parmi les poètes, Virgile (à l'exception des *Eglogues* et du 4^e livre de l'*Enéide*), des odes choisies d'Horace, des élégies, des épigrammes et d'autres morceaux célèbres de poètes anciens. « L'érudition, c'est-à-dire l'instruction dans les sciences historiques, ne sera poussée qu'avec modération, afin qu'elle excite de temps en temps l'esprit, mais sans empêcher l'étude de la langue. » — Quant

à la langue grecque, on enseigne la syntaxe, on tâche d'amener les élèves à lire passablement les auteurs et à écrire un peu en grec. On explique quelques discours d'Isocrate, de Chrysostome ou de Basile, quelques épîtres de Platon et de Synésius, des morceaux choisis de Plutarque ou des poètes Phocylide, Théognis, Grégoire de Naziance, Synésius, etc. Dans ces lectures, on s'attachera à communiquer plutôt la connaissance de la langue qu'une vraie érudition.

Dans la troisième classe, celle de la *rhétorique*, on cultive l'éloquence parfaite, l'art oratoire et l'art poétique. A cet effet, l'on étudie les règles de la rhétorique, spécialement d'après Cicéron et Aristote, et s'il est nécessaire, l'art poétique d'Aristote. Le style est formé d'après Cicéron. Enfin, l'on fait des études d'histoire, des études sur les mœurs des peuples, sur toutes espèces de doctrines : études graduées et appropriées à l'intelligence des élèves. Les cours sont de deux espèces dans cette classe; les uns ont pour objet l'art et expliquent les règles de l'éloquence; les autres ont pour objet le style et expliquent les discours. « Le cours grec, — qu'il ait

pour objet les orateurs, ou les historiens, ou les poètes, — se bornera aux anciens et aux classiques, à Démosthènes, Platon, Thucydide, Homère, Hésiode, Pindare; il faut ranger parmi les classiques Grégoire de Naziance, Basile et Chrysostome. »

Il va de soi que l'on enseignait la religion chrétienne dans les deux classes supérieures. On prenait pour base de cet enseignement la « *Somme de la doctrine chrétienne de Canisius* ». Un extrait de cette Somme servait à l'enseignement de la première classe. Chose singulière ! on paraît avoir consacré un temps très-restreint à ces leçons de religion. Un écrivain profondément initié aux choses de l'enseignement jésuitique affirme du moins qu'une seule leçon est consacrée par semaine à la doctrine chrétienne ; c'est le vendredi. Cette leçon ne dure pas toujours une heure. Le samedi, on explique pendant une demi-heure l'Evangile latin ou l'Evangile grec. En revanche, la pédagogie des Jésuites est tout entière saturée d'exercices de piété.

Les scolastiques de l'Ordre étaient tenus de passer deux ans en rhétorique.

Les classes supérieures commencent par celle de la

philosophie. Le cours de philosophie dure trois ans pour les scolastiques et comprend les branches suivantes : 1) la philosophie au sens propre du mot; la base de l'enseignement c'est la théorie d'Aristote. La première année, on explique la *logique*; la seconde, les huit livres de la *physique*, les livres du *Ciel*, le premier livre de la *génération*; la troisième, le deuxième livre de la *génération*, les livres de l'*Ame* et la *métaphysique*. 2) La philosophie morale, qu'on enseigne en prenant pour base l'éthique d'Aristote. 3) Les mathématiques. Le professeur enseigne « à peu près les éléments d'Euclide ». Après y avoir employé deux mois, il y ajoute quelques notions de géographie.

Tous les candidats en philosophie sont tenus, la deuxième année, de suivre un cours de mathématiques.

Le couronnement de la science c'est la *théologie*. Elle embrasse un cours de quatre ans et se divise en science de l'Écriture sainte, avec la connaissance de la langue hébraïque; en théologie scolastique, basée sur la *Somme* de saint Thomas; et en science des cas de conscience ou casuistique. Au début, on esti-

mais que deux à trois professeurs suffiraient pour enseigner la théologie.

Le cours sur l'Écriture sainte dure deux ans ; on le suit pendant la deuxième et la troisième année, tout en étudiant pendant un an la langue hébraïque. Il est désirable que le professeur d'hébreu possède aussi les langues grecque, chaldéenne et syriaque. On enseignera suivant les besoins le chaldéen, l'arabe et l'indien. Le cours sur la théologie scolastique dure quatre ans, en suivant exactement l'ordre des matières de la *Somme* de saint Thomas. L'étude de la casuistique exige deux ans. Les scolastiques qui se distinguent par leurs vertus ou leurs talents sont invités à prolonger de deux ans l'étude de la théologie, après quoi quelques-uns d'entre eux sont promus, avec l'assentiment du général, au grade du doctorat ou de la maîtrise. Les partisans de saint Thomas seuls sont autorisés à occuper les chaires de l'enseignement théologique.

L'ensemble de toutes ces classes et de ces facultés forme un collège. Partout où l'Ordre possédait une université, on divisait le cours des études en deux parties : la première, celle du collège proprement dit ;

la seconde, celle de l'université. Le collège comprenait alors les cinq classes inférieures ; l'université, les cours de philosophie et de théologie.

Les fonctionnaires employés aux choses de l'enseignement, chargés de l'administration, des cours, ou des services inférieurs, sont le provincial, le recteur, les préfets des hautes et des basses études, les professeurs des facultés supérieures, appelés professeurs proprement dits, les professeurs des facultés inférieures appelés maîtres, et enfin, les aides des maîtres ou bedeaux. L'enseignement des professeurs de chaque catégorie est réglementé, quant à la matière et à la forme, jusque dans ses plus petits détails.

Les élèves se divisent en trois catégories. 1) Les scolastiques se préparent à entrer dans l'Ordre et demeurent dans les collèges avec les professeurs et les maîtres. 2) Les élèves, de familles riches ou nobles, trouvent dans des pensionnats ou internats (académies de chevaliers, pour les nobles) le logement, la nourriture, la surveillance et l'enseignement pour des honoraires peu élevés. 3) Les externes ne suivent que les cours et payent la rétribution ordinaire. Il y a des règles spéciales pour les décurions

ou surveillants des classes et pour les autorités préposées à la surveillance des académies : ces charges étaient remplies par des étudiants. Des préceptes particuliers réglaient la vie de ceux qui faisaient des études supplémentaires de théologie pendant deux ans.

L'enseignement ne se donnait que pendant cent-quatre-vingts jours par an; tout le reste c'était des jours fériés ou de congé.

La direction de l'établissement est confiée au recteur qui, avec l'assistance des préfets, règle les études, surveille l'enseignement et tous les exercices scientifiques. Les aides des professeurs ou bedeaux surveillent l'ordre et les installations matériels, notent les absences des élèves, etc.

Une institution spéciale, appelée académie, comprend des congrégations d'étudiants choisis parmi toutes les classes. Ils se livrent à des études et à des exercices particuliers, sous la direction d'un préfet pris parmi les scolastiques et se distinguant par la vertu, l'esprit et la science. Le préfet est secondé par un modérateur choisi par le recteur parmi les maîtres ou les scolastiques qui ont fait leurs preuves. Aux discussions, répétitions, discours et déclamations

viennent s'ajouter des actes solennels, qui permettent à des hôtes invités d'assister à quelques-uns des exercices que nous venons de nommer. On distribue des prix aux membres de l'académie. Les membres de la congrégation de Marie sont seuls admis à faire partie de l'académie.

Les professeurs des classes inférieures sont tenus d'obtenir l'obéissance aux règles plutôt par l'espoir d'une récompense et par la peur de la honte que par des coups. On tend à éveiller avant tout le sentiment de l'amour-propre et l'émulation en promettant des distinctions de toute espèce aux élèves zélés. On leur donne non-seulement des prix publics, mais encore de petites récompenses privées, des signes indiquant la victoire. On leur assigne dans les classes des places d'honneur et de confiance ornées de noms appartenant à la république ou à la milice grecque et romaine. On nomme des préteurs chargés des fonctions de censeurs, surveillant les autres et obtenant même pour eux la remise des petites punitions; des généraux commandant en chef et en sous-ordre, des décurions, etc. Les classes sont divisées en partis; à la tête de chaque parti sont placés des élèves rivaux

l'un de l'autre. Chaque parti a ses magistrats et ses chefs, soumis tous les mois à la réélection.

Pour faire contraste avec ces distinctions, on avait établi au milieu ou dans quelque coin de l'école un banc de malheur couvert de noms d'opprobre et de honte.

Quant aux corrections matérielles, la *Ratio* recommande aux maîtres de n'être point trop sévères dans l'instruction et de ne pas procéder trop vite au châtimement. Qu'ils dissimulent les fautes commises, s'ils le peuvent sans que personne en souffre. S'il est nécessaire de donner des coups, qu'ils les fassent administrer par le correcteur; qu'ils se gardent d'insulter les élèves soit par des paroles, soit par des actes, de les désigner par des appellations autres que leur nom ou leurs prénoms. Il est opportun de remplacer parfois les punitions ordinaires par des devoirs supplémentaires. Les punitions extraordinaires seront imposées par les préfets, surtout quand il s'agit de fautes commises, en dehors de l'école, par des élèves plus avancés en âge.

Le correcteur, chargé d'administrer les punitions corporelles, ne fera point partie de l'Ordre. Si l'éta-

blissement n'en possède pas dans son sein, on chargera un de ses compagnons d'étude de punir l'élève en faute. Si l'élève à qui l'on devrait administrer des coups est très-avancé en âge, on remplacera les coups par l'exclusion de l'établissement. Celui qui aura fait usage hors de propos de sa langue maternelle pourra être déchargé de la punition, s'il prouve par témoins que le même jour un de ses camarades s'est rendu coupable de la même faute. Cette disposition était bien faite pour fomenter les dénonciations et pour détruire tout lien d'amitié entre les élèves.

Le plan d'éducation de l'établissement de Landshut fait observer aux maîtres que les élèves actuellement insignifiants par l'âge, la situation et les connaissances, seront peut-être sous peu des jeunes gens ou des hommes comblés d'honneurs et de pouvoirs et dont on sera obligé de rechercher les faveurs et la protection. Que les maîtres se demandent donc de quelle façon il convient de les traiter dès à présent!

Les professeurs sont astreints à traiter tous les élèves sur le pied de l'égalité. Ils n'entreront pas plus dans l'intimité de l'un que dans celle de l'autre, ils

n'en mépriseront aucun, ils s'occuperont du pauvre comme du riche. En dehors des heures d'école, ils n'auront avec les élèves que des entretiens très-courts et roulant sur des sujets sérieux.

L'avancement dans des classes supérieures dépend d'examens passés avec succès.

La vie morale des élèves est soumise à une surveillance sévère ; on vise à obtenir d'eux une obéissance parfaite. Les rapports des étudiants entre eux et avec le dehors sont contrôlés par tous les moyens possibles. Les scolastiques de l'Ordre ne causeront avec les externes que des choses de la science ou de celles qui développent l'esprit. Défense est faite de lire de mauvais livres, d'assister aux spectacles publics, aux exécutions, à l'exception des exécutions d'hérétiques. — Il est constaté qu'en dépit de toutes ces précautions, les élèves des Jésuites ont commis les excès les plus graves, se sont livrés à des actes d'une révoltante immoralité.

L'éducation et l'enseignement doivent s'inspirer de l'esprit rigoureusement ecclésiastique. La science — la *Ratio* le rappelle à chaque instant — la science est enseignée afin de faire connaître et aimer aux

hommes leur Créateur et Sauveur. Le recteur tâchera que le but de l'éducation, le progrès dans la connaissance et la vertu, soit atteint. Il est recommandé aux professeurs de toutes les classes d'éveiller dans l'âme de leurs élèves l'amour de Dieu, de leur être en exemple par la prière et une vie pieuse, de les exhorter à scruter tous les jours leur conscience, à recevoir souvent les sacrements, à assister jour par jour à la messe et tous les dimanches et jours de fête au prêche, à éviter les vices, à cultiver la vertu. Les maîtres tiendront la main à ce que les élèves se livrent au culte de Marie, lisent les légendes chrétiennes et se confessent tous les mois. Ce résultat sera obtenu non-seulement des scolastiques et des élèves internes, mais encore des externes. Les scolastiques ne chercheront dans leurs études que la gloire de Dieu et le salut de leur âme. Dans leurs prières, ils demanderont souvent la grâce de progresser dans la connaissance de la doctrine chrétienne, afin qu'ils deviennent bientôt aptes à cultiver la vigne du Seigneur. « Les livres des poètes et des autres écrivains qui pourraient nuire aux mœurs, ne seront pas tolérés dans nos écoles, à moins qu'ils ne soient ex-

purgés auparavant, et l'on se dispensera de la lecture de ceux qui ne se laissent pas expurger, comme Tércence. »

Différentes mesures tendant à préserver l'orthodoxie des élèves et à éviter le doute portant sur les choses de la religion, sont prescrites pour les cours des professeurs et les études particulières des élèves. Le préfet des études ne met à la disposition des auditeurs des cours de philosophie et de théologie que certains livres approuvés par le recteur, la *Somme* de saint Thomas, les ouvrages d'Aristote et des commentaires choisis. Outre les décrets du concile de Trente, il est permis aux théologiens de lire assidûment la Bible. A la bibliothèque du collège germanique, l'armoire avec ses livres hérétiques que l'on ne demande jamais, si ce n'est pour faire une citation, est appelée l'Enfer.

L'instruction jésuitique avait pour but d'empêcher le libre essor des esprits, de les retenir captifs dans les liens de l'obéissance envers l'Eglise. En conséquence, il fallait prendre des mesures pour chasser le doute qui pouvait naître dans les âmes. La *Ratio* prescrit à cet effet une série de règles. L'instruction

générale est ainsi conçue : « Que personne n'introduise des questions nouvelles ou des opinions qui n'appartiennent pas à des auteurs autorisés, même sur des points qui n'intéressent pas directement la foi et la piété, sans avoir pris l'avis des supérieurs. Que personne n'émette une doctrine contraire aux axiomes des docteurs et à l'opinion communément accréditée dans les écoles. Que tous suivent, au contraire, les docteurs les plus autorisés et les doctrines admises aux académies catholiques. Que personne ne produise des opinions inutiles, surannées, contraires au sens commun, fausses, et ne s'arrête à les citer ou à les réfuter. »

La philosophie est mise dans la dépendance de la dogmatique à la fois et d'Aristote ; elle reste entre les mains des Jésuites ce qu'elle était au moyen-âge : la servante de la théologie. Le professeur de philosophie a pour règle suprême de traiter sa science de telle façon qu'elle prépare ses auditeurs à la théologie et en particulier à la connaissance du Créateur. Les professeurs de philosophie sont tenus non-seulement d'avoir suivi le cours de théologie tout entier, mais encore d'avoir fait les deux ans

d'études supplémentaires, afin que leur doctrine soit « bien sûre » et serve la théologie. Ceux qui seraient portés aux innovations et qui feraient preuve de trop de liberté d'esprit, seraient destitués. Le professeur ne s'écartera de l'enseignement d'Aristote que sur les points où il est contraire à la foi orthodoxe. Il passera sous silence les chapitres de la métaphysique relatifs à Dieu et aux intelligences, parce que ces matières sont dans une dépendance trop étroite des vérités révélées. Quant aux commentateurs d'Aristote qui n'ont pas bien mérité de la religion chrétienne, comme Averroès, le professeur fera un triage dans leurs œuvres; ou bien il se gardera de les apporter à l'école et il empêchera que ses élèves y prennent goût.

Il est prescrit au professeur de l'Ecriture sainte et d'hébreu : 1) d'interpréter l'Ecriture sainte dans son sens littéral (ceci eût constitué un grand progrès sur l'exégèse allégorique des Pères et de la théologie du moyen-âge); 2) de défendre la traduction approuvée par l'Eglise; 3) de défendre le sens donné à un passage de l'Ecriture par les canons des papes ou des conciles; 4) de préférer parmi les commentaires don-

nés par les Pères ceux pour lesquels l'Eglise penche depuis un long temps ; 5) de ne pas y contredire, si les Pères et les théologiens prétendent qu'un article de foi est fondé sur l'Ecriture ; 6) si le professeur emprunte aux rabbins un fait favorable à la Vulgate ou au dogme catholique, il lui est prescrit de le citer de façon qu'on ne se prenne pas de sympathie pour les rabbins et qu'on ne s'arrête pas trop longtemps à méditer leur avis, à moins qu'ils ne soient très-célèbres.

Enfin, le professeur de théologie scolastique est tenu de s'en tenir à peu près exclusivement à la *Somme* de Thomas. Un catalogue de questions spécial détermine les points qui ne doivent pas être traités ou qui seront étudiés dans un autre ordre que dans l'œuvre de Thomas. Le professeur n'enseignera rien, sur les points non traités par ce maître, qui ne soit conforme à l'opinion de l'Eglise et aux traditions reçues et qui soit de nature à ébranler une solide piété. Dans la controverse, il emploiera la méthode scolastique de préférence à la méthode historique ; il s'attachera à réfuter les principales calomnies des hérétiques avec deux ou trois

raisons probantes. Enfin, le professeur ne négligera pas de s'accommoder aux opinions reçues dans le pays où il enseigne ; il se gardera bien de professer ou de défendre des doctrines, à quelque auteur qu'elles appartiennent, dont il saura qu'elles blessent profondément les catholiques d'une province ou d'une académie.

Quand on embrasse d'un coup d'œil l'ensemble des matières enseignées dans les écoles des Jésuites, on est surtout frappé de l'exclusion à peu près complète des sciences positives. Dans les classes inférieures, il n'est question de l'histoire qu'en passant, et dans les classes supérieures elle brille par son absence. On n'enseigne pas même l'histoire de l'Eglise dans la faculté de théologie. L'étude des mathématiques est très-négligée ; les sciences naturelles n'existent pas dans l'enseignement des Jésuites ; ils débitent encore les vieilles théories d'Aristote sur la physique. La médecine et la jurisprudence sont exclues systématiquement. On le voit : plus l'esprit du temps exige de connaissances positives, plus l'enseignement des Jésuites est insuffisant.

La langue de l'enseignement est le latin pour les cours supérieurs ; on dicte des résumés et on les

explique ensuite. Les élèves qui entendent le latin sont tous tenus de le parler; les scolastiques, pour qui le latin est la langue de la conversation ordinaire, sont dispensés de le parler les jours de congé et de récréation.

C'est un devoir pour les scolastiques de relire, dans leurs études particulières, les résumés dictés, de chercher à les comprendre et d'en éprouver la vérité. Ils sont invités à se faire à eux-mêmes des objections et à tâcher de les résoudre. On permet un peu plus d'activité intellectuelle à ceux qui parcourent le cycle supplémentaire de deux ans : on les exhorte à examiner les opinions adverses, mais en ayant toujours présente à l'esprit l'autorité de saint Thomas.

Les élèves se livraient avec beaucoup d'ardeur aux discussions, qu'on entourait souvent d'une grande pompe. On faisait des compositions, on prononçait des discours, on récitait des morceaux entiers des poètes et des classiques, on organisait des représentations théâtrales. En général, la pédagogie jésuitique prend soin de la tournure extérieure. L'ex-Jésuite Cornova dit : « En représentant des pièces de théâtre, la jeunesse apprend à se tenir comme il faut;

elle s'approprie ce qui est souvent la meilleure des recommandations, la tournure; elle perd cette timidité qui paralyse souvent les hommes de telle façon qu'ils sont incapables de proférer une syllabe devant un grand de la terre ou dans des lieux publics. Les tragédies et les comédies doivent être écrites en latin; le sujet en est nécessairement pieux et sacré; les femmes et même les costumes féminins sont exclus. Ces représentations théâtrales, faites plus ou moins dans le goût des mystères du moyen-âge, données en Bavière et en Autriche avec toute la pompe des ballets de cour, dégénérèrent souvent en spectacles grossiers. — Goethe assista en 1786 à une représentation théâtrale donnée par les élèves du collège des Jésuites de Regensburg. Voici ce qu'il en dit : « Les élèves ne furent pas plus maladroits qu'une troupe de comédiens débutants; ils portaient des costumes très-beaux, presque trop riches. Cette représentation théâtrale m'a donné une nouvelle preuve de l'habileté des Jésuites. Ils ne dédaignent rien de ce qui peut produire de l'effet et s'y appliquent avec amour et attention... De même que cette congrégation religieuse a dans son sein des

fabricants d'orgues, des sculpteurs, des doreurs, de même elle compte parmi ses membres quelques individus qui s'occupent en connaissance de cause et avec prédilection des choses du théâtre; et de même que ses églises se distinguent par une pompe qui plaît, de même, ici, ces hommes intelligents ont flatté, par un spectacle convenable, le goût de la société mondaine pour les jouissances sensuelles ».

Les Jésuites étaient préoccupés aussi de conserver et de fortifier la santé de leurs élèves. On n'avait garde d'entraver leur développement corporel en les surchargeant de besogne. Défense était faite aux scolastiques de se livrer plus de deux heures de suite à un travail sérieux, sans le couper par une courte interruption. Les *Constitutions* recommandent aux maîtres de veiller à ce que les élèves n'étudient pas à des heures nuisibles pour la santé, qu'ils n'abrègent pas le temps destiné au sommeil. « En gardant une juste mesure, ils seront en état de travailler plus longtemps à la gloire de Dieu. »

On profitait des vacances et des congés pour faire des parties de plaisir, des excursions dans les maisons de campagne de l'Ordre. On faisait des armes, on

montait à cheval, on allait en traîneau, on patinait, on se livrait à des exercices de natation et à des jeux destinés à assouplir et à fortifier le corps. Le jeu le plus en vogue était celui du billard, le jeu préféré de Loyola. On cultivait avec zèle la musique instrumentale et vocale; les jeux de cartes et de dés étaient interdits. Les jeux qui exigent une certaine contention d'esprit étaient interrompus, lorsqu'ils se prolongeaient. Les colléges et les pensionnats se distinguaient par leur situation, leur propreté, leurs salles spacieuses, souvent aussi par le luxe frappant, criant, des aménagements intérieurs et extérieurs, par la bonté de la table.

L'Ordre ne se contentait pas de former des professeurs pour l'enseignement supérieur; il visait également à se créer un personnel pour les gymnases (lycées). Le provincial tenait la main à ce qu'il y eût, dans chaque province, deux ou trois professeurs distingués de littérature et d'éloquence et le nombre le plus considérable possible de professeurs de grammaire et de rhétorique. Les scolastiques qui se destinaient à cet enseignement s'y préparaient dans une académie privée.

La huitième congrégation générale recommanda l'étude approfondie de la langue grecque et la création d'écoles normales destinées à former des maîtres.

En 1832, le général Roothan introduisit un plan d'études amélioré. En présence du scepticisme dominant, il recommanda dans une circulaire de tendre à démontrer la vérité par des arguments plus solides, de consacrer plus de temps aux études physiques et mathématiques, d'apporter dans les classes inférieures plus de zèle et de soin à l'enseignement de la littérature et de la langue paternelles, tout en laissant la place la plus considérable à l'étude des littératures grecque et latine. — Cette nouvelle *Ratio* ne lie plus le professeur de philosophie à Aristote, pas plus qu'elle ne lie le professeur de théologie à saint Thomas. Elle prescrit une étude plus sérieuse des langues orientales, en vue des missions. Elle introduit l'enseignement de l'histoire de l'Eglise; elle invite le professeur à soumettre les auteurs et les documents dont la valeur est contestée, à une critique modérée, équitable, libre de tout préjugé. Les professeurs de philosophie tâcheront d'amener les élèves à ne faire que des objections sérieuses dans la discussion, à

s'exprimer en termes clairs et nets, à éviter les subtilités et les arguties. Le professeur de philosophie morale enseignera les principes généraux du droit. La physique et les sciences naturelles, primitivement annexées à la philosophie, sont traitées comme des branches spéciales. On recommande particulièrement l'étude de la langue maternelle, la propriété des termes dans les traductions, une prononciation pure, les lectures faites à haute voix. — Ces préceptes furent à peu près de nul effet en pratique. L'auteur du plan d'études de l'établissement de Landshut s'inspire tout simplement de l'esprit de la vieille *Ratio* quand il soutient que l'étude des écrivains de l'antiquité n'a qu'un but secondaire, celui de former le style. Quant à l'histoire, il prétend naïvement qu'elle est la perte de celui qui en fait l'étude. Au fond, toutes les modifications proposées n'ont point changé le caractère de la *Ratio*. Cela ressort de la lettre même que le général actuel de l'Ordre, le Père Beckx, a écrite en 1854 au ministre des cultes autrichien. Il y désigne la *Ratio* comme la règle immuable que l'Ordre est tenu de suivre et qu'il suit effectivement; on ne peut l'amender que sur des points de

détail, pour se conformer aux exigences du temps. Le Père Beckx déclare expressément que la tâche principale de l'enseignement des humanités c'est de donner à l'esprit une culture de pure forme, et en conséquence il s'oppose à une trop grande extension donnée à l'enseignement des sciences exactes dans les gymnases (lycées) : « Les gymnases resteront ce qu'ils sont de leur nature : une gymnastique de l'esprit, consistant beaucoup moins dans l'assimilation de matières réelles, dans l'acquisition de connaissances diverses, que dans une culture de pure forme. »

Dès le début, la Société de Jésus s'est réservé la direction de ses maisons d'éducation parfaitement indépendante de l'Etat ou de la cité. A une époque où les autres écoles étaient rares, où celles des Jésuites pouvaient se vanter de leurs succès, il leur était facile de conquérir cette situation autonome, indépendante. Aujourd'hui, l'Ordre de Jésus élève les mêmes prétentions. Beckx déclare dans la lettre précitée que la direction des gymnases confiés à la Société de Jésus doit être abandonnée aux supérieurs de l'Ordre; la Société consent à permettre à l'Etat de se rendre compte des méthodes employées par elle, mais elle

réclame le droit pour les supérieurs de nommer leurs inférieurs, sans examen préalable, à des places de directeurs, de recteurs, de préfets et de professeurs, de les destituer, de les remplacer à leur guise, de se conformer, dans la fixation des matières d'enseignement, aux prescriptions de la *Ratio*, qui forment avec les *Constitutions* un ensemble indissoluble. Les modifications auxquelles on voudra astreindre les Jésuites ne pourront être contraires à l'esprit et à la tendance du plan général de leurs études.

L'enseignement des Jésuites eut des succès rapides et de jour en jour croissants. En 1600, ils possédaient 200 écoles; en 1710, 612 collèges, 157 pensionnats ou écoles normales, une masse d'universités où les grades étaient conférés par les Pères. Chacun de ces établissements était fréquenté par un grand nombre d'élèves. En 1651, le collège de Clermont en comptait près de 2,000; en 1675, près de 3,000. Dans le courant de l'année 1750, le nombre des écoles des Jésuites s'augmenta de plusieurs centaines en France.

L'Ordre de Jésus négligeant l'instruction primaire, l'abbé de Lasalle fonda, pour compléter l'action pé-

dagogique de la Société, la congrégation des Frères des écoles chrétiennes ou des Frères ignorantins. Cette congrégation, née en 1724, donna l'instruction gratuite et trouva le plus vaste champ d'activité en France.

L'historien Ranke prétend que sous l'impulsion des Jésuites l'université d'Ingolstadt devint bientôt pour le catholicisme ce que Wittemberg et Genève avaient été pour le protestantisme. On trouvait que chez eux les élèves apprenaient en six mois ce qu'ils apprenaient ailleurs en deux ans; des protestants même rappellèrent leurs fils des gymnases (lycées) éloignés et les confièrent aux Jésuites. Charles Schmidt a dit avec raison que les Jésuites ont dirigé près de deux siècles l'éducation tout entière de l'Europe catholique.

Mais du sein même de l'Ordre s'élevèrent de très-bonne heure des plaintes amères relatives à l'état de son enseignement. Pontanus, préfet et professeur du collège d'Augsbourg, un homme jouissant d'une grande autorité, trace à la fin du seizième siècle une image fort peu réjouissante de cet enseignement et demande des réformes. Il blâme surtout la trop grande précipitation apportée à l'instruction des scolastiques,

le peu d'importance attachée à l'étude des lettres, l'avarice qui préside à l'achat des livres, l'inégalité devant la discipline et les punitions. Même après l'époque où le plan d'études avait été amélioré, nous trouvons chez le savant Mariana l'aveu de la stérilité scientifique, du manque de bons prédicateurs, de grands théologiens et de bons professeurs d'humanités. Il soutient qu'en ce moment l'on comprend moins bien le latin que cinquante ans auparavant, et il met cette ignorance, cette barbarie, au compte de son Ordre. « Si l'on reconnaissait le mal qui en résulte, dit-il, l'on nous expulserait certainement par décret public des écoles ». Dans le *Diarium itineris indici* du Jésuite Streicher, rédigé au siècle dernier, se trouvent également des aveux caractéristiques. Le recteur du collège de Séville ne savait pas un mot de latin, les professeurs d'éloquence et de rhétorique « balbutiaient » à peine cette langue ». « Il est probable que beaucoup ne comprennent pas la messe; il est certain qu'ils ne comprennent pas le bréviaire ». Un jour qu'il s'agissait de Plaute, un Jésuite demanda quel était ce théologien, et lorsque Streicher voulut savoir pourquoi personne n'apprenait les mathéma-

tiques, on lui répondit : « La chose paraît trop facile et trop puérile aux Espagnols ».

La vérité est que les mérites relatifs de l'enseignement des Jésuites devaient diminuer à mesure que la science, les méthodes d'éducation et d'instruction faisaient des progrès et se développaient sur la base d'une idée plus large et plus profonde de l'humanité. Buckle l'a dit avec raison : « Plus la civilisation avançait, plus les Jésuites perdaient de terrain, non pas tant à cause de leur propre décadence que par suite des modifications survenues dans l'esprit de leur entourage. Une institution parfaitement adaptée à une forme antérieure de la société était peu faite pour cette même société à l'époque de sa maturité. Au seizième siècle les Jésuites étaient en avance, au dix-huitième siècle ils étaient en arrière sur leur temps ».

Quant à l'état pitoyable de l'enseignement actuel dans les gymnases (lycées) des Jésuites, un de leurs élèves, le comte François Deym vient de nous donner sur ce point les renseignements les plus précis. Se fondant sur ses expériences, il soutient que les maîtres des écoles des Jésuites sont loin de posséder

les connaissances spéciales des professeurs des lycées les plus médiocres ; il prétend qu'ils ne sont pas qualifiés pour enseigner même les matières élémentaires. Leur désir de se dérober à la surveillance directe de l'Etat s'explique par la nature de leur enseignement. Les objets en sont à peu près les mêmes qu'aux gymnases de l'Etat, mais ils sont traités d'une façon beaucoup moins utile. Les élèves les plus distingués des Jésuites sont incapables de lutter avec les autres. Deym blâme le caractère mécanique et le nombre exagéré des exercices de piété, l'esprit qui préside aux études privées et qui favorise la distraction, la paresse, parce que l'intelligence est incapable d'être en œuvre pendant tout le temps qui y est consacré et qu'il lui est interdit de se livrer à une autre occupation sérieuse, comme par exemple, la lecture. Dans les classes inférieures, toutes les matières sont enseignées par un seul et même professeur ; les heures d'école sont remplies uniquement par des questions adressées aux élèves ; rarement on leur donne des explications, et lorsqu'elles sont données, le maître, incapable, est réduit à les lire. Les questions adressées aux élèves portant sur les mots,

non pas sur le sens, sur les choses. Les matières d'enseignement ne sont pas enchaînées par un lien logique. L'étude des littératures et des langues anciennes a pour but unique de s'approprier les expressions, les tournures des classiques. Deym ne se souvient pas d'avoir assisté à une leçon d'histoire. La religion elle-même est enseignée de la façon la plus superficielle et sans qu'on vise à en faire comprendre le sens intime. Ici encore, la connaissance des mots est l'essentiel. Quant aux mathématiques, la méthode d'enseignement est la même; les différentes propositions sont apprises par cœur sans que le maître s'efforce d'en faire saisir l'enchaînement et de les rendre claires et vivantes par les exemples. Pour cette branche, comme pour les autres, il n'y a de professeur spécial que dans les classes les plus élevées. Les sciences naturelles, auxquelles on consacre quelques heures seulement dans les dernières classes, sont réduites à un squelette de classifications destinées à être apprises par cœur. Les élèves n'apprennent que peu de chose de la littérature allemande, et cette connaissance imparfaite, superficielle, n'est accompagnée d'aucune critique, d'aucune vue d'en-

semble, car les poètes et les autres écrivains profanes passent pour des blasphémateurs dont la lecture corrompt les bonnes mœurs. L'étude de *Marie Stuart* de Schiller, par exemple, est considérée comme un crime, puni nécessairement par l'expulsion de l'élève. Cette méthode, ainsi que le remarque Deym avec juste raison, retarde terriblement le développement de l'intelligence, et en s'adressant uniquement à la mémoire, elle rend l'élève incapable de s'assimiler, même plus tard, autre chose que des mots.

Deym mentionne aussi les artifices au moyen desquels on trompe les inspecteurs venus avec la mission d'examiner les élèves des gymnases des Jésuites. Il parle ensuite du principe en vertu duquel on surveille jusqu'au moindre mouvement des élèves pour étouffer en eux le germe de tout développement individuel ; ce principe est appliqué aux étudiants de vingt ans comme aux élèves de huit ans, de sorte que l'institution tout entière rappelle de la manière la plus frappante les salles d'asile. Deym blâme l'attention que l'on apporte à étouffer tout mouvement de confiance réciproque entre les élèves, le manque de

rapports intellectuels entre les maîtres et les élèves, l'usage humiliant des châtimens corporels qui sont à l'ordre du jour dans les collèges des Jésuites, le soin que l'on met à entretenir l'esprit de dénonciation et d'espionnage; la censure des lettres expédiées et reçues qui fait que l'on remplace l'expression naturelle des sentimens et des idées par des phrases pieusement hypocrites et des tournures recherchées, et que l'on supprime toute lettre contenant des plaintes relatives à la Société. « Il faut, dit Deym, des années de la direction la plus excellente pour élever un élève des Jésuites au niveau de ses compagnons d'étude du même âge. Dans des conditions moins favorables, il mènera une vie inoffensive, inutile à lui-même et à l'humanité. Le plus souvent, il reste ce que ses maîtres ont fait de lui, un esprit borné, non développé, incapable de se passer de la direction paternelle du jésuitisme ».

En présence des graves reproches dirigés contre sa méthode d'enseignement et d'éducation, l'Ordre fait valoir la série de grands esprits qui sont sortis de ses institutions, et les témoignages favorables de ses élèves. En France, en effet, les Jésuites ont rivalisé

pendant quelque temps avec les universités, et leurs écoles ont même donné un enseignement plus varié. Les plus grands héros, tels que Condé, Bouillon, Rohan, Luxembourg, Montmorency, Villars, Broglie; les prélats les plus distingués, Fléchier, Bossuet, Fleury, Tencin; les légistes les plus célèbres, Lamoignon, Séguier, d'Argenson, Talon, Pothier, Montesquieu, Molé, Hénault; enfin, dans la littérature, des esprits éminents, tels que Descartes, Corneille, Fontenelle, Molière même et Voltaire, sont sortis de leurs écoles. Mais il ne s'en suit pas que l'éclat de ces noms soit dû à l'éducation jésuitique; doués par la nature des aptitudes les plus éminentes, ces grands esprits se seraient fait jour sans cette éducation et ont peut-être brillé malgré elle. D'autre part, personne ne connaît le nombre de ceux dont le développement intellectuel a été arrêté, paralysé, annulé par la pédagogie de l'Ordre de Jésus. Il faut le reconnaître, cependant : les Jésuites ont eu, jusqu'à ces derniers temps, des élèves qui leur ont témoigné toute leur vie le plus grand respect et le plus sincère dévouement. Lorsque Thiers attaqua publiquement en 1846 la pédagogie jésuitique, six cents hommes

occupant les positions les plus diverses en France et qui avaient été autrefois les élèves de l'Ordre, se levèrent de toutes parts et firent la déclaration suivante : « Nos maîtres nous ont élevés en abreuvant nos âmes aux sources les plus pures. Histoire, philosophie, langues, littérature, sciences, tout a passé par cet intermédiaire divin pour venir à nous. C'est ainsi que nous avons appris qu'il appartient à Dieu et à la religion fondée par lui d'éclairer la raison, de lui commander, de régler la conscience ; que tous les hommes sont égaux devant Dieu et doivent l'être devant la loi, qui est son image ; que les pouvoirs publics sont faits pour les peuples, et non pas les peuples pour les pouvoirs publics ; que la noblesse, que toute dignité, toute fonction, la simple qualité de citoyen impose le devoir de se dévouer pour la patrie, par tous les sacrifices, même celui de la fortune et de la vie ; que la trahison et la tyrannie sont des crimes contre Dieu, des attentats contre la société. Nous voulons que la France le sache : cette éducation calomniée est profondément et uniquement catholique, et en apprenant à unir la foi catholique à la foi patriotique, nous n'en devenons que

meilleurs citoyens et vrais amis de nos véritables libertés ».

Ces témoignages favorables, qui sont en contradiction directe avec la description de Deym, constatent, il est vrai, l'impression personnelle de leurs auteurs. Nous ne contesterons pas que des hommes nobles et pleins de talents se soient voués à la carrière de l'enseignement, parmi les Jésuites. Mais ces témoignages sont incapables de couvrir les défauts qui apparaissent dans la théorie comme dans la pratique de l'enseignement et de l'éducation des Jésuites.

Sous le gouvernement de Napoléon III, l'activité des Jésuites a pris un nouvel essor en France. En 1864, ils y comptaient 11 collèges et 4,240 élèves. A la même époque, ils possédaient en Belgique 11 collèges réunissant 3,085 élèves. Avant leur expulsion, ils avaient réuni 800 élèves dans le collège de Fribourg, en Suisse. En 1863, le collège romain comptait 1,321 élèves, parmi lesquels 654 étrangers. Le collège des Jésuites de Palerme avait 1,000 élèves en 1860, et celui de Stonyhurst, en Angleterre, près de 300. En Amérique, les Jé-

suites dirigent des collèges que fréquentent même des élèves protestants. A Paris, ils ont fondé un établissement de préparation aux écoles militaires supérieures et à l'école polytechnique; en 1864, ce pensionnat comptait 330 élèves; 120 durent être refusés à cause de l'insuffisance du local; 51 de ces élèves furent admis à l'école de Saint-Cyr. Les Jésuites citent ces chiffres à leur gloire, mais la dernière guerre ne semble pas avoir prouvé que l'instruction donnée par eux aux officiers français ait été excellente.

Nous avons des faits positifs prouvant que les Jésuites ont entravé de propos délibéré toute culture populaire et se sont opposés à tout essor des sciences, des lettres et des arts. Lorsque Leibnitz voulut fonder une académie des sciences à Vienne, les Jésuites firent échouer cette tentative; ils avaient mis également tout en œuvre, intrigues secrètes et polémique publique, pour empêcher la fondation de l'académie des sciences de Munich, par Maximilien-Joseph III. En Allemagne, c'est l'Autriche et la Bavière qui ont porté le plus longtemps le joug de la tutelle jésuitique, et ces deux pays en ressentent jusqu'à ce jour

les conséquences amères. Westenrieder nous a révélé quel a été jusqu'en ces derniers temps l'état de l'enseignement en Bavière : « Finalement, les maîtres n'en savaient pas plus long que les élèves; ils ne leur cachaient rien; au contraire, ils leur communiquaient le peu qu'ils avaient appris eux-mêmes de leurs professeurs ».

CHAPITRE II

Les Jésuites aux universités d'Ingolstadt, de Vienne, de Prague, de Fribourg en Brisgau, de Heidelberg, de Breslau, de Wurzburg. Le catéchisme de Vogler. Les Jésuites et la théologie. Les Jésuites et l'esprit scientifique. Guerre faite aux universités. La littérature de l'Ordre. Ecrivains théologiques et historiens de l'Eglise appartenant à l'Ordre. Ecrivains philosophiques et historiens; mathématiciens et astronomes; écrivains militaires de l'Ordre de Jésus. L'autobiographie de Bellarmin. Poètes de l'Ordre de Jésus. Architecture, sculpture et peinture de l'Ordre.

Examinons l'action exercée par l'Ordre de Jésus sur plusieurs universités qui avaient été livrées entre ses mains.

Ingolstadt n'a jamais été dans toute la force du terme une université de Jésuites, l'Ordre n'ayant occupé d'abord qu'une partie de la faculté de théologie; puis, après de longues luttes, les chaires de philosophie, et enfin celle de droit canonique. En 1550, Canisius fut élu recteur, contrairement aux statuts. A Ingolstadt nous trouvons, en outre, quelques-uns des professeurs les plus célèbres de l'Ordre : Gretzer, Kircher, Schreiner, etc. Eh bien ! dès que les Jésuites ont pénétré dans la faculté des

lettres, elle incline vers une décadence de jour en jour plus visible. En 1611, des conseillers du duc furent appelés à examiner les griefs soulevés par les professeurs de l'université et par les Jésuites les uns contre les autres. Ils déclarèrent que l'université était fondée à se plaindre de ce que les cours de philosophie faits par les Jésuites fussent inspirés par l'esprit théologique. La rhétorique, la poésie, l'histoire et les mathématiques n'étaient pas enseignées du tout où l'étaient par des jeunes gens qui n'en savaient pas plus long que des élèves. Dans le nombre très-considérable de professeurs sortis de l'Ordre on ne trouve que très-peu d'écrivains ayant une valeur scientifique. En revanche, les Jésuites obtinrent, en 1663, que les professeurs fussent tenus de déclarer qu'ils admettaient le dogme de l'Immaculée Conception.

En 1558, les Jésuites se firent attribuer deux chaires de théologie à l'université de Vienne. Le reste du corps enseignant inclinant vers le protestantisme, les Jésuites n'eurent pas les coudées franches, et les faveurs qui leur avaient été accordées leur furent bientôt enlevées. A la fin du seizième

siècle, la tension entre l'université et les Jésuites se changea en lutte ouverte. L'Ordre avait été autorisé par l'archiduc Charles, en 1570, à faire des cours d'art et de théologie dans son collège, mais l'université considérait les études faites chez les Jésuites comme n'ayant aucune valeur légale. Cela n'empêcha pas les cours des Pères d'avoir un succès toujours croissant. En 1588, ils réunissaient plus de 800 élèves, tandis que l'université enregistrait à peine la dixième partie de ce chiffre. De là, des froissements continuels. L'université craignant d'être complètement abandonnée, adressa, en 1593, une plainte à l'archiduc Mathias, qui venait de se charger de l'administration des pays autrichiens. Elle déclarait que les Jésuites avaient près de 1,000 élèves, l'université à peine 200, et que si l'on ne remédiait au mal, l'université courait à sa ruine. On autorisa les Jésuites à faire des cours de philosophie et de théologie à l'université ; on leur accorda, en 1594, cinq chaires, mais on leur interdit de faire des cours de philosophie dans leur collège. Deux ans après, cette mesure était rapportée et les Jésuites reprenaient leurs conférences dans leur collège. En 1622, Ferdinand II

autorisa de nouveau l'Ordre à enseigner à l'université la philosophie, la théologie et les humanités, mais à la condition que d'autres professeurs fussent également admis à la faculté de théologie. Les Dominicains, en effet, soutinrent la lutte pendant trente ans. En revanche, les Jésuites furent les maîtres incontestés de la faculté des lettres. Le compromis ou la pragmatique sanction de Ferdinand II avait évidemment placé l'université de Vienne sous l'influence dominante des Jésuites; l'histoire de cette institution fut dès lors tout entière leur œuvre. Tous les éléments non catholiques furent éloignés, et l'esprit ecclésiastique envahit tout. En 1649, les Jésuites amenèrent Ferdinand à faire jurer à tous les professeurs qu'ils croyaient à l'Immaculée Conception. Les Dominicains ne voulant et ne pouvant prêter ce serment, les Jésuites les firent exclure à tout jamais de la dignité du décanat. Les conquêtes scientifiques faites par l'université, depuis l'invasion des Jésuites, restèrent au-dessous de toute attente. Lorsque la question de la réforme de l'université fut agitée sous Charles VI, le gouvernement pensa que les Jésuites étaient responsables avant tout de la

décadence des études. L'Etat leur reprocha de négliger complètement l'enseignement de la langue et de la littérature allemandes, de n'enseigner le latin que très-insuffisamment, d'employer des professeurs trop jeunes, âgés à peine de vingt ans, de les déplacer trop souvent, de tomber, en philosophie, dans de vaines subtilités et de ne pas progresser avec l'esprit du temps. L'Etat demanda un cours sur la philosophie de Descartes, la nomination d'un professeur d'histoire et l'acceptation d'un certain contrôle de la part du gouvernement. Enfin, lorsque van Swieten prit en mains la réforme de l'université sous Marie-Thérèse, il voulut expulser les Jésuites. Il les accusa d'avoir causé la perte de toutes les universités où ils avaient acquis une influence prépondérante, par exemple de Gratz, d'Ollmütz, de Tyrnau. En 1759, la commission des études déclara en corps que les Jésuites étaient la cause de la décadence prématurée de l'université. La même année, l'archevêque de Vienne, Migazzi, écrivit au cardinal Crivelli à Rome une lettre où il se plaignait de l'état pitoyable où se trouvait l'étude de la philosophie et des lettres depuis que les Jésuites en avaient pris la direction.

Il avouait que la pureté des mœurs de leurs élèves ne laissait pas moins à désirer que leur instruction. Il avait exhorté le provincial et le directeur de la maison à faire des réformes, à réparer les ruines amoncelées, mais on lui avait donné de l'eau bénite de cour, de belles promesses et rien de plus.

Les Jésuites restèrent chargés presque exclusivement et jusqu'à la suppression de leur Ordre, de la direction des gymnases (lycées) et des facultés de théologie et des lettres de l'Autriche.

L'action exercée par les Jésuites en Bohême et en particulier à l'université de Prague ne fut pas plus heureuse. Il suffirait pour caractériser l'esprit étroit dont ils étaient possédés, de rappeler qu'ils bannirent de leurs écoles et enlevèrent aux élèves les exemplaires antérieurement achetés du livre d'Erasme : « *De copia verborum* ». Cette mesure fut prise uniquement parce qu'on aurait pu se souvenir qu'Erasme de Rotterdam était, à vrai dire, le précurseur de la nouvelle hérésie. Tomek, l'historien de l'université de Prague, reproche aux Jésuites d'échauffer l'imagination de leurs élèves par les idées fausses qu'ils leur communiquent relativement à

l'influence exercée sur la vie humaine par des êtres supérieurs. Tomek cite les nombreux récits, contenus dans les mémoires des Pères, d'apparitions d'anges, de saints, de mauvais esprits, que les élèves ont vus tout éveillés, à l'église, dans la rue, au collège. Ferdinand II, nous l'avons dit, voulait remettre entièrement l'université aux mains de l'Ordre; mais l'archevêque Harrach protesta, et une décision de Ferdinand III enleva aux Pères une partie du moins de la proie qu'ils avaient saisie. En 1654, on signa un compromis en vertu duquel les Jésuites occuperaient les facultés de théologie et des lettres. Leur influence précipita la décadence de l'université. Ils obtinrent que l'on arrachât à tous les professeurs, à tous les candidats au grade de docteur, à chaque recteur, à chaque doyen, la promesse de croire à l'Immaculée Conception de Marie et de défendre cet article de foi. Ils créèrent même une fête religieuse spéciale, à l'occasion de laquelle tous les membres présents de l'université répétaient chaque année ce serment.

Le gouvernement de Marie-Thérèse fit en 1752 une ordonnance de réforme pour les études théolo-

giques et philosophiques à l'université de Prague. En vertu de cette ordonnance, l'autorité d'Aristote était abolie une fois pour toutes en philosophie; on tiendrait compte des systèmes nouveaux; on débarrasserait la physique des principes métaphysiques au moyen desquels on expliquait les phénomènes de la nature, on la traiterait comme une science expérimentale; on s'interdirait toutes les subtilités grâce auxquelles on mettait les sciences naturelles d'accord avec la Bible. Les Jésuites résistèrent énergiquement, quoique inutilement, à ces innovations. Leur position fut ébranlée encore davantage, lorsque Marie-Thérèse institua, à côté des deux professeurs de dogmatique de leur Ordre, deux autres professeurs pris dans l'Ordre des Dominicains et des Augustins et chargés d'enseigner la théologie d'après Augustin et Thomas. La résistance des Jésuites ne servit qu'à une chose : elle convainquit le gouvernement que leur plan d'études ne souffrait aucune amélioration. Avec l'Ordre disparut le dernier grand obstacle qui s'opposât à la réforme de l'enseignement en Bohême.

Les Jésuites se maintinrent à l'université de Fribourg en Brisgau de 1620 à 1773. Ils manifestes-

tèrent l'ambition d'occuper toutes les dignités de l'université. L'historien Schreiber estime qu'ils n'ont laissé d'autres souvenirs scientifiques que leurs noms.

Après avoir éprouvé des vicissitudes diverses à Heidelberg, après avoir été tolérés puis chassés à plusieurs reprises, ils fondèrent, en 1703, un collège et, en 1712, une église dans cette ville. Le Jésuite Usleben, professeur de droit canonique, causa un grand scandale en 1715, en soutenant publiquement les thèses suivantes : 1) Nul orthodoxe ne peut en bonne conscience fréquenter les hérétiques parmi lesquels il faut ranger les Calvinistes. 2) Il est permis de priver les hérétiques de toutes leurs dignités et fonctions, et même de les tuer. 3) Les princes, invités par l'Eglise à agir et qui négligent d'extirper l'hérésie et d'exterminer les hérétiques, doivent être éloignés du gouvernement; leurs pays seront occupés par d'autres princes catholiques. — Les professeurs réformés, prévenus de la nature de la discussion publique, avaient porté plainte pour la faire interdire. Les thèses n'en furent pas moins soutenues, et Usleben resta à Heidelberg, sous la protection du prince Jean-Guil-

laume. — En 1728, Jean-Martin Lauber soutint qu'il fallait refuser tout enterrement honorable aux Luthériens et aux Calvinistes, confisquer leurs biens, brûler leurs personnes. Il est vrai qu'on ne leur intentait plus de pareils procès depuis la paix de Westphalie, mais Innocent X ayant toujours rejeté cette paix, il en résultait que les hérétiques ne pouvaient se sentir en sécurité dans l'empire romain. — Les Jésuites exercèrent, jusqu'à la suppression de l'Ordre, une grande influence sur l'université de Heidelberg. En 1715, dix mille personnes se confessèrent à eux et reçurent la cène de leurs mains; en 1759, ce chiffre était monté à trente-huit mille. Ils surent gagner le peuple par des processions, des missions et des pèlerinages. Même après leur suppression, Charles-Théodore leur laissa plusieurs chaires à l'université et au gymnase (lycée).

L'université de Breslau est l'œuvre des Jésuites. Le fondateur, le Père Wolff, avait été un esprit éminent. Mais là aussi la science fut cultivée d'une manière imparfaite, et la décadence ne se fit pas attendre. On n'enseignait que la philosophie d'Aristote; quant aux sciences naturelles, c'est à

peine s'il en était question. De 1702 à 1773, 203 professeurs avaient été pris dans l'Ordre de Jésus; sur ce nombre, 133 n'ont pas publié le moindre ouvrage; quelques-uns seulement ont fait imprimer un discours académique; sur les 70 restants, plusieurs n'ont publié que des thèses, des ouvrages d'édification, des écrits polémiques. Les travaux d'histoire publiés par les Jésuites de l'université de Breslau ne répondent en aucune façon aux exigences de la critique telle qu'on la comprenait au dix-huitième siècle. En général, les professeurs de l'Ordre n'ont fait avancer aucune des branches de la science, à cette université. Les Jésuites n'ont pas même disposé toujours du personnel nécessaire pour remplir dignement les chaires de la faculté de théologie et des lettres. L'enseignement de cette dernière faculté est resté très-incomplet sous leur direction.

L'évêque Jules de Mespelbrunn avait confié aux Jésuites les chaires des facultés de théologie et des lettres de Wurzburg : entre leurs mains, ces facultés déclinerent de la plus pitoyable façon. Ils fermèrent l'université au courant rénovateur du dix-huitième siècle, non-seulement pour conserver la

pureté intacte de la doctrine chrétienne, mais pour maintenir leur propre autorité. Les plus considérables de leurs élèves, tels que Schmidt, Oberthür, Onymus et Berg, finirent par s'élever contre eux et répudièrent leur méthode d'enseignement et d'éducation. L'instruction religieuse populaire, donnée par les Jésuites, était superficielle, comme leur enseignement supérieur; elle avait pour but de conserver une orthodoxie inerte, fermée à la lumière de la pensée, d'assurer l'acceptation aveugle des décrets de l'Eglise, de propager des exercices de piété et des pratiques mécaniques, des superstitions grossières, des mièvreries et des coquetteries religieuses puériles. Le catéchisme du Père Vogler nous en fournira des exemples instructifs.

Nous y trouvons un livre intitulé : « Jeux d'enfants », et contenant un chapitre ayant pour titre les mots : « Amusements avec l'enfant Jésus. » Dans ce chapitre, nous copions le dialogue suivant : « Le jeu est-il permis dans votre Société? — Nous jouons et nous nous amusons toute la journée. — Jouez-vous aux cartes et aux dés? — Ce sont les vauriens et les têtes de linottes qui jouent à ces jeux. — Vous

jetez-vous des boules de neige et de boue? — Les enfants mal élevés, les valets et les garçons d'écurie se livrent à ces sortes d'exercices. — Est-il permis de gambader, de lutter ensemble, de se rouler les uns sur les autres? — L'enfant Jésus ne tolère pas de bouc bouquinant dans sa Société. — A quoi jouez-vous donc? — Nous élevons de petits autels, nous allons en pèlerinage, nous portons des croix, nous visitons des églises, les tombes des saints, nous chantons des psaumes, vêpres; nous jouons au ballon, avec des poupées, etc. — Quand joues-tu avec les poupées, etc.? — Non-seulement quand j'orne mon petit autel, mais surtout quand je place le cher enfant Jésus et mon petit ange gardien à côté de moi, à l'école, à la table, etc. — Qu'est-ce que les ballons que te jette l'enfant Jésus? — Ce sont deux grands et beaux ballons, le ciel et la terre, que je jette à mon tour à Jésus quand je m'en sers à sa gloire et à son honneur. — Comment allez-vous à cheval sur des bâtons? — Nous enfourchons le pied de la croix, nous chantons, et nous montons vers le ciel. »

On le voit : cette méthode était faite pour dresser

extérieurement et systématiquement les enfants à la piété; elle était employée non-seulement dans l'instruction populaire, mais encore dans celle qui s'adressait aux jeunes gens nobles. On peut s'en convaincre en parcourant « *le jeune Joseph* », rédigé par le Jésuite César Calini et inspiré tout entier de l'esprit du catéchisme de Vogler.

L'enseignement théologique et religieux ne servait qu'à une chose : à former de grands enfants.

L'esprit dans lequel les Jésuites cultivaient la science éclate d'une façon frappante dans les questions insensées qu'ils soumettaient aux candidats au doctorat. A Fribourg en Brisgau, on posait les questions suivantes : « Quel promoteur a conféré la dignité doctorale à la Vierge Marie? — Le manteau dont elle couvre ses protégés est-il le manteau philosophique? — Comment Symmaque s'y est-il pris pour apparaître dans la tête d'un poisson frit au roi arien Théodoric, qui l'avait fait mettre à mort? — En vertu de qui, et par la grâce de qui Boëthius eut-il la force de porter à l'église la plus proche, dans ses mains, et tout en parlant, sa tête coupée par le même roi? — Où se trouve la descente aux en-

fers? — Au moyen de quels artifices les diables revêtent-ils, à la grande terreur des habitants de l'enfer, la forme de centaures, de satyres, etc.? — Tout est-il vanité dans le monde, et jusqu'à quel point? — L'onguent des armes (*unguentum armarium*) guérit-il par sympathie naturelle les blessures des absents? — Pourquoi le sang d'un homme tué entre-t-il en ébullition à l'approche du meurtrier? »

A Breslau on soutenait des thèses comme celle-ci : « Le monde a été créé au printemps; le fait qu'aussitôt après la chute, Adam a pu se couvrir d'une fourrure, ne prouve pas en faveur de l'automne ». En 1700, on discuta à Wurzbourg, sous la présidence du Père Zink, une thèse sur l'effet des améthystes, qui chassent les vapeurs de la tête et dissipent l'ivresse. Le Jésuite Schott racontait qu'en Ecosse, dans les Hébrides et dans quelques contrées de l'Inde, des canards et diverses espèces d'oiseaux croissaient sur les arbres, poussaient comme des feuilles, s'arrondissaient en restant attachés à la branche par le bec, puis se détachaient et prenaient leur vol. On publia également une thèse dont l'auteur exprimait la conviction que dans l'autre monde les élus auraient tous

six pieds de haut, le Christ ayant eu la même taille, d'après le récit des historiens et des Pères.

Les universités modernes sont pour les Jésuites l'abomination de la désolation. La *Civiltà* dit qu'elles sont des ossements non pas seulement desséchés, mais puants; l'odeur que répandent leurs doctrines est pestilentielle et mortelle.

Les Jésuites avaient juré surtout la perte des facultés de théologie catholique allemandes; ils craignaient d'y voir se produire les manifestations d'un esprit scientifique plus libre. Le premier coup fut porté à la faculté de Giessen : en 1851, l'évêque Ketteler la supprima, transporta le siège des études théologiques à Mayence, et le rattacha au séminaire de cette ville. Depuis cette époque, et notamment depuis le concile du Vatican, toutes les facultés de théologie catholiques comptant dans leurs rangs des professeurs qui n'admettaient pas les dogmes jésuitiques, ont été plus ou moins ruinées. L'université épiscopale de Louvain même, dont l'ambition est de soumettre la culture tout entière de la Belgique à l'esprit catholique, n'a pas trouvé grâce aux yeux des Jésuites; ils ont poussé leur hostilité contre

cette institution indépendante au point d'ordonner à leurs élèves de suivre les cours des universités de l'Etat, Liège ou Gand; le résultat en est que Louvain perd annuellement près de 110 élèves, dont 90 renforcent le parti libéral ou anticlérical.

Les frères Augustin et Aloïse de Backer portent à 9,000 le nombre des écrivains qui ont appartenu à l'Ordre des Jésuites. Cette littérature s'étend à toutes les branches des connaissances humaines; mais le nombre des auteurs considérables est imperceptible, en regard de la foule immense des écrivains sans valeur. La Chalotais se le demande avec raison : « Que faut-il penser d'une institution scientifique qui a besoin d'un ordre du général ou de la congrégation générale pour changer de grammaire, pour adopter un système de physique ou d'astronomie; d'une institution qui sur ses 50,000 professeurs de philosophie, n'en compte pas un qui ait quelque réputation, qui, avec le même nombre de professeurs de littérature, a produit si peu de bons ouvrages littéraires, et si peu de mathématiciens sur ses 2,000 professeurs de mathématiques ? »

La théologie, considérée par les Jésuites comme

la première des sciences, a été cultivée par eux avec le plus grand zèle. Ils ont développé surtout la dogmatique sous la forme polémique, et la morale sous la forme de la casuistique. A la tête des controversistes brillent Bellarmin avec ses célèbres « *Disputationes de controversiis fidei articulis* », Gretzer, Tanner, Four, Valentia, Cotton et d'autres. Moehler dit que, sous la main des Jésuites, la dogmatique s'est changée en un squelette de notions arides, stériles, et que l'influence exercée par eux sur la science morale a été particulièrement funeste. Quant aux études bibliques, les Jésuites les ont négligées et jamais ils n'y ont apporté de sens critique ou historique. L'Ordre n'a produit sur ce terrain qu'un seul véritable savant, l'Espagnol Jean Maldonat, à qui les protestants eux-mêmes ont rendu témoignage. Il a publié des commentaires remarquables sur les évangiles et sur les prophètes. Mais homme d'un esprit trop indépendant, Maldonat n'était pas un savant selon le cœur de la Société de Jésus. Les Pères du collège de Pont-à-Mousson, chargés de publier après sa mort son commentaire des quatre évangiles, l'ont falsifié et mutilé.

Il répugnait aux Jésuites de traduire la Bible dans les langues nationales : ils ne désiraient pas qu'elle fût mise aux mains du peuple. Mais lorsqu'en France il se répandit un certain goût pour la lecture de la Bible, ils se virent obligés de publier des traductions et des commentaires du Nouveau Testament ; Bouhours et Lallemand, entre autres, se livrèrent à ces travaux. Mais les Jésuites organisèrent une véritable persécution de la traduction du Nouveau Testament imprimée à Mons par les savants de Port-Royal ; ils obtinrent même un bref du pape en ordonnant la suppression.

Les Jésuites ont essayé de falsifier de mainte façon l'histoire de l'Eglise. Le grand ouvrage « *les Actes des saints* » ne doit être consulté que sous bénéfice d'inventaire. Pallavicini a écrit une histoire du concile de Trente dans l'intention de défendre les intérêts de Rome et de réfuter Sarpi. Sirmond, savant distingué, a publié un recueil des décrets des conciles et les ouvrages de plusieurs auteurs ecclésiastiques. Une autre édition des décrets conciliaires a été publiée par Hardouin, esprit bizarre, qui soutenait que tous les ouvrages que l'on attribuait aux

anciens, sauf les écrits de Cicéron, l'histoire naturelle de Pline, les *Géorgiques* de Virgile, les satires et les épîtres d'Horace et quelques autres écrits, avaient été fabriqués au treizième siècle. Il prétendait également que tous les livres attribués aux Pères de l'Eglise avaient été composés au treizième siècle par une société d'hommes impies. Les membres de son Ordre lui ayant demandé de se rétracter, il obéit publiquement, mais il n'en conserva pas moins ses vues singulières. L'édition des décrets conciliaires publiée par lui parut à Paris en 1715; mais l'éditeur s'étant permis un grand nombre de suppressions et de falsifications en faveur du système papal, le Parlement interdit la vente.

Le nombre des écrivains philosophiques de l'Ordre de Jésus est assez considérable. Est-il besoin de dire qu'avec la tutelle oppressive sous laquelle on retenait cette science, et avec l'horreur que toute spéculation libre inspirait aux Jésuites, la philosophie était condamnée à se développer moins encore que les autres branches du savoir humain. Nous aurons caractérisé d'un mot les travaux de l'Ordre, quand nous aurons dit qu'ils étaient une sorte de post-scriptum de la

scolastique, une reproduction des spéculations du moyen âge. Dans le droit naturel seul, les Jésuites ont produit des travaux indépendants et en partie inspirés par un esprit libéral. Dans cette branche, il faut nommer l'ouvrage en six livres de Molina, intitulé : « *De la justice et du droit* ».

Parmi tous les écrivains philosophiques de l'Ordre c'est François Suarez de Grenade (1548-1617) qui s'est acquis le plus grand nom. Ses ouvrages, dans l'édition de Venise de 1740, ne remplissent pas moins de 23 in-folio. Suarez, lui aussi, n'est à vrai dire qu'un scolastique ; il n'a pas ouvert de voies nouvelles à l'esprit humain, il s'est borné à apporter des preuves scientifiques à l'appui du système ecclésiastique et à le défendre contre les objections. Dans ce travail, il s'est inspiré des ouvrages de Thomas d'Aquin. Il faut l'avouer cependant : il a fait preuve d'un esprit pénétrant, il a cherché à produire des arguments nouveaux et il a su éviter par de subtiles distinctions bien des conséquences fâcheuses de la doctrine de son maître Thomas. La philosophie de Wolff se conciliait facilement avec la scolastique sèche et aride des Jésuites ; aussi cette philosophie

a-t-elle été introduite dans les collèges de l'Ordre, même à Rome.

En 1850, on fonda à Naples la *Civiltà cattolica*, destinée à être une revue littéraire, politique et philosophique. La rédaction ne tarda pas à être transférée à Rome. Elle déclara que sa tâche était de ramener la tendance et les idées de la civilisation sur le terrain de l'Eglise catholique, dont elles s'étaient éloignées depuis trois siècles. Bresciani inséra dans la revue des nouvelles, Tapparelli d'Azeglio, frère de Massimo d'Azeglio, des traités de droit et de droit canonique ; Liberatore y publia des études de philosophie spéculative. Il écrivit, entre autres, un « Essai sur la connaissance », où il s'inspirait de Thomas et de la scolastique. Ces derniers travaux philosophiques de l'Ordre ont encore moins de valeur que les précédents et ne peuvent avoir de signification ni d'effet à notre époque, il n'est pas besoin de le dire.

Ecrire des traités d'histoire inspirés par l'amour de la vérité, cela était tout simplement impossible à l'Ordre de Jésus. Rien de plus instructif à cet égard que les documents publiés naguère par Friedrich.

L'avis donné par les censeurs de l'Ordre sur l'Histoire de la Bavière par le Père Bervaux, prouve que la Société ne peut dire la vérité parce qu'elle est forcée de tenir compte de l'autorité du saint-siège, de la faveur des princes, des attaques des hérétiques : elle est tenue, non point de reproduire l'image exacte du passé, mais de falsifier et de passer sous silence, de faire de la politique, pour ne point s'aliéner les sympathies du pape et des princes catholiques. Par conséquent, lorsqu'il s'agit de raconter les conflits entre les puissances bien pensantes, il faut louvoyer habilement, afin de n'en froisser aucune. Le premier des censeurs estime que le récit véridique du règne de l'empereur Louis de Bavière comprendrait beaucoup de faits qui ne sont pas à l'honneur du pape ni de l'empereur et qui les exposeraient aux risées des hérétiques; il faudrait donc les supprimer ou les résumer, au lieu de les raconter en détail. Le récit exact des défaites pendant la guerre de Trente ans paraît compromettant pour la gloire de la maison de Bavière, et dangereux pour la Société, puisque la responsabilité de ces revers retombe sur les têtes couronnées. Il s'agit donc d'af-

faiblir ou de taire la maudite vérité. — Le second censeur pense que l'intérêt de l'Ordre et les obligations qu'il a contractées envers les princes les plus puissants de l'Europe ne permettent pas de traiter de nombreux chapitres de cette histoire selon la manière de l'auteur et de publier l'ouvrage sous le nom de la Société. Il propose diverses modifications, pour la plus grande gloire du prince électeur. — Le troisième censeur conseille de supprimer plusieurs passages alléguant des faits positifs mais qui pourraient blesser. Il est, lui aussi, d'avis que l'ouvrage ne pourra pas porter le nom d'un membre de l'Ordre : l'Ordre ne doit pas faire le récit des guerres entre les princes chrétiens, encore moins celui des guerres du présent siècle. En second lieu, Bervaux a eu le tort de raconter un grand nombre de faits qui sont incontestables mais qui jettent un blâme sur la conduite de l'empereur et des princes les plus puissants. C'est ainsi qu'il est impossible de défendre sur certains points Maximilien sans condamner l'empereur, etc. — En conséquence, le général Goswin Nickel écrit au provincial Speiser, à Augsbourg, que le travail du Père Bervaux ou bien ne

verra pas le jour ou bien sera publié sans nom d'auteur ; dans ce cas, on n'y laissera subsister rien qui puisse mécontenter les princes ou laisser supposer que l'ouvrage a pour auteur un membre de l'Ordre de Jésus. Dans un écrit adressé au provincial Veihelin, à Augsbourg, le général dit que, si l'électeur, en dépit de toutes les instances de la Société, persiste à demander la publication de l'ouvrage, on devra le soumettre préalablement à la censure de Rome, la huitième congrégation générale ayant promis au pape de faire reviser à Rome tous les livres de l'Ordre où l'on pourrait redouter de trouver une offense quelconque.

Le Jésuite André Brunner en a fait lui-même l'aveu dans une lettre écrite le 4 juillet 1636 à Elie Ehinger : « L'Ordre de Jésus ne supporterait pas la libre recherche, quand même tel ou tel membre voudrait s'y adonner ». Il fut interdit à Brunner de publier son « Histoire de Louis de Bavière », et l'on confisqua « l'Histoire de la Bavière » par Rader, parce que l'auteur soutenait Louis de Bavière contre les prétentions papales.

Le plan d'études de la Société de Jésus de Land-

shut, rédigé en 1833, recommande de prendre pour guide de l'enseignement historique dans les gymnases les misérables *Rudimenta historica* du siècle dernier, ouvrage rempli de fables et des miracles les plus grotesques, inventés pour la glorification de la papauté. La haine des hérétiques et surtout de Luther s'y donne libre carrière. On y raconte gravement que l'empereur Maximilien a vu à Augsbourg, en 1518, le diable en personne assis sur les épaules de Luther. Le mariage de Luther est « un acte de débauche blasphématoire, un crime pendable » ; la confession d'Augsbourg « cousue de divers lambeaux, de toutes sortes de mensonges, de supercherries, de blasphèmes, rejetés depuis longtemps ». En général, l'hérésie protestante est un « châtiment dont Dieu a frappé les peuples du Nord à cause de leurs vices débordants ». Précieuses aussi sont les histoires merveilleuses que l'on fait passer pour des faits historiques. A la fête de Saint-Clément, la mer s'est retirée pour laisser aux chrétiens le libre accès de la tombe élevée, sous l'eau, par la toute-puissance de Dieu. Grégoire, l'homme aux prodiges par excellence, a déplacé par la prière une monta-

gne qui gênait la construction projetée d'une église. Sur la prière du saint ermite Günther, un paon rôti s'est envolé subitement de la table du roi Etienne de Hongrie.

Du reste, le ton sur lequel le pauvre auteur des *Rudiments* parle de Luther, est le ton des historiens officiels de l'Ordre de Jésus. Voici comment Orlandini, par exemple, raconte la mort du réformateur : « Dieu enleva de la terre cette crapule, ce semeur de maux sans nombre, ce véritable antéchrist. Je ne puis prendre sur moi de nommer le monstre par son nom. Ce renégat de la foi catholique, cet échappé des couvents, cet auteur de toutes les hérésies, ce scélérat détesté de Dieu et des hommes, fut surpris la nuit par une maladie subite et enlevé, après s'être livré aux plus grands excès et avoir dit ses bons mots habituels. L'âme damnée s'en alla, morceau prédestiné à Satan, dont le ventre se repaît de pareille chère (1). » Del Rio raconte à son tour que des démons ont quitté des possédés en Belgique et ont pris leur vol pour venir assister à l'enterrement de Luther. Les historiens jésuites empruntaient leur

(1) *Hist. Soc. Jesu*, I, lib. 6, nr 59.

style aux bulles papales. Nous lisons, en effet, dans la sentence prononcée sur Luther et confirmée par Charles-Quint à Worms, le 8 mai 1521, que « Luther n'était pas un homme, mais le diable lui-même qui, sous forme humaine et pour la perte du genre humain, ramassa et jeta dans une fosse à purin tout le fumier des hérésies depuis longtemps condamnées, pour détruire toute paix, tout amour évangélique, sous couvert de confesser l'Evangile ».

On le voit : il faut se défier de toute œuvre historique écrite par un Jésuite, l'histoire étant au service de la politique de l'Ordre. Non-seulement la Société s'est permis des falsifications et des suppressions ; elle a nié l'authenticité des pièces les plus dignes de confiance, elle a même fabriqué des documents. C'est ainsi que le Jésuite Juchofer a inventé dans ses annales ecclésiastiques de la Hongrie une bulle de Sylvestre II, dans le but de constater que le royaume était complètement indépendant du saint-siège ; une série de Jésuites ont défendu l'authenticité de cette pièce fabriquée. D'autre part, Damberg révoque en doute l'authenticité de documents compromettants pour les papes, par exemple des lettres écrites par

Martin IV à l'époque de sa lutte avec Pierre d'Aragon. C'est donc avec juste raison que Leibnitz a conseillé de ne jamais confier la direction d'une bibliothèque ou d'archives quelconques à un Jésuite, de peur de le voir falsifier ou supprimer les choses qui lui déplairaient.

L'Ordre lui-même a pris soin de faire écrire son histoire. Le premier volume, contenant le récit de la fondation de la Société, a été rédigé par Orlandi. Le deuxième, le troisième, le quatrième et la première partie du cinquième, ont pour auteur Sachini; ils contiennent l'histoire du généralat de Lainez, de Borgia, de Mercurian et d'Aquaviva. La seconde partie du cinquième volume est de Jouvençy. Le dernier volume a été rédigé par Cordara. Sachini a passé sous silence tout ce qui n'a pas eu le don de lui plaire; il n'a choisi parmi les faits qui étaient à sa disposition que ceux qui font honneur à l'Ordre.

Parmi le peu d'historiens importants qu'ait produits l'Ordre, il faut citer en première ligne Mariana, avec son « Histoire d'Espagne »; c'est un ouvrage plein d'érudition, inspiré par l'amour de la vérité. « L'Histoire de France » de Gabriel Daniel mérite également

d'être mentionnée. Le duc de Saint-Simon dit que les connaisseurs méprisent cet ouvrage : l'auteur s'est proposé de montrer que la plupart des rois de la première race, plusieurs de la seconde et quelques-uns de la troisième ont été des bâtards reconnus, fruits de l'adultère et d'un double adultère, et que leur naissance ne les a nullement exclus du trône. Daniel voulait rendre plausible la possibilité de la succession au trône pour les bâtards de Louis XIV, à une époque qui avait vu mourir l'un après l'autre le dauphin et son fils aîné, et pour le cas où les héritiers légitimes feraient défaut. Aussi toucha-t-il une pension de deux mille francs pour son ouvrage, et en en jouissant, se moquait-il des attaques que lui valait son livre. Daniel écrivit aussi « l'Histoire de la milice française », que le tacticien Folard regardait comme le meilleur ouvrage de ce genre. L'historien le plus éminent de l'Ordre est le Néerlandais Papebroch (1628-1714), qui rédigea, en 14 in-folio, les mois de Mars, Avril, Mai et Juin des « *Acta sanctorum* ». Il y a fait preuve d'un esprit critique indépendant; il disait qu'il aimait mieux ne rien écrire que de ne pas écrire la vérité; il exprima le désir

de voir supprimer les fables contenues dans le bréviaire et le martyrologe. Cette franchise lui valut la haine de l'Inquisition d'Espagne, qui rejeta les quatorze premiers volumes des *Actes*, sous prétexte qu'ils contenaient des hérésies. Papebroch a porté un jugement très-sévère sur la façon d'écrire l'histoire de ses frères de l'Ordre de Jésus.

« L'Histoire du peuple de Dieu » par Berruyer, est une œuvre bizarre; dans la première partie, le texte de la Bible est chargé des couleurs du roman, les patriarches sont représentés comme des Céladons, les femmes comme des Astrées, les histoires d'amour sont racontées avec les plus grands détails et sous les couleurs les plus vives, comme, par exemple, la scène entre Joseph et la femme de Putiphar, les coquetteries de Judith avec Holopherne, etc. Dans l'histoire du Nouveau Testament, Berruyer a trouvé moins d'occasions de donner libre carrière à son imagination. Le grand scandale que causa le livre frappa de terreur le général; deux papes, Bénédict XIV et Clément XIII, le condamnèrent.

Plus de trois cents Jésuites ont écrit des grammaires et des ouvrages élémentaires sur des langues

mortes ou vivantes. Les Jésuites ont enseigné plus de quatre-vingt-quinze langues. C'est le Père Adler qui a inventé le « *Gradus ad Parnassum* ».

Dans les mathématiques et les sciences naturelles, nous trouvons des savants de premier ordre appartenant à la Société de Jésus; mais la Société a souvent consacré tous ses efforts à combattre les grandes découvertes qui semblaient menacer l'arche sainte de ses dogmes. Bellarmin a été l'âme de la persécution dirigée contre Galilée.

Le Père Scheiner, professeur de mathématiques à Ingolstadt, fut forcé de combattre Copernic. Cet astronome avait découvert en 1575 les taches solaires et les satellites de Jupiter. On raconte que Scheiner avoua au Père Buscé qu'il avait observé lui-même à l'aide du télescope les taches qui se trouvent dans le soleil : le Père Buscé le repoussa et l'accusa d'hérésie. « J'ai lu Aristote et n'y ai rien trouvé de pareil; tu peux donc être certain que ce que tu as cru voir n'a été qu'une illusion de tes sens ou du télescope ». — Le Père Jean-Baptiste Riccioli comptait, lui aussi, parmi les astronomes les plus savants du dix-septième siècle; l'Ordre le chargea

également de combattre l'enseignement de Copernic. Riccioli l'attaqua par toutes sortes de raisons, mais en des termes tels qu'on pouvait le soupçonner de vouloir ruiner la cause qu'il était chargé de défendre. Selon lui, le système de Copernic était le plus beau, le plus simple, le mieux ordonné; mais ses supérieurs le forcèrent d'en opposer un autre, selon lequel le soleil tournait autour de la terre.

— En 1727 les Jésuites soutenaient encore avec enthousiasme cette idée, que le soleil se meut au milieu du ciel, comme un roi au milieu de son royaume, comme un père au milieu de sa famille.

Le Père Athanase Kircher (1602-1680) a inventé la sténographie.

Parmi les grands mathématiciens, physiciens et astronomes de l'Ordre, il faut citer encore : Christophe Clavius, que Grégoire XIII chargea d'améliorer le calendrier; Zuchi, qui donna les premières indications pour la fabrication de télescopes catadioptriques; Eschinardi, qui découvrit la célèbre comète de 1668 et écrivit sur le percement de l'isthme de Suez; François Maria Grimaldi, qui fit des découvertes importantes relatives à la théorie de la lu-

mière; Roger Joseph Boscovich. Ce dernier fit d'importantes découvertes astronomiques, composa de nombreux travaux sur l'optique, trouva le moyen d'empêcher l'écroulement de l'église de Saint-Pierre à Rome, de dessécher les marais Pontins, écrivit en 1758 un ouvrage intitulé « *De philosophiæ naturalis theoria* », qui devint pour un grand nombre de mathématiciens le point de départ de leurs travaux. Enfin, il nous reste à mentionner François de Vico, qui découvrit plusieurs comètes, les deux satellites les plus rapprochés de Saturne, un grand nombre d'étoiles, et étendit nos connaissances relatives à l'atmosphère de Saturne; Angelo Sechi, un des premiers physiciens, mathématiciens et astronomes du temps présent. Un grand nombre d'observatoires ont été créés et dirigés avec succès par les Jésuites.

L'invention des ballons est due au Jésuite Gusmao; elle ne lui porta point bonheur. Lorsqu'il fit monter un ballon à Lisbonne, l'Inquisition l'accusa d'être un sorcier, un enchanteur, et le fit condamner à la prison. Les frères de l'Ordre le délivrèrent et l'emmenèrent en Espagne, mais il mourut bientôt après, consumé par le chagrin. Lana Terzi a inventé

la machine à semer, l'instruction des sourds-muets, un moyen pour les aveugles-nés de communiquer leurs impressions.

Nous avons vu plus haut que les Jésuites ont cultivé aussi l'art militaire. L'Hoste et Charles Borgo se sont particulièrement distingués dans cette branche. Le premier a écrit un ouvrage très-important sur la construction des vaisseaux de guerre; le second, sur la fortification et la défense des places de guerre. Borgo dédia son travail à Frédéric-le-Grand; le roi, enchanté, nomma l'auteur lieutenant-colonel honoraire du génie.

Le Jésuites publiaient depuis 1701 les *Mémoires de Trévoux*, une sorte d'encyclopédie pour l'histoire des sciences et des arts. Lorsque Diderot commença la sienne, ils cherchèrent à lui imposer leur collaboration, mais on n'accepta pas leurs services.

Le célèbre jésuite Bellarmin a rédigé une autobiographie et professé la plus grande admiration pour sa propre personne, comblée par Dieu de dons surnaturels. Il prétend avoir écrit le mémoire sur la prière d'un frère et d'un ami, mais l'autobiographie montre trop clairement qu'il l'a rédigée dans l'intérêt

de sa béatification et de sa canonisation. Cet écrit renferme beaucoup d'indications qui caractérisent l'esprit et les pratiques du jésuitisme. Bellarmin raconte qu'on le chargea d'expliquer les œuvres de Démosthènes et de Cicéron au collège de Mondovi, et qu'il ne savait rien de la langue grecque, sauf l'alphabet. Il dit à ses élèves qu'il commencerait par leur apprendre les éléments, après quoi l'on passerait à l'étude de Démosthènes. C'est ainsi qu'il apprit au prix de grands efforts ce qu'il devait enseigner aux autres.

La manière dont Bellarmin célèbre les succès qu'il prétend avoir remportés comme professeur et prédicateur, jette un jour singulier sur la modestie jésuitique. Il raconte qu'un jour, après un de ses sermons, les chanoines s'étaient écriés : « Une autre fois vous prêcherez vous-même, aujourd'hui c'est un ange du ciel qui a prêché ». Bellarmin n'oublie pas de parler de ses dons et de ses inspirations célestes. En 1589, il prédit que Sixte-Quint mourrait dans la même année ; il prédit également la date de la mort de Clément VIII. Il avoue qu'il a fait de l'astrologie au collège de Mondovi.

Un service particulier que Bellarmin rendit à Sixte-Quint et qu'il mentionne avec la satisfaction la plus intime dans son autobiographie, empêcha la réalisation de son plus cher désir. En 1591, Grégoire XIV se demanda ce qu'il ferait de la Bible de Sixte-Quint, dans laquelle se trouvaient beaucoup de passages corrigés mal à propos. Un certain nombre d'hommes considérables opinèrent qu'il fallait l'interdire publiquement. Bellarmin prouva au pape qu'on ferait mieux de la réviser et de la publier de nouveau, après correction, pour l'honneur du pape. Il fallait donc supprimer au plus vite tous les passages falsifiés, publier de nouveau la Bible sous le nom de Sixte-Quint et dire dans la préface que, par suite de l'inadvertance des typographes, toutes sortes de fautes d'impression s'étaient glissées dans la première édition. Cette proposition agréa au pape et fut réalisée. Bellarmin fut préposé à la correction, et la Bible publiée avec une préface du Jésuite, par Clément VIII, après la mort de Grégoire XIV et d'Innocent IX, et sous le nom de Sixte-Quint.

Cette pieuse supercherie, destinée à sauvegarder

l'infailibilité papale, fut divulguée par Bellarmin lui-même, tourmenté du besoin de louer sa propre personne aux dépens du souverain pontife. Le secret trahi empêcha la canonisation de Bellarmin, demandée par la Compagnie de Jésus, qui se proposait de le placer en qualité de « docteur immaculé » à côté de Thomas d'Aquin, le « docteur angélique ». Bellarmin se fait gloire de sa ruse, comme d'un acte tout particulier de piété, car il a rendu par là le bien pour le mal à Sixte, qui avait fait mettre à l'index son livre sur « le souverain pontife »; mais un mensonge aussi évident semblait se concilier difficilement avec le caractère d'un saint de l'Eglise romaine, aussi les Jésuites ont-ils mis tout en œuvre pour faire disparaître l'autobiographie de Bellarmin.

Bellarmin raconte en outre qu'il avait eu beaucoup de chances de devenir pape, mais qu'il avait refusé cette dignité. Comment concilier avec cette assertion les paroles où il affirme qu'il ne hait point ceux qui ont empêché son élection, et qu'il ne s'afflige point de l'échec de sa candidature, les fonctions du pape étant les plus périlleuses du monde?

Il prétend également que c'est à ses efforts qu'est due la béatification du fondateur de son Ordre.

A la fin de son autobiographie, l'auteur, jaloux des honneurs rendus à la mémoire de Loyola, déclare qu'il n'a rien dit de ses vertus, ne sachant pas s'il en possédait réellement; il s'est tu sur ses vices, car ils ne méritent point d'être mentionnés.

Les Jésuites n'ont exercé aucune influence sur la littérature allemande du dix-huitième siècle. Balde, qui n'était point dépourvu de sentiment poétique, prétendait que la langue allemande ne se prête pas à la versification. Il publia un écrit destiné uniquement à railler les poètes allemands de son temps. Angelus Silésius et Frédéric Spée publièrent des poésies en langue allemande. Silésius, plein de l'esprit mystique d'Ekhard et de Tauler, développa dans son « *Voyageur chérubinique* » un système théosophique profond, où l'on reconnaît le précurseur des philosophes panthéistes modernes. Il rédigea ensuite la « *Joie sainte de l'âme ou cantiques pieux* », dont un grand nombre a été introduit et conservé jusqu'à ce jour même, dans l'Eglise protestante. Silésius écrivit en outre « *la Contemplation des quatre*

choses de la fin », dans le but de détourner du péché par la vive peinture des tourments de l'enfer, et d'attirer à la vertu par la description matérielle des joies célestes. Rien de plus grossier, de plus dégoûtant que cette peinture des châtiments infernaux ; rien de plus sensuel que la description des joies du paradis.

Frédéric Spée publia « *l'Emule du rossignol* », ainsi appelé parce que les chants que contenait ce recueil devaient, dans la pensée de l'auteur, rivaliser avec ceux du rossignol. On y trouve un sentiment intime de la nature, un profond sentiment religieux, exprimés dans un langage d'une élégante souplesse.

Les Jésuites n'ont rien inventé en fait de style en architecture et dans les arts qui s'y rattachent ; mais ils ont contribué à répandre les principales formes qui existaient de leur temps. De la seconde moitié du seizième siècle au dix-huitième siècle, ils ont travaillé à faire triompher le style de la dernière période de la Renaissance. Ils y ont déployé une ardeur telle que l'on a tout simplement appelé ce style le style jésuitique. Ils l'ont transplanté dans le Nord,

l'y ont acclimaté, et l'ont employé également en sculpture et en peinture.

En 1575, on entreprit à Rome la construction de l'église modèle des Jésuites, de l'église *del Gesu*. Le cardinal Alexandre Farnèse chargea le célèbre architecte Vignola de dresser les plans et de diriger les constructions; elles furent achevées par l'élève de Vignola, Giacomo della Porta. Vignola était un des représentants de la tendance sévère de l'architecture de la Renaissance, et il a appliqué ses principes à plusieurs constructions profanes et sacrées. Les éléments employés à l'Eglise *del Gesu* sont ceux de la Renaissance en général : les voûtes en plein cintre ou en coupole, des rangées de colonnes ou de pilastres devant les murs qui soutiennent les voûtes, des chapelles sur les bas-côtés, de façon que les nefs latérales du style roman et gothique deviennent impossibles. Ajoutez à cela les revêtements en marbre des plans immenses et le développement toujours plus riche de la sculpture des entablements. Les voûtes en plein cintre avec leurs conséquences, les murs massifs et les colonnes qui les masquent, étaient empruntés à l'architecture romaine et em-

ployés dans un but nouveau. De même que l'église de Saint-Pierre, celle de *Gesu* forme une construction puissante, avec une coupole imposante sur le milieu de la nef en forme de croix; le chœur s'y rattache d'un côté, et de l'autre la grande nef avec ses chapelles latérales. La construction n'a qu'une grande nef, terminée par une voûte en plein cintre, et flanquée de murs puissants qui servent de contreforts. Les chapelles qui s'y rattachent des deux côtés ont également des voûtes en plein cintre ou hémisphériques. Les contreforts, qui sont opposés à la direction de la nef, rendent possible l'établissement de galeries et de fenêtres. Pour mettre de la variété et du rythme dans la masse monotone du bâtiment, on emploie des cassettes, qui consistent en des renforcements de forme carrée des voûtes. A ce système sévère de la première période de la Renaissance on rattacha bientôt une ornementation luxuriante, on fit de l'architecture un simple support des accessoires de la sculpture et de la peinture, de telle façon que les lignes pures, horizontales et hémisphériques, furent brisées et contribuèrent à l'effet pittoresque de l'ensemble. En un mot, la construction et

le plan architectural s'effacèrent devant la décoration. Ce style, mis en vogue en Italie, surtout par Borromini, à la fin du seizième siècle, resta dominant jusqu'en 1780 dans l'architecture de l'Italie, de la France, de l'Espagne et de l'Allemagne. Pozzo forgea un véritable système de décoration, qui devint la règle suivie dans la construction de la plupart des églises de l'Ordre de Jésus. Pozzo prit, par ses conseils et ses travaux d'architecte et de peintre, part à l'édification des principaux monuments de la Société. Ses estampes se répandirent dans le monde entier. Les peintres et les stucateurs n'avaient qu'à imiter ces modèles pour attirer la clientèle. Jointe aux lignes brisées et aux formes bombées des façades, des entablements, des enjolivements des portes et des fenêtres, la décoration en stuc était prédominante dans toute la construction et produisait, par l'accumulation des détails, un effet d'encombrement augmenté encore par des revêtements en marbre, naturels ou artificiels, et par des incrustations. Les lapis-lazuli, le jaspe servaient dans la plupart des églises un peu riches à donner aux autels le charme de la couleur et les reflets de la lumière. La capitale

de la Bavière se distingua, sous le règne de Maximilien I^{er}, par la fabrication du marbre artificiel de différentes couleurs, à tel point que l'artiste de la cour fut appelé auprès du roi d'Espagne. Toutes les Eglises cherchaient à se surpasser l'une l'autre par la splendeur de leurs ornements : l'Ordre des Jésuites disposait à cet égard des ressources les plus considérables. L'exposition splendide, près des deux plus grands autels latéraux du *Gesu* de Rome, des restes mortels de Loyola et de François-Xavier, donna l'impulsion à ce mouvement qui porta à orner les reliques des saints de bijoux précieux ; ces bijoux, joints au marbre aux couleurs variées, aux ornements de stuc, aux tableaux éclairés par la lumière de cierges innombrables, produisaient un effet stupéfiant sur le spectateur. Les Jésuites se servirent avant tout des travaux en métal et en bronze, pour orner leurs églises. Le tabernacle en bronze, élevé par Lorenzo Bernini au maître-autel de Saint-Pierre à Rome, fut le signal de la fabrication de ces objets véritablement monstrueux que le Père Pozzo acheva dans l'église des Jésuites et à Santa-Maria-ai-Scalzi de Venise. L'art

véritable manifeste sa puissance par des effets de la plus grande simplicité ; il ne flatte pas les sens, il renonce à la splendeur matérielle. Chez les Jésuites, la magnificence et la richesse éblouissante des détails sont destinées à exprimer la puissance spirituelle de l'Eglise et son triomphe sur tous les éléments hostiles. Est-il besoin de dire qu'elles n'expriment que les apparences de la force et qu'elles ne répondent pas aux besoins intimes et profonds de l'âme humaine ? Les innombrables peintures qui recouvrent les murs, les coupoles et les autels, les sculptures des portails représentent presque toujours la victoire de l'Eglise sur l'hérésie et l'incrédulité, les hauts faits de l'Ordre de Jésus, par des scènes historiques et légendaires, par des allégories et des visions, surtout par la personnification de ces triomphes dans la figure de Saint-Michel terrassant Satan et ses satellites. L'emblème de l'Ordre brille avant tout dans les initiales de Jésus, entourées de rayons resplendissants. De cette façon, les autels, les tabernacles, les portails, les chapelles, les églises, les plus petites châsses contenant des reliques sont les témoins des triomphes de la Société, identifiés avec ceux de l'E-

glise. On connaît partout la colossale figure en bronze représentant l'archange terrassant Lucifer au portail de l'église des Jésuites de Munich, et le tableau figurant la même scène au-dessus du maître-autel de la même église. Les Jésuites ont représenté aussi la Vierge Marie victorieuse de l'hérésie ; témoin la colonne de la vierge de Munich, avec ses quatre anges armés en guerre. Ces quatre anges en bronze, placés aux quatre coins du piédestal de la colonne, tuent les monstres gisants à leurs pieds.

Rubens a peint un grand nombre de tableaux pour les églises des Jésuites. Sur la commande du duc Wolfgang Guillaume de Neubourg, il avait exécuté le Jugement dernier pour l'église nouvellement construite des Jésuites de Neubourg ; cette œuvre fait maintenant partie de la Pinacothèque de Munich. Les grands tableaux du Belvédère de Vienne, de la main de Rubens, représentent des scènes de la vie de Loyola et de François-Xavier : ces deux saints, revêtus de leurs ornements sacerdotaux, font des miracles, l'un devant un autel, l'autre sur la terrasse d'un temple. Le célèbre élève de Rubens, Antoine van Dyck, et le groupe tout entier de ses disciples

ont travaillé également pour les Jésuites ; ils ont fait pour eux les plus grands tableaux à l'huile, de même que de petits dessins pour gravures à taille-douce : il en fallait des quantités innombrables à l'Ordre de Jésus. Il ornait non-seulement ses livres de dévotion et ses lettres de confrérie, mais encore les thèses exposées comme objet de discussion, lors des promotions publiques. Ces derniers ornements représentaient ordinairement des allégories : la foi, la science, la vertu, etc.

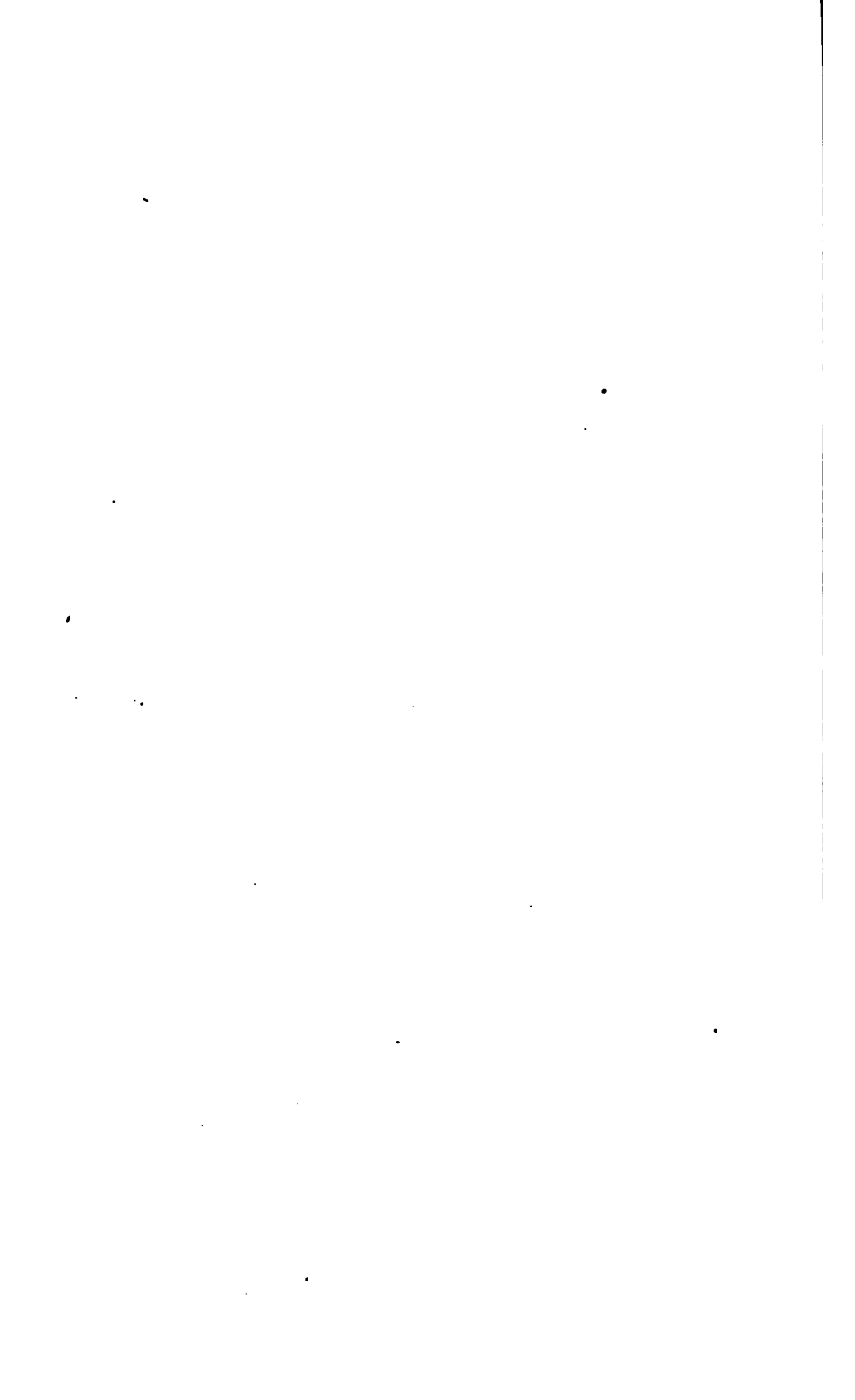
Parmi les artistes appartenant à l'Ordre même, un petit nombre seulement a dépassé le niveau de la moyenne. Les uns ont imité Pietro da Cortona, surnommé Berettini, les autres Rubens. Au premier groupe appartient Jacques Courtois, né en Franche-Comté, en 1621, et surnommé Borgognone par les Italiens ; il a fait partie de la Compagnie de Jésus. Il fut l'ami de Guido Reni et de Cerquozzi et acquit un grand renom comme peintre de batailles. Il a représenté surtout des batailles bibliques : les combats de Josué, la prière de Moïse pendant le combat contre les Amalécites. On y trouve la marque d'une imagination fouguese ; le coloris des petits tableaux

est chaud; celui des grands est plus faible. Courtois paraît n'avoir consacré qu'un travail incomplet, hâtif, à ses grandes peintures. Les faits de guerre de l'archiduc Mathieu (à Florence), et la bataille d'Arbella (à Paris) sont ses œuvres les plus considérables. Les galeries de Munich, de Dresde et de Saint-Petersbourg possèdent également des tableaux de Courtois. Les peintures religieuses ne valent pas les scènes belliqueuses. Un autre peintre de l'école de Cortona, Ottaviano Dandini, de Florence, a été également membre de l'Ordre de Jésus. Le plus grand tableau de ce maître se trouve à l'église Sainte-Madeleine, de Pescia. Le Jésuite Pietro Latri s'est inspiré du même sentiment dans les travaux qu'il a faits pour l'église principale de l'Ordre à Rome. Giuseppe Valeriani d'Aquila a cherché à imiter Sebastiano da Piombo; mais ses efforts n'ont pas été couronnés de succès. Toutefois, son « Annonciation », dans l'église du Saint-Esprit, et un tableau du même genre dans l'église du *Gesu* de Rome témoignent d'une étude sincère de la nature. Deux tableaux de Giuseppe Castiglione dans l'église des Jésuites de Gênes prouvent que l'art des Italiens était en pleine décadence

au dix-huitième siècle. Un artiste de l'école de Rubens, Daniel Zeeghers, est peut-être le meilleur peintre qu'ait produit l'Ordre des Jésuites. Il s'est appliqué surtout à la peinture des fleurs. Il a entouré des tableaux de Rubens et de Van Dyck de guirlandes de fleurs, ravissantes de fraîcheur et de naturel. Il a orné ainsi la Vierge avec l'enfant Jésus, de Rubens, dans l'église des Jésuites d'Anvers.

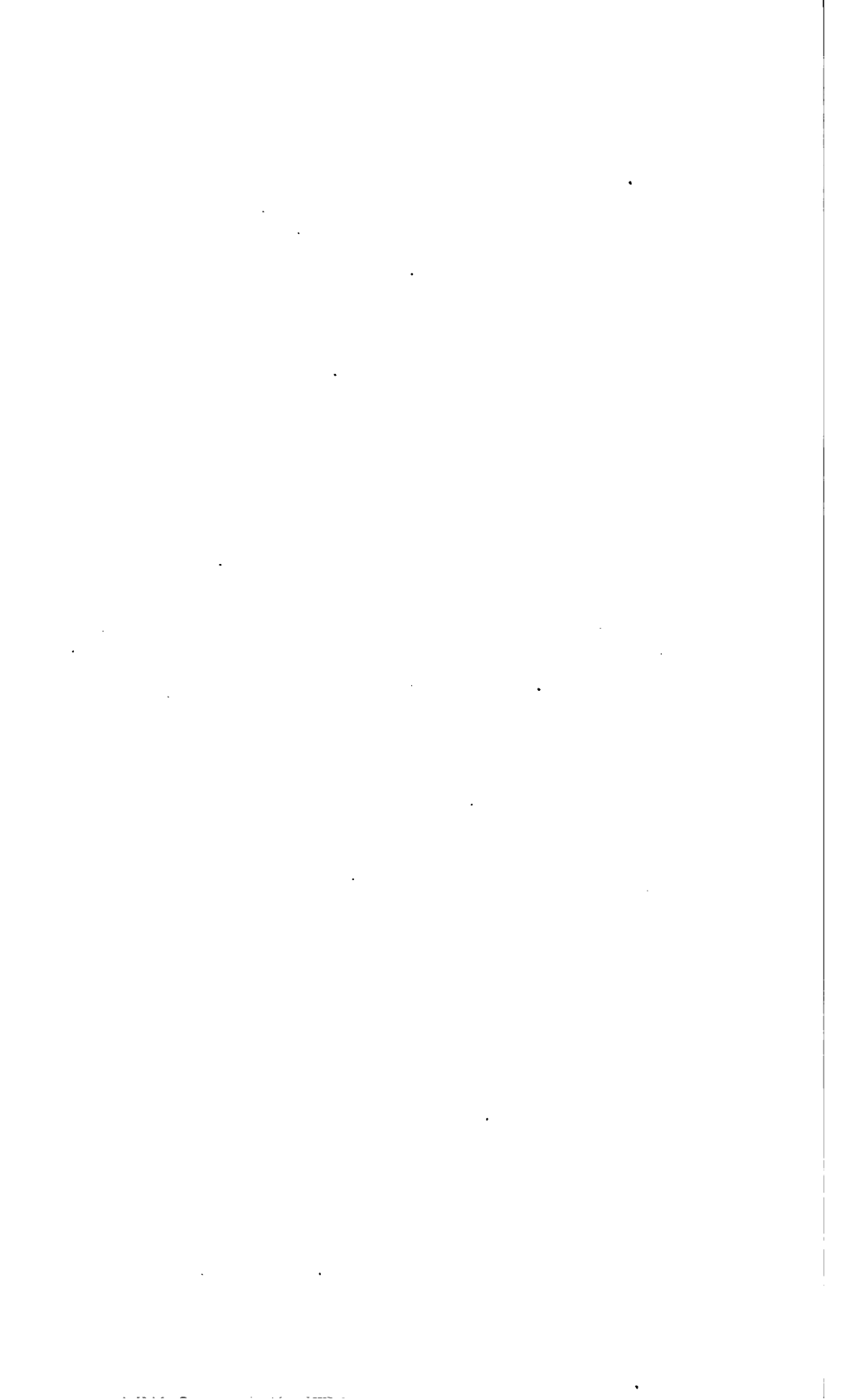
Ernest Falke a jugé ainsi qu'il suit l'art des Jésuites : « Ils n'ont pas dédaigné d'agir sur les sens, et ils ont trouvé un instrument favorable dans la tendance prédominante de leur temps. En tout cas, ils ont favorisé cette tendance; leurs églises la montrent dans sa réalisation la plus pompeuse. Ils l'ont répandue sur la terre entière, jusque chez les Chinois, dont ils ont corrompu l'art plein d'originalité, et enfin est venu un membre de l'Ordre, le Père Andrea Pozzo, qui a développé les nouveaux systèmes, en a fait une sorte de théorie et a mis de l'ordre et de la méthode dans la folie (1) ».

(1) *Histoire du goût moderne*. Leipzig, 1866.



LIVRE HUITIÈME

LE JANSÉNISME ET L'ORDRE DE JÉSUS



CHAPITRE I

L'arrogance de l'Ordre de Jésus ; ses péchés contre l'Eglise et contre la société. La doctrine de la grâce de Jansénius. Le livre de Jansénius sur Augustin. Port-Royal des Champs et la mère Angélique. Saint-Cyran et Richelieu. Les solitaires de Port-Royal des Champs. Antoine Arnauld et son livre sur la communion fréquente. Attaques contre A. Arnauld et Port-Royal des Champs. Le miracle de la sainte épine. Intrigues des Jésuites contre le livre de Jansénius. Condamnation à Rome des cinq thèses. A. Arnauld et l'infailibilité du pape. La distinction du fait et du droit.

En 1607, une décision souveraine du pape avait coupé court à la querelle des Thomistes et des Jésuites relative à la doctrine de la grâce. Paul V ordonna en 1611 aux deux parties de se taire et de renoncer à la lutte. Mais trente ans ne s'étaient pas écoulés que la controverse fut renouvelée par les Jésuites à l'occasion de la publication posthume de l'ouvrage de Jansénius, évêque d'Ypres en Flandre, sur Augustin ; elle se termina à leur avantage, à la suite d'une longue série d'intrigues et d'actes de violence. Le résultat de la reprise de la lutte fut

non-seulement la condamnation dans l'Eglise romaine de la doctrine de la grâce d'Augustin et de Thomas, mais encore la défaite de l'Eglise française avec ses anciennes libertés, le règne du dogme de l'infailibilité papale, infailibilité appelée à trancher les questions controversées, relatives aux vérités révélées, et même les questions historiques. Mais cette victoire de l'Ordre de Jésus sur l'Eglise fut chèrement achetée; ses adversaires lui firent des blessures morales incurables, il se perdit lui-même aux yeux du public par ses excès, souleva une vive indignation dans les meilleurs cercles catholiques, dans les âmes les plus pieuses, et força les théologiens les plus instruits de défendre contre ses tendances le christianisme et le catholicisme. Les Jésuites provoquèrent ainsi une opposition puissante au sein de l'Eglise. Cette opposition, domptée pendant un certain temps, continua de couvrir en secret et éclata en temps et lieu. Lorsqu'elle eut pour auxiliaire l'esprit de l'époque des lumières et du rationalisme, la chute provisoire de l'Ordre était assurée.

L'histoire de la Société donne l'impression d'une véritable tragédie. Les grands services rendus à la

papauté exaltent sa fierté jusqu'à l'arrogance; enivré par ses succès, il aspire à régner sur l'Eglise, à lui imposer ses doctrines, à réduire la papauté sous sa dépendance; il contribue à écraser l'ancienne constitution de l'Eglise, opprime tous les autres Ordres, les blesse de toutes les façons et tend, avec une haine inextinguible, à extirper toutes les tendances, à anéantir toutes les autorités contraires à ses doctrines favorites. Il défigure, il fausse l'ancienne foi, il corrompt en théorie la morale, et cette corruption exerce une influence délétère sur la vie; il défend l'absolutisme papal, la centralisation mécanique, et les fait triompher dans le droit canonique; il propage les superstitions les plus grossières, les plus insensées, une moralité tout extérieure; il étouffe tout germe d'indépendance et d'activité spontanée, il ferme non-seulement l'Eglise à la Réformation du seizième siècle, mais il la fige, il la met dans un état de léthargie qui la rend insensible à toute tentative de rénovation religieuse. En corrompant ainsi l'Eglise, l'Ordre de Jésus a coupé les racines qu'elle avait plongées au cœur de la société, et en paraissant soutenir la domination extérieure de l'Eglise, il en

a sapé les fondements les plus profonds. Il ne faut pas oublier, cependant, que les entreprises de l'Ordre contre l'Eglise et contre l'esprit humain ont été tentées avant lui par la papauté, et qu'une part de responsabilité retombe sur la curie romaine, dont les Jésuites n'ont été en fin de compte que la milice spirituelle.

Jansénius avait consacré une grande partie de sa vie à étudier les ouvrages d'Augustin; son but était de relever en face du molinisme la doctrine authentique du grand Père de l'Eglise sur la grâce, et de remplacer la casuistique des Jésuites par la morale primitive et pure du christianisme. Dans les trois parties de son « Augustin », Jansénius prouve jusqu'à l'évidence que l'enseignement des Jésuites est en contradiction avec celui d'Augustin. La grâce divine, dit l'évêque d'Ypres, la grâce divine produit la volonté et l'exécution du bien. Pour faire le bien, il faut aimer la justice, qui ne fait qu'un avec Dieu. Cet amour est impossible à l'homme corrompu par le péché d'Adam : l'homme peut se préserver de certains péchés, mais non pas du péché en général. Les anges eux-mêmes et l'homme avant la chute ont eu besoin de l'assistance de la grâce pour persévérer dans leur état de pureté;

toutefois ils pouvaient commettre le mal par un acte de volonté libre. La grâce prévient la volonté humaine et exerce sur elle un empire infaillible; elle commence par l'éveiller, et la fortifie ensuite. La foi est le commencement de la bonne volonté; l'achèvement, la perfection, c'est l'amour pur, désintéressé, de Dieu : nous n'aimons pas Dieu pour la récompense, nous aimons la récompense parce qu'elle est Dieu lui-même. La volonté a besoin d'être soutenue par la persévérance, qui est un don de Dieu. Dieu n'accorde pas la grâce qui guérit et qui sauve, parce qu'il prévoit que nous sommes prêts à agir de concert avec elle, ou parce que nous l'aurions méritée; elle est un don mystérieux de sa sainte volonté et dépend uniquement de sa libre décision; Dieu l'accorde aux uns et la refuse aux autres, c'est-à-dire au grand nombre. La crainte de l'enfer est déjà un effet d'une certaine grâce générale, elle n'est que le commencement de la sagesse; la grâce véritable, c'est celle qui produit l'amour de Dieu. L'attrition, c'est-à-dire le repentir purement naturel, joint au sacrement, ne suffit pas pour la justification et la réconciliation avec Dieu. Celui qui aime Dieu, celui-là seul est justifié et libre.

Jansénius était depuis longtemps odieux aux Jésuites. Alors qu'il était professeur de théologie à l'université de Louvain, il avait été envoyé deux fois par elle à la cour d'Espagne, pour assurer ses droits contre les entreprises des Jésuites, qui voulaient s'emparer d'un certain nombre de chaires. Les deux fois, il avait réussi complètement. Il ne put pas se charger lui-même de la publication de son ouvrage, qu'il avait pensé un instant dédier au pape Urbain VIII : la peste l'enleva en 1638. Fromond et Calenus, ses exécuteurs testamentaires, résolurent de publier le livre; mais les Jésuites avaient déjà pris connaissance de son contenu, pendant l'impression. Ils avaient su s'en procurer les feuilles l'une après l'autre. Ils s'adressèrent donc, avant que le livre eût vu le jour, au nonce à Bruxelles et, par son entremise, à Rome, pour empêcher la publication de l'ouvrage; ils s'en référaient au décret de Paul V en vertu duquel on ne pouvait écrire sur la grâce sans l'autorisation du saint-siège. L'interdiction fut signifiée, en effet, de Rome aux docteurs de Louvain, mais ils ne se laissèrent pas intimider. Le livre de Jansénius parut en 1640, sous la protection

du cardinal-infant, du gouverneur des Pays-Bas et du roi d'Espagne; il eut un grand succès, non-seulement dans la patrie de l'auteur, mais à Paris, où une nouvelle édition suivit bientôt la première. En 1641 parut un décret de la congrégation de l'Index, condamnant et interdisant l'Augustin de Jansénius, sans rien dire de la doctrine de l'auteur, et d'autre part, toutes les thèses, tous les écrits publiés par les Jésuites sur le chapitre de la grâce, sans l'autorisation du saint-siège. Là-dessus le roi d'Espagne fit recueillir des avis sur l'œuvre de l'évêque d'Ypres, et plus de cinquante théologiens de divers Ordres l'approuvèrent. Elle fut même défendue contre toutes les attaques en présence d'Urbain VIII, dans une assemblée de cardinaux romains. Néanmoins une bulle de condamnation fut lancée contre le livre en 1642; les partisans de Jansénius prétendent qu'elle avait été surprise, par une manœuvre audacieuse, au pape, qui voulait se contenter de renouveler le décret de Pie V contre Baius. En France et dans les Pays-Bas, surtout aux universités de Louvain et de Paris, on fit difficulté de recevoir la bulle. Quant à Richelieu, qui en voulait à Jansé-

nus d'avoir blâmé dans son « *Mars gallicus* » la politique de la France, il fit interdire l'ouvrage sur Augustin. Mais l'auteur avait en France un certain nombre de partisans savants et enthousiastes, distingués également par leur orthodoxie, leur piété et la pureté de leur vie, et qui ne craignirent pas de prendre en main la cause de Jansénius, dans laquelle ils voyaient la vérité religieuse persécutée. C'étaient les hommes et les femmes de Port-Royal, qui devinrent les représentants d'une opposition très-forte contre la domination du papisme et du jésuitisme dans l'Eglise, qui cherchèrent à l'affranchir de ce joug et à la ramener sur sa base primitive dans le dogme et la morale, dans la constitution et la discipline.

Le couvent de nonnes de l'Ordre des Bernardins, Port-Royal des Champs, situé dans une contrée d'un aspect pittoresque, à six lieues de Paris, avait été fondé au commencement du treizième siècle; les papes lui avaient accordé un grand nombre de privilèges et l'avaient exempté à beaucoup d'égards de la juridiction épiscopale. Ils lui avaient, entre autres, conféré le droit de donner un asile à des laïques qui

ne voulaient se lier par les vœux d'aucun Ordre religieux. L'histoire de Port-Royal n'offre que des incidents insignifiants jusqu'à la fin du seizième siècle. Au commencement du dix-septième, Angélique Arnauld, la fille du célèbre avocat du Parlement Antoine Arnauld, l'adversaire des Jésuites, fut élevée à la dignité d'abbesse et ramena le couvent dans les voies d'une piété et d'une moralité sévères. Port-Royal sembla appelé à devenir le foyer d'une rénovation, d'une réforme de l'Eglise. Angélique avait puisé de nouvelles forces pour son œuvre dans ses relations avec François de Sales et la mère Françoise de Chantal. La fondation d'une annexe à Paris, Port-Royal de Paris, attira l'attention générale sur son couvent, et plusieurs maisons du même Ordre commencèrent à demander des nonnes de Port-Royal pour se constituer suivant ce modèle. Mais Angélique ne tarda pas à s'apercevoir qu'une réforme fondamentale était rendue impossible par la constitution de l'Ordre; aussi voulut-elle se démettre de sa dignité et sortir du couvent. Zamet, l'évêque de Langres, qui avait fondé une confrérie féminine pour l'adoration perpétuelle du sacrement de

l'autel, la persuada d'y faire entrer des nonnes de son couvent. L'approbation de l'Ordre ayant été envoyée de Rome en 1633, l'évêque détermina Angélique à accepter les fonctions de supérieure et à s'établir à Paris. Elle jugea bientôt que cette institution appelée à unir l'éclat extérieur à une discipline intérieure sévère, n'était pas née viable. La sœur d'Angélique, Agnès, qui était entrée également dans la maison du Saint-Sacrement, rédigea une méditation de trois à quatre pages sur le sacrement de l'autel; ce petit écrit, tombé par hasard entre les mains de l'archevêque de Sens, provoqua son mécontentement. Il s'en suivit une discussion que le pape fut appelé à juger en dernière instance. De là, grand embarras pour l'évêque de Langres. A Rome, on ne découvrit rien de choquant dans l'écrit, mais on crut néanmoins devoir l'interdire dans l'intérêt de la paix. L'évêque Zamet pria l'abbé de Saint-Cyran, Jean Duvergier de Hauranne, qui avait défendu publiquement, mais sous le voile de l'anonyme, l'écrit de la sœur Agnès, d'accepter des fonctions de confesseur et directeur de la maison du Saint-Sacrement. Saint-Cyran, l'ami intime de Jansénius, qui

avait également approuvé les méditations de la sœur Agnès, céda à ces sollicitations, mais il ne tarda pas à déclarer qu'il fallait donner une autre base et inculquer un autre esprit à la maison. Il fit, en effet, des modifications qui lui valurent un dévouement et un respect profonds de la part des nonnes. L'évêque de Langres, pris d'un accès de jalousie, retira ses sympathies à sa propre institution, se joignit aux ennemis de l'abbé et augmenta encore l'éloignement que Richelieu éprouvait pour lui : le tout-puissant cardinal le détestait, parce qu'il avait désapprouvé son catéchisme de Luçon. Angélique, qui tenait avant tout à Saint-Cyran, dut renoncer à ses fonctions et se retira à Port-Royal de Paris.

Saint-Cyran avait blessé Richelieu de la façon la plus sensible en refusant de se prononcer pour la dissolution du mariage du duc d'Orléans avec la princesse de Lorraine, dissolution en faveur de laquelle s'était prononcée une assemblée générale du clergé français. Il avait, au contraire, contrarié les plans politiques du ministre en affirmant l'indissoluble validité de ce mariage. D'autre part, l'abbé s'était attiré les haines des Jésuites par la publication

anonyme de son livre « *Petrus Aurelius* », où il repoussait les attaques dirigées par eux contre l'autorité épiscopale et la nécessité du sacrement de la confirmation, à l'occasion d'une querelle faite par leurs confrères anglais à l'évêque d'Angleterre. On sut que l'auteur de l'écrit était Saint-Cyran, et, les Jésuites l'ayant dénoncé publiquement comme un hérétique, Richelieu n'hésita pas à le jeter dans la prison de Vincennes, d'où il ne sortit qu'après la mort du cardinal, pour mourir quelques mois après. Port-Royal de Paris avait pris fait et cause pour le prisonnier, que la maison révérait à l'égal d'un martyr.

Port-Royal des Champs, abandonné des nonnes, n'avait gardé qu'un chapelain pour les fonctions ecclésiastiques les plus indispensables; la maison était devenue depuis 1638 le refuge d'une singulière confrérie de pieux et savants ermites. Tout d'abord s'y était retiré le conseiller d'Etat Antoine Lemaître, neveu d'Antoine Arnauld et d'Angélique. Agé seulement de vingt-neuf ans, il avait renoncé à une carrière brillante pour suivre, loin du monde, sa vocation religieuse. Ses frères Simon Séricourt et Isaac

de Sacy étaient venus le rejoindre, suivis bientôt des frères d'Angélique, Robert d'Andilly et Antoine Arnauld. C'est ce dernier qui jeta à un compagnon d'exil qui voulait accepter les conditions du pape et de Louis XIV, afin de passer en paix les dernières années de sa vie, cette parole célèbre : « Tu veux te reposer ? mais n'avons-nous pas toute l'éternité pour nous reposer des travaux de cette courte vie ? » D'autres personnages considérables, tels que de Saint-Marthe, Singlin, Hamon, Racine ; une série de nobles, entre autres le duc et la duchesse de Luynes ; des savants et de pieux ecclésiastiques, tels que Nicole et Tillemont, entrèrent dans la confrérie. Tous ces solitaires, partisans de la doctrine d'Augustin, se livraient à des travaux scientifiques et littéraires, à des exercices ascétiques, à la culture de leurs jardins, de leurs champs, et subvenaient eux-mêmes à peu près à tous les besoins de leur vie. Les hommes dirigèrent en outre des écoles et des pensionnats de garçons ; les nonnes, revenues bientôt de Paris dans leur cloître abandonné, des écoles de jeunes filles. L'enseignement de Port-Royal des Champs acquit bientôt une grande notoriété.

En 1648 la plupart des nonnes étaient revenues à Port-Royal des Champs et avaient de nouveau choisi pour abbesse la sœur Angélique; un commerce spirituel très-actif s'établit entre elles et les anachorètes.

Antoine Arnauld avait fait don de toute sa fortune au couvent, qui comptait treize membres de sa famille, sa mère, ses six sœurs et six de ses nièces; la maison était pour ainsi dire considérée par eux comme leur propriété.

Antoine Arnauld était connu pour être un chaud partisan de Jansénius et un adversaire déclaré des Jésuites. Avant la publication du livre de Jansénius, il avait défendu la même doctrine sur la grâce, et lorsque Saint-Cyran l'y invita en 1643, il publia des écrits en faveur de l'évêque d'Ypres, persécuté jusque dans la tombe. Il fit paraître également un livre intitulé « *De la fréquente communion* »; il y montrait que la discipline de l'Eglise était en proie à un relâchement général et qu'il fallait en revenir à l'ordre sévère de la primitive Eglise, c'est-à-dire de l'Eglise des évêques et des patriarches indépendants, de Basile, d'Ambroise et d'Augustin. Si l'on se dé-

cide, disait-il, à prendre la cène aussi souvent que les premiers chrétiens, c'est-à-dire tous les jours, il faut également imiter la pureté de leur vie. La réconciliation ne peut être obtenue par le sacrement que si l'on demande d'abord à Dieu la grâce d'une sincère conversion. Le prêtre au confessionnal n'oubliera jamais qu'il est responsable de l'exercice de ses fonctions devant Dieu, il les remplira donc avec sérieux et sévérité. — Dans la préface, Arnauld énonçait cette proposition significative que saint Paul et saint Pierre ayant tous deux fondé l'autorité de l'Eglise romaine, ces deux apôtres étaient parfaitement égaux. — Ce livre est considéré avec juste raison comme le prélude des *Provinciales*, car il traite également du fondement général de la morale chrétienne.

Arnauld avait visé dans son écrit les Jésuites; les Pères professaient, en effet, ce principe que plus l'homme est mondain, privé de la grâce, adonné à l'égoïsme, plus souvent il lui faut communier. Leur colère contre leur adversaire ne connut pas de bornes, et toutes leurs chaires en France retentirent pendant le carême de l'an 1644 du bruit de leur po-

lémique. Mais seize évêques, vingt-quatre docteurs de la Sorbonne, l'archevêché d'Auch tout entier avec dix évêques avaient donné leur approbation au livre d'Arnauld. La régente, effrayée de tout le bruit que causa cette affaire, ordonna à Arnauld de justifier sa doctrine à Rome. La Sorbonne, le Parlement, un certain nombre d'ecclésiastiques élevèrent la voix en faveur de l'accusé, les évêques qui avaient approuvé son livre en prirent la défense dans plusieurs lettres adressées à Urbain VIII et à Innocent X. L'Inquisition de Rome elle-même n'y trouva rien à censurer, sauf le passage qui mettait les deux apôtres sur le pied de l'égalité. Le Jésuite Inchofer, un des hommes les plus éclairés de son Ordre, se déclara également en faveur d'Arnauld.

La haine des Jésuites contre Arnauld et le jansénisme se porta sur Port-Royal des Champs, le foyer de l'opposition faite au pape et au jésuitisme. On disait que dans cette petite confrérie il y avait quarante bonnes plumes, taillées de la même main (celle d'Arnauld) et toujours prêtes à défendre la doctrine de leurs maîtres contre l'univers entier. Les Jésuites répandirent des libelles nombreux, calom-

niant les nonnes, les accusant d'hérésie et même de toutes sortes de débauches. Ils cherchèrent également à faire accroire qu'Arnauld avait juré avec Saint-Cyran la perte du christianisme et l'introduction du déisme. La haine des Jésuites était portée à son comble par la crainte que les maisons d'éducation de Port-Royal ne fissent du tort à l'enseignement de l'Ordre. Les prédications des Jésuites, leurs écrits eurent moins d'effet que les calomnies qu'ils répandirent à la cour, où ils dirigeaient presque toutes les consciences. Ils accusèrent les solitaires de conspirer contre le gouvernement, et les nonnes d'être initiées à toutes ces entreprises, de s'immiscer dans les querelles théologiques. En 1656, la régente donna l'ordre de supprimer les établissements d'instruction des jeunes filles du couvent, et de disperser les solitaires ainsi que leurs élèves. Les nonnes furent sauvées par la guérison miraculeuse de Marguerite Périer, la nièce de Pascal. Cette enfant souffrait depuis des années d'une fistule lacrymale au coin de l'œil gauche; les médecins, craignant que l'abcès ne gagnât toute la figure, allaient soumettre la jeune fille à une douloureuse opération. Elle fut guérie

en touchant une épine de la couronne du Christ dans l'église de Port-Royal de Paris. Cet événement fut considéré comme un jugement de Dieu en faveur de la bonne cause de Port-Royal ; l'opinion populaire s'émut, des processions nombreuses s'acheminèrent vers la relique de la sainte épine, qui opéra d'autres miracles encore. La régente arrêta la persécution commencée. Les Jésuites essayèrent de contester le miracle, mais n'y réussirent point. La paix rentra dans Port-Royal, Singlin fut nommé supérieur des nonnes, Arnauld put sortir de sa retraite et rentrer dans Paris. Les amis dispersés se rejoignirent.

Sur ces entrefaites, la querelle relative à Jansénius et à sa doctrine de la grâce était entrée dans une nouvelle phase. En juillet 1649, l'ex-Jésuite Cornet, syndic de la Faculté, soumit à la Sorbonne, sans en indiquer la provenance, cinq thèses qu'il croyait, avec Simond, Petau et quelques autres Jésuites, pouvoir emprunter au livre de Jansénius. Lorsque quelques docteurs crurent y reconnaître des assertions de l'évêque d'Ypres, Cornet déclara qu'il ne s'agissait point de cet auteur. Voici ces thèses : 1) Il est impossible aux

justes de remplir quelques-uns des commandements de Dieu; la grâce, qui leur rend possible l'accomplissement, ne saurait leur manquer; 2) dans l'état de chute, on ne résiste jamais à la grâce; 3) pour acquérir un mérite ou se charger d'une coulpe dans l'état de nature, il suffit d'être libre de toute contrainte; 4) les semi-pélagiens commettaient une hérésie en soutenant que la volonté de l'homme pouvait suivre à son gré la grâce prévenante ou y résister; 5) c'est du semi-pélagianisme que de soutenir que Jésus-Christ est mort et a versé son sang pour tous les hommes, sans en excepter un seul.

Grâce aux intrigues de Cornet, la commission chargée de l'examen de ces thèses fut composée de Molinistes qui les censurèrent. Ils se gardèrent toutefois de publier leur censure, parce que 60 docteurs en avaient appelé de ce procédé au Parlement. Ces derniers avaient déclaré que les propositions étaient à double entente; on ne pouvait les censurer sans fixer exactement le sens qu'on avait cru y trouver : faute de quoi, l'on courait le risque de condamner les vérités de la foi. Les Jésuites envoyèrent au pape Innocent X la censure arrêtée par le Parlement. Le

pape, qui confessait franchement son ignorance en fait de théologie, était favorable aux Jésuites; mais le cardinal de Saint-Clément, qui appartenait à l'Ordre des Dominicains, l'empêcha d'approuver la censure. La première attaque des Jésuites contre Jansénius avait donc échoué. Du reste, ses partisans reconnurent que les cinq thèses pouvaient être entendues dans un sens contraire à la doctrine de l'Eglise, et ils se déclarèrent prêts à les abandonner dans ce sens hétérodoxe. Cette concession n'arrêta pas les Jésuites; ils répandirent en France le bruit de la naissance d'une nouvelle secte de Jansénius qui professait des opinions hérétiques sur le chapitre fondamental de la grâce, et ils tramèrent, de concert avec les membres de leur confrérie de Rome, la grande intrigue qui allait jeter le trouble dans l'Eglise de France. Les Jésuites de Rome avertirent les Jésuites français que si le clergé du pays demandait au pape ce qu'il fallait penser des cinq articles, le pape les condamnerait infailliblement, car il guettait une occasion favorable pour se faire reconnaître comme le juge souverain par les évêques français. L'évêque Habert se montra prêt à rédiger une adresse à In-

nocent X, portant que la France était troublée par la controverse relative aux cinq articles et qu'elle demandait au pape d'y couper court par un jugement solennel. On réunit en fin de compte 85 signatures d'évêques. L'assemblée ecclésiastique de 1651 refusa de reconnaître la validité de cette adresse; quelques évêques protestèrent contre l'assertion qui la disait rédigée au nom de l'épiscopat français. Les deux partis, celui des Jésuites et celui d'Augustin, envoyèrent des députés à Rome, et l'on institua dans cette ville une congrégation chargée d'instruire et de juger le procès. Les Jésuites insinuèrent au pape qu'il était en situation de prendre une décision infaillible sans même écouter les adversaires en présence. Innocent endormit les craintes des partisans d'Augustin en louant leur orthodoxie et leur science; en conséquence, ils s'attendaient tout au plus à voir condamner les cinq thèses au sens hérétique dans lequel ils étaient prêts à les rejeter eux-mêmes. Le 31 mai fut publiée une bulle qui condamnait les quatre premières propositions : les partisans d'Augustin s'aperçurent qu'on attribuait aux thèses le sens qu'ils rejetaient eux-mêmes; ils

comprirent qu'ils avaient été trompés, et trompés par le pape en personne. Il les avait assurés que les thèses avaient un sens triple, un sens calviniste, un sens pélagien et le vrai sens, le sens catholique, et que l'on ne censurerait ni Augustin ni Thomas. La bulle « *Cum occasione* », tout en condamnant les thèses indiquées, se gardait bien d'en indiquer le sens. Elle déclarait en même temps que le bras séculier serait appelé au besoin à faire exécuter et respecter la sentence. La bulle fut acceptée en France, grâce à l'intervention de Mazarin et du Jésuite Annat.

Les partisans de Jansénius déclarèrent que les propositions émises par leur maître n'avaient pas chez lui le sens hérétique qu'on pouvait leur prêter. Les évêques de la cour obtinrent du pape un bref soutenant le contraire. Puis on rédigea un formulaire où l'on exprimait la volonté de se soumettre complètement aux deux décisions du pape et où l'on condamnait de cœur et de bouche « la doctrine des cinq thèses de Jansénius qui sont contenues dans le livre condamné par le pape et par les évêques, et qui ne sont nullement conformes à l'enseigne-

ment de saint Augustin ». L'assemblée du clergé français de l'an 1656 accepta le formulaire et rédigea une adresse au pape Alexandre VII, le priant de décider que les cinq thèses avaient été condamnées dans le sens de Jansénius, et le priant de remercier le roi et la reine pour le zèle déployé en faveur de la religion.

Le nombre de ceux qui osèrent résister au courant, fut peu considérable. Antoine Arnauld fit paraître en février 1655, sous le voile de l'anonyme, sa « Lettre à une personne de qualité », et en juillet 1655, une seconde lettre, signée de son nom. Il y disait que la vérité pouvait être obscurcie un certain temps dans l'Eglise, qu'un pape pouvait se tromper sur un *fait* historique : témoin Honorius III. Les personnes qui ne trouvaient pas dans Jansénius les propositions condamnées, ne pouvaient en conscience souscrire au formulaire ; mais elles pouvaient se taire, ce qui était une autre façon de se soumettre. Arnauld faisait la fameuse distinction du *fait* et du *droit*. La question de fait était de savoir si les cinq thèses se trouvaient réellement dans le livre de Jansénius ; la question de droit, si Jansénius les

avait émises réellement dans le sens où elles avaient été condamnées. Arnauld déclarait que le pape pouvait décider d'une façon infaillible si certaines doctrines étaient conformes ou non à la révélation divine ; mais qu'il n'était pas infaillible en déclarant que tel ou tel fait existait ou n'existait pas. Les Jésuites, refusant d'admettre cette distinction, se mettaient en contradiction avec eux-mêmes, car dans la querelle moliniste et dans la querelle au sujet des rites chinois, ils avaient déclaré que le pape pouvait se tromper sur une question de fait. Le point de vue où se mettaient la curie romaine et les Jésuites pour condamner Arnauld forçait d'admettre que, si un homme soutenait que l'on interprétait mal sa pensée, le pape connaissait mieux la pensée de cet homme que cet homme lui-même ; car le pape était appelé à décider en dernière instance ce que l'homme avait pensé réellement sur telle ou telle question. On arriverait ainsi à affirmer avec Bellarmin que, si le pape ordonnait de prendre le blanc pour du noir, l'on était tenu de se soumettre.

Un grand nombre d'amis d'Arnauld avaient quitté la Sorbonne : elle déclara scandaleuse la pro-

position, que la question de savoir si la doctrine condamnée se trouvait réellement dans le livre de Jansénius n'était pas tranchée par les décisions du pape et des évêques; elle exprima, en outre, la crainte que cette proposition ne rendit du crédit aux thèses condamnées. La Sorbonne s'indigna surtout de trouver dans la seconde lettre d'Arnauld cette assertion, que la foi de Pierre et de ses successeurs pouvait faiblir; la faculté déclara que cette thèse était téméraire, hérétique, impie. Quiconque refuserait de souscrire à ce jugement serait exclu de ce corps théologique.

Arnauld en appela au pape et se tint caché pour échapper à de nouvelles persécutions. En 1656, il adressa une lettre à la Sorbonne, l'assurant qu'il n'aurait pas parlé comme il l'avait fait de l'interprétation des thèses de Jansénius, s'il avait prévu qu'on lui en ferait un crime; il regrettait d'avoir écrit ses lettres, il demandait pardon au pape et aux évêques. — La Sorbonne ne tint pas compte de cette démarche et exclut Arnauld de son sein.

CHAPITRE II

Pascal et les *Lettres à un provincial*. Nouvelle condamnation du livre de Jansénius. Louis XIV et le jansénisme. Le formulaire de la foi. Mesures prises contre Port-Royal. Attitude des nonnes. Pascal se sépare d'Arnauld et des théologiens de Port-Royal. Nouvelles mesures prises contre les hommes et les femmes de Port-Royal. Résistance de quatre évêques. Compromis sous Clément IX. Attaque et défense de la casuistique jésuitique. La traduction du Nouveau Testament de Mons. Nouvelle persécution dirigée contre Port-Royal. Intrigues contre l'archevêque Noailles. La controverse sur le cas de conscience. Suppression de Port-Royal des Champs. Les considérations morales de Quesnel et la bulle *Unigenitus*. L'opposition à la bulle et Louis XIV. Les « Appellants » et l'archevêque Beaumont. Effets désastreux du règne des Jésuites en France.

La cause persécutée trouva un nouveau défenseur en la personne de Pascal. Il avait suivi sa sœur Jacqueline au couvent de Port-Royal en 1655, il avait partagé les travaux, les pieux exercices, les études théologiques des solitaires. Lorsque Arnauld rédigea le mémoire justificatif qu'il adressa à la Sorbonne, Pascal eut une entrevue avec lui et quelques-uns de ses amis au château de Baumurier, près de Port-

Royal des Champs, et fut invité par lui à écrire quelque chose pour défendre, aux yeux du grand public, la bonne cause. De là, les « Lettres à un habitant de province », appelées les *Provinciales* tout court et destinées à ébranler profondément l'édifice du jésuitisme en découvrant ses dangereuses bases morales. Cette polémique littéraire, qui jeta la France dans la plus grande agitation et les Jésuites dans le désespoir, dura du 23 janvier 1656 au 24 mars 1657. L'impression des lettres se fit en secret, on les répandit à profusion et gratuitement. Les trois premières montrent que la doctrine d'Arnauld concorde parfaitement avec celle d'Augustin et de Chrysostome. De la quatrième à la dixième, l'auteur attaque à fond les Jésuites et surtout leur casuistique. Les huit dernières contiennent la réponse que Pascal crut devoir faire à une réplique des Jésuites; il ne se contente pas de repousser le reproche qu'on lui faisait d'être un crypto-calviniste, un déiste, d'avoir falsifié les textes des écrivains jésuites : il prend de nouveau à partie la morale de l'Ordre et la réduit en poussière. Les deux dernières lettres, dirigées contre le Jésuite Annat, réfutent les calomnies lancées

par lui contre les partisans de Jansénius et les nonnes de Port-Royal.

L'effet de ces lettres fut immense : c'était le châtiement, terrible et bien mérité, du jésuitisme. Un certain nombre de solitaires de Port-Royal, tels que Singlin, n'approuvèrent point cette façon spirituelle, satirique, de combattre l'ennemi; de là, un certain refroidissement dans leurs rapports avec Pascal. Le succès de ses lettres n'en fut pas compromis; elles furent traduites en plusieurs langues, Nicole en donna une version latine avec commentaire, sous le nom de Guillaume Wendrock. Arnauld, Nicole et d'autres avaient fourni des matériaux à l'auteur; Pascal lui-même déclara un an avant sa mort qu'il n'avait pu lire en entier tous les livres cités par lui, mais qu'il avait cherché à savoir lui-même si les passages transcrits étaient authentiques et dans quel sens l'auteur les avait écrits. Quant à Escobar, Pascal avait parcouru deux fois ses écrits d'un bout à l'autre. C'est à peine s'il a commis une erreur dans un ou deux passages. — Les Jésuites mirent tout en œuvre pour faire condamner au feu les *Provinciales* et les faire brûler de la main du bourreau, par or-

donnance du Parlement, à Aix en 1657, et à Paris en 1660.

A peine les premières lettres de Pascal eurent-elles paru qu'une tempête se déchaîna contre Port-Royal.

A l'adresse du clergé français citée plus haut, le pape Alexandre VII répondit, non pas en soumettant le livre de Jansénius à un nouvel examen, mais en promulguant la bulle du 16 octobre 1656; cette bulle déclarait que tous ceux qui, au grand scandale des fidèles, oseraient prétendre que les thèses condamnées ne se trouvaient pas dans le livre de Jansénius et avaient été condamnées dans un sens différent de celui où l'auteur les avait formulées, étaient des perturbateurs de l'ordre et des enfants de l'esprit du mal. Une conversation du pape avec le professeur de Louvain, Lupus, eut pour effet de démontrer que l'on avait soumis au souverain pontife une édition falsifiée de l'ouvrage de Jansénius, où les doctrines condamnées étaient effectivement enseignées.

Une assemblée du clergé français, réunie à Paris, se prononça pour l'acceptation du nouveau décret papal, invita tous les diocèses à l'exécuter et rédigea un nou-

veau formulaire par lequel on s'engageait à « se soumettre sincèrement aux décisions d'Innocent X et d'Alexandre VII, et à condamner les cinq thèses de Jansénius, contenues réellement dans son livre sur Augustin et contraires au véritable enseignement de ce Père de l'Eglise ».

Les évêques publièrent tous la bulle d'Alexandre VII, mais aucun d'entre eux n'exigea que les prêtres signassent le formulaire. Mazarin lui-même ne se soucia pas autrement de cette affaire, et c'est ainsi que les récalcitrants restèrent jusqu'à la fin de 1660 sans être inquiétés. Cette tolérance ne faisait pas les affaires du pape, qui désirait qu'Arnauld fût jeté en prison. Il écrivit même au nonce, à Paris, que si l'on parvenait à se débarrasser de ce chef de parti et à dissoudre Port-Royal, le jansénisme serait extirpé à jamais. Alexandre VII poussa sans trêve ni relâche à des mesures violentes. Le Jésuite Annat, confesseur de Louis XIV, persuada au roi que les Jansénistes cherchaient à renouveler les agitations religieuses du siècle précédent, que Port-Royal se mêlait à des complots contre la sûreté de l'Etat : Louis XIV donna l'ordre à l'assemblée des évê-

ques d'extirper le jansénisme au nom du salut du roi et de sa gloire, et au nom du salut de son peuple. L'assemblée produisit aussitôt un formulaire où les thèses de Jansénius étaient condamnées, et statua que non-seulement les prêtres et les moines, mais les nonnes elles-mêmes et les instituteurs seraient tenus de le signer, faute de quoi ils seraient poursuivis comme hérétiques et rebelles. Le 13 avril 1661 parut une ordonnance royale confirmant cette décision et invitant tous les évêques de France à en assurer l'exécution.

Les grands vicaires de Paris lancèrent les premiers une ordonnance invitant à signer le formulaire, mais selon eux la soumission intérieure n'était exigée que pour la décision papale relative à l'article de foi en soi ; quant à la question de savoir si les cinq thèses renfermaient la doctrine de Jansénius, on ne demandait qu'un respect s'accusant par le silence. On dit qu'Arnauld contribua à la rédaction de cette ordonnance. Le roi et le pape arrachèrent aux grands vicaires une seconde ordonnance demandant la signature sans distinction de la règle de la foi et du fait. Un grand nombre de partisans de

Jansénius cédèrent à cette nouvelle pression; ils déclarèrent qu'il fallait se résigner à signer, quand bien même l'on ne serait pas convaincu que Jansénius eût enseigné les doctrines fausses qu'on lui attribuait, la condamnation ne se rapportant qu'à la question doctrinale en soi. Arnauld répondit que ce faux-fuyant était une réserve mentale qui, jointe à un parjure et à une calomnie dirigée contre le prochain (Jansénius), était doublement coupable. Quand Du Hamel, prêtre qui jusque-là avait déployé beaucoup de zèle dans la profession du jansénisme, signa le formulaire, il s'écria : « La piété du temps exige que l'on tienne pour excellent tout ce qui vient de Rome, si contraire que cela soit à la justice et à la loi ». — Arnauld s'en tint à sa distinction de la règle de la foi et du fait, et l'exprima par une réserve formelle en signant le formulaire. Il s'était résigné à la signature, parce qu'il ne voulait à aucun prix se séparer de l'Eglise, qu'il considérait simplement comme opprimée. La plupart de ses amis approuvèrent cette démarche. Singlin, entre autres, émit cet avis. « Que l'on se courbe aussi profondément que cela est compatible avec la vérité; que l'on taille et

que l'on arrange les mots assez finement pour contenter à la fois Dieu et les hommes ». — Tandis que les hommes de Port-Royal consentaient à des transactions aussi équivoques et finissaient par se cacher à Paris, les nonnes et à leur tête la mère Angélique firent preuve de plus de courage et de fermeté.

Un ordre royal enleva provisoirement au couvent les novices et les pensionnaires; on commença ensuite à le soumettre à une visite sévère, dont l'issue fut toute à l'honneur de l'établissement. Angélique était couchée sur son lit de mort, mais elle ne perdit pas un instant son héroïque sang-froid ni sa pieuse résignation. Lorsque le grand vicaire Des Contes, chargé de la visite, lui demanda si la mort ne l'effrayait pas, elle répondit : « Je suis venue ici précisément pour me préparer à la mort, mais non point pour connaître ce que je vois en ce moment. Mais c'est le jour des hommes; le jour de Dieu viendra, et il révélera beaucoup de choses ». Elle mourut le 6 août 1661; sœur Agnès marcha sur ses traces et refusa de livrer sept novices qui venaient à peine d'être reçues dans le couvent. On dut les lui arracher de force.

La visite s'étant terminée par un témoignage brillant en faveur de Port-Royal, Agnès fit des démarches pour déterminer le roi à lui rendre les novices et les élèves qu'on lui avait enlevées. Mais Louis XIV refusa d'accorder la restauration de Port-Royal avant que les nonnes n'eussent signé le formulaire. Arnauld les persuada de le signer avec la déclaration des grands vicaires de Paris; elles finirent par s'y résigner après de longs déchirements intérieurs. Jacqueline porta le même sacrifice; mais elle mourut quelques mois après : « c'était la première victime du formulaire ». On ne se contenta pas de ce premier acte de soumission, on força les nonnes de signer le formulaire d'après l'ordonnance d'octobre, où toute restriction avait été retranchée; elles s'y résignèrent encore, mais en faisant une déclaration probablement rédigée par Arnauld et dont le sens était en opposition directe avec la tendance tout entière du formulaire. Elle était ainsi conçue : « Considérant notre ignorance en tout ce qui dépasse notre sexe et notre position, nous ne pouvons faire qu'une chose : rendre témoignage de la pureté de notre foi. En conséquence, nous déclarons

volontiers, par notre signature, que nous restons dans le plus profond respect pour notre saint Père, puisque notre bien le plus précieux c'est la foi ; nous déclarons que nous acceptons sincèrement et de tout cœur les décisions prises par Alexandre VII et par Innocent X, et que nous rejetons toutes les erreurs qu'ils ont condamnées ».

Arnauld chercha à calmer Pascal, en distinguant deux sens dans les thèses de Jansénius, le sens propre, orthodoxe et conforme à la doctrine d'Augustin, et le sens que le pape avait trouvé par erreur et condamné, et qui se rapprochait de l'enseignement hérétique de Calvin. C'est ce dernier sens seul que les disciples d'Augustin auraient condamné, selon Arnauld, en signant le formulaire par une déclaration un peu modifiée, et ils avaient fait sagement de le signer pour ne pas causer, par des divergences de mots, un scandale qui eût pu diviser l'Eglise. Mais Pascal persistait à croire qu'il ne fallait se permettre aucune équivoque, qu'on ne pouvait se donner l'air d'avoir condamné la grâce efficace de Dieu. Il disait qu'il fallait défendre la vérité d'une façon digne d'elle, c'est-à-dire sans crainte des

hommes, sans crainte d'aucune puissance terrestre, fût-ce celle du pape, « car le pape est homme et, par conséquent, faillible comme tout le monde ».

Mais si Pascal resta conséquent avec lui-même et ne signa aucun formulaire, il n'eut pas la force d'imposer la même règle de conduite à d'autres, moins fermes et moins résolus. Il permit aux nonnes de signer le formulaire à condition d'excepter de la sentence de condamnation le sens que Jansénius avait entendu donner à ses thèses, ainsi que la grâce efficace. Quant aux théologiens de Port-Royal, à qui il reprochait leur affaissement, il exprima le regret d'avoir travaillé en commun avec eux, et il n'y eut plus entre eux de rapprochement. Arnauld et Nicole ayant cherché à justifier leur conduite en sa présence, il perdit connaissance. Quand on lui demanda la cause de cet évanouissement, il répondit : « Lorsque j'ai vu ces hommes à qui Dieu a fait connaître la vérité et que je considère comme ses défenseurs naturels, lorsque je les ai vus ébranlés, hésitants, ma douleur, je l'avoue, a été intolérable, et j'y ai succombé ».

Après cet incident, il n'y eut plus que des rap-

ports extérieurs entre Pascal et Port-Royal. Il mourut le 19 août 1662.

La signature conditionnelle des nonnes ne parut pas suffisante; on exigea une soumission absolue en appuyant la demande de menaces : les nonnes restèrent inébranlables et attendirent avec calme une nouvelle persécution. Louis XIV ne la déchaîna pas immédiatement, parce qu'étant en dissidence avec le pape, il ne voulait pas lui faire d'avances; mais aussitôt après la réconciliation, le nouvel archevêque de Paris, Péréfixe, s'attacha à imposer aux nonnes la soumission. Avec toutes ses vexations, le prélat n'obtint l'amende honorable que de quelques-unes d'entre elles; la plupart résistèrent jusqu'en 1669; Clément IX ayant permis une équivoque apparente dans la signature, elles crurent pouvoir la donner avec la plupart des membres du parti janséniste. La concession du pape était due à l'opposition faite par des évêques français à la signature du formulaire. Les évêques d'Angers et de Vence s'étaient déclarés dès l'abord contre cet acte dans une lettre adressée au roi. L'évêque Pavillon d'Alet et l'évêque de Pamiers avaient refusé de signer la lettre écrite au pape

par l'assemblée de 1656. Pavillon, après avoir étudié à fond la question, déclara au roi qu'à moins de trahir sa conscience et les devoirs de sa charge, il ne pouvait ni signer ni faire signer le formulaire. Il alla même jusqu'à imposer une pénitence publique aux ecclésiastiques de son diocèse qui avaient signé le formulaire devant des juges. Sur les instances de la cour de France, Alexandre VII publia en février 1665 un formulaire nouveau et plus rigoureux encore, condamnant les thèses attribuées à Jansénius. Le roi ayant ordonné la signature de cette formule, les évêques d'Alet, de Pamiers, de Beauvais et d'Angers déclarèrent dans leurs ordonnances que la soumission intérieure n'était exigée que dans la question de droit; en ce qui concernait le point de fait, on se contenterait d'un silence respectueux. Louis XIV commençait à se lasser de la querelle et à désirer la conciliation. A Rome même, des dispositions moins belliqueuses parurent prendre le dessus. Mais les Jésuites empêchèrent qu'on mît fin à la querelle qui divisait et troublait si profondément l'Eglise de France. En février 1666 arriva un bref du pape, invitant les quatre évêques à révo-

quer leurs ordonnances; en 1667, deux nouveaux écrits du pape les prévinrent qu'on allait instruire leur procès, s'ils ne s'exécutaient pas.

On procéda avec une rigueur de jour en jour croissante contre ceux qui partageaient le point de vue des prélats et qui ne consentaient à donner leur signature qu'en faisant la distinction indiquée. Les écrits qu'ils rédigèrent pour leur défense furent brûlés de la main du bourreau, et on en rechercha les auteurs. Les hommes de Port-Royal, qui allèrent jusqu'à la limite du possible pour se réconcilier avec Rome, durent se tenir cachés; M. de Sacy fut arrêté et jeté à la Bastille. Il consacra son séjour en prison à une traduction de la Bible, qu'il acheva le jour de sa mise en liberté. Alexandre VII mourut à ce moment; son successeur Clément IX s'engagea d'autant plus volontiers dans les voies de la conciliation, que dix-neuf autres évêques français commençaient à prendre en mains la cause de leurs quatre collègues persécutés, dans une lettre adressée au pape et au roi et qui avait reçu l'approbation du clergé tout entier. Le nouveau pape approuva la distinction du fait et du droit et se contenta, en ce

qui concernait le fait, d'un silence respectueux. Les Jésuites avaient intrigué jusqu'à la dernière heure, à Rome et à Paris, contre l'œuvre de paix. Le nonce s'y étant intéressé, le Jésuite Annat le menaça de sa haine et de celle de la Société tout entière, et lui reprocha amèrement d'avoir, compromis par sa faiblesse d'un quart-d'heure le fruit de vingt ans d'efforts. Lorsqu'il insinua au roi que le compromis serait la ruine de la religion et la perte de l'Etat, le roi lui répondit froidement : « Pour ce qui est du salut de la religion, c'est l'affaire du pape; s'il se montre satisfait de ce qui se passe, il faut bien que vous et moi nous en soyons également satisfaits. Quant à mon Etat, je vous conseille de ne pas vous en préoccuper; je sais ce que j'ai à faire ».

Dès lors, la situation se modifia; Arnauld et ses amis purent sortir de leur retraite; le roi le reçut avec bienveillance en audience; la cour tout entière le combla de prévenances. Un grand nombre de solitaires retournèrent à Port-Royal; Arnauld lui-même y revint en 1669. Le couvent obtint l'autorisation de recevoir des novices et des élèves. Toutefois, la suite des événements le prouva : cette

paix n'était qu'une paix extérieure, une trêve des partis.

Avant de poursuivre cette histoire, il nous faut dire un mot d'une autre lutte que les Jésuites eurent à soutenir contre leurs ennemis. Il s'agit des attaques et des censures que leur valurent leurs doctrines morales.

Les hommes de Port-Royal avaient commencé en 1643 à signaler le danger de ces doctrines, dans un écrit anonyme rédigé par Arnauld. En 1641, la Sorbonne avait condamné quelques propositions tirées des écrits du Père Bauny; l'année suivante, l'assemblée générale du clergé avait condamné sa « Somme casuistique », qui fut mise à l'index à Rome; en 1644, la faculté de Paris censura la doctrine de Héreau. En 1653 et en 1657, la faculté de théologie de Louvain censura quatorze maximes jésuitiques; l'archevêque de Malines, en 1654, et l'archevêque de Gand, en 1655, confirmèrent ce verdict. Les *Provinciales* déchaînèrent la tempête contre la casuistique des Jésuites. Le clergé français tenait à s'assurer si les passages cités par Pascal étaient authentiques. Les ecclésiastiques du diocèse de Rouen

s'en convainquirent les premiers et remirent à leur archevêque une remontrance contre la casuistique remise en vogue par les Jésuites : ils priaient l'archevêque d'employer son autorité à extirper cette ivraie dans son diocèse. L'archevêque résolut de porter l'affaire devant l'assemblée générale du clergé. Là-dessus les ecclésiastiques du diocèse de Rouen invitèrent le clergé de France tout entier à faire cause commune avec eux. Les curés de Paris répondirent aussitôt à cet appel, réunirent quelques thèses dangereuses tirées des ouvrages de morale des Jésuites, et les soumirent au jugement de l'assemblée de 1656. L'évêque de Vence raconte que la lecture frappa tous les assistants d'épouvante, et qu'ils furent sur le point de se boucher les oreilles pour ne pas entendre ces blasphèmes. C'était à qui déploierait le plus de zèle dans la condamnation des témérités d'écrivains prônant une morale pire que celle des Turcs et des païens.

L'assemblée chargea de l'instruction une commission d'évêques; elle se sépara avant que la commission n'eût achevé ses travaux, et recommanda en quelque sorte comme antidote à la morale jésuitique

les instructions que Charles Borromée avait données aux confesseurs.

Les Jésuites ne tardèrent pas à se mettre en défense. En 1657, le Père Pirot publia sous le voile de l'anonyme une apologie des Jésuites : elle compromit la cause qu'elle devait sauver, car les curés de Paris y découvrirent non-seulement les doctrines dont ils avaient demandé la censure, mais d'autres thèses plus dangereuses encore. Ils chargèrent les grands vicaires de Paris de condamner cette apologie, et publièrent un écrit intitulé « *Factum* » et destiné à ouvrir l'attaque. Les Jésuites, très-embarassés, déclarèrent que l'apologie n'avait pas pour auteur un membre de leur Ordre. Ils échangèrent avec les curés de Paris plusieurs écrits polémiques ; ils s'efforcèrent de démontrer que les Pères et les docteurs de l'Eglise eux-mêmes avaient professé ces doctrines. Les curés de Paris leur reprochèrent des falsifications et de fausses interprétations des passages patristiques, faites dans l'intérêt de leur casuistique. Les ecclésiastiques de Rouen se levèrent de nouveau et accusèrent les Jésuites devant le parlement de cette ville d'avoir professé dans l'apologie

des doctrines dangereuses pour l'Etat. Le roi chargea la Sorbonne d'examiner le livre, et cinq mois après, la Sorbonne prononça la censure d'un certain nombre de passages, les déclarant « faux, scandaleux, téméraires, contraires à la foi, inconciliables avec le droit divin et le droit canonique ». Les Jésuites n'attendirent pas la publication de ce jugement pour proclamer bien haut qu'ils n'entendaient ni approuver ni défendre les opinions de l'auteur de l'apologie; d'un autre côté, il ne leur convenait pas non plus de les condamner. L'apologie ne fut pas rejetée seulement par la Sorbonne, mais encore par les évêques d'Orléans, de Sens, de Tulle, de Rouen, d'Evreux, de Lisieux, de Digne, de Vence, et par les grands vicaires de Paris. L'évêque d'Orléans dit dans sa censure : « Les efforts faits par Satan pour détruire les principes de l'Evangile sont aujourd'hui plus violents que jamais. Il tend à convertir la loi d'amour et de sainteté que nous a donnée Jésus-Christ en un enseignement impie, d'une immoralité détestable, dépassant tout ce que la philosophie païenne nous a laissé de pire. Parmi ces misérables ouvrages, il en est un qui a paru dans notre diocèse et qui est si plein de cet

enseignement immoral, que nous nous rendrions coupable de la plus lâche trahison envers Dieu, si nous ne opposions par une condamnation bien méritée au relâchement qu'il tend à introduire dans les mœurs ». L'archevêque de Sens déclare que l'apologie supprime la loi éternelle de Dieu et la conscience humaine. Les autres évêques approuvèrent ce jugement. Les Jésuites demandèrent à Rome de les appuyer. Mais la congrégation de l'Inquisition, elle aussi, prononça, en présence d'Alexandre VII, une sentence de condamnation de l'ouvrage en question, et le pape en ordonna la suppression au mois d'août 1659. Les Jésuites crurent trouver leur revanche en demandant au parlement de Bordeaux de condamner le travail de Nicole sur les *Provinciales* de Pascal. Le parlement chargea la faculté de théologie de Bordeaux de juger l'affaire : la faculté approuva le livre. En revanche, une commission instituée par le roi à Paris crut découvrir l'hérésie janséniste dans les notes de Wendrock et les fit brûler de la main du bourreau.

En 1664, le Père Moja, confesseur de la reine d'Espagne, publia sous le nom d'Amédée Guimé-

nus de Lomara, son « *Opusculum* » pour la défense de la casuistique jésuitique. L'ouvrage est empreint d'un cynisme sans pareil; il examine, — nous l'avons dit plus haut, — la question de la débauche avec une impudeur telle, que la Sorbonne, qui le censura en 1665, n'osa même indiquer en latin les passages les plus compromettants, de peur de commettre un outrage à la morale publique. Bientôt après, Alexandre VII blâma cette censure de la Sorbonne, ainsi qu'une autre censure, dans laquelle la faculté de théologie de Paris défendait les libertés de l'Eglise gallicane contre les dissertations ultra-papalines du Carmélite Vernant. Le pape prétendait que ces censures ébranlaient l'autorité du saint-siège, réveillaient le jansénisme près de succomber; il en demandait le retrait. Il est vrai de dire que la Sorbonne avait condamné cette thèse de Moja, que le pape ne peut commettre d'erreur dans les choses de la foi, ni dans celles qui concernent les mœurs.

Louis XIV ayant laissé subsister les censures de la Sorbonne, le pape les annula et les condamna dans une bulle du mois de juin 1665, sans indiquer les motifs de la mesure. Le parlement de Paris dé-

clara que cette bulle était sans valeur et en ordonna la suppression. Alexandre VII lança — peut-être pour adoucir la mauvaise impression de son imprudente intervention, — plusieurs décrets contre une série de propositions de morale funestes, empruntées la plupart aux Jésuites. Innocent XI condamna en 1779 soixante-cinq thèses de casuistique dangereuses, formulées en partie par des Jésuites, en partie par des Dominicains et d'autres.

Les Jésuites n'en continuant pas moins à enseigner leurs doctrines, Alexandre VIII condamna en 1690 quelques-unes de leurs propositions; dans un autre décret, il rejeta également un grand nombre de thèses jansénistes. Enfin, l'assemblée générale du clergé français condamna en 1700 plusieurs principes des casuistes.

Les Jésuites ne se contentèrent pas d'être défendus par Pirot et Moja. Caussin et Le Moine avaient essayé de réfuter le livre d'Arnauld sur la morale des Jésuites, publié en 1643 sous le voile de l'anonyme. Annat, des Champs, Daniel et d'autres soutinrent l'Ordre contre les attaques ultérieures de Pascal et de Nicole. La tactique des Jésuites consistait à nier tout

d'abord que les attaques dirigées contre leur casuistique fussent justes; puis, quand l'exactitude des faits allégués leur était démontrée, ils soutenaient que les thèses dangereuses exprimaient la manière de voir de quelques-uns de leurs frères, mais non celle de l'Ordre tout entier. Ensuite, quand on leur rappelait les statuts, en vertu desquels tout livre avait besoin de l'approbation des supérieurs pour être publié, ils cherchaient à démontrer que l'on avait faussé le sens d'un grand nombre de propositions attaquées. Enfin, cette dernière manœuvre échouant également, ils cherchaient à justifier les thèses et à montrer qu'on les trouvait dans les Pères de l'Eglise, chez les grands théologiens du moyen-âge et chez les casuistes d'autres Ordres.

Immédiatement avant la conclusion de la paix provisoire entre le saint-siège et les Jansénistes, les Jansénistes avaient eu à soutenir une autre lutte contre les Jésuites. Ces derniers pensaient, avec la curie romaine, qu'il est imprudent de mettre la Bible aux mains du peuple. Les hommes de Port-Royal, au contraire, voulaient que le peuple étudiât l'Ecriture pour s'élever d'une piété tout extérieure à la

vraie religiosité. De Sacy traduisit la Bible tout entière à la Bastille, et ses amis l'aidèrent à ajouter un commentaire excellent à sa version. La traduction du Nouveau Testament publiée, à Mons, par Arnauld et quelques-uns de ses amis, causa un grand scandale parmi leurs adversaires. Le succès que l'œuvre obtint en France porta l'exaspération des Jésuites à son comble. Ils résolurent de ruiner l'entreprise. Le Père Mainbourg, du haut de la chaire, accabla l'auteur d'invectives et prétendit qu'il avait publié son ouvrage dans le but de soutenir le calvinisme. Les membres de l'Ordre réussirent à arracher à l'archevêque de Paris et à deux évêques l'interdiction de l'ouvrage. Arnauld et ses amis s'empressèrent de se justifier devant le roi du crime de rébellion et d'hérésie dont leurs adversaires les accusaient. A cette occasion, le roi commença à pénétrer quelque peu les intrigues des Jésuites et à se montrer un peu plus favorable à ceux qu'ils cherchaient à discréditer. Quant à la traduction, la persécution ne servit qu'à la faire rechercher davantage. Sur ces entrefaites, les Jésuites avaient demandé à Alexandre VII un bref contre la version; mais lorsqu'ils l'eurent obtenu,

les choses avaient tourné contre eux, et le bref ne put être publié ni en France ni dans les Pays-Bas.

Mais il ne fut pas donné à Arnauld de finir sa vie en paix. Ses irréconciliables ennemis se relâchèrent d'autant moins dans leurs poursuites, qu'il ne cessa pas de combattre leurs doctrines et leurs tendances. Arnauld avait contribué à faire censurer des thèses de la casuistique jésuitique par le pape. Dans la querelle d'Innocent XI et de Louis XIV, relative au droit régalien que le roi voulait étendre à tous les évêchés de son pays, les évêques d'Alet et de Pamiers s'étaient rangés du côté du pape. En vertu du droit régalien, le roi, pendant la vacance d'un siège et tant que le nouvel évêque ne lui avait pas prêté serment de fidélité, touchait les revenus de l'évêché et pourvoyait aux places vacantes qui dépendaient de l'évêque. Arnauld fut accusé d'avoir provoqué l'opposition des deux prélats, et ses ennemis trouvèrent ainsi le moyen de le représenter au roi comme un homme dangereux, trop peu dévoué à la couronne et avide de troubler de nouveau la paix de l'Eglise. Louis XIV s'emporta une fois encore contre le jansénisme et se

sentit tout particulièrement blessé de l'attitude d'Arnauld. Celui-ci s'enfuit dans les Pays-Bas, mais il n'y trouva point le repos. Il mourut à Bruxelles en 1694, après avoir publié encore un certain nombre d'écrits sur la question des droits régaliens.

L'irritation renaissante du roi contre les Jansénistes s'annonça dans l'édit de 1676, où il se prononça en faveur des prêtres du diocèse d'Angers : ils tenaient, contrairement au désir de leur évêque, à signer le formulaire sans distinction. En mai 1679, peu de temps avant la fuite d'Arnauld, on ordonna aux nonnes de Port-Royal, au nom du roi, de limiter leur nombre et de renvoyer toutes les novices et toutes les pensionnaires. Les Jésuites avaient fait agréer au roi l'idée de détruire cette école du jansénisme. Mais elle n'accepta pas son arrêt de mort aussi facilement qu'on l'avait espéré, et elle s'apprêta à soutenir une lutte nouvelle et décisive dans l'Eglise.

En 1695, Noailles, évêque de Châlons, avait approuvé et recommandé dans son diocèse la publication faite par Quesnel de la traduction du Nouveau Testament faite à Mons. Noailles ayant été nommé archevêque de Paris, grâce à l'intervention

de Madame de Maintenon, les Jésuites cherchèrent à le discréditer dans son nouveau diocèse et auprès du roi. Il paraît que Noailles avait, en entrant en fonctions, fait cette déclaration imprudente qu'il serait l'ami, mais jamais le serviteur des Jésuites. L'approbation donnée par lui au livre de Quesnel leur fournit une première occasion de l'attaquer. A peine eut-il passé une année dans son archevêché de Paris, que les Jésuites lui arrachèrent la condamnation de « *l'Exposition de la foi* », par l'abbé de Barcos. Noailles tomba dans le piège, et bientôt après parut le célèbre « *Problème ecclésiastique* ». On y demandait à qui il fallait ajouter foi, à l'évêque de Châlons, qui approuvait en 1695 le commentaire de Quesnel, ou à l'archevêque de Paris, qui condamnait en 1696 « *l'Exposition de la foi* ». Le rédacteur anonyme écrivait certainement sous l'inspiration des Jésuites. Il montrait que le livre de Quesnel contenait les mêmes doctrines que *l'Exposition de la foi*, que par conséquent Noailles se contredisait lui-même et ne méritait pas la confiance de son diocèse. Le pamphlet causa un profond mécontentement et fut brûlé de la main du bourreau. Toutefois

Noailles se vit obligé de soumettre les méditations de Quesnel à un nouvel et sévère examen et d'en faire retrancher tout ce qui pouvait ressembler à une innovation.

En 1702, on demanda à la Sorbonne ce qu'il fallait penser d'un homme qui, ne tenant pas le fait reproché à Jansénius pour constaté, et ne croyant pas que l'Eglise fût en droit d'imposer la foi en pareille matière, signerait purement et simplement le formulaire. Quarante docteurs décidèrent que la conscience de cet homme n'avait rien à lui reprocher, qu'il fallait l'absoudre et qu'il pouvait recevoir les sacrements. Noailles, nommé sur ces entrefaites archevêque de Paris, condamna cette décision, parce qu'elle couvrait la duplicité, les réserves mentales, le parjure, et il força la plupart des docteurs de se rétracter. Noailles soutint que l'on n'était pas tenu de considérer comme un article de foi le fait de la fausse doctrine omise par Jansénius, l'Eglise n'étant pas infaillible dans la constatation des faits; il fallait simplement croire à l'exactitude du fait, par déférence pour l'autorité de l'Eglise. Clément IX n'hésita pas à condamner la solution du cas de conscience don-

née par les évêques. Mais les évêques français qui s'étaient élevés avec le plus d'ardeur contre cette solution, pressèrent le roi de demander une bulle décidant qu'il ne suffisait pas d'observer à l'égard des faits proclamés un silence respectueux, qu'il fallait donner son assentiment à la décision. Dans sa bulle « *Vineam domini* », le pape déclara qu'un silence respectueux n'était pas tout ce qu'exigeait le respect du saint-siège; mais il évita de dire si le silence suffisait en présence des faits constatés dans les bulles. Il ajoutait cependant que Jansénius avait donné un sens hérétique aux thèses condamnées, et il se prononçait contre ceux qui cachaient et maintenaient leurs erreurs sous le couvert d'un silence respectueux. Un synode présidé à Paris par Noailles accepta la bulle, mais déclara expressément que les évêques étaient, de par l'institution divine, juges des questions de foi, et que les décisions des papes n'avaient force de loi que si la communauté des docteurs tout entière les avait acceptées après mûr examen. Clément XI ne pardonna pas cette attitude à l'archevêque de Paris; il invita le roi à ne point tolérer une aussi inconvenante liberté. La bulle fut publiée par ordre du

roi ; mais ni le pape ni les évêques n'en exigèrent la signature ; on ne la demanda qu'aux nonnes de Port-Royal. Ces dernières déclarèrent qu'elles signeraient sans préjudice de ce que l'on avait décidé à leur égard lors de la conclusion de la paix sous Clément IX. Cette clause causa une vive irritation à la cour. Le roi, guidé par son nouveau directeur de conscience, le Jésuite Letellier, se fit donner par le pape une bulle ordonnant la suppression de Port-Royal des Champs, reprochant aux nonnes le mépris de l'autorité papale et royale. Noailles fut chargé, en qualité de commissaire de la curie romaine, de l'exécution de la sentence. Port-Royal des Champs fut supprimé le 11 juillet 1709 ; ses biens revinrent à la maison de Paris. Il fut décidé que les nonnes seraient dispersées et réparties entre diverses maisons et exclues de la participation aux sacrements jusqu'au jour où elles signeraient la bulle sans restriction. Les nonnes reçurent le jugement avec calme et dignité ; la plupart d'entre elles furent amenées dans la suite par toute espèce d'artifices à se soumettre ; quelques-unes renoncèrent aux sacrements et moururent invaincues. Le 22 janvier 1710, l'ordre

fut donné de démolir l'église et le couvent tout entier, il ne resta pas pierre sur pierre. La haine de l'ennemi s'en prit même aux tombeaux : on déterra les cadavres !

Sous Clément XI, qui n'était pas favorable à Noailles, les Jésuites estimèrent que le temps était venu de se venger de l'archevêque de Paris. Le cardinal Fabroni, le chef du parti des Jésuites à Rome et l'ennemi personnel de Noailles, insinua au pape que l'on trouverait facilement dans les méditations de Quesnel de quoi amener M. de Noailles à se repentir de son attitude au synode de Paris.

Fabroni fut nommé président de la commission chargée de l'examen de l'ouvrage de Quesnel. Parmi les membres de la commission, les uns ne comprenaient pas le français, les autres en voulaient à l'archevêque d'avoir défendu les libertés gallicanes. Letellier, qui avait su intéresser particulièrement le roi à la condamnation de Quesnel, envoya le Père Daubenton à Rome pour être sûr de l'obtenir du pape. Quesnel, informé de ce qui se passait, pria respectueusement le saint-siège de ne pas le condamner sans l'avoir interrogé sur les erreurs qu'on lui

reprochait : il était prêt à donner toutes les explications qu'on pourrait lui demander. Cette première lettre fut accueillie avec bienveillance ; le cardinal Ferrari n'osa pas produire la seconde, de crainte d'être pris lui-même pour un Janséniste. En 1708 parut un bref où Clément XI condamnait et interdisait le livre de Quesnel qu'il avait lu jadis avec plaisir et dont il avait célébré les mérites. Les Jésuites mirent tout en œuvre pour amener les évêques à signer le bref et à recommander à leur clergé de le signer également. A la suite de ces intrigues, Noailles leur enleva le droit d'entendre en confession dans son diocèse. Letellier désirait un jugement plus solennel encore. Il poussa le roi à demander au pape la condamnation d'un certain nombre de propositions qu'il avait extraites lui-même du Nouveau Testament de Quesnel. Le Jésuite sut gagner également le pape, en lui faisant observer que cette mesure aurait pour effet la défaite du gallicanisme. Après quelques hésitations, Clément publia la bulle « *Unigenitus* », rejetant cent et une thèses tirées du livre de Quesnel. Parmi ces propositions, il y en avait quelques-unes que l'on retrouve pour ainsi dire mot

à mot dans la Bible, plusieurs qui étaient empruntées à Augustin et à d'autres Pères de l'Eglise : le pape, ne déclarant pas dans quel sens ces doctrines étaient fausses, paraissait condamner la Bible et les Pères. — Daubenton s'écria joyeusement que « ce décret garantissait à l'avenir la doctrine des Jésuites de toute insulte et flétrissait à tout jamais celle de la Sorbonne ». Letellier tourmenta nuit et jour le roi pour obtenir qu'il mît tout en œuvre pour assurer la stricte exécution de la bulle, et il hâta sa mort par ces obsessions incessantes.

La bulle fut soumise à l'assemblée du clergé français et admise par la majorité, après une discussion de trois mois : l'assemblée, au dire de l'évêque du Mans, sauvait la foi aux dépens de la bonne foi. Sur quarante-neuf évêques qui en faisaient partie, neuf seulement eurent le courage de faire de l'opposition ; à leur tête se trouvait Noailles. En vain Noailles avait eu la faiblesse, après la publication du bref de 1708, de défendre le livre de Quesnel. Letellier s'était proposé de le faire tomber, mais il n'obtint pas du roi sa destitution. Le Parlement enregistra la bulle, sur l'ordre formel du monarque, mais en déclarant

expressément que les doctrines qu'elle contenait relativement à l'excommunication ne pouvaient entrer en conflit avec la foi jurée au roi. La Sorbonne se divisa : quelques-uns de ses docteurs les plus éminents, qui s'étaient rangés dans le parti de l'opposition, durent quitter Paris. La résistance dura en France au delà du règne de Louis XIV.

Louis XIV ne détestait rien tant que le jansénisme : le rigorisme des partisans de cette doctrine condamnait la légèreté de sa cour ; on la lui avait dépeinte plus dangereuse que le calvinisme et l'athéisme. Bossuet lui-même eut de la peine à se défendre auprès du roi du soupçon d'incliner vers la doctrine détestée. Elisabeth-Charlotte raconte dans une lettre du 10 octobre 1719 que lorsqu'on voulait perdre quelqu'un dans l'esprit du roi, il suffisait de dire : Il est huguenot ou il est janséniste, et l'affaire était faite. « Mon fils voulait prendre à son service un noble dont la mère était une janséniste déclarée. Les Jésuites, pour faire une affaire à mon fils, dirent au roi qu'il avait l'intention d'engager à son service un janséniste. Le roi fit appeler mon fils et lui dit : « Comment, mon neveu, « comment ! vous osez prendre à votre service un

« janséniste? — Moi, répondit mon fils, je n'y songe
« pas ». Le roi répliqua : « Mais vous prenez un
« homme dont la mère est janséniste ». Mon fils
partit de rire : « Je puis assurer Votre Majesté qu'il
« ne l'est certainement pas, il est à craindre plutôt
« qu'il ne croie pas en Dieu. — Oh ! s'écria le roi,
« si ce n'est que cela et si vous m'assurez qu'il n'est
« pas janséniste, vous pouvez le prendre ».

Pour conserver les sympathies de Louis XIV, les
Jésuites, ménageant ses faiblesses et ses tendances
absolutistes, lui avaient sacrifié non-seulement la mo-
rale, mais à plusieurs reprises la cause du pape, en
apparence du moins. Ce fut d'abord dans les dis-
cussions relatives aux droits régaliens ; ensuite, dans
l'affaire de la déclaration des libertés gallicanes de
l'an 1682, pour lesquelles ils affectèrent de déployer
plus de zèle que tous les autres théologiens français.
Il est vrai que dans la première affaire il s'agissait
de satisfaire à leur haine contre des évêques jansé-
nistes. Aussi l'évêque de Pamiers écrivait-il au Père
La Chaise : « C'est une honte de voir un chrétien et
surtout un membre d'un Ordre religieux sacrifier les
intérêts de l'Eglise aux rancunes de sa Société, se

venger sur la personne d'un évêque, au détriment de l'épiscopat et de ses droits. »

Après la mort de Louis XIV, les adversaires de la bulle eurent un peu de répit. Le prince régent n'aimait pas le trop puissant Ordre et donna pour confesseur au jeune roi, non pas un Jésuite, mais le pieux et savant Fleury. Tous ceux qui avaient été jetés en prison pour avoir fait de l'opposition à la Constitution, furent mis en liberté; les docteurs bannis rentrèrent dans la patrie; un certain nombre de prêtres à qui la peur avait imposé silence jusqu'ici, élevèrent la voix, une série d'écrits démontra l'illégalité de la bulle, et des évêques qui avaient commencé par se soumettre, demandèrent des explications au pape. Clément XI, qui croyait reconnaître en Noailles le chef de l'opposition, le menaça de le priver de sa dignité de cardinal et même de l'excommunier. Mais l'opposition avait pour elle l'assentiment de tous ceux qu'exaspérait l'outrecuidance des Jésuites qui ne respectaient plus aucun droit de l'épiscopat ni même du pays. Le pape ne faisant pas mine de vouloir apaiser le désordre tous les jours croissant, et excommuniant ceux qui se refusaient à

accepter la bulle *Unigenitus*, plus de vingt évêques, parmi lesquelles Noailles, la Sorbonne, deux autres facultés de théologie et un grand nombre de prêtres séculiers et réguliers en appelèrent du pape à un futur concile œcuménique, en déclarant que la constitution *Unigenitus* était contraire au dogme et à la morale catholiques. Ce parti reçut le nom des « Appelants », en opposition au parti romain qui s'appelait le parti des « Acceptants ou Constitutionnistes ». Le pape ne se laissa pas ébranler et continua d'exiger l'obéissance.

Le duc d'Orléans finit par se lasser de la lutte. Son favori tout-puissant, Dubois, irrité contre Noailles, qui avait refusé de le sacrer archevêque de Cambrai, ambitionnait d'obtenir le chapeau de cardinal. Il s'aboucha, à cet effet, avec les Jésuites, et par leur intermédiaire, avec le pape. Le régent, travaillé par Dubois, sut amener Noailles à signer la bulle en connexion avec un système doctrinal élaboré par lui, à la condition que le Parlement approuvât ce compromis. Le Parlement fut forcé également de céder; d'autres évêques suivirent cet exemple, en cherchant à sauver leur conscience par

toute espèce de déclarations. On fit une loi ordonnant à tout le monde de signer la Constitution de la même façon que Noailles, et interdisant tout appel, toute discussion ultérieure. Les « Appelants » plus rigoureux qui, en dépit de la défense, engagèrent une polémique contre Noailles, furent punis. Mais Innocent XIII déclara que le compromis n'était pas valable ; il demanda des mesures plus sévères contre les récalcitrants. Ces mesures furent prises à l'avènement de Louis XV. Le cardinal Fleury, très-sympathique aux Jésuites, voulait se servir de la querelle comme d'un moyen de faire triompher le pouvoir absolu du roi sur la résistance des parlements. A peine se fut-il emparé de l'administration tout entière du royaume, qu'une persécution très-dure se déclancha contre les « Appelants ». Noailles fut forcé de signer la Constitution sans condition. Les Oratoriens refusèrent, à leur assemblée générale de 1727, d'accepter la Constitution : leurs établissements d'instruction furent fermés, et les Jésuites débarrassés d'une concurrence gênante. Le Parlement dut approuver un décret en vertu duquel quiconque refuserait d'accepter la bulle serait exclu des fonctions ecclésiastiques ; quiconque

en appellerait d'une décision prise à son égard serait traité de rebelle. Un certain nombre d'Oratoriens s'enfuirent dans les Pays-Bas. L'archevêché d'Utrecht, avec ses deux évêques suffragants de Harlem et de Deventer, rejeta avec persévérance la constitution *Unigenitus*, défendit l'ancien droit canonique contre la curie romaine, contre l'infailibilité papale, et soutint que le souverain pontife était subordonné aux décrets des conciles œcuméniques (1).

Des miracles ne tardèrent pas à se produire à Paris, au cimetière de Saint-Médard, sur le tombeau du diacre François de Paris, qui avait été du parti des « Appelants ». Les Appelants déclarèrent que ces prodiges, ces guérisons miraculeuses étaient des jugements de Dieu en leur faveur et contre la bulle *Unigenitus*. Grand embarras des Jésuites ! Contester la possibilité des miracles c'était renverser la foi de l'Eglise et démentir ses propres assertions. Ils se résignèrent tantôt à affirmer que le diable était l'auteur des prodiges, tantôt à soutenir que le miracle ne prouve

(1) L'Eglise vieille-catholique d'Utrecht subsiste jusqu'à ce jour elle reconnaît le primat, envoie à chaque pape nouvellement élu une lettre de félicitation et soumet à sa confirmation le choix des évêques ; le pape répond par l'excommunication.

rien en faveur de la doctrine. En 1731, nouveaux phénomènes. Extases et convulsions des pèlerins sur la tombe du saint Paris. Les pèlerins prêchent contre la bulle et commencent à prophétiser. Fleury fait fermer et occuper militairement, en 1732, la maison qu'avait habitée Paris, ainsi que le cimetière de Saint-Médard; les convulsionnaires sont jetés en prison. Ces excès nuisirent à la cause des Appelants; le charme de la nouveauté s'étant bien vite dissipé, les extatiques devinrent l'objet de la risée et du mépris publics.

Fleury avait empêché que l'on traquât davantage ceux qui faisaient opposition à la bulle. L'apaisement se fit peu à peu en France, et les « Appelants » vécurent dans l'obscurité, sans être molestés. Ils avaient leurs prêtres à eux, qui célébraient le culte et distribuaient les sacrements; pour obtenir un enterrement ecclésiastique, ils étaient tenus d'accepter les sacrements des mains d'un prêtre régulier. Mais lorsque Christophe de Beaumont eut été nommé archevêque de Paris, il défendit, à l'instigation des Jésuites, de donner les sacrements à un mourant qui ne prouverait pas, par des billets de confession,

qu'il se serait confessé antérieurement déjà à un prêtre régulier. Un curé ayant exécuté cette ordonnance, le Parlement prit la défense des opprimés en déclarant que la constitution *Unigenitus* n'était pas un article de foi. Il invita, en outre, l'archevêque à venir répondre de la mesure prise par lui; l'archevêque ne s'étant pas rendu à la citation, le Parlement suspendit son traitement. Le roi et l'épiscopat se déclarèrent pour l'archevêque; les parlements du royaume prirent parti pour le parlement de Paris, bien décidés à défendre les droits des citoyens contre toute tentative d'oppression. C'est en vain que le roi défendit au Parlement de s'immiscer dans les affaires ecclésiastiques; c'est en vain qu'il bannit un certain nombre de ses membres. Lorsqu'ils furent rappelés en 1754, le roi dut céder, et l'archevêque, qui maintenait son ordonnance, aller en exil. L'épiscopat pria Bénédict XIV de juger la question : le pape fit décider par une commission animée de dispositions conciliantes que les curés ne devraient refuser les sacrements qu'aux récalcitrants notoires et à d'autres pécheurs notoires. A cette occasion, le pape déclara que la bulle *Unigenitus* avait dans l'Eglise l'autorité

d'une constitution apostolique; aucun fidèle ne pouvait refuser de s'y soumettre sans compromettre le salut de son âme.

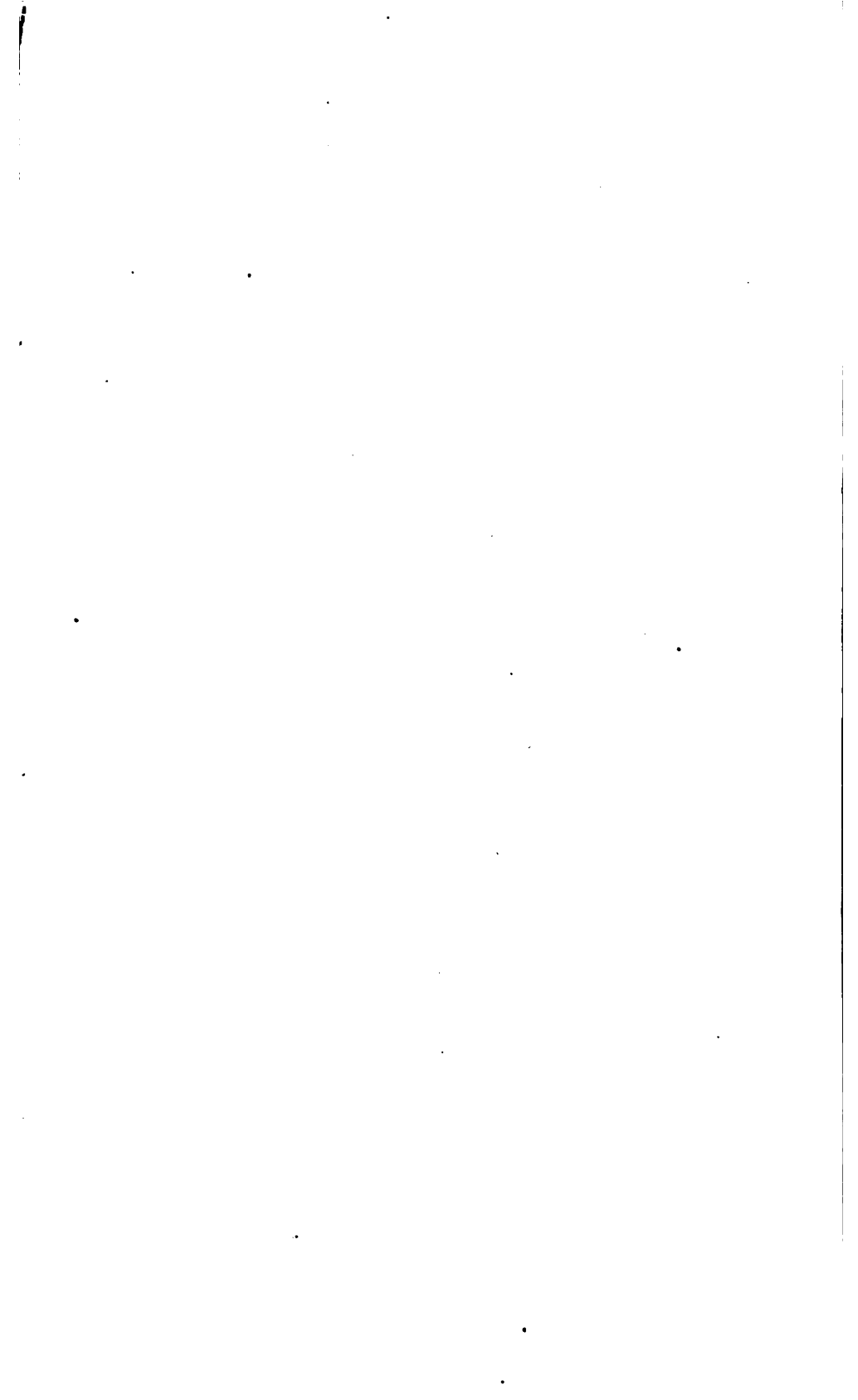
A ce moment, la tempête commençait à se déchaîner contre l'Ordre des Jésuites; l'agitation dans laquelle elle jeta la France couvrit le bruit des querelles jansénistes. Cette lutte, qui avait déchiré l'Eglise catholique pendant près de cent vingt ans, avait contribué puissamment à ébranler son autorité, à éteindre l'esprit scientifique dans son sein, à corrompre l'épiscopat ainsi que le clergé. Quiconque aspirait aux dignités ecclésiastiques, atteignait le plus sûrement son but à Paris et à Rome en se donnant pour un partisan zélé de la bulle *Unigenitus*, pour un adversaire impitoyable des « Appelants ». On donna, de cette façon, à l'Eglise de France une série d'évêques vils et mercenaires, qui professaient une indifférence complète pour les intérêts spirituels de leur diocèse. Ce sont les Jésuites qui ont amené par leurs intrigues la décadence de cette Eglise de France qui se distinguait autrefois par tant de science et de piété. Ils ont contribué ainsi, indirectement, à répandre la tendance à l'incrédulité, à l'athéisme, contre la-

quelle l'Eglise discréditée a été impuissante à lutter.

Mais ils n'ont pas joui longtemps de leur victoire; le triomphe à peine obtenu, la justice, qui atteint infailliblement l'arrogance et le mal, commençait son œuvre.

LIVRE NEUVIÈME

**SUPPRESSION DE L'ORDRE PAR
CLÉMENT XIV.**



CHAPITRE I

Bénédict XIV et les Jésuites. Pombal et les Jésuites expulsés du Portugal. Madame de Pompadour et les Jésuites. La banqueroute du Père Lavalette. Louis XV et Choiseul. Les Jésuites expulsés de la France. La bulle « *Apostolicum pascendi* ». Charles III et les Jésuites expulsés de l'Espagne. Nouvelle persécution des Jésuites en France et en Portugal. Les Jésuites expulsés du royaume des Deux-Siciles. Complications avec le duché de Parme et représailles des cours bourboniennes. Mort de Clément XIII.

Au commencement et vers le milieu du dix-huitième siècle l'Ordre de Jésus était à l'apogée de sa puissance. La Société avait fondé des établissements florissants dans toutes les parties du monde ; elle avait pris partout en mains la cure d'âmes et l'enseignement ; elle exerçait une influence souveraine à Rome et aux cours catholiques. Les rois et les princes de l'Europe ayant presque tous des Jésuites pour confesseurs, l'Ordre paraissait régner seul dans cette partie du monde. Il disposait de grandes richesses, augmentées sans cesse par de nouvelles donations et par

un commerce étendu. Il avait fondé dans l'Amérique du Sud un Etat dépendant pour la forme seulement de la couronne d'Espagne. Tous ses adversaires dans l'Eglise, thomistes et jansénistes, gallicans et défenseurs du système épiscopal, étaient vaincus; ses doctrines étaient près d'être identifiées avec celles de l'Eglise. Mais avec Bénédict XVI les destinées de l'Ordrechangèrent. Ce pape n'était pas hostile aux Jésuites, mais il ne se dissimulait pas leurs défauts et leurs excès; il était résolu à les courber sous l'autorité du saint-siège, à les soumettre à une réforme. Il chercha d'abord à briser la résistance de leurs missionnaires en ce qui concernait les rites de la Chine et du Malabar, à mettre fin aux mauvais traitements que ces missionnaires infligeaient aux Indiens de l'Amérique du Sud. Dans la bulle « *Immensa pastorum* », adressée le 21 décembre 1741 aux évêques du Brésil et au roi du Portugal, le pape blâmait sévèrement les Jésuites de réduire en esclavage et de vendre comme esclaves au Paraguay, au Brésil et dans la Plata, non-seulement les Indiens plongés encore dans les ténèbres du paganisme, mais les Indiens baptisés; de les priver de leurs biens, de les séparer de leurs femmes

et de leurs enfants, de les transporter dans d'autres endroits, de les traiter avec une dureté qui ne pouvait que leur inspirer la haine du christianisme.

Bénédict XIV n'aimait pas les dénonciations, les querelles, les persécutions, incessamment fomentées par les Jésuites en France. Il s'efforça — nous l'avons vu — de rétablir la paix sans compromettre l'autorité du saint-siège. Il prévoyait le sort réservé à l'Ordre; il dit en 1755 au général Centurioni : « Il est certain que j'aurai un successeur, mais il n'est pas certain que vous en aurez un ».

Dans les dernières années de son gouvernement s'élevèrent les conflits de l'Ordre avec les couronnes d'Espagne et de Portugal, au sujet du Paraguay. Les Jésuites se complurent à se moquer, en quelque sorte sous les yeux mêmes du pape, de ses ordres. En 1756, Bénédict XIV, écoutant les plaintes et les représentations des pharmaciens de Rome, renouvela la défense faite à la Société par Urbain VIII, Innocent XIII et Clément XII, de se livrer au métier d'apothicaire : les Jésuites placardèrent une affiche portant ce qui suit : « Vertu et effets des pilules philosophiques que l'on fait au collège romain, à la

pharmacie des Pères de la Société de Jésus. On avertit les acheteurs que quiconque demande de ces pilules authentiques et d'un effet puissant, est tenu de suivre nos collègues et de n'écouter que les gens de notre Ordre. Une pilule coûte, au collège romain, un demi-paolo ».

La mort empêcha Bénédict de réformer l'Ordre. Sur son lit de mort il fut pressé de rapporter l'édit qu'il avait lancé contre les Jésuites du Portugal, mais il refusa : « Quoique j'aie eu beaucoup de sympathie pour les Jésuites, dit-il, je ne vois pas de motif nouveau qui puisse me déterminer à modifier mes décisions ».

L'esprit des temps nouveaux, qui se voyait arrêté par l'alliance de la monarchie absolue et de l'Eglise et qui considérait la Société de Jésus comme l'appui le plus formidable de l'ordre de choses résultant de cette alliance ; la nécessité de plus en plus clairement démontrée d'une réforme fondamentale de la politique et de l'éducation populaire, réforme dont l'Eglise romaine et surtout les Jésuites étaient les adversaires les plus dangereux ; la tendance de la souveraineté temporelle à s'affranchir dans son domaine de

toute espèce de tutelle ou de rivalité; l'irritation causée au sein de l'Eglise, dans les rangs de l'épiscopat comme aux degrés inférieurs du clergé régulier, par l'arrogance, par les intrigues, par l'ambition sans scrupules de l'Ordre de Jésus; le sentiment de sa corruption, du danger que créaient ses agissements pour l'Etat et pour l'Eglise : tout cela concourut à l'effondrement de l'édifice si grandiose et si puissant élevé par Loyola.

La guerre partit du pays où les Jésuites avaient établi tout d'abord et maintenu pendant deux siècles leur domination : du Portugal. Ce fut un favori des Jésuites qui la déclara : Sébastien Carvalho, comte d'Oeyras, en dernier lieu marquis de Pombal. Le confesseur jésuite du roi, Moreira, avait contribué à l'élever au poste de ministre, et l'Ordre croyait pouvoir compter sur lui pour la réalisation de ses dessins. Pombal sut entretenir les espérances et la confiance des Jésuites jusqu'au moment où il fondit sur eux. Son hostilité ne provenait pas de motifs personnels et fortuits; elle avait sa source dans le sentiment de l'influence pernicieuse exercée par l'Ordre en Portugal.

Aux Antilles et dans les grands ports maritimes de l'Europe, les Jésuites menaçaient d'étouffer tout autre commerce par la spéculation et de grandes entreprises.

Pombal, ministre des affaires étrangères depuis 1752 et chef du cabinet, s'efforçait de relever l'autorité de la couronne de Portugal à l'extérieur, celle du roi à l'intérieur; il réforma l'administration, chercha à rétablir les finances du pays, à vivifier les diverses branches de l'industrie et du commerce, et inspira à la noblesse et à la prêtrise le souci de leurs droits et de leurs institutions. Un tremblement de terre ayant détruit Lisbonne et fait périr près de trente mille personnes, les Jésuites, et surtout le Père Malagrida, déclarèrent que cette catastrophe était le châtimement céleste de l'impiété du ministre et de ses protecteurs. Ils poussèrent même le fanatisme jusqu'à se rendre à Bélem pour exhorter le roi à faire publiquement pénitence. Le roi, mélancolique, craintif et défiant de nature, était accessible à toutes les calomnies; il était obsédé par l'idée que tout le monde conspirait contre lui. La conduite imprudente des Jésuites l'irrita et éveilla tous ses soupçons. Pombal n'hésita pas à exploiter ces défiances et

à inspirer au roi des craintes continuelles pour sa vie.

A cela vint s'ajouter la résistance armée que les Jésuites opposèrent depuis 1751, dans les missions du Paraguay, à l'échange des contrées fait par les souverains d'Espagne et de Portugal dans le traité du 13 janvier 1750. Sous la conduite des Jésuites, qui avaient gagné des officiers européens, français surtout, les Indiens luttèrent vaillamment contre les forces armées de l'Espagne et du Portugal. Durant les premières années, leurs ennemis ne remportèrent pas de succès notable. En 1756, la guerre avait déjà coûté au Portugal trois millions de livres sterling. Pombal, irrité de cette résistance prolongée qui compromettait le prestige de son gouvernement, résolut d'avoir recours aux mesures énergiques. L'approbation du roi lui était acquise d'avance. Dans la nuit du 19 septembre 1757, les Jésuites qui remplissaient à la cour les fonctions de confesseurs et de précepteurs des jeunes princes, furent conduits dans la maison des novices, et défense fut faite à tous les membres de l'Ordre de paraître à la cour sans autorisation formelle du roi. Les positions qu'ils avaient occupées auprès de la famille royale

furent données aux Franciscains. Trois semaines après, Pombal envoya à l'ambassadeur portugais à Rome une instruction lui ordonnant d'élever auprès du pape, dans un entretien secret, plainte contre les Jésuites, d'insister surtout sur leur ambition politique, sur leur insatiable désir de richesses, de demander au souverain pontife un prompt remède pour tous ces maux. Le ministre ne s'en tint pas à cette première démarche. Il envoya à Bénédict XIV un rapport détaillé sur les agissements des Jésuites dans les pays d'outre-mer, notamment sur la situation du Paraguay, sur la guerre au sujet de la frontière, sur la façon dont les Jésuites exploitaient leur monopole du commerce, etc. A la suite de ces représentations, le pape chargea le cardinal de Saldanha de visiter et de réformer la Société de Jésus dans les royaumes de Portugal et d'Algarve, dans toutes les parties des Indes orientales et occidentales placées sous le gouvernement du roi. Bénédict XIV mourut le 2 mai de la même année (1758). Le 15 mai, le cardinal déclara que les Jésuites portugais faisaient un commerce, des affaires de banque et même une contrebande contraires à toutes les lois divines et hu-

maines, et qu'à l'avenir tout cela leur était interdit. Quelques semaines plus tard, le vicaire apostolique suspendit jusqu'à nouvel ordre les Pères de la Société de toutes les fonctions du confessionnal et de la chaire dans toute l'étendue de son patriarcat. Le patriarche mourut quelques jours après avoir signé ce décret. La veille de sa mort, le cardinal Rezzonico avait été nommé pape sous le nom de Clément XIII. Les Jésuites, qui avaient fait la nomination, exploitèrent la pitié inintelligente du pape au profit de leurs intérêts et le précipitèrent dans des luttes longues et douloureuses. Le général des Jésuites ne tarda pas à lui remettre un mémoire où il déclarait n'avoir reçu aucune nouvelle touchant des désordres commis par des membres de l'Ordre. Il pria en même temps le pape de faire faire à Rome même l'instruction relative à la réforme entreprise dans la partie portugaise de l'Ordre; si l'instruction se faisait sur place, elle donnerait lieu à des désordres plus graves encore.

Le 3 septembre un attentat fut commis sur la personne du roi. Joseph, revenant d'une visite qu'il avait faite la nuit à la marquise de Tavora, fut as-

sailli de deux coups de fusil qui le blessèrent légèrement au bras et au côté. Tout d'abord, l'événement fut tenu secret; le roi resta inaccessible à tout le monde, sauf à Pombal et à son chirurgien. Puis, l'attentat s'étant ébruité, les soupçons se portèrent sur le duc d'Aveiro et sur le vieux marquis de Tavora. Tous deux étaient placés à la tête de l'aristocratie du pays et mécontents de la domination et des réformes de Pombal. Le tout-puissant ministre, qui avait demandé vainement pour son fils la main de la fille de la marquise Eléonore de Tavora, et à qui le marquis d'Aveiro avait témoigné son mépris, les haïssait à son tour, profondément. Les personnages soupçonnés d'avoir commis le crime furent subitement arrêtés, et avec eux toute la famille de Tavora, ses amis, ses alliés. La vieille marquise, la fière dona Eléonora, fut arrachée de son lit et transportée, dans un état de nudité presque complet, dans un couvent de Lisbonne; le reste de la famille fut enfermé dans la ménagerie de Bélem. Les accusés furent jugés par un tribunal d'exception et condamnés à mort. L'exécution eut lieu le 13 janvier. Le duc d'Aveiro, la vieille marquise de

Tavora, son mari, son fils âgé de moins de vingt ans, son gendre, plusieurs serviteurs des deux familles périrent sur l'échafaud ; leurs cadavres furent brûlés avec l'instrument du supplice.

Le jour de l'arrestation de la famille Tavora, Pombal fit cerner par des soldats la maison des Jésuites de Lisbonne, conduire en prison leurs chefs Mattos, Alexandre et Malagrida, et consigner les autres Pères dans leurs maisons. Les Jésuites avaient été en rapports très-étroits avec les suppliciés, et on les soupçonnait d'avoir trempé dans le complot. Les trois Jésuites arrêtés furent accusés d'avoir pris une part directe à la conjuration contre la vie du roi ; ce fut avant tout Malagrida, le confesseur de la famille Tavora, qui tomba sous le coup de cette accusation. Il aurait, quelques mois avant l'attentat, écrit à une dame du palais qu'un danger inconnu menaçait le roi. Le duc d'Aveiro aurait également laissé échapper des paroles compromettantes. — Pombal remplit l'Europe de manifestes où il accusait les Jésuites d'avoir renié les principes de saint Ignace et se vantait lui-même d'appartenir au troisième Ordre de Jésus et de remplir scrupuleusement ses précep-

tes. Voulant faire instruire le procès des trois Jésuites par un tribunal institué par lui-même, il en demanda l'autorisation à Rome. D'ordinaire, c'était le nonce qui jugeait les ecclésiastiques. Clément XIII hésitant à faire une réponse, le ministre prit de nouvelles mesures contre la Société tout entière. Il ordonna aux évêques de lui enlever l'instruction de la jeunesse, de la remplacer aux universités et partout ailleurs. Enfin, les Jésuites du Portugal et de ses colonies furent transportés en Italie. Le pape, en réponse à ces procédés, fit brûler le manifeste de Pombal sur la place publique à Rome. Là-dessus, Pombal confisqua les biens de l'Ordre, les réunit à ceux de la couronne, expulsa le nonce qui cherchait à défendre autant que possible les droits du saint-siège et les intérêts de l'Ordre, et rappela son ambassadeur Almada de la cour de Rome. Défense fut faite, sous peine de mort, à tout sujet portugais, laïque ou ecclésiastique, d'entrer en rapport avec le saint-siège. La rupture entre le Portugal et Rome dura dix ans. Malagrida fut tiré de son cachot, après une détention de près de quatre ans, pour comparaître devant le tribunal de l'Inquisition,

sous l'inculpation du crime d'hérésie. Malagrida, qui était devenu idiot, et que l'on eût dû conduire non sur l'échafaud, mais dans une maison de santé, se vanta d'avoir été gratifié de toute espèce de visions et d'inspirations par Dieu, la sainte Vierge, les saints et les anges, et se donna pour un prophète et un thaumaturge. Il prétendait avoir guéri plusieurs malades par ses prières et avoir procuré, par son intercession auprès de Marie, des enfants à ceux qui en désiraient. Il écrivit un livre sur Anne, la mère de Marie; il y enseignait que Anne avait été sanctifiée, comme Marie, dans le ventre de sa mère; que dans le ventre de sa mère, elle révérait, aimait et connaissait Dieu; qu'elle y avait fait tous ses vœux : au Père éternel, le vœu de pauvreté; au Fils, le vœu d'obédience; au Saint-Esprit, le vœu de chasteté. Malagrida disait que Jésus n'avait pas trouvé assez de paroles pour lui décrire la grandeur des dons qu'il avait accordés à sainte Anne, et que les soupirs de la sainte avaient provoqué dans le cœur de Dieu une explosion d'amour nouvelle et inconnue. — Malagrida faisait des révélations tout aussi fantastiques sur la Vierge Marie et sur l'Antechrist. L'Inquisition dé-

clara qu'il était un faux prophète, un hérétique, et le livra au tribunal séculier, afin qu'il fût condamné selon les lois. Le tribunal le condamna à être étranglé; le cadavre serait brûlé. Malagrida refusa de demander grâce, persista à se dire innocent, et marcha d'un pas tranquille, allègre même, à la mort. L'exécution fut blâmée par ceux-là mêmes qui croyaient à la culpabilité des Jésuites. Cette culpabilité n'a pas été prouvée jusqu'ici. L'ambassadeur français, comte Merlé, qui, il est vrai, n'accordait pas ses sympathies à Pombal, écrivait le 22 mai au duc de Choiseul : « Il n'y a pas d'indice certain que les Jésuites aient trempé directement dans le complot contre la personne du roi. Il se peut qu'ils se soient prononcés d'un ton excessivement impertinent contre le gouvernement et contre le roi. Au jugement de personnes qui paraissaient bien informées, l'autorité dont ils jouissaient au Paraguay, l'influence qu'ils y exerçaient, ont été la cause de leur chute. Ils avaient commis, en outre, la faute d'envoyer à leur général des rapports trop libres sur ce qui se passait à Lisbonne. Le gouvernement avait saisi les rapports et y avait trouvé des principes contraires à l'obéissance due au

souverain ». Un an après l'attentat, le comte Merlé raconte que Pombal lui a assuré qu'il avait en mains les preuves de la culpabilité des Pères, premiers instigateurs du complot. Mais la relation du comte ne prouve pas qu'il ait ajouté foi à cette assertion :

Les événements en Portugal encouragèrent les ennemis de l'Ordre en France. Une intrigue de cour prépara la chute de la Société, un scandale public l'acheva. Madame de Pompadour fut menacée par le confesseur de Louis XV, le Père Pêrusseau, dans la position qu'elle occupait à la cour : le Jésuite refusait de donner les sacrements au roi s'il ne consentait à éloigner sa maîtresse. Le roi répondit qu'elle ne lui était plus une occasion de pécher et qu'il était inutile de la renvoyer de la cour. Le confesseur resta inébranlable. Madame de Pompadour, en proie à de certains remords, mais répugnant à l'idée de quitter le roi, envoya à Rome un agent chargé de gagner le pape à sa cause. Dans l'instruction écrite de sa main qu'elle remit à l'agent, elle faisait le récit des événements et soutenait qu'elle était nécessaire au bonheur du roi, au bien de l'Etat, car elle seule avait le courage de dire la vérité. Si on

l'éloignait, il était à craindre que le roi ne s'abandonnât à des dérèglements plus scandaleux encore. Les sentiments que Louis éprouvait pour Madame de Pompadour étaient ceux de l'amitié et de la confiance ; nulle passion impure ne s'y mêlait.

Madame de Pompadour ne pardonna pas leur opposition aux Jésuites, et lorsque la persécution se déchaîna contre eux, elle se ligua avec leurs ennemis. Le prétexte de l'expulsion de l'Ordre ce fut le scandale avec le Père de Lavalette. Les Jésuites faisaient le commerce en gros aux îles françaises des Indes occidentales, à la Martinique et à Saint-Domingue, depuis le moment où le Père Lavalette avait été nommé procureur-général des missions. Sous sa direction, il s'était élevé à la Martinique une foule de magasins et de fabriques, et on faisait le commerce le plus actif avec tous les ports de mer de l'Europe. Le crédit dont il jouissait permettait à Lavalette de toucher par lettres de change les sommes les plus considérables dans des maisons de commerce importantes de Marseille ; il s'acquittait par l'envoi de denrées coloniales. C'est ainsi qu'il reçut de la maison Livonay et Goufiers de Marseille la somme de 2,400,000 livres ; en re-

tour, il fit partir plusieurs navires chargés de denrées coloniales, en 1756, au moment où éclata la guerre entre la France et l'Angleterre. Les navires furent capturés par les Anglais, le commerce de Lavalette ruiné et la maison de Marseille forcée de suspendre ses paiements. Les négociants de Marseille et d'autres créanciers de Lavalette demandèrent à l'Ordre de les indemniser. Après avoir essuyé un refus, ils s'adressèrent aux tribunaux : les lettres de commerce prouvaient que l'Ordre s'était porté garant de Lavalette. L'Ordre, au lieu d'argent, offrit des messes pour le salut de l'âme des morts. Il eût été facile aux Jésuites de donner à l'affaire l'issue désirée, car ils possédaient à la Martinique seule des biens constituant un capital de quatre millions de francs. Confians dans leur influence sur la cour, ils bravèrent l'opinion publique. Ils obtinrent en effet un ordre du cabinet enjoignant de porter devant la grand-chambre du parlement de Paris tous les procès intentés à l'Ordre dans cette affaire. Mais ils furent déçus dans leur espoir de les voir étouffer à jamais. Le scandale fut dévoilé, et l'Ordre condamné dans la personne de son général au paiement

des lettres de change et des frais, ainsi qu'à une forte indemnité. En même temps, le Parlement décida par un décret du 17 avril 1761 qu'un exemplaire des Constitutions de l'Ordre serait soumis à l'examen du tribunal, et dès le lendemain, il interdit aux Jésuites la continuation des assemblées et des exercices de piété des élèves et des fidèles introduits dans leurs collèges. Le Parlement et le roi instituèrent une commission pour l'examen des Constitutions. Le 8 juillet de la même année, l'avocat général donna son avis devant toutes les chambres du Parlement réunies. Il déclara que le code de l'Ordre était contraire aux lois du royaume, aux privilèges de la nation, que toute l'existence de l'Ordre en France était illégale et que, simplement toléré, il pouvait être banni au premier jour. Il demanda la modification des Constitutions pour les Jésuites français et la nomination en France d'un supérieur qui ne dépendrait pas entièrement du général.

Louis XV avait été élevé dans le respect des Jésuites, mais il craignait les attentats contre les personnes royales, surtout depuis la tentative de Damiens en 1757. Il pensait obtenir la sécurité pour sa per-

sonne en prenant un Jésuite pour confesseur ; aussi redoutait-il tout conflit avec l'Ordre. Ses vues religieuses n'étaient pas moins étroites que celles de son grand-père. Il était fermement convaincu que Dieu ne consentirait pas à le damner, s'il soutenait la religion catholique.

Il était difficile d'obtenir d'un tel prince des mesures contre les Jésuites. Toutefois, les efforts faits par eux pour éloigner de sa personne Madame de Pompadour, le poussèrent peu à peu du côté du Parlement.

Louis XV avait besoin d'argent pour ses armements contre l'Angleterre ; le Parlement ne lui accorda rien avant qu'il ne fit des concessions dans l'affaire des Jésuites. Le roi tenta de sauver l'Ordre, mais le Parlement s'enhardit de jour en jour. Les doctrines morales des Jésuites furent accusées publiquement ; les in-folio des casuistes, des théologiens, des canonistes de la Société condamnés par le conseiller du Parlement, Terray, déchirés en mille morceaux et brûlés de la main du bourreau dans la cour du Parlement. Ordre fut donné de livrer tous les exemplaires de ces ouvrages ; quatre-vingts collèges

furent fermés le 18 juillet 1761, et l'on interdit aux Français d'envoyer leurs enfants aux collèges des Jésuites. L'Ordre tout entier fut déclaré incompatible avec l'esprit des Etats chrétiens, dangereux pour l'autorité des dignitaires ecclésiastiques et des souverains temporels.

Le roi invita les évêques réunis en assemblée générale à Paris à donner leur avis sur la question des Jésuites. L'épiscopat français comptait dans ses rangs peu d'adversaires résolus de l'Ordre. Les événements en Portugal avaient ramené à la Société des sympathies qu'elle avait perdues. Plusieurs évêques élevèrent la voix en sa faveur. Quarante-cinq d'entre eux se prononcèrent en faveur du maintien de l'Ordre. Sur ces entrefaites, les Jésuites mirent tout en œuvre pour calmer l'effervescence générale. Ils signèrent même les quatre articles de l'Eglise gallicane de l'an 1682, et le provincial, dans une lettre adressée aux évêques, déclara que les Jésuites français refuseraient d'obéir à leur général, s'il s'opposait à cet acte.

La Sorbonne intervint à son tour en publiant une censure de « l'Histoire du peuple de Dieu », par Ber-

ruyer. Le provincial en avait fait faire une nouvelle édition, en dépit de la condamnation prononcée en 1758 par la congrégation de l'index.

Le roi se trouvait placé devant l'alternative de congédier le Parlement ou d'approuver les mesures prises contre les Jésuites. Cette dernière résolution lui parut la plus facile. On lui représenta d'ailleurs que la religion chrétienne, ayant subsisté quinze-cents ans sans les Jésuites, ne serait pas mise en péril par leur expulsion ; on lui soumit leurs thèses relatives à l'assassinat des rois. Fatigué plutôt que convaincu, Louis XV céda. Mais il ne désirait encore que la réforme, non pas la destruction de l'Ordre. En conséquence il envoya, le 17 janvier 1762, un courrier extraordinaire à son ambassadeur à Rome, le cardinal Rochechouart, l'invitant à demander au général des Jésuites une réponse immédiate à la demande formulée par la conférence des évêques. Cette demande tendait à obtenir pour la France un vicaire général de l'Ordre, chargé d'exercer sur les Jésuites français les pouvoirs que le général exerçait sur l'Ordre tout entier. Par cette mesure, le roi espérait mettre un terme à la lutte du Parlement contre l'Or-

dre ; il fit prévenir la curie romaine que c'était le seul moyen de sauver la Société en France. Clément XIII rejeta la demande et écrivit au roi qu'une telle modification serait contraire à l'esprit et à l'existence même de l'Ordre.

Dès lors, il n'était plus possible au roi et à ses ministres de sauver les Jésuites. Une masse d'écrits fut dirigée contre eux : les « *Extraits des assertions dangereuses et pernicieuses des soi-disant Jésuites*, collection envoyée, par un décret du Parlement du 5 mars 1762, à tous les évêques et à tous les magistrats du royaume ; » les *Annales de la Société des soi-disant Jésuites* », qui contiennent tous les documents de nature à éclaircir l'histoire des Jésuites jusqu'en 1668 ; les actes d'accusation de Chalotais, de Monclar et de Didon, procureurs généraux des parlements de Bretagne, de Provence et de Bordeaux. Le 1^{er} avril, le Parlement détruisit quarante-quatre collèges et décréta, le 6 août, la dissolution de l'institution en France.

Le pape et l'épiscopat firent de vains efforts pour sauver l'Ordre. Clément XIII écrivit plusieurs lettres touchantes à de hauts dignitaires ecclésiastiques

de la France, pour les prier de venir à son secours. Là-dessus, le duc de Fitz-James, évêque de Soissons, qui reprochait aux Jésuites la chute des Stuarts dont il descendait, s'éleva contre les Jésuites dans la lettre pastorale, devenue célèbre, du 27 septembre 1762. Il condamna les doctrines des casuistes exposées dans les extraits indiqués plus haut, et soutint que ces doctrines étaient réellement enseignées par les Jésuites. Trois évêques seulement se rangèrent de son côté; presque tous les autres, et à leur tête l'archevêque de Paris, élevèrent la voix en faveur de la Société. La lettre pastorale de l'archevêque fut brûlée de la main du bourreau, par ordre du Parlement, et pour mettre l'auteur en sûreté, le roi dut le bannir de Paris.

Le 14 juin 1763, le roi déclara par décret que les biens des Jésuites devenaient propriété de l'Etat et seraient employés au bénéfice de l'Eglise. La plupart des membres de l'Ordre continuèrent à vivre en communauté d'après les règles de leur institution; le 22 février 1764, le Parlement leur imposa un serment en vertu duquel ils s'engageaient à ne plus vivre d'après les principes des Constitutions, ni isolé-

ment, ni en communauté, et à n'entretenir aucune espèce de relations avec le général. Un petit nombre prêta le serment, les autres durent quitter le pays. En novembre 1764, le roi supprima pour toujours la Société de Jésus dans ses Etats, rappela de l'exil l'archevêque de Paris, arrêta toutes les instructions commencées contre les Jésuites, imposa le silence à tous les partis, et permit aux Jésuites expatriés de rentrer en France et d'y fonctionner en qualité de prêtres séculiers.

Clément XIII fit un dernier effort pour sauver l'Ordre non-seulement en France, mais partout ailleurs. Il promulgua le 7 janvier 1765 la célèbre constitution « *Apostolicum pascendi* », confirmant de nouveau l'institution, la défendant contre toutes les suspicions et en proclamant la sainteté à la face de la chrétienté tout entière.

Cette bulle avait été préparée dans le plus grand secret; le collège des cardinaux n'en avait pas eu connaissance; le secrétaire d'Etat, cardinal Torregiani, le confident du pape, l'ignora jusqu'au jour où elle fut mise sous presse. Ricci, le général des Jésuites, et quelques prélats qui lui étaient dévoués,

l'avaient rédigée et en avaient fait longtemps mystère; le pape n'avait consenti à la signer qu'après une longue résistance.

Clément envoya la constitution à tous les nonces apostoliques de la chrétienté, espérant calmer ainsi la tempête. Mais vingt-trois évêques seulement, dont treize espagnols, deux français, sept italiens et l'archevêque de Prague, le remercièrent d'avoir pris la défense de l'Ordre, en ajoutant toutefois que dans leurs diocèses le nombre de ses ennemis était grand.

Le pape ne tarda pas à comprendre qu'il avait agi avec la plus extrême imprudence. Tous les nonces lui répondirent que la bulle était inopportune et n'avait servi qu'à nourrir les anciens ressentiments contre les Jésuites. Dans le royaume des Deux-Siciles la publication de la bulle fut interdite de la manière la plus sévère; une instruction fut commencée contre les Constitutions de la Société de Jésus et ces Constitutions déclarées inconciliables avec les lois de l'Etat. Venise interdit également la publication de la bulle par un édit offensant pour le saint-siège et pour les Jésuites; on menaça de la peine de mort les imprimeurs et les libraires qui la répandraient. Le

comte Firmain, gouverneur de Milan, la supprima en Lombardie. Même mesure fut prise par le parlement de Paris. Les parlements de Normandie et d'Aix la firent brûler de la main du bourreau. L'archevêque de Rouen menaça de l'interdit quiconque oserait la répandre. Le Portugal déclara que la bulle avait été surprise au pape, qu'elle était contraire aux droits de la couronne, dangereuse pour la paix du royaume et de l'Eglise. Ordre fut donné de livrer tous les exemplaires aux tribunaux; tous ceux qui les garderaient ou les feraient lire seraient déclarés coupables du crime de lèse-majesté et punis en conséquence. En Allemagne et dans le Nord, la bulle rencontra une indifférence générale. Toutes les puissances catholiques y virent un défi et commencèrent à user de représailles envers le saint-siège. Elles répondirent par des lois oppressives pour tous les édits venant de Rome, soumirent tous les actes du pape, même les indulgences, au *placet*, et firent surveiller par la police les rapports des évêques avec la curie romaine.

Deux ans après, les destinées des Jésuites s'accomplirent également en Espagne.

En 1762, Charles III avait tenté de restreindre les

privileges des institutions religieuses par le moyen d'une pragmatique sanction; le pape lui ayant fait des représentations, il l'avait rapportée. Un petit nombre seulement d'évêques espagnols étaient ouvertement dévoués à la cause des Jésuites. Lorsque des membres de l'Ordre, expulsés de France, vinrent se réfugier en Navarre, en Catalogne et dans l'Aragon, plusieurs évêques leur refusèrent tout accueil et leur interdirent toutes les fonctions ecclésiastiques. On partageait en Espagne la conviction que la constitution « *Apostolicum pascendi* » avait été surprise au pape par les Jésuites, et on supportait leur joug avec impatience. La défiance de Charles III s'accrut de jour en jour. Il défendit aux membres de l'Ordre de présider aux exercices de piété avec le reste du clergé, et il commença à éloigner leurs amis et leurs élèves des hautes fonctions de l'Eglise et de l'Etat. Leur pouvoir s'écroulait ainsi peu à peu. Campo-manès, le savant juriste de la cour de Castille, avait montré les défauts de leur système d'éducation; il avait proposé au roi de réformer l'enseignement général en Espagne, de l'enlever des mains des Jésuites et de le confier au clergé séculier.

Les Jésuites se hâtèrent de se défendre dans des apologies ampoulées, où ils eurent l'imprudence de glisser des remarques perfides sur les essais de réformes scientifiques et politiques tentés par le roi. Ils cherchèrent à jeter le ridicule sur ces réformes par des pamphlets anonymes, en prose et en vers, et répandirent parmi le clergé le goût des libelles. Ils entretenaient ainsi un mécontentement général qui, en mars 1766, produisit une violente explosion. La révolte dura quelques jours. Le prétexte en avait été un ordre du roi supprimant une certaine sorte de chapeaux que l'on portait à Madrid, en même temps que de longs manteaux, et à l'aide desquels on commettait toute espèce d'excès. La fureur du peuple se porta d'abord sur le ministre Squillare que l'on détestait à cause de son origine napolitaine. On l'assiégea dans sa maison, et on la démolit. Le ministre échappa à la mort par la fuite. En vain le roi, parlant à la foule du haut de son balcon, essaya de la calmer; ses soldats n'y réussirent pas davantage. Les Jésuites, au contraire, apaisèrent les esprits si rapidement et si facilement qu'on les soupçonna d'avoir provoqué les désordres. Le roi partagea cette convic-

tion. Les ministres Aranda et de Roda profitèrent de l'occasion pour lui inspirer de profonds ressentiments contre l'Ordre.

Les tribunaux commencèrent à poursuivre avec la plus grande sévérité les auteurs des pamphlets; on fit des perquisitions chez les ecclésiastiques, chez les laïques, dans les maisons des Ordres religieux. On trouva, en effet, chez les Jésuites mainte pièce compromettante. Le tableau qu'on traça à Charles III de leurs intrigues et de leurs menées le saisit au point qu'il résolut de les expulser de ses Etats.

A la surprise de tout le monde parut, le 2 avril 1767, un décret royal ordonnant la suppression de l'Ordre. Le roi décidait que tous les Jésuites ayant prononcé leurs vœux seraient transportés dans les Etats de l'Eglise; ceux qui étaient déjà ordonnés prêtres recevraient une pension de 500 francs; les autres une pension de 450 francs. Les novices rentreraient dans leurs familles, et ceux qui n'auraient prononcé aucun vœu pourraient rester en Espagne. Tout Jésuite qui quitterait les Etats de l'Eglise ou qui donnerait lieu à un mécontentement quelconque perdrait sa pension. Toute correspondance avec l'Espagne était interdite

sous les peines les plus sévères aux membres de l'Ordre. Nul Jésuite ne pourrait rentrer en Espagne sans l'autorisation du roi, alors même qu'il aurait quitté l'Ordre avec l'assentiment formel du pape. L'autorisation de rentrer lui étant accordée, le Jésuite promettrait sous la foi du serment de n'entretenir ni publiquement ni en secret des relations avec les membres et avec le général de l'Ordre. Défense fut faite de rien écrire dans les Etats espagnols sur ce décret ; toute controverse, toute critique serait considérée comme un crime de lèse-majesté. Charles III eut soin de prévenir le pape de ces mesures par une lettre particulière. Le pape le pria instamment de les rapporter. Au jour et à l'heure où le décret royal parut à Madrid, les gouverneurs des provinces et les alcades des villes de l'Espagne, de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique et des îles de la monarchie reçurent tous l'ordre de pénétrer à main armée dans les maisons des Jésuites, d'arrêter les membres de l'Ordre, de les transporter dans l'espace de vingt-quatre heures dans un port désigné d'avance, de les embarquer et de mettre tous leurs papiers sous scellés.

Des milliers d'ecclésiastiques de tout âge et de

tout rang, des malades et des vieillards infirmes, furent entassés dans les vaisseaux et transportés sur la haute mer, sans savoir où on les conduisait. Après quelques jours de traversée, ils arrivèrent à Civita-Vecchia; mais on ne les laissa pas débarquer, on les repoussa à coups de canon. Cette mesure avait été ordonnée par le général de l'Ordre lui-même qui avait fait un accueil très-froid aux émigrants portugais et français et qui, maintenant, se décidait à sacrifier quelques-uns au salut de tous.

L'irritation des Jésuites contre leur général ne connut pas de bornes. Quant au capitaine espagnol, il eût pu vaincre la faible résistance qu'on lui opposait sur la côte romaine, mais il ne voulut point user de violence et il se dirigea sur Livourne et sur Gênes. Mais là aussi le débarquement fut empêché. Finalement, il ne restait d'autre refuge que la Corse. Charles lui-même pria le ministre de Choiseul de l'ouvrir aux fuyards. Mais il fallut d'abord écarter la résistance du commandant français, qui refusait de les accueillir, parce que l'île était dépourvue de tout moyen d'entretenir un si grand nombre d'habitants nouveaux et que les troupes elles-mêmes

tiraient leur subsistance du dehors. Toutefois, Choiseul réussit à faire accueillir ces malheureux : ils avaient erré sur mer pendant six mois, en proie à toutes les privations, à toutes les misères, à toutes les maladies. Ils trouvèrent un asile dans les casemates de l'île. Quelque temps après, croyant à un retour de l'opinion publique, un certain nombre de Jésuites retournèrent en secret en Espagne. L'indignation fut générale. Le roi fit décréter la peine de mort contre tout coadjuteur laïque, la prison perpétuelle contre tout prêtre de l'Ordre qui se rendrait coupable du même crime.

Le peuple espagnol assista, spectateur impassible, aux événements; la suppression de l'Ordre ne produisit aucune espèce de sensation à Madrid. La noblesse cacha son mécontentement au fond de ses palais. Les amis des Jésuites comptaient sur la fermeté du pape; mais Clément XIII n'avait plus que des pleurs à verser.

Les Jésuites accusèrent les Dominicains d'avoir, par leurs intrigues, poussé le roi à ces mesures rigoureuses contre l'Ordre. Les Dominicains, en effet, n'aimaient pas la Société de Jésus, et Osma, le

confesseur du roi, les haïssait cordialement. Ils ont contribué, sans doute, à entretenir les ressentiments du prince, mais eux seuls n'auraient pas eu le pouvoir de lui faire décréter des mesures aussi dures.

On raconte qu'on avait montré à Charles III une lettre, avec la signature contrefaite du général de l'Ordre, dans laquelle Ricci déclarait que le roi était le bâtard d'Albéroni, et l'infant don Louis l'héritier légitime du trône. Cette lettre aurait blessé profondément le roi. Mais cette histoire est sujette à caution. La cause la plus certaine des ressentiments de Charles se trouve dans les obstacles que les Jésuites avaient opposés à la canonisation de l'évêque Palafox, et dans les pamphlets dirigés contre le roi et dont ils étaient en grande partie les auteurs.

Charles III lui-même assura l'ambassadeur français qu'il n'avait jamais été hostile aux Jésuites et qu'il avait toujours repoussé les soupçons qu'on jetait sur eux. Mais la révolte de l'an 1766 lui avait dessillé les yeux, et il avait en mains les preuves que les Jésuites l'avaient fomentée. On avait arrêté plusieurs membres de l'Ordre qui s'employaient à distribuer de l'argent parmi la foule. Après avoir excité

la bourgeoisie par leurs calomnies, ils n'attendaient plus que le signal du soulèvement, et la première occasion venue leur eût été bonne. On ne se proposait pas de tuer le roi, mais de lui imposer des conditions. Il n'avait qu'un reproche à se faire, c'était d'avoir trop longtemps ménagé cette dangereuse Société.

Le parlement de Paris, encouragé par les événements d'Espagne, ne voulut plus se contenter des mesures prises jusqu'ici contre les Jésuites en France. Il décida le 29 avril 1767 que les Jésuites seraient tous expulsés dans l'espace de quinze jours. Ils ne continueraient à toucher leur pension qu'en fournissant la preuve qu'ils avaient élu domicile à l'étranger. Les parlements de province suivirent l'exemple donné par celui de Paris. Le parlement d'Aix exprima en même temps le vœu que les Jésuites fussent expulsés des Etats d'Avignon et du Venais-sin; au cas où le pape s'y opposerait, on incorporerait ces Etats à la France et le souverain pontife serait forcé ainsi de supprimer pour toujours, sur toute la terre, la Société de Jésus.

Depuis le commencement de l'année 1764, le roi Joseph avait essayé de renouer les relations du Por-

tugal avec la curie romaine. Clément XIII posa comme condition de la réconciliation le rappel des Jésuites. Là-dessus, Pombal forma le plan de réunir l'Espagne, la France et le Portugal dans une alliance contre le saint-siège. Au cas où l'on ne satisfait pas à la demande tendant à la suppression de la Société de Jésus, l'on viserait à obtenir la convocation d'un concile œcuménique. Pombal ne recula même pas devant la pensée de provoquer un schisme, et il entretint à cet effet une correspondance avec l'Eglise d'Utrecht.

Le roi Joseph et les ministres attribuant aux machinations des Jésuites l'échec des négociations entamées avec Rome, de nouvelles mesures furent décrétées contre l'Ordre en 1767. Clément XIII reconnut trop tard son erreur ; il chercha à apaiser le roi, mais celui-ci déclara qu'il ne se réconcilierait pas avec le saint-siège avant la suppression de la Compagnie de Jésus.

Au mois de novembre de la même année, le roi des Deux-Siciles chassa les Jésuites de ses Etats en deçà et au delà du phare, et fit transporter son ministre Tanucci sur le territoire romain. Le 3 novem-

bre 1767, à minuit, toutes les maisons des Jésuites du royaume de Naples furent cernées par des officiers et des fonctionnaires du roi; les portes furent ouvertes ou brisées, chaque cellule surprise et surveillée, les frères, les serviteurs et les élèves réunis dans une salle. On ne leur laissa que leurs habits, on les transporta au port voisin, on les embarqua sur des vaisseaux qui firent voile tout aussitôt. L'autorisation de rester ne fut accordée qu'aux vieillards et aux malades. Quelques mois plus tard, le grand-maître de l'Ordre de Saint-Jean expulsa les Jésuites de l'île de Malte.

Les meilleurs amis des Jésuites ne virent d'autre moyen de soutenir un peu l'Ordre que de le séculariser, c'est-à-dire de relever les membres de la Société de leurs vœux et de les faire admettre dans le clergé séculier. Mais Ricci remit au pape un mémoire démontrant que le pape n'avait pas le droit de prendre une telle mesure. Il retira son mémoire, mais non sans avoir averti Clément que cette mesure compromettrait le salut de son âme. L'entourage immédiat du pape soutenait au contraire la nécessité de la sécularisation de l'Ordre.

Survinrent les complications avec le duché de Parme. Le jeune duc avait lancé plusieurs édits tendant à restreindre l'accumulation des biens immeubles entre les mains de l'Eglise. Il lésa les immunités de l'Eglise en levant des impôts sur les biens ecclésiastiques nouvellement acquis et en attaquant la juridiction ecclésiastique. Il soumit en outre les décrets du pape au *placet*. Le pape, soutenant les droits de suzeraineté du saint-siège sur le duché, cassa tous les édits du duc, défendit de les exécuter, rétablit la juridiction ecclésiastique, et menaça le duc et ses ministres de l'excommunication pour le cas où ses ordres ne seraient pas suivis. Cet acte fit une immense sensation en Europe; tous les gouvernements, surtout les princes bourbonniens, parents du duc, se crurent attaqués ou menacés. Charles III, l'oncle du duc, prit la direction de la lutte et fit valoir le contrat de famille conclu entre la France et l'Espagne, au mois d'août 1761, dans le but de se prêter secours mutuel en cas de guerre déclarée à l'un des deux pays. On crut généralement que les Jésuites avaient inspiré le pape dans cet acte d'agression contre le duché. En même temps, leurs

amis avaient provoqué de nouveau un vif mécontentement en Espagne, en prédisant le prochain retour de l'Ordre, et en répandant contre Charles III des satires violentes. Charles III fit faire de nouvelles instructions qui dévoilèrent maint mystère et tournèrent au désavantage de l'Ordre.

Là-dessus, Louis XV convoqua un conseil d'Etat extraordinaire, où l'on discuta la nécessité de la suppression de l'Ordre, et Charles III se fit donner des avis théologiques sur la question de savoir s'il lui était permis de faire la guerre au pape. L'un de ces avis lui reconnut ce droit : il avait été formulé par un Jésuite.

Toutes les cours catholiques interdirent la publication du bref contre le duché de Parme. Quant au duc, il fit transporter ses cent-cinquante Jésuites dans les Etats de l'Eglise et confisquer leurs biens. Les rois d'Espagne, de France et des Deux-Siciles sommèrent le pape de rapporter son bref et de supprimer la Société de Jésus; en cas de refus, ils useraient de représailles. Les Jésuites et leur parti parmi les cardinaux et les prélats cachèrent au pape le danger croissant. Toutefois, les amis modérés de

l'Ordre lui conseillèrent d'accorder leur demande aux rois confédérés. Le pape resta inébranlable. On lui enleva les Etats de Ponte-Corvo, de Bénévent, d'Avignon et du Venaissin. Clément, dans un consistoire secret, entretint le collège des cardinaux de ces mesures et écrivit des lettres touchantes à Charles et à Louis. Charles essaya de gagner également Marie-Thérèse, mais elle lui répondit : « Je n'ai aucun motif de demander la suppression de l'Ordre de Jésus à la curie romaine; mais si le pape se décide à décréter cette mesure, je ne m'y opposerai pas et je n'en serai pas mécontente ».

Les ambassadeurs des trois cours bourbonniennes soumirent en janvier 1769 un nouveau mémoire au pape, pour demander au nom de leurs souverains la suppression de la Compagnie de Jésus. Pour le coup, le pape reconnut que c'en était fait d'elle. Il ne connut plus d'autre désir que d'être délivré de ses souffrances par la mort. Ce souhait fut exaucé dans la nuit du 1^{er} au 2 février.

CHAPITRE II

Clément XIV. Début du règne de Clément XIV. Intrigues des Jésuites. Le bref décrétant la suppression de l'Ordre de Jésus. Impression produite par le bref. Frédéric-le-Grand et les Jésuites. Les Jésuites en présence du bref. Maladie et mort de Clément XIV. Clément XIV est-il mort par empoisonnement? Le général des Jésuites au château Saint-Ange et sa dernière protestation. Les Jésuites sous Pie VI et leur restauration par Pie VII.

Aussitôt après la mort de Clément XIII, les ambassadeurs de France et d'Espagne déclarèrent que le choix d'un pape agréable aux deux cours était nécessaire pour éviter une rupture entre Rome et la maison de Bourbon. D'autant plus grande fut l'activité déployée par les Jésuites pour empêcher la nomination d'un pontife hostile à leur Ordre. Ils ne reculèrent devant aucune humiliation et ne ménagèrent pas les cadeaux faits aux grands de Rome et à leurs femmes. Ricci embrassa en pleurant les genoux des cardinaux, leur rappelant les mérites de sa Société et leur représentant l'affront du joug qui

leur était imposé par l'exigence des ambassadeurs. Il les pria instamment de se réunir en conclave avant l'arrivée des cardinaux français et espagnols.

Le conclave élut à l'unanimité Lorenzo Ganganelli, de l'Ordre des Franciscains. On commença par le sacrer évêque, car il n'était que cardinal-prêtre. Il prit le nom de Clément XIV.

Clément passait pour un partisan déguisé de l'Ordre de Jésus, et, à ce titre, le cardinal Orsini avait fait opposition à sa nomination. Ganganelli avait, en effet, témoigné à plusieurs reprises de son profond respect pour Loyola et célébré les mérites scientifiques des Jésuites.

Le nouveau pape s'était frayé son chemin vers le siège de Saint-Pierre par une sincère piété, par une douceur vraiment chrétienne, par son esprit scientifique. Cardinal et pape, il conserva la simplicité de mœurs et l'humilité qui avaient distingué le Franciscain. Ce ne fut pas sans craintes qu'il accepta les fonctions du pontificat suprême; il dit dans une de ses lettres que c'est là une charge horrible, et il écrit à un de ses amis : « Si vous m'estimez heureux, vous vous trompez. Après avoir été toute la journée

dans un état de surexcitation, souvent je m'éveille la nuit et je soupire après mon couvent, ma cellule, mes livres. J'envie votre sort. Je me console par la pensée que Dieu lui-même m'a placé sur le siège de Pierre, et qu'il me destine à de grandes choses; il me donnera la force de les accomplir. Dieu sait que je verserais tout mon sang pour ramener la paix partout, pour déterminer ceux qui ont oublié leur devoir à accepter une réforme, et pour obtenir qu'il ne fût plus question ni de partage ni de suppression ».

Il s'était occupé non-seulement de théologie, mais encore de philosophie, d'histoire, de sciences naturelles, de poésie; il s'était essayé à faire des vers. Il n'était point partisan d'une piété sombre et farouche; au contraire, il disait que la vraie piété consistait dans l'amour divin, sans lequel les actes les plus méritoires en apparence ne sauraient contribuer à notre salut. Il ne se dissimulait pas la nécessité de mainte réforme dans l'Eglise; il demandait entre autres celle du bréviaire, et il parlait des excès auxquels était portée l'adoration des reliques et qui faisaient qu'on attribuait souvent à un saint dix têtes et autant de bras.

En théologie, il prenait pour guide Augustin. L'esprit de l'Eglise devait être, selon lui, l'esprit de Jésus-Christ lui-même : l'esprit d'humilité, de douceur, de paix, de mansuétude, de justice, d'abnégation, de force et de vérité. Celui-là seul qui a l'amour divin connaît l'esprit du christianisme, dit-il dans son traité « *Sopra lo zelo* ». L'esprit du Christ n'est pas l'esprit de domination ; le zèle allié à la dureté ne ramène personne. Le zèle allié à l'intolérance ne mérite que du blâme. Quiconque aimera l'Eglise ne pactisera ni avec l'erreur ni avec l'indifférence, mais ne se laissera entraîner ni par la passion ni par la haine contre les égarés.

Ganganelli se méfiait du mysticisme. Il n'approuvait pas la vie purement contemplative, passée à attendre au milieu des prières et des cantiques que la sagesse et la sainteté viennent vous visiter. Pour lui, le travail c'était de la prière, le culte de Dieu. Aussi accordait-il ses préférences aux Ordres qui alliaient la vie active à la vie contemplative, et désapprouvait-il l'augmentation du nombre des Sociétés purement contemplatives. Il n'approuvait pas qu'on exagérât la rigueur de la règle et il blâmait l'entrée dans les

Ordres sans vocation décidée. Il détestait toute im-mixtion des Ordres dans les affaires temporelles.

Il se faisait une idée très-haute du sacerdoce, de l'épiscopat et de la papauté. Il était très-éloigné de vouloir restreindre les prérogatives du saint-siège et de faire des concessions au système épiscopal. Il avait à cœur de faire proclamer le dogme de l'Immaculée Conception. Mais avant tout il tenait à rétablir la paix dans l'Eglise catholique. « *Non anathematum, sed veniæ est tempus* », dit-il, lorsque Clément XIII déclara la guerre au duc de Parme. Il écrivit la lettre la plus conciliante au roi de Portugal, éleva un parent de Pombal à la dignité de cardinal, confirma dans la dignité d'évêque Pereira, dont les écrits avaient été mis à l'index, et exprima au roi la satisfaction que lui causait cette nomination. Le roi ayant échappé à la mort dont l'avait menacé une maladie très-grave, le pape célébra un *Te Deum* solennel. Clément XIV chercha également à gagner le roi d'Espagne, en promettant la béatification de l'évêque Palafox. Il accéda au désir de Marie-Thérèse de voir diminuer le nombre des jours de fête et il s'empessa de faciliter le mariage de Jo-

séph II en levant l'obstacle provenant des liens du sang. Il interdit la publication de la bulle « de la sainte Cène ».

Toutes ces mesures furent impuissantes à lui faire rendre les Etats du saint-siège occupés par les Bourbons. La suppression de l'Ordre de Jésus paraissait être une nécessité impérieuse. Il semble que Clément XIV l'ait reconnu dès le début de son pontificat ; mais il commença par ne faire part à personne de sa résolution. Cet acte, gros de conséquences importantes, demandait à être mûrement délibéré et pesé. Il fallait commencer par s'entendre avec tous les princes catholiques. Marie-Thérèse opposa la résistance la plus longue. Mais un jour, l'abbé de Sainte-Dorothée vint auprès de l'impératrice et lui remit un billet rédigé par son confesseur, le Jésuite Campmüller, et contenant le résumé de sa dernière confession. Il s'agissait de scrupules, de remords au sujet du récent partage du royaume de Pologne. Là-dessus, l'impératrice approuva la suppression de l'Ordre de Jésus. Elle écrivit, dit-on, au pape, que le motif qui l'avait déterminée c'était le secret de la confession trahi par un membre de l'Ordre.

Les Jésuites se livrèrent à toutes sortes d'intrigues en partie très-imprudentes, pour relever leur cause perdue. Ils répandirent toutes sortes de bruits relatifs aux dispositions favorables de Marie-Thérèse, du roi de Sardaigne et du grand-duc de Toscane, espérant ainsi intimider le pape. Ils répandirent en même temps des libelles et des pamphlets contre les cours bourbonniennes. Le 18 septembre 1769, les ambassadeurs de ces cours remirent au pape un mémoire demandant la suppression de la Société, et le pape répondit par une lettre confidentielle adressée au roi de France et promettant que cette mesure serait prise prochainement : quelques semaines après, les Jésuites cherchèrent à effacer l'impression produite par cette lettre en répandant un écrit faux dans les journaux français et italiens. Dans cet écrit, on faisait dire au pape qu'il ne pouvait ni blâmer ni détruire une institution louée et confirmée par dix-neuf de ses prédécesseurs ; il la blâmerait d'autant moins que le saint concile de Trente l'avait confirmée lui aussi et que, d'après les principes français, le concile œcuménique était supérieur au pape. Un concile seul pouvait trancher la question, après avoir en-

tendu la défense des Jésuites présentée par eux-mêmes. Le pape était tenu de rendre justice aux Jésuites, comme à tous les autres Ordres religieux. L'empereur, le roi de Sardaigne et le roi de Prusse lui avaient écrit en leur faveur, et en conséquence il ne pouvait les détruire et mécontenter quelques-uns de ces princes en satisfaisant les autres.

Ce faux exaspéra Clément XIV. En 1770 il interdit la lecture de la bulle « de la sainte Cène », parce qu'il s'apprêtait à la réformer : les Jésuites la répandirent par milliers d'exemplaires à Rome et à Paris. En 1771, ils cherchèrent à accréditer à Paris le bruit de leur prochain rappel ; l'année suivante parut à Venise une estampe sortie de leur officine et représentant le jugement dernier et Charles III parmi les réprouvés.

Sur ces entrefaites, Clément avait également ouvert aux rois d'Espagne et de Portugal la perspective de la suppression de l'Ordre. Au commencement de l'année 1770, un nouvel attentat fut commis sur la personne du roi de Portugal et les Jésuites accusés par le gouvernement d'en être les seuls auteurs. Almada, l'ambassadeur du roi auprès du saint-siège, réclama impérieusement la mesure espé-

rée depuis si longtemps, et, ne recevant point de réponse, il détermina l'ambassadeur français, le cardinal Bernis, à rédiger un mémoire que signèrent les envoyés des autres cours bourboniennes et qui appelait de nouveau l'attention du pape sur cette question brûlante.

Ce fut un coup terrible pour les Jésuites lorsque la plupart des évêques espagnols s'adressèrent à leur tour au souverain pontife pour obtenir la suppression de l'Ordre. Cette démarche fortifia singulièrement le courage du pape. Le 12 février 1770, Clément releva les Jésuites de la direction du séminaire de Frascati et la confia au clergé séculier. Plus leurs destinées commençaient à leur inspirer d'inquiétudes, plus les Jésuites commirent de faux pieux, destinés à intimider le pape. En 1771, la Dominicaine Marie-Thérèse, du Sacré-Cœur de Jésus, avait commencé à prophétiser au couvent de Valentano, près Viterbe : les Jésuites s'emparèrent de la nonne exaltée et firent d'elle l'instrument de leurs desseins. Dès lors, des pèlerins innombrables de l'Ordre de Jésus vinrent la consulter au sujet des destinées de leur Société, de l'Eglise et du monde. La prophé-

tesse répondait qu'une fumée épaisse s'élevait autour du nom de Jésus et l'obscurcissait sans parvenir à l'effacer. Les armoiries de la maison de Bragance l'obscurcissaient également sans le rendre invisible. Celles de la maison de Bourbon n'en laissaient plus paraître que fort peu de chose ; enfin, celles du pape effaçaient complètement le nom de Jésus. Mais bientôt toutes ces armoiries disparaissaient, et le nom de Jésus brillait d'un éclat plus pur que jamais. — Quiconque, disait-elle encore, quiconque supprimerait la Société de Jésus, mourrait d'une mort affreuse. Le roi de Portugal serait étranglé à la place où il avait fait exécuter les Tavora et les Aveiro. Les rois Louis et Charles périraient également d'une mort misérable. Le roi de Prusse, au contraire, serait converti. Les prophéties insistaient surtout sur la mort prochaine de Clément XIV et sur la restauration de l'Ordre. Une autre visionnaire, Renzi, avait également de ces hallucinations. Les Jésuites soutenaient de leur mieux ces bouffonneries.

Quatre ans se passèrent, le pape instruisant toujours, et les cours le poussant à l'action. En 1773, Clément crut devoir préparer l'opinion publique en

prenant quelques mesures préliminaires contre les Jésuites; il résolut de faire des principaux évêques des Etats de l'Eglise les visiteurs apostoliques des maisons de Jésuites situées dans leurs diocèses, et de leur donner des pouvoirs très-étendus pour l'examen de l'administration et la sécularisation des membres qui la demanderaient. Le pape commença par Bologne. Il chargea le cardinal Malvezzi de la visite. La mesure provoqua une grande effervescence parmi les amis des Jésuites, et tout aussitôt parurent à Rome des pamphlets destinés à produire un soulèvement.

A partir du 28 mai, le pape fit plusieurs retraites religieuses et se prépara au grand acte par la prière. Dans sa retraite, il rédigea avec le cardinal Zelada le bref de la suppression, dont il avait fait le plan en 1772, et le signa avec le plus grand calme le 21 juillet 1773, avant d'en avoir donné connaissance à personne. Que le pape ne se soit décidé à cette mesure extrême qu'après de vives luttes intérieures, cela est hors de doute. Mais qu'il n'ait signé le bref « *Dominus ac Redemptor noster* » qu'au milieu des angoisses les plus vives, qu'il soit tombé

immédiatement après dans le désespoir et la folie, ce n'est là qu'un mensonge des Jésuites. Les membres de l'Ordre ont également cherché à faire accroire à tous les successeurs de Clément que la signature lui avait été arrachée par force, par l'ambassadeur espagnol. Pacca raconte que Pie VII, prisonnier à Fontainebleau, s'écriait en 1814 : « On me fera mourir fou, comme Clément XIV ».

Immédiatement avant la publication du bref dans la journée du 6 août, le pape fit appeler auprès de lui cinq cardinaux et deux prélats, leur annonça sa résolution et leur en expliqua les motifs. Sa résolution ayant été approuvée par eux, il institua, pour l'exécution du décret, une congrégation composée des sept dignitaires que nous venons de nommer. Il leur adjoignit deux théologiens et leur donna pleins pouvoirs pour toutes les mesures nécessaires à la suppression des Jésuites. Il leur imposa en même temps le silence le plus profond, sous peine d'excommunication.

Le 16 août, c'est-à-dire trois jours après l'institution de cette congrégation, vers la tombée de la nuit, les collèges des Jésuites furent tous occupés par des

soldats; la maison de profès qu'habitait le général Ricci fut également cernée par la troupe et par des gardes municipaux. Les cinq cardinaux de la congrégation et, avec eux, le prélat Alfani se rendirent, entourés d'hommes armés, dans le réfectoire, firent appeler tous les habitants de la maison et leur donnèrent connaissance du bref de suppression. Les Jésuites ayant promis sous serment de ne cacher aucun trésor, on se rendit dans la sacristie, on fouilla dans tous les coins et recoins de la maison et des collèges, on confisqua les papiers et on porta l'or et l'argent qu'on put saisir, dans la trésorerie papale. A deux heures du matin, on put prévenir le pape que tout s'était passé dans le plus grand ordre. Depuis ce moment, les Jésuites cessèrent de fonctionner dans les églises et dans les écoles.

Le bref « *Dominus ac Redemptor noster* », daté du 21 juillet 1773, commence par déclarer que Jésus-Christ est le prince de la paix; il est venu sur la terre pour réconcilier Dieu et le monde et il a chargé ses apôtres de ce message de paix. Après avoir cité une série d'Ordres religieux supprimés par les papes, le bref fait l'histoire de la Société de Jé-

sus et insiste sur ce point que, dès sa fondation, elle a donné naissance à des querelles intestines et déclaré la guerre à d'autres Ordres réguliers, aux prêtres séculiers, aux académies, aux universités, aux écoles publiques, aux princes qui l'avaient admise dans leurs Etats. Certains membres de l'Ordre avaient même troublé la paix de l'Eglise chrétienne. Tous les moyens employés par les papes et par la congrégation de la Société pour remédier à ces inconvénients, étaient restés sans effet. La lettre apostolique dans laquelle Clément XIII avait pris la défense de l'Ordre de Jésus lui avait été arrachée par la force pour ainsi dire; elle n'avait d'ailleurs exercé aucune influence salulaire sur la Société. Au contraire; après la lettre, des orages plus violents encore s'étaient élevés, les liens de la charité chrétienne s'étaient relâchés davantage, les rois de France, d'Espagne, de Portugal et des Deux-Siciles s'étaient vus dans la nécessité de bannir de leurs Etats les membres de la Société. Cette mesure n'ayant pas paru suffisante pour rassurer la chrétienté, on avait convaincu Clément XIII de la nécessité de supprimer la Société. Le pape ne s'était arrêté à cette extrémité qu'après

mûre réflexion. Il avait considéré que son devoir était d'assurer la paix au monde catholique, d'éloigner tout ce qui pourrait la troubler; il s'était convaincu en outre que la Société de Jésus ne pourrait plus être de la même utilité que par le passé; il s'était donc décidé à l'abolir, après avoir scrupuleusement pesé le pour et le contre.

Le bref conclut en prescrivant des mesures destinées à garantir un avenir aux membres de l'Ordre, en ordonnant l'exécution du décret sous peine d'excommunication.

Aussitôt après la publication du bref, le pape invita tous les Jésuites à revêtir les habits du clergé séculier et à quitter leurs maisons. Les malades et les vieillards furent autorisés à y rester. Il recommanda au roi Charles les Jésuites espagnols qui n'étaient pas encore portés sur les listes des pensionnaires de l'Etat, et son vœu fut accompli sans difficulté. Il adressa des requêtes semblables aux autres souverains, et il entoura du plus profond secret la correspondance découverte chez les Jésuites.

La suppression de l'Ordre de Jésus causa une sensation profonde. La mesure fut blâmée par une

partie du clergé et du peuple même; elle ne fut approuvée complètement que par le Portugal et par les cours bourboniennes. Ces cours restituèrent au pape les États qu'elles lui avaient arrachés. En France, le bref fut accueilli avec grand respect par le roi et par l'épiscopat. En Allemagne et en Autriche, l'exécution du décret rencontra d'assez grandes difficultés; un certain nombre d'évêques n'y mirent pas un empressement bien vif, et d'ailleurs, les hommes nécessaires pour remplacer les Jésuites dans l'enseignement supérieur et primaire, faisaient défaut. L'archevêque de Vienne, Migazzi, autrefois adversaire déclaré des Jésuites, écrivit une lettre à Clément XIV pour célébrer leur activité bénie, la résignation, la force d'âme avec laquelle ils supportaient leur infortune et qui forçait l'admiration de leurs ennemis mêmes. Frédéric-le-Grand refusa de publier le bref dans ses États, et son exemple fut suivi par Catherine II. Le roi de Prusse n'était pas sympathique à Clément XIV; il croyait ne pas pouvoir se passer de Jésuites pour l'instruction de la jeunesse catholique de la Silésie et la Prusse occidentale; il pensait, en outre, faire échec à la politique

de Joseph II en protégeant les Jésuites expulsés de l'Autriche. Le 13 septembre 1773, Frédéric écrit à Colombini, son agent à Rome : « Vous le direz à qui voudra l'entendre et vous saisirez l'occasion d'en prévenir le pape ou son premier ministre : ma résolution est arrêtée de garder les Jésuites dans mes Etats. Par le traité de Breslau, j'ai garanti le maintien, dans le *statu quo*, de la religion chrétienne. D'ailleurs, je n'ai jamais trouvé de meilleurs prêtres que les membres de l'Ordre de Jésus. Enfin, j'appartiens à la classe des hérétiques; le pape ne peut donc pas me dispenser de tenir ma parole, ma parole d'honnête homme et de roi ». D'Alembert ayant exprimé la crainte de voir des princes qui avaient extirpé la mauvaise herbe dans leurs jardins, demander un jour ou l'autre de la graine à Frédéric-le-Grand, pour la semer à nouveau, le roi lui répondit : « Tant de fiel dans l'âme d'un sage! diraient les Jésuites en apprenant comment vous vous exprimez sur leur compte. Je ne les ai pas protégés tant qu'ils étaient puissants; ils sont malheureux : je ne vois plus en eux que des savants que l'on remplacerait difficilement pour l'instruction de la jeu-

nesse. Ils me sont indispensables; eux seuls, dans le clergé catholique, s'occupent de science. A quel-qu'un qui me demanderait des Jésuites je n'en céderais pas un seul, je tiens à les garder tous ».

Les Jésuites ne se soumirent qu'en apparence au verdict qui les condamnait. Ils étaient convaincus qu'ils étaient nécessaires au salut de l'Eglise romaine, et ils n'avaient jamais tenus pour infaillibles les décrets du saint-siège contraires à leurs intérêts. Ils lancèrent contre le pape des pamphlets sans nombre et des écrits poussant à la révolte; ils se répandirent en mensonges et en calomnies au sujet de prétendues atrocités commises lors de la prise de possession de leurs biens à Rome. A Paris, ils inventèrent une lettre où l'archevêque de Paris était supposé accabler le pape des reproches les plus amers et lui dire qu'il n'avait pas eu le droit de supprimer l'Ordre de Jésus, et que l'évêque n'était pas tenu de lui obéir. Le faux ne tarda pas à être découvert.

En Suisse et à Cologne, les Jésuites hésitèrent à se soumettre au décret et commencèrent à enseigner des doctrines gallicanes qu'ils avaient combattues

jusque-là avec la dernière vigueur. A Heidelberg, Simo défendit publiquement cette thèse, que les évêques sont institués directement par le Christ. Le pape n'exerce aucun pouvoir, ni direct ni indirect, sur les princes. Les princes n'obéissent qu'à Dieu dans la direction des affaires temporelles et spirituelles, ils ont le droit de lever des impôts sur les biens de l'Eglise, sans consulter le pape, etc.

En Russie et en Prusse, les Jésuites firent ouvertement résistance au saint-siège. L'ex-provincial de Silésie conçut l'audacieux projet de réunir en congrégation tous les Jésuites vivant en Prusse et de procéder à l'élection d'un vicaire général, le général Ricci étant empêché par sa captivité de venir en Prusse et de présider l'Ordre. Il continua aussi de recevoir de nouveaux membres. L'impératrice de Russie menaça de sévir contre l'Eglise catholique si on osait exécuter le décret de suppression dans ses Etats. En Pologne, le roi, la noblesse et les évêques se crurent autorisés à confisquer les biens des Jésuites et à les dissiper. Le nonce tenta de s'opposer à ces abus, mais les Jésuites se moquèrent de ses efforts, en lui rappelant d'un ton ironique que le

pape n'avait pas procédé autrement dans ses Etats. Ce fut en vain que le pape avertit les séditeux qu'ils compromettaient non-seulement leur propre salut, mais celui des autres en continuant de distribuer les sacrements. Les Jésuites ne reculèrent point devant l'idée de fabriquer des brefs où le pape autorisait le maintien de leur Ordre en Prusse et en Russie et où il rapportait solennellement le décret de suppression. Dans les missions de l'Orient, les Jésuites eurent recours à toutes les ruses, à tous les artifices pour se maintenir en dépit du bref du pape.

Ces tristes expériences, jointes aux prophéties relatives à sa mort prochaine, jetèrent le pape dans de sombres inquiétudes, dans une profonde mélancolie. Il souffrait depuis longtemps de dartres qui lui rongeaient le visage et les mains. Le scorbut vint s'y ajouter. En février 1774, son état empira. Le 25 mars, il s'attira au service divin de l'église *sopra la Minerva*, un refroidissement dont il ne se remit pas complètement. Ses forces diminuèrent de mois en mois, de jour en jour. Il mourut enfin, après de longues souffrances, le 22 septembre.

L'agonie du pape ayant commencé jour par jour

un an après l'internement de Ricci au château Saint-Ange, les uns virent dans la mort de Clément le jugement de Dieu, les autres crurent à l'empoisonnement. Le cadavre fut embaumé par les deux chirurgiens La Bossier et Biagi, en présence des médecins Adinolfi, Salicetti, Lolli, et d'un certain nombre de professeurs de médecine. Le bruit de l'empoisonnement persistant, Salicetti, le médecin du palais papal, fut chargé d'écrire sans préjugé et avec une entière sincérité l'histoire de la maladie de Clément. Il écrivit un mémoire dont voici la conclusion :

« C'était une cause interne et non pas externe qui avait déterminé la mort du pape. Ce mal on avait négligé longtemps de le combattre, soit que Clément se flattât de le vaincre d'un jour à l'autre, soit qu'il l'eût dissimulé suivant son habitude. La maladie s'était manifestée depuis longtemps par des symptômes nets et visibles. L'autopsie avait été faite en public, et tout spectateur impartial avait pu remarquer des lésions produites par des causes naturelles dans les parties nobles. Je me chargerais, disait en terminant le rapporteur, je me chargerais du crime le plus noir en ne rendant pas témoignage à

la vérité dans une cause d'une telle importance. »

Don Monino, l'ambassadeur espagnol, n'ajouta pas foi à ce mémoire. Il envoya à son gouvernement un rapport concluant à l'empoisonnement et soutenant que Clément lui-même était convaincu qu'on lui avait donné du poison. La cour d'Espagne et l'Europe tout entière partagèrent cette conviction. Il est hors de doute que le pape avait conçu des soupçons très-vifs et il est certain qu'après sa mort on a trouvé des antidotes dans ses appartements. Il en avait fait secrètement usage. Il est possible que ces prétendus remèdes aient hâté sa mort. Dans une lettre du 28 septembre 1774, le cardinal Bernis fait l'aveu suivant : « Le caractère de la maladie et les circonstances de la mort du pape font croire communément que cette mort n'a pas été naturelle. Les médecins qui ont assisté à l'autopsie ne se prononcent pas nettement, les chirurgiens s'expriment d'une façon plus franche. Il vaut mieux accepter la version des premiers que de chercher à découvrir la triste vérité, dont la divulgation serait peut-être fâcheuse ». Le 26 octobre de la même année, le cardinal parle des doutes cruels que le pape avait eus lui-

même sur l'origine de sa maladie. Le 28 octobre 1777, le même dignitaire de l'Eglise convient que le pape Pie VI éprouve quelque sympathie pour les Jésuites. « Mais, dit-il, il les craint plus qu'il ne les aime. En ma présence, il s'est échappé à prononcer à trois ou quatre reprises une parole indiquant clairement qu'il connaissait les détails de la fin malheureuse de son prédécesseur et qu'il ne voulait pas courir semblable danger ». — Frédéric-le-Grand tenait pour faux tous les bruits relatifs à l'empoisonnement du pape.

En résumé, le mystère de la mort de Clément XIV n'est pas complètement éclairci à l'heure qu'il est. Ginzel a prié le professeur Maschka, dont l'autorité est incontestée, d'examiner le mémoire des chirurgiens, l'avis de Salicetti et la relation de Monino, relatifs à l'autopsie. A la suite de cet examen, Maschka a fait la déclaration suivante :

1) Les indications peu précises et entièrement dénuées de caractère scientifique des médecins, relatives aux différentes phases de la maladie et aux résultats de l'autopsie, ne permettent pas de donner un avis motivé sur le genre de mort du pape.

2) Ganganelli a souffert assez longtemps d'érup-

tions de la peau, d'abcès dans la bouche, d'enrouement, de relâchement de la gencive, de rétention d'urine. Ce fait donne à penser qu'il avait une maladie chronique et que, pour la combattre, il avait pris du mercure à trop fortes doses, conformément à l'usage du temps.

3) Il est possible qu'il ait été affligé en même temps d'un cancer à l'estomac; il est très-probable que, dans les derniers temps, l'hydropisie et une inflammation des poumons sont venues s'y ajouter.

4) Il est impossible de dire s'il y a eu empoisonnement. L'empoisonnement, quoique possible, ne paraît pas vraisemblable, l'hydropisie et l'inflammation des poumons suffisant pour amener la mort.

5) Les symptômes extérieurs observés après la mort étaient simplement les signes de la décomposition, qui se fit rapidement à cause de l'élévation de la température et de l'état hydropique du cadavre. Ces symptômes ne suffisent pas pour donner l'explication de la mort du pape.

Le sort du général Lorenzo Ricci fut un des incidents les plus tragiques de l'histoire de la suppres-

sion de l'Ordre. Le général a raconté lui-même son procès. Après la mort de Ricci, un de ses amis a publié ce document.

Le 17 août 1773, au soir, Ricci fut emmené dans le collège anglais, avec ordre d'y rester jusqu'à ce que l'on eût confectionné pour lui un habit de prêtre séculier. La circulation libre dans la maison lui fut permise pendant cet intervalle ; quand l'habit fut confectionné, on assigna au prisonnier deux chambres et on en donna une à son domestique. Le 21 septembre, il fut transféré au château Saint-Ange, et aussitôt s'ouvrit l'interrogatoire. Ricci déclara qu'il n'avait pas reçu d'informations précises relativement à l'intention du pape de supprimer l'Ordre. On lui insinua qu'il devait avoir caché des biens meubles et de l'or pour la valeur de 50 millions ou au moins de 22 à 24 millions. Il le nia, et il soutint que nul, à sa connaissance, n'avait eu recours à cette mesure. Plusieurs l'avaient proposée, mais le général l'avait blâmée et en avait fait abandonner l'idée. En général, rien de plus faux que le bruit qui courait des sommes considérables amassées par la Société : c'était là une fable accréditée chez le vulgaire, mais à

laquelle des personnes sensées pouvaient difficilement ajouter foi. Les recherches faites à Rome n'avaient amené aucun résultat probant (1).

Ricci avoua qu'il avait été en correspondance avec le roi de Prusse (2). Ricci ayant demandé à connaître le motif de son internement, le juge d'instruction Andrétti lui répondit : « Rassurez-vous, ce n'est pas pour avoir commis un crime que vous avez été arrêté ». A la fin de janvier, Ricci dicta une supplique demandant son élargissement : il se fondait sur son innocence, constatée par le procès. Il était, disait-il, âgé de soixante-et-onze ans et courbé par les infirmités. Il déclarait solennellement qu'il ne songeait pas à restaurer l'Ordre. On lui répondit qu'on prendrait soin de sa personne, mais huit mois s'écoulèrent et rien ne fut fait. Au mois d'août 1775, Ricci adressa au nouveau pape, Pie VI, un mémoire où il insistait sur ce fait

(1) Les frais d'entretien des Jésuites expulsés, des tentatives de corruption faites auprès de personnes influentes des cours, pour les amener à intervenir en faveur de l'Ordre, pouvaient absorber les capitaux dont disposait Ricci.

(2) Cette correspondance avait pour but de déterminer le monarque protestant à s'immiscer dans les affaires de l'Eglise catholique, à se déclarer publiquement le protecteur du pape et à exercer ainsi une pression sur le souverain pontife.

que sa captivité durait depuis deux ans et que c'était pour lui une marque d'infamie aux yeux du monde entier. Son innocence résultait clairement du procès. Il avait demandé à plusieurs reprises quelle était la vraie cause de son internement. Chose inouïe dans les Etats civilisés ! on avait refusé de lui répondre. On n'avait pas rempli la promesse qu'on lui avait faite de prendre soin de sa personne. Huit mois après cet engagement, Clément était mort, et depuis son décès, onze mois s'étaient écoulés sans qu'on se fût soucié de dégager la parole donnée. Il était traité avec une rigueur qu'on réservait d'ordinaire aux grands criminels. Les soldats, ses gardiens, disaient qu'ils avaient vu beaucoup de coupables dans sa prison, mais aucun d'entre eux n'avait été soumis à un traitement aussi rigoureux. Il était entouré de surveillants à qui défense était faite de lui adresser la parole. Des tambours étaient placés devant les fenêtres, de sorte que la lumière était à moitié interceptée. Il ne lui restait qu'une petite échappée de vue sur la ville et la campagne. On avait de toutes façons restreint ses promenades ; on lui avait interdit, même pendant sa maladie, d'arpenter

pendant quelques instants une salle attenante à sa chambre. On ne lui avait pas permis de faire du feu pour se chauffer pendant le premier hiver. La seconde année, il en avait obtenu l'autorisation, mais avec bien des restrictions. On lui avait permis également de se promener au grand air, mais sur le « maschio » du château, place exposée à toutes les intempéries et qu'il lui fut impossible d'utiliser. On examinait tous les mets qu'il faisait venir du dehors ; on fouillait dans ses poches pour savoir s'il avait de l'argent sur lui. On ne s'était jamais conformé à l'usage qui veut que l'on s'informe de la santé des prisonniers. Il n'avait jamais obtenu l'autorisation de voir les autres détenus ; les nouvelles du dehors lui avaient toutes été interceptées. On avait refusé de lui rendre ses lettres, de lui donner du papier et de l'encre. Il ne lui était donné de voir personne, hormis le major Pescatore et, parfois, le commandant en second du château. On ne le laissait jamais seul en présence du médecin, du chirurgien et du pharmacien ; les opérations avaient souvent été faites devant des personnes étrangères à l'art. Cette extrême sévérité avait été poussée à ses dernières limites dans les der-

niers temps : on avait pris à tâche de le rendre en quelque sorte invisible. Il était tenu de révéler le moindre de ses besoins à la garde tout entière. En revanche, il n'avait personne à qui confier ses scrupules de conscience ; il ne pouvait s'en ouvrir à son confesseur. — On avait chargé pendant quelque temps un soldat de le servir. Ce soldat lui avait apporté des mets qui avaient adouci quelque peu les douleurs d'entrailles que lui avait causées la mauvaise nourriture : on avait calomnié le soldat, on l'avait éloigné, on avait fini par le jeter lui aussi en prison, parce qu'il avait consenti à donner au chanoine Ricci des nouvelles de l'état pitoyable où se trouvait le captif ».

Ricci mourut peu de mois après avoir rédigé ce mémoire. S'attendant à une fin prochaine, il avait écrit une nouvelle protestation contre les persécutions dont l'Ordre et son général avaient été victimes : il la confirma le 29 novembre 1775, quelques heures avant sa mort et en recevant l'extrême-onction.

Cette protestation était ainsi conçue :

« Etant sur le point de paraître devant le tribunal de la vérité et de la justice infailibles, j'ai prié mon

Sauveur miséricordieux d'empêcher que, dans un des derniers actes de ma vie, je me laisse dominer par la passion. Ce n'est point dans l'amertume de mon cœur ni dans de mauvaises intentions, mais uniquement parce que je considère qu'il est de mon devoir de rendre témoignage à la vérité et à l'innocence, que je fais les deux déclarations suivantes :

1) « J'affirme que la Société de Jésus n'a point fourni de motif ni de prétexte pour sa suppression. Je l'atteste avec toute la certitude morale que peut avoir un supérieur bien informé des choses de son Ordre.

2) « Je déclare que je n'ai point fourni de motif ni de prétexte pour mon emprisonnement. Je l'affirme avec la certitude absolue que tout homme possède au sujet de ses propres actions. Je fais cette seconde déclaration parce qu'elle est nécessaire à la bonne réputation de la Société dont j'ai été le général.

« Je ne pense pas qu'aucun de ceux qui ont été la cause de ma chute et de celle de la Société de Jésus, soit considéré comme coupable par Dieu, à la suite de ma protestation : moi-même je m'abstiens de les juger. Dieu seul est à même de décider si les erreurs

de notre jugement doivent nous être imputées à crime. Lui seul connaît les intentions qui dirigent nos actes; or, ce sont les intentions seules qui constituent notre innocence ou notre culpabilité. J'abandonne donc le soin de juger à celui qui pèse les actes et connaît nos pensées les plus secrètes, nos sentiments les plus intimes.

« Je prie Dieu de me pardonner, pour l'amour de Jésus-Christ, mes nombreux péchés, et de pardonner, comme je le fais moi-même, aux auteurs de mes maux et de la suppression de la Société de Jésus; je suis résolu à mourir en adressant cette prière au Seigneur. Enfin, je prie et j'adjure tous ceux qui liront ces déclarations et protestations, de les faire connaître partout où ils le pourront; je les en supplie au nom de la charité chrétienne et de la justice éternelle ».

Cette déclaration, dont on peut admettre la sincérité, montre que, dans ses derniers jours, le général des Jésuites s'était élevé à des sentiments qui lui avaient fait trop souvent défaut pendant qu'il était aux honneurs. Ricci avait été le dix-huitième général de la Société de Jésus. Il y avait longtemps que

la Société n'avait eu à sa tête des hommes aussi éminents que Loyola, Lainez et Aquaviva. Vitelleschi et Caraffa, avec d'incontestables vertus, manquaient de l'énergie et de la fermeté nécessaires pour préserver l'Ordre de la corruption croissante. Ceux de leurs successeurs qui tentèrent de remédier aux abus, virent leurs efforts se briser contre la résistance de la Société elle-même. Quant à Ricci, il était du nombre des généraux qui ne sentirent pas la nécessité d'une réforme et qui, d'ailleurs, eussent été sans force pour l'exécuter.

Les membres de la Société ne disparurent pas avec elle. Dans la maison *al Gesu* de Rome, une communauté de Jésuites, composée en grande partie de missionnaires revenus de l'étranger, continua de vivre selon la règle de l'Ordre, et de se consacrer à la prédication et à la cure d'âmes. Un grand nombre d'institutions scientifiques dans toutes les parties du monde comptaient encore des Jésuites parmi leur personnel enseignant. Clément lui-même avait rendu à leurs fonctions quatre ex-Jésuites qui avaient été nommés professeurs au collège romain. On confia à la direction des Jésuites plusieurs sémi-

naires des Etats de l'Eglise, et presque toutes les chaires qu'ils avaient occupées en Toscane avant la suppression de l'Ordre, restèrent en leur possession. Lorsque Marie de Portugal monta au trône en 1777, le procès intenté aux membres de l'Ordre après l'attentat commis sur la personne du roi Joseph, fut soumis à une révision ; les condamnés furent déclarés innocents et Pombal renversé. On combla de faveurs les victimes qui, au nombre de plusieurs centaines, avaient gémi dans les cachots. L'Ordre continua de subsister ouvertement en Prusse et dans la Russie blanche, sous la protection de Frédéric-le-Grand et de Catherine II. En Russie, la Société créa un noviciat en 1780, et nomma un vicaire général en 1782. Il semble qu'elle ait été encouragée à commettre cet acte si offensant pour l'autorité du saint-siège, par des avis secrets du nouveau pape, Pie VI, favorable à sa cause. Les craintes que lui inspirait Charles III empêchèrent seules le pape de prendre ouvertement fait et cause pour l'Ordre. Frédéric-le-Grand commit l'indiscrétion d'avertir les cours de Madrid et de Naples de l'intérêt que le pape prenait aux destinées de la Société et dont il s'était ouvert au roi

de Prusse. Cette révélation attira à Pie VI de dures paroles de la part du gouvernement espagnol. Les mesures que le pape prit relativement aux affaires de l'Ordre eurent toutes un caractère équivoque. Lorsque le général Roothan déclara, dans son encyclique du 27 décembre 1839, que Pie VI avait approuvé par un *oraculum vivæ vocis* le maintien de la Société dans la Russie blanche, la curie romaine n'opposa pas de démenti officiel à cette affirmation. En 1793, le duc Ferdinand demanda au vicaire général de la Russie quelques membres de l'Ordre, pour leur confier la direction des écoles de son pays et y constituer une province de la Société : Pie VI se contenta de recommander de la prudence dans la constitution.

Pie VII était un ami dévoué des Jésuites. Lorsqu'il fut élevé à la dignité suprême dans l'Eglise, on ne put douter que l'Ordre ne serait restauré, dès que les circonstances le permettraient. Après la révolution française, les vieilles dynasties avaient compris que dans l'intérêt de leur propre conservation il leur fallait s'allier avec l'Eglise romaine ; les légitimistes commencèrent dès lors à recommander partout l'é-

ducation jésuitique comme un antidote contre l'esprit révolutionnaire. Au milieu des épreuves qui accablèrent le pape et l'Eglise, Pie VII se persuada que ces infortunes étaient la suite de la suppression de l'Ordre; il pensa y mettre un terme par la réhabilitation de la Société.

Sous son prédécesseur, d'anciens Jésuites avaient formé en Allemagne et en Italie deux nouvelles congrégations, qui, tout en adoptant un nouveau nom, cherchèrent à maintenir l'esprit de l'institution primitive. La première, ce fut la Congrégation du Sacré-Cœur, fondée en 1794 par les abbés de Broglie et de Tournely; elle finit par s'établir à Hagenbrunn, près de Vienne, sous la protection de l'archiduchesse Marie-Anne et de l'archevêque Migazzi, guettant l'occasion favorable pour se dévoiler et apparaître comme la Société de Jésus ressuscitée. La seconde confrérie fut fondée par Paccanari, sous le nom de Congrégation de la foi de Jésus. Les Jésuites qui y étaient entrés en grand nombre se déroberent à l'autorité de Paccanari en 1801, après que Pie VII eut restauré l'Ordre en Russie, sur la prière de Paul I^{er}. Ils se placèrent d'autant plus volontiers sous l'autorité du vi-

caire général de la Russie blanche, que Paccanari songeait moins à reconstituer l'ancienne Société de Jésus qu'à la réformer suivant ses propres inspirations.

Le 10 octobre 1802, la congrégation générale de l'Ordre élit pour président le Père Gabriel Gruber, homme d'une habileté et d'une prudence consommées, qui avait exercé une grande influence sur Paul I^{er}. En 1804, Pie VII approuva, sur la prière du roi Ferdinand, l'établissement des Jésuites dans le royaume des Deux-Siciles. Enfin, le 7 août 1814, parut la bulle « *Sollicitudo omnium Ecclesiarum* », qui restaurait solennellement la Société de Jésus dans le monde entier. Après avoir rappelé les pétitions nombreuses adressées au saint-siège par les évêques et par d'autres personnes influentes, la bulle disait : « Nous serions coupable devant Dieu en négligeant, au milieu des dangers que court la chrétienté, le secours salutaire que nous accorde un décret spécial de la Providence divine, et en repoussant loin de la barque de saint Pierre, incessamment ballottée par la tempête, des rameurs vigoureux et éprouvés prêts à briser les flots de cette mer qui à chaque instant menace de nous engloutir. »

L'Ordre de Jésus était un élément et un agent indispensable de la Restauration. L'ennemi que la Société était appelée dorénavant à combattre était, non plus le protestantisme, mais les idées de liberté et de culture supérieure que la Révolution française avait répandues dans le monde. Mais les armes du jésuitisme ne peuvent rien contre les efforts que fait l'esprit humain pour s'émanciper. L'Ordre ne pourrait relever sa puissance sur les ruines de la civilisation que si le libéralisme était impuissant à entraîner la société moderne dans des voies progressives, larges et sûres.

Quant à la suppression de l'Ordre par Clément XIV, elle ne pouvait être que temporaire, du moment qu'elle n'était pas suivie d'une réforme radicale de l'Eglise romaine. L'Ordre est né et rempli de l'esprit qui anime cette Eglise, et tant qu'elle ne sera point régénérée, il sortira de son sein des créations semblables, quoique déguisées sous d'autres noms.

TABLE DES MATIÈRES

DU SECOND VOLUME

LIVRE SIXIÈME

DOCTRINES ET PRATIQUES RELIGIEUSES DE L'ORDRE.

CHAPITRE I

L'autorité de Thomas d'Aquin et la théologie de l'Ordre de Jésus. La doctrine des Jésuites relative au pape et à l'Eglise. Ils faussent la tradition et l'histoire en faveur de la suprématie papale. Opinion des Jésuites sur l'inspiration de l'Ecriture. La doctrine des Jésuites sur le pouvoir temporel universel du pape. Enseignement juridique et politique des Jésuites. Doctrines de Mariana relatives à l'Etat, à la royauté, à l'assassinat des princes. Principes de l'éducation des princes. Principes de gouvernement des rois. Rosseus et la souveraineté du peuple. Rosseus et le châtimement des princes hérétiques. L'assassinat des tyrans au moyen âge et chez les Jésuites. Page 3

CHAPITRE II

Les Jésuites et l'Inquisition; les Jésuites et la croyance à la sorcellerie. La doctrine de la grâce et du libre arbitre. Le développement de la casuistique; le probabilisme; la doctrine des Jésuites sur l'amour de Dieu; la doctrine du péché philosophique; la doctrine relative à la direction des intentions; la réserve mentale et l'équivoque. Exemples de la casuistique jésuitique. L'Ordre est responsable des doctrines morales de ses membres. Précurseurs et causes de la casuistique jésuitique. La politique de la direction des âmes. Relâchement de la pratique du confessionnal. La « dévotion aisée » de Lemoine. Clément VIII et l'espionnage des Jésuites au confessionnal.

Page 48

CHAPITRE III

Le culte de Marie, la mariologie et les Jésuites. Le « Paradis ouvert » de Barri. Le culte du scapulaire. Les « Gloires de Marie » de Ligori. La sainte colline près de Grenade; l'histoire d'Espagne falsifiée par les Jésuites. Exemples de la mariologie moderne. Le culte des images et des reliques. La biographie d'Ignace Loyola et son apothéose par Ribadencira. L'eau d'Ignace. Autres exemples de la superstition jésuitique. Etudes sur la magie par Del Rio. Exorcismes. Questions posées par le Père Collon au diable. Les processions, les pèlerinages et les confréries encouragés par les Jésuites. Marie Alacoque et le culte du sacré cœur de Jésus. Le culte du sacré cœur de Marie. Théories des Jésuites sur la vie des bienheureux. Page 98

LIVRE SEPTIÈME

INSTRUCTION ET ÉDUCATION. — SCIENCE ET ARTS.

CHAPITRE I

But, esprit et méthode d'enseignement et d'éducation de l'Ordre en général. La *Ratio studiorum*. Le plan d'études. La grammaire, les humanités, la rhétorique, la philosophie, la théologie. Les maîtres. Les classes d'élèves et les congrégations d'étudiants. Prix et distinctions. Punitons. Traitement infligé aux élèves. L'esprit religieux, ecclésiastique, de la pédagogie. Soin apporté à conserver l'orthodoxie. La philosophie considérée comme la servante de la théologie. Préceptes pour les professeurs de dogmatique et des saintes Ecritures. Préceptes pour les élèves. Discussions, déclamations, représentations théâtrales. Hygiène du corps. Ecole normale. Modifications apportées à la *Ratio*. Autonomie des écoles des Jésuites. La valeur de l'enseignement des Jésuites. Deym et l'enseignement des Jésuites. Effets de cette pédagogie. L'activité des Jésuites dans ces derniers temps; opposition faite par eux à la création d'universités. . . . Page 143

CHAPITRE II

Les Jésuites aux universités d'Ingolstadt, de Vienne, de Prague, de Fribourg en Brisgau, de Heidelberg, de Breslau, de Wurzburg. Le catéchisme de Vogler. Les Jésuites et la théologie. Les Jésuites et l'esprit scientifique. Guerre faite aux universités. La littérature de l'Ordre. Ecrivains théologiques et historiens de l'Eglise appartenant à l'Ordre. Ecrivains philosophiques et historiens; mathématiciens et astronomes; écrivains militaires de l'Ordre de Jésus. L'autobiographie de Bellarmin. Poètes de l'Ordre de Jésus. Architecture, sculpture et peinture de l'Ordre.

Page 187

LIVRE HUITIÈME

LE JANSÉNISME ET L'ORDRE DE JÉSUS.

CHAPITRE I

L'arrogance de l'Ordre de Jésus; ses péchés contre l'Eglise et contre la société. La doctrine de la grâce de Jansénius. Le livre de Jansénius sur Augustin. Port-Royal des Champs et la mère Angélique. Saint-Cyran et Richelieu. Les solitaires de Port-Royal des Champs. Antoine Arnauld et son livre sur la communion fréquente. Attaques contre A. Arnauld et Port-Royal des Champs. Le miracle de la sainte épine. Intrigues des Jésuites contre le livre de Jansénius. Condamnation à Rome des cinq thèses. A. Arnauld et l'infailibilité du pape. La distinction du fait et du droit. Page 239

CHAPITRE II

Pascal et les *Lettres à un provincial*. Nouvelle condamnation du livre de Jansénius. Louis XIV et le jansénisme. Le formulaire de la foi. Mesures prises contre Port-Royal. Attitude des nonnes. Pascal se sépare d'Arnauld et des théologiens de Port-Royal. Nouvelles mesures prises contre les hommes et les femmes de Port-Royal. Résistance de quatre évêques. Compromis sous Clé-

ment IX. Attaque et défense de la casuistique jésuitique. La traduction du Nouveau Testament de Mons. Nouvelle persécution dirigée contre Port-Royal. Intrigues contre l'archevêque Noailles. La controverse sur le cas de conscience. Suppression de Port-Royal des Champs. Les considérations morales de Quesnel et la bulle *Unigenitus*. L'opposition à la bulle et Louis XIV. Les « Appelants » et l'archevêque Beaumont. Effets désastreux du règne des Jésuites en France. Page 264

LIVRE NEUVIÈME

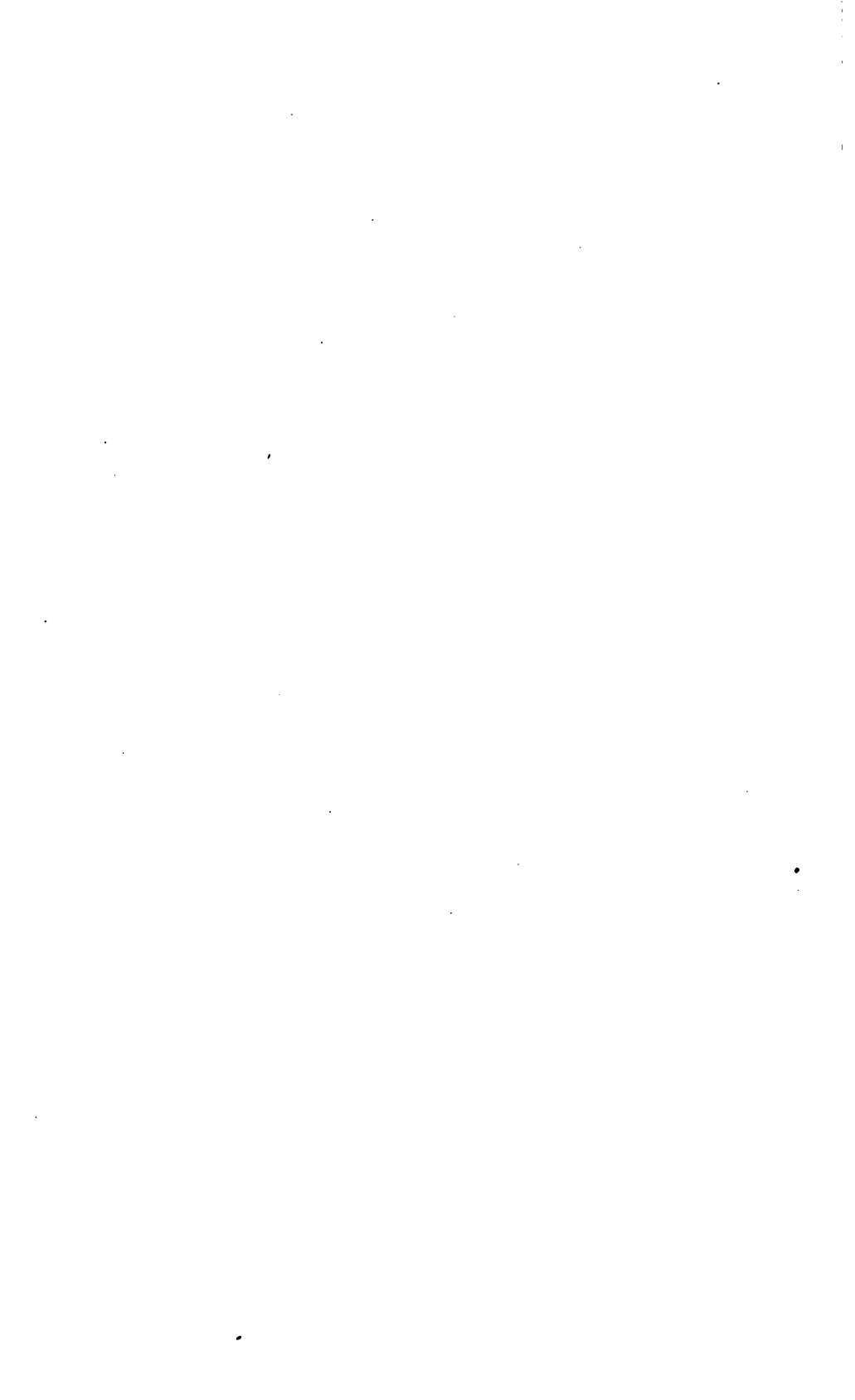
SUPPRESSION DE L'ORDRE PAR CLÉMENT XIV.

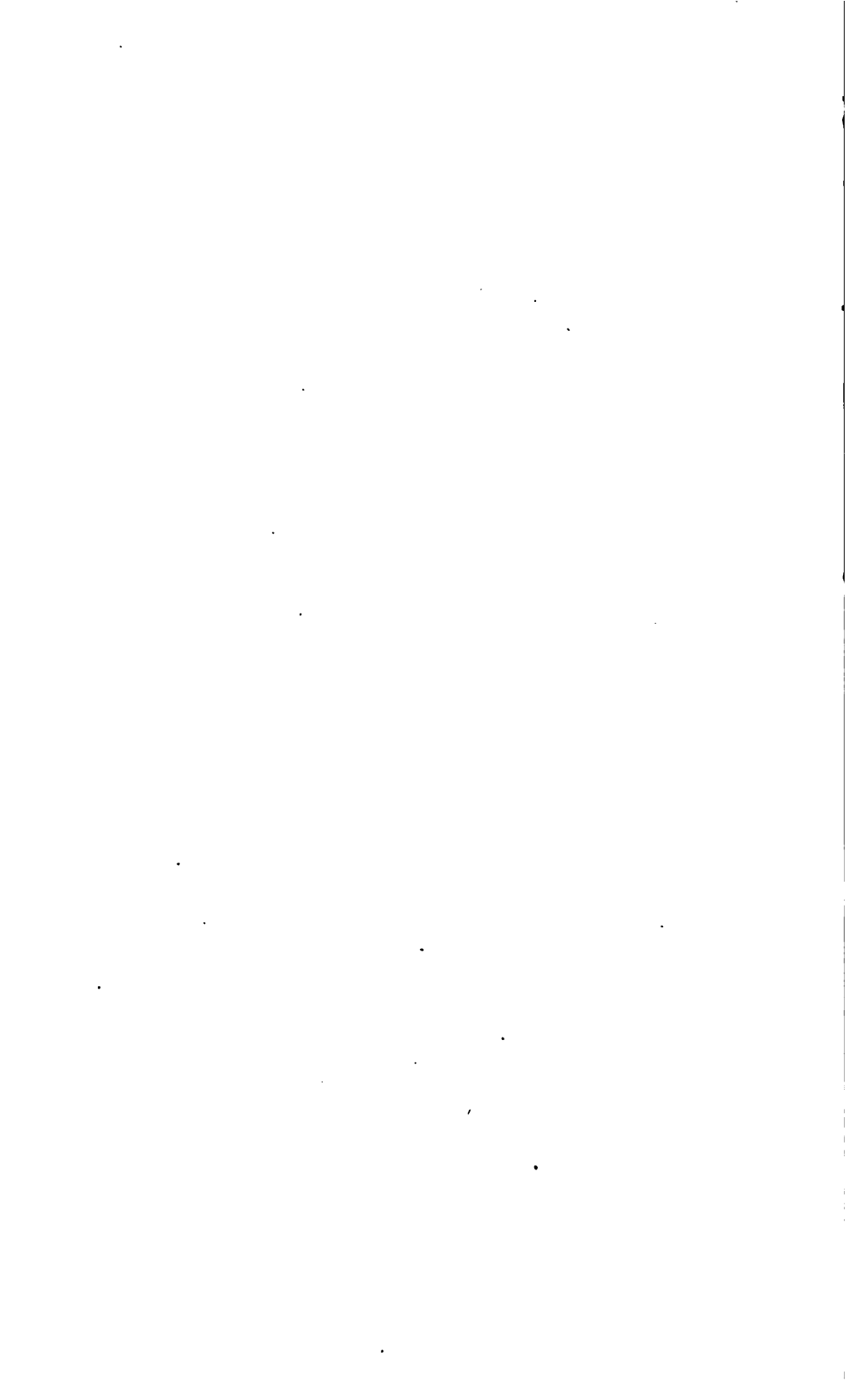
CHAPITRE I

Bénédict XIV et les Jésuites. Pombal et les Jésuites expulsés du Portugal. Madame de Pompadour et les Jésuites. La banqueroute du Père Lavalette. Louis XV et Choiseul. Les Jésuites expulsés de la France. La bulle « *Apostolicum pascendi* ». Charles III et les Jésuites expulsés de l'Espagne. Nouvelle persécution des Jésuites en France et en Portugal. Les Jésuites expulsés du royaume des Deux-Siciles. Complications avec le duché de Parme et représailles des cours bourboniennes. Mort de Clément XIII. Page 309

CHAPITRE II

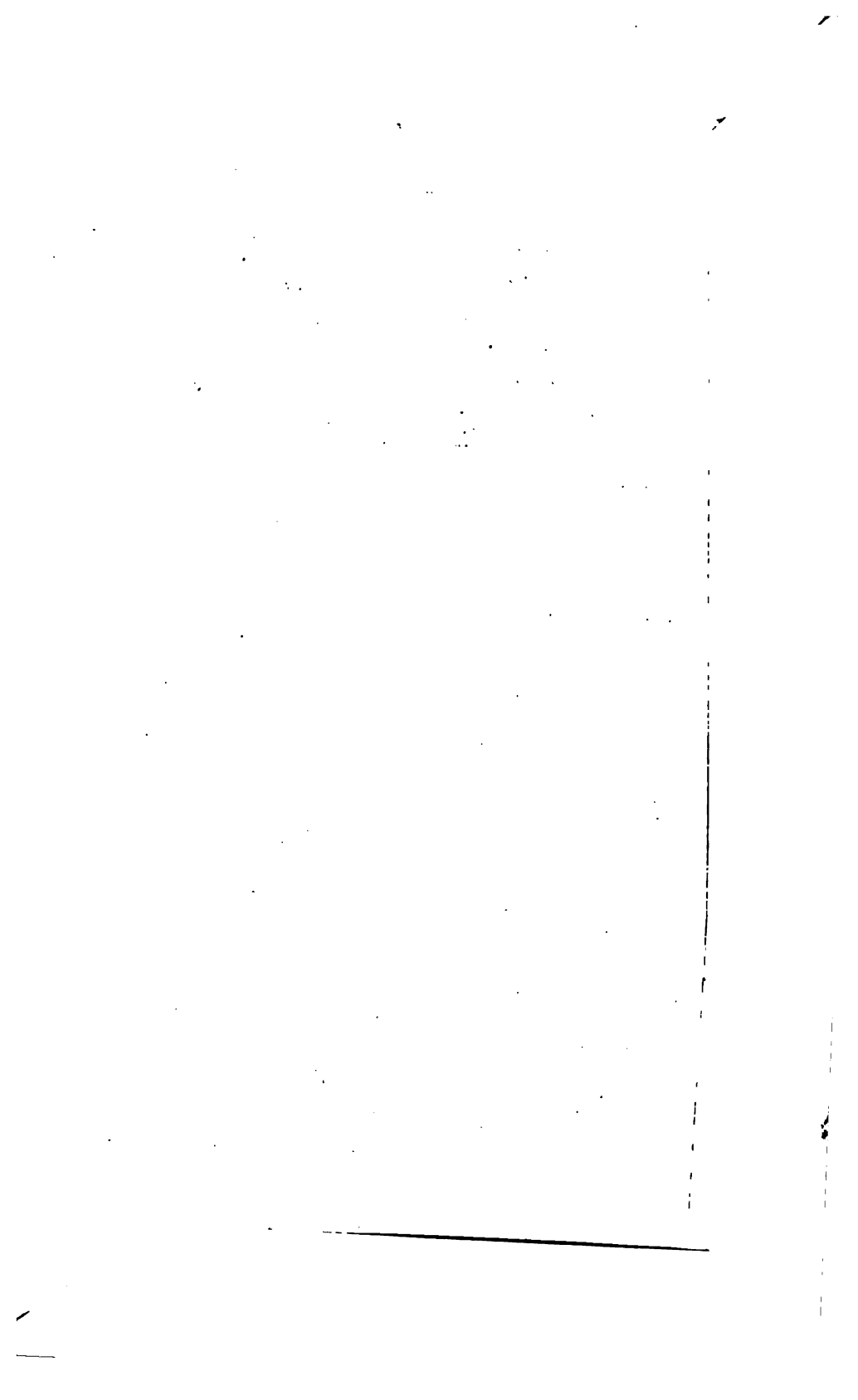
Clément XIV. Début du règne de Clément XIV. Intrigues des Jésuites. Le bref décrétant la suppression de l'Ordre de Jésus. Impression produite par le bref. Frédéric-le-Grand et les Jésuites. Les Jésuites en présence du bref. Maladie et mort de Clément XIV. Clément XIV est-il mort par empoisonnement? Le général des Jésuites au château Saint-Ange et sa dernière protestation. Les Jésuites sous Pie VI et leur restauration par Pie VII. Page 348





2. v. l.

l.



MAAS (ZODIUS). — *Histoire des dogmes chrétiens*. 2 vol. in-8 15 fr.

LANBERT (D^r GUSTAVE). — *Histoire des guerres de religion en Provence (1530-1598)*. (Tiré à très-petit nombre d'exemplaires. 2 vol. in-8. 20 fr.

Lettres à mon curé. 2^e édition revue et augmentée 2 fr.

LICHTENBERGER (F.). — *Histoire des idées religieuses en Allemagne depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours*. 3 vol. in-8. 22 fr. 50

LOUTCHESKI (JEAN). — *Documents inédits sur l'histoire du Languedoc et de La Rochelle après la Saint-barthélemy*. 1572-1574. — Lettres extraites des manuscrits de la Bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg. 1 vol. in-8. 2 fr. 50

MARTIN (WILLIAM). — *La Saint-Barthélemy devant le sénat de Venise*. Relations des ambassadeurs Giovanni, Michiel et Sigismondo Cavalli, traduites et annotées. 1 vol. in-12. 3 fr.

MERLE D'AUVERGNE. *Histoire de la Réformation au XVI^e siècle* (Temps de Luther). Nouvelle édition, revue par l'auteur. 5 vol. in-12. 16 fr.

MICHAUD (L'ABBÉ), docteur en théologie. — *Le mouvement contemporain des Eglises*. 1 vol. in-12 de 478 p. 5 fr.

— *L'Esprit et la Lettre dans la morale religieuse*. Première série : La piété. Deuxième série : La foi. 2 vol. in-12. 6 fr.

— *Guignol et la Révolution dans l'Eglise romaine*. M. Veuillot et son parti condamnés par les archevêques et évêques de Paris, Tours, Viviers, Orléans, Marseille, Verdun, Chartres, Moulins, etc., etc. 1 vol. in-12. 2^e édition. 1 fr. 50

— *Plutôt la mort que le déshonneur!* Appel aux anciens-catholiques de France contre les révolutionnaires romanistes. 1 vol. in-12. 1 fr. 50

— *Comment l'Eglise romaine n'est plus l'Eglise catholique*. 1 vol. in-12. 2 fr. 50

— *Programme de réforme de l'Eglise d'Occident*, proposé aux anciens-catholiques et aux autres communions chrétiennes. 1 vol. in-12. 2 fr.

— *Les faux libéraux de l'Eglise romaine*. Réponse au P. A. Perraud,

et lettres de polémique. 1 volume in-12. 2 fr.

MICHAUD (L'ABBÉ), docteur en théologie. *De la falsification des catéchismes français et des manuels de théologie par le parti romaniste de 1670 à 1868*. 1 vol. in-12 2 fr. 50

— *La Papauté antichrétienne*. 1 vol. in-12. 2 fr. 50

Nouvelle législation prussienne réglant les rapports entre l'Etat et l'Eglise. 1 vol. in-8 avec supplément. 6 fr.

PRESNERS (ED. DE). — *L'Eglise et la Révolution française*. Histoire des relations de l'Eglise et de l'Etat de 1789 à 1802. 2^e édit. 1 vol. in-8. 3 fr.

— *Histoire des trois premiers siècles de l'Eglise chrétienne*. — Première série : Le siècle apostolique. 2 vol. in-8. 12 fr.

Deuxième série : La grande lutte du christianisme contre le paganisme, les martyrs et les apologistes. 2 vol. in-8. 12 fr.

Troisième série : Histoire du Dogme. 1 vol. in-8 5 fr.

— *La Liberté religieuse en Europe depuis 1870*. 1 vol. in-12 4 fr.

ROUSSEL (NAPOLEON). — *Les nations catholiques et les nations protestantes*, comparées sous le triple rapport du bien-être, des lumières et de la moralité. 2 vol. in-8 10 fr.

SCHETTER (AD.). — *Essai sur l'avenir de la tolérance*. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

— *Les Huguenots au XVI^e siècle*. 1 vol. in-8. 5 fr.

SCHOKEL (CHARLES). — *L'Eglise, Bismarck et les Jésuites*. Br. in-12. 1 fr.

SMILES (SAMUEL). — *Les Huguenots*. leurs colonies, leurs industries, leurs Eglises en Angleterre et en Irlande. Trad. de l'anglais, avec une préface de M. Athanase Coquerel fils. 1 vol. in-8. 6 fr.

TISSOT (S.). — *Le Catholicisme et l'Instruction publique*. 1 volume in-12. 4 fr. 50

VINET (ALEXANDRE). — *Essai sur la manifestation des convictions religieuses et sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat envisagée comme conséquence nécessaire et comme garantie de principe*. 2^e éd. revue et augmentée. 1 vol. in-8. 5 fr.

